



**COMMUNE DE LAVOUX**

**(VIENNE)**



# PLAN LOCAL D'URBANISME



## PIÈCE I – RAPPORT DE PRÉSENTATION

### VOLUME I - DIAGNOSTIC TERRITORIAL ET ENVIRONNEMENTAL



**Vu pour être annexé à la délibération  
du Conseil Communautaire de Grand Poitiers  
Communauté urbaine pour approbation  
en date du 8 décembre 2017.**

**Le Président, M. Alain CLAEYS**



**DÉCEMBRE 2017**

PLAN LOCAL D'URBANISME	PRESCRIT	PROJET ARRÊTÉ	PROJET APPROUVÉ
Élaboration	20/06/2014	20/12/2016	08/12/2017



# SOMMAIRE

<b>PRÉAMBULE .....</b>	<b>5</b>
<b>DIAGNOSTIC TERRITORIAL.....</b>	<b>13</b>
<i>L'héritage historique.....</i>	<i>15</i>
<i>La démographie et le logement : état des lieux et prospective.....</i>	<i>41</i>
<i>La situation socio-économique .....</i>	<i>61</i>
<i>Les activités agricoles et sylvicoles .....</i>	<i>65</i>
<i>L'exposition de la population aux risques.....</i>	<i>75</i>
<i>Les équipements et les services .....</i>	<i>89</i>
<i>Les déplacements .....</i>	<i>103</i>
<i>L'organisation des espaces bâtis .....</i>	<i>111</i>
<b>DIAGNOSTIC ENVIRONNEMENTAL .....</b>	<b>125</b>
<i>Le milieu physique .....</i>	<i>127</i>
<i>La trame verte et bleue.....</i>	<i>137</i>





# PRÉAMBULE

## **Article L.101-1 du Code de l'Urbanisme**

*Le territoire français est le patrimoine commun de la nation.*

*Les collectivités publiques en sont les gestionnaires et les garantes dans le cadre de leurs compétences.*

*En vue de la réalisation des objectifs définis à l'article L.101-2, elles harmonisent leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace dans le respect réciproque de leur autonomie.*

## **Article L.101-2 du Code de l'Urbanisme**

*Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :*

*1° L'équilibre entre :*

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;*
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;*
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;*
- d) La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;*
- e) Les besoins en matière de mobilité ;*

*2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;*

*3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;*

*4° La sécurité et la salubrité publiques ;*

*5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;*

*6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;*

*7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables.*

## CADRE GÉNÉRAL DU PROJET

La commune de Lavoux dispose d'un Plan d'Occupation des Sols (POS) approuvé par délibération du Conseil Municipal le 21 Décembre 2001.

Par délibération du 20 Juin 2014, le Conseil Municipal de Lavoux a décidé de prescrire la révision du Plan d'Occupation des Sols en un Plan Local d'Urbanisme.

Créé par la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) du 13 Décembre 2000, le Plan Local d'Urbanisme remplace le Plan d'Occupation des Sols en y intégrant notamment un Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD). Destiné aux communes où sont présents des enjeux territoriaux importants, ce document d'urbanisme est ainsi un projet d'aménagement complet. Il permet de maîtriser le développement urbain (localisation des zones constructibles), de le planifier (phasage temporel) et d'en préciser la qualité (dispositions réglementaires).

Le Plan Local d'Urbanisme doit respecter trois grands objectifs de gestion spatiale inscrits dans la Loi SRU :

- › L'équilibre entre le renouvellement urbain, un développement urbain maîtrisé [...] d'une part et la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des espaces naturels et des paysages d'autre part [...]
- › La diversité des fonctions urbaines et la mixité sociale dans l'habitat urbain et dans l'habitat rural [...]
- › Une utilisation économe et équilibrée des espaces naturels, urbains, périurbains et ruraux [...]

## MOTIVATIONS INITIALES DU PROJET

Les motivations ayant conduit l'équipe municipale à élaborer un Plan Local d'Urbanisme sont les suivantes :

*La commune de Lavoux, actuellement dotée d'un POS, a décidé de prescrire l'élaboration du PLU sur le territoire communal afin de répondre aux exigences de la Loi « ALUR ».*

*De plus, la commune va en profiter pour redonner un nouveau visage de la ville de demain en conciliant le renouvellement urbain – par la requalification du bâti ancien et la promotion de nouveaux quartiers – et le développement durable.*

*Extrait du cahier des charges de consultation des bureaux d'études, Juin 2014*

## CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DU TERRITOIRE

### **Localisation du territoire**

Lavoux est une commune de 1 123 habitants au recensement INSEE de 2013, localisée au centre du département de la Vienne.

Elle est située à 13 kilomètres à l'Est de Poitiers, chef-lieu du département, et à 11 kilomètres à l'Ouest de Chauvigny. Située légèrement au Nord de la RD 951 (axe Poitiers/Le Blanc/Châteauroux), la commune est limitrophe de Bignoux, Bonnes, Liniers, Jardres, Saint-Julien l'Ars et Sèvres-Anxaumont.



## Situation de la commune à l'échelle régionale



Source : SIG PARCOURS, données IGN SCAN 1000 – Échelle : 1/750 000

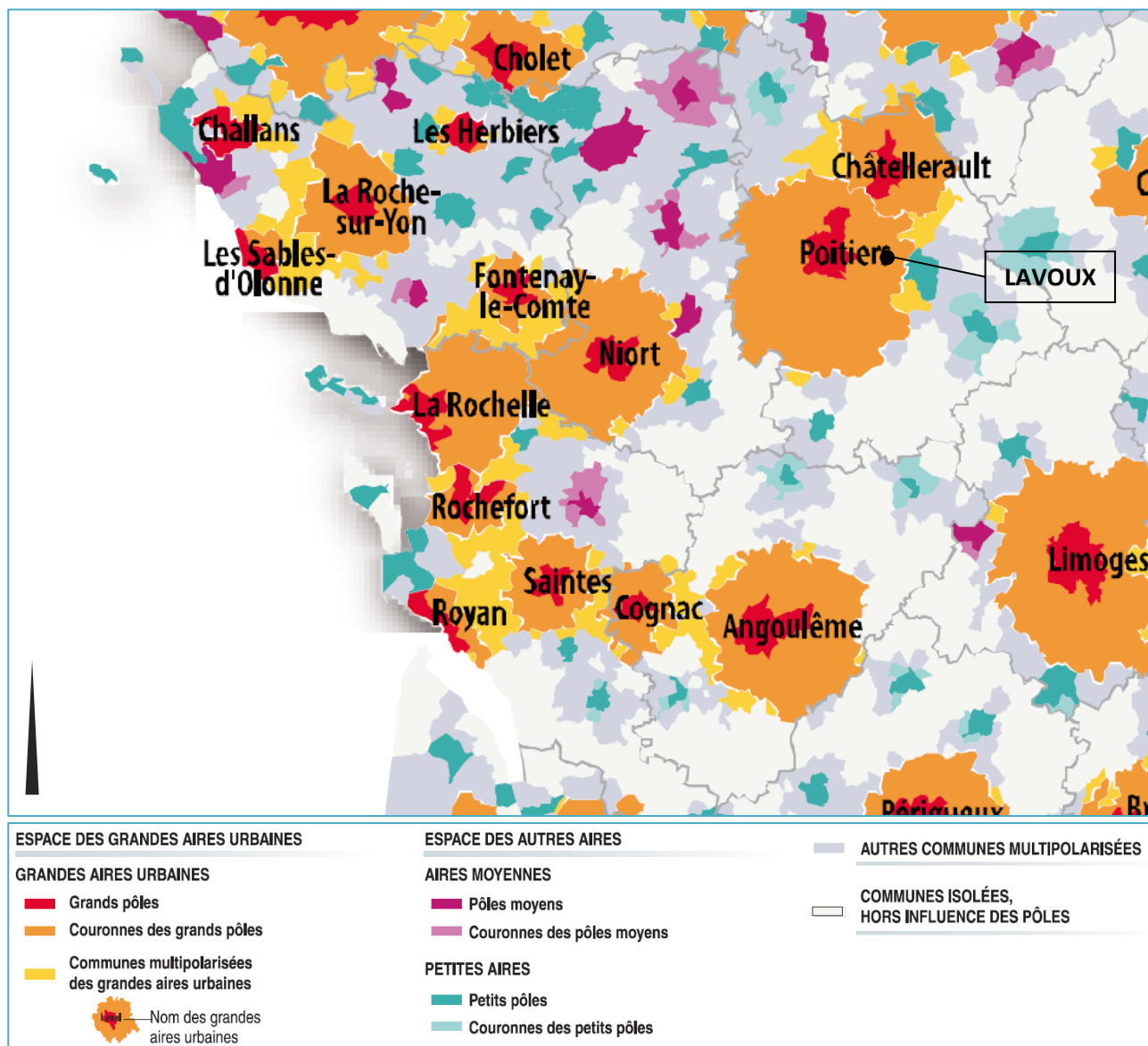
### ***Situation du territoire***

Lavoux est une commune périurbaine du canton de Chasseneuil-du-Poitou (anciennement dans le canton de Saint-Julien-l'Ars), intégrée à l'aire urbaine de Poitiers. La commune, localisée à 13 kilomètres seulement du centre de Poitiers, possède une fonction résidentielle importante et croissante pour les actifs travaillant sur le premier pôle d'emplois du département. En 2013, 89 % des actifs travaillaient à l'extérieur de la commune. La commune est d'ailleurs classée, sur la cartographie suivante, au titre de la couronne périurbaine de Poitiers.



Les habitants de la commune peuvent accéder aux services et aux équipements de Poitiers, de Chauvigny et de Saint-Julien l'Ars. Un renforcement du lien économique et social avec l'agglomération de Poitiers est observé ces dernières années en liaison avec l'augmentation des migrations d'actifs entre les deux territoires.

Carte des aires urbaines 2010 (INSEE)



La commune de Lavoux est desservie par la ligne de transports en commun n°102 (Poitiers/Bonnes) qui permet une liaison directe vers le chef-lieu de département. L'accès au réseau ferré le plus proche est situé à Poitiers (ligne TGV Paris/Bordeaux et réseau de transport régional TER).

- Cette situation territoriale permet à Lavoux d'accueillir de nouveaux habitants en bénéficiant de la proximité géographique des emplois et des services. Elle est en contrepartie à l'origine d'une dépendance économique de la commune vis-à-vis du pôle de Poitiers et pose la question de la gestion des déplacements d'actifs.

## Situation politique

- **L'ancienne Communauté de Communes « Vienne et Moulière »**

Lavoux faisait partie, jusqu'en Décembre 2016, de la Communauté de Communes « Vienne et Moulière », également composée des communes de Bignoux, Bonnes, La Chapelle-Moulière, Liniers, Pouillé, Savigny-l'Évescault, Saint-Julien-l'Ars, Sèvres-Anxaumont et Tercé.

- **L'ancien Pays « Vienne et Moulière »**

La commune faisait également partie jusqu'en Décembre 2016 du Pays « Vienne et Moulière », dont le périmètre recoupait celui de la Communauté de Communes éponyme.

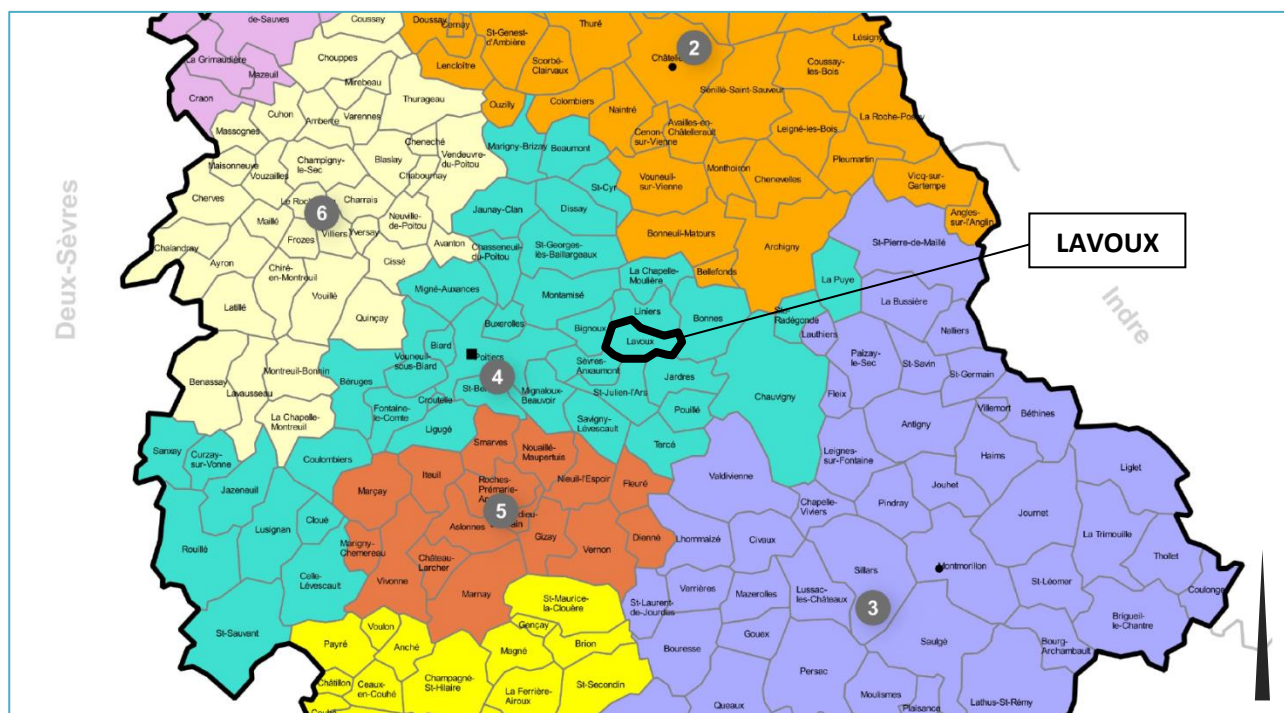
- **« Loi NOTRe » et réforme des intercommunalités**

La Loi n°2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe), publiée au Journal Officiel du 8 Août 2015, porte révision des Schémas Départementaux de Coopération Intercommunale (SDCI) à travers son titre II, « Intercommunalités renforcées ».

Les objectifs de la Loi visent à achever la couverture territoriale entamée avec la Loi n°2010-1563 du 16 Décembre 2010 portant réforme des collectivités territoriales (dite « Loi RCT »), à faire disparaître les enclaves, à développer une cohérence avec les bassins de vie et à réduire le nombre de structures syndicales.

Le Schéma Départemental de Coopération Intercommunale 2016 de la Vienne a été approuvé par Arrêté Préfectoral n°2016-D2/B1-006 en date du 25 Mars 2016.

### Extrait du Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI) 2016



Source : Préfecture de la Vienne, DDT86/SG/SIVD – Mars 2016

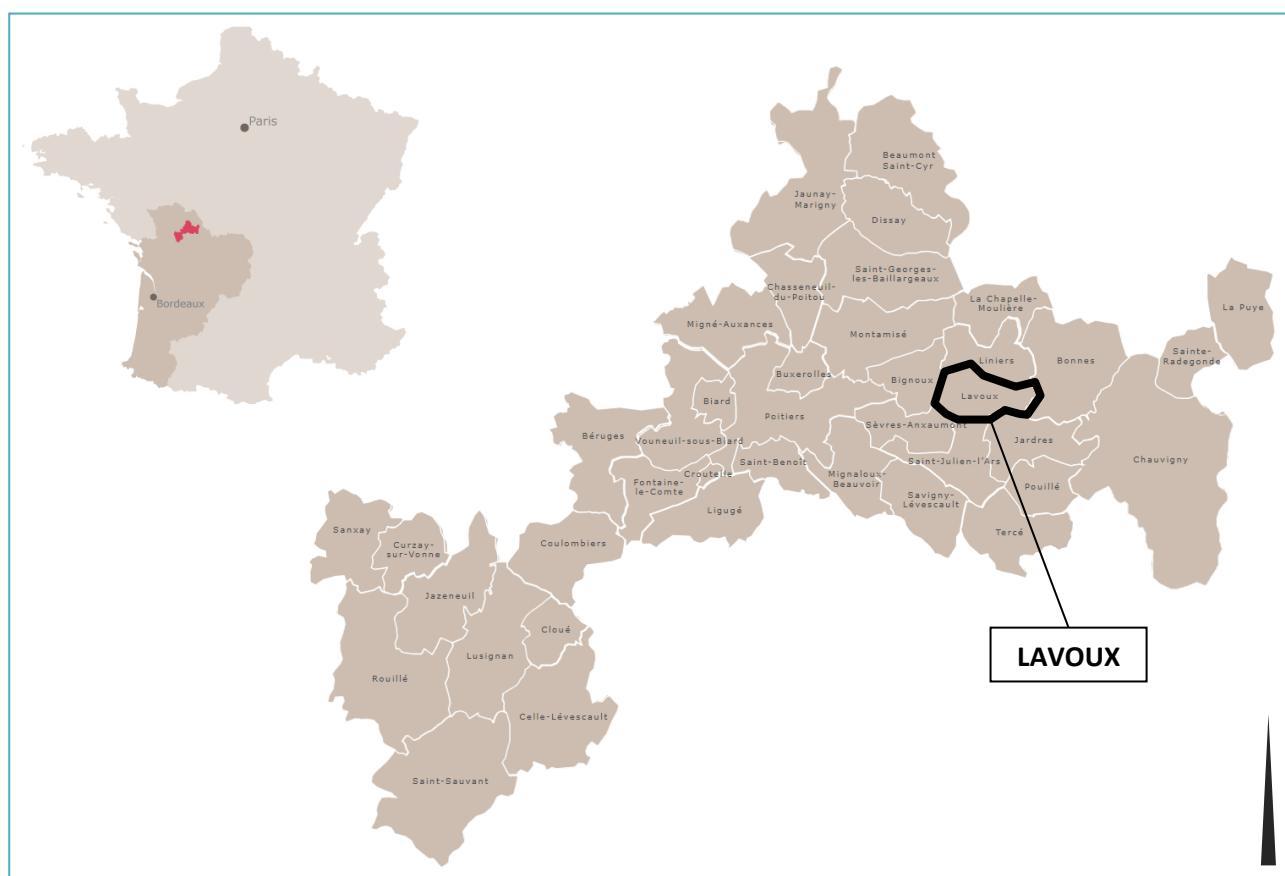
- **Communauté urbaine du « Grand Poitiers »**

Dans ce cadre, la commune de Lavoux et la Communauté de Communes « Vienne et Moulière » ont rejoint, au 1<sup>er</sup> Janvier 2017, la Communauté d'Agglomération du « Grand Poitiers », fusion de cinq intercommunalités (40 communes), qui compte ainsi 189 845 habitants (chiffre 2014).

Au 1<sup>er</sup> Juillet 2017, la Communauté d'Agglomération du « Grand Poitiers » est devenue Communauté Urbaine. Destinée aux agglomérations de plus de 250 000 habitants, la possibilité de choisir ce statut a été étendue par la Loi « NOTRe » aux anciennes capitales régionales. Cette transformation a été entérinée par Arrêté Préfectoral n°2017-D2/B1-010 du 30 Juin 2017.

La Communauté Urbaine a, parmi ses compétences obligatoires, l'aménagement et le développement économique, social et culturel de l'espace communautaire, l'équilibre social de l'habitat, la politique de la ville, la protection et la mise en valeur de l'environnement, la politique du cadre de vie et la gestion des services d'intérêt collectif.

- **Périmètre de la Communauté urbaine du « Grand Poitiers »**



Source : Communauté urbaine du « Grand Poitiers », site d'information « Ensemble vers un nouveau Grand Poitiers »

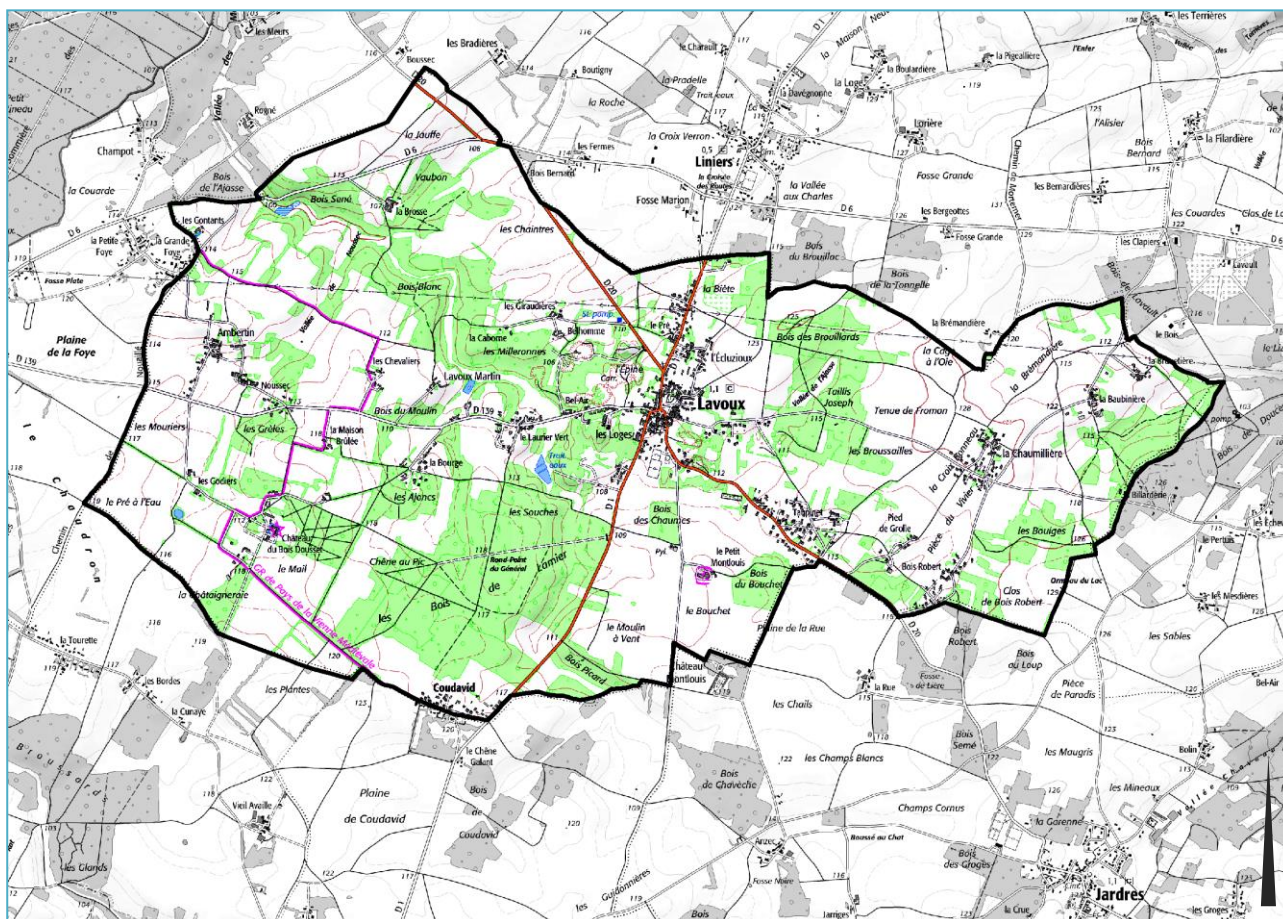


### ***Cartographie du territoire communal et occupation des sols***

Le territoire communal est de forme globalement allongée et couvre 1 503 hectares, soit 15 km<sup>2</sup>.

Le Bourg est situé en partie centrale de la commune, au croisement des RD 1 et RD 20. Un ensemble de hameaux et de lieux-dits est réparti sur les espaces périphériques, notamment en partie Est.

## Cartographie du territoire communal



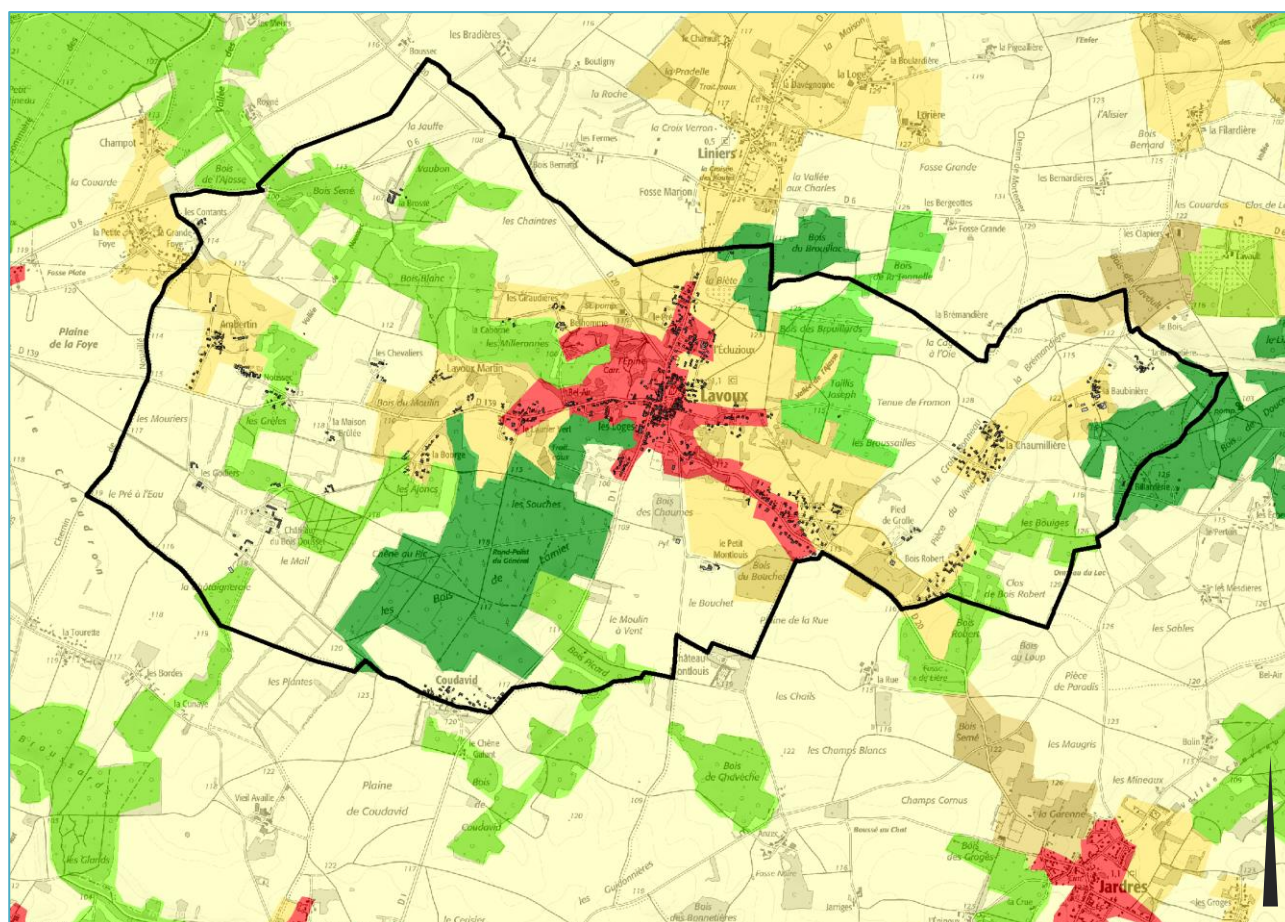
Source : SIG PARCOURS, Cadastre DGFip, données IGN SCAN 25 – Échelle : 1/40 000

Le territoire communal est composé à 27,7 % de forêts et milieux semi-naturels, à 66,8 % de territoires agricoles et à 5,5 % de terres artificialisées<sup>1</sup>. La commune ne comporte pas de cours d'eau permanent.

Les boisements sont assez également répartis sur le territoire, tantôt en ensembles conséquents (Bois Sené, Bois Blanc vers le Nord-Ouest de la commune, Bois de Tamier vers le Sud, Bois des Brouillards et Bois des Broussailles à l'Est du Bourg) et tantôt de manière plus éparse.

<sup>1</sup> Source : Base de données Corine Land Cover 2012, DREAL Nouvelle-Aquitaine.

## Occupation des sols (CORINE Land Cover)



Source : SIG PARCOURS, Cadastre DGFIP, données IGN SCAN 25 et CORINE Land Cover 2012 – Échelle : 1/40 000

### LÉGENDE CORINE Land Cover

#### Territoire artificialisés – Zones urbanisées

112 – Tissu urbain discontinu

#### Territoire agricoles – Terres arables

211 – Terres arables hors périmètres d'irrigation

#### Territoire agricoles – Zones agricoles hétérogènes

242 – Systèmes culturaux et parcellaires complexes

243 – Surfaces essentiellement agricoles, interrompues par des espaces naturels importants

#### Forêts et milieux semi-naturels – Forêts

311 – Forêts de feuillus

312 – Forêts de conifères

313 – Forêts mélangées



## **PREMIÈRE PARTIE**

# **DIAGNOSTIC TERRITORIAL**



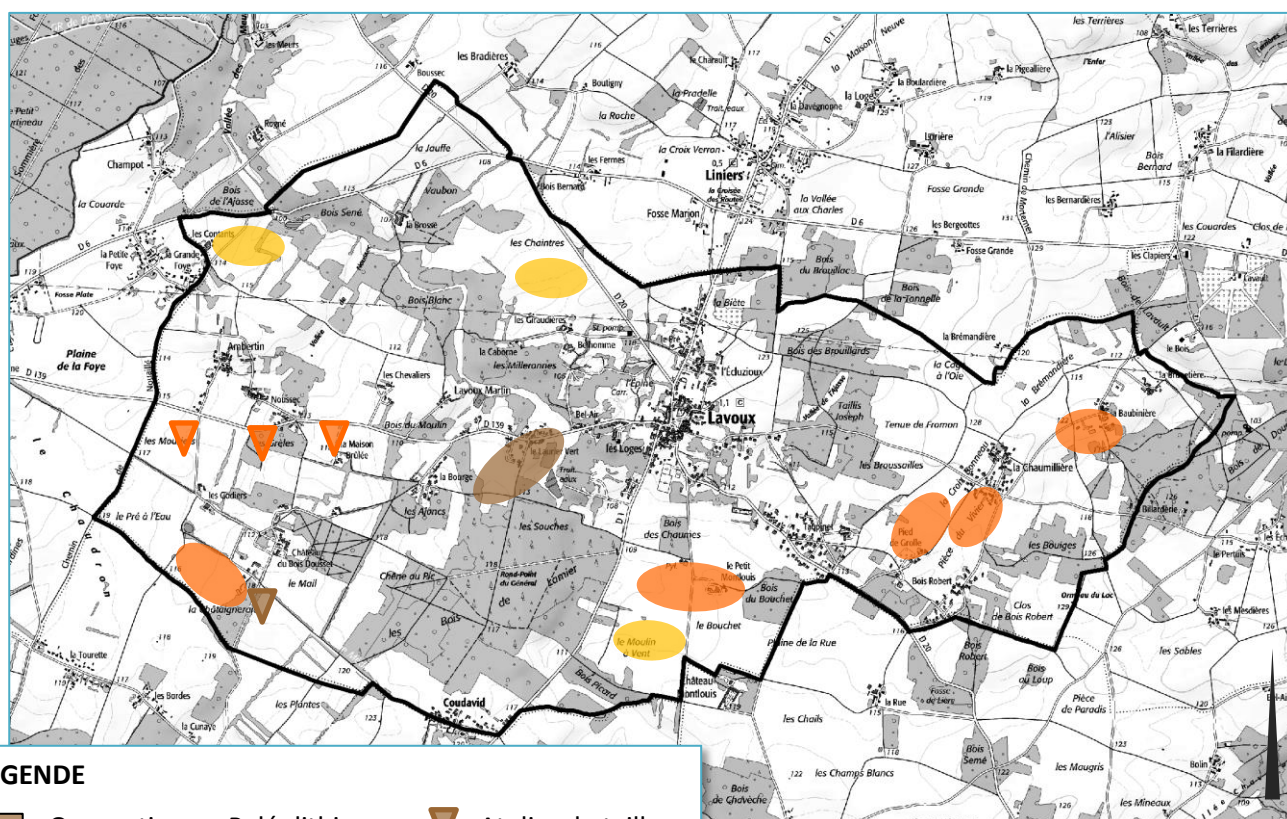
## ÉLÉMENTS D'HISTOIRE

L'occupation humaine à Lavoux est très ancienne et assez bien documentée, notamment d'un point de vue archéologique<sup>2</sup>. On retrouve ainsi des traces d'occupation dès le Paléolithique (avant 12 500 avant Jésus-Christ, également appelé « l'Âge de Pierre ») autour des lieux-dits « Le Laurier Vert » et « Maison à Brisson ». Un atelier de taille de cette période a été identifié entre « La Chataigneraie » et « La Cunée ».

Au Néolithique (fin de la période préhistorique, début de la Protohistoire, entre 6 500 et 3 950 avant JC), des traces d'occupation humaine ont été relevées autour des lieux-dits « Le Petit Montlouis », « Tenue des Egugées », « La Chataigneraie », « Pièce de la Fosse à Lairer ». Trois ateliers de taille ont été découverts entre « La Maison Brûlée » et « Les Mouriers », ce qui indique une activité pré-artisanale très ancienne, probablement autour de blocs calcaires affleurant.

Pendant les périodes de l'Âge de Bronze (entre 3 950 et 2 700 avant JC) et de l'Âge du Fer (entre 2 700 et 700 avant JC), les traces d'occupation humaine sont majoritairement relevées en partie Est de la commune : « Pied de Grolle », « Fosse du Pré », « La Baubinière », « La Groge aux Chiens », « Pièce du Vivier », « Champ André ».

### Occupation humaine à Lavoux (Préhistoire, Protohistoire, Antiquité)



Source : SIG PARCOURS, Cadastre DGFIP, données IGN SCAN 25 et DRAC Nouvelle-Aquitaine  
– Échelle : 1/40 000

<sup>2</sup> Source : DRAC Poitou-Charentes, base Patriarche (Juillet 2014).

Durant l'Antiquité, des traces d'occupation humaine et des restes de bâtiments datant de l'époque gallo-romaine ont été identifiés à « La Tenue des Constants », « Les Chaintres », « L'Ormeau de la Truie », « Les Contants » et « Le Moulin à Vent ». Sur ce dernier site, des tuiles et céramiques gallo-romaines ont été mises au jour.

On retrouve trace de Lavoux sous le nom *Lavatorio* en 1068<sup>3</sup>. Le toponyme vient probablement du Latin *lavatorium*. On peut donc supposer qu'il existait à l'origine un lavoir ou un point d'eau sur la commune, probablement à proximité du puits qui faisait face à l'église (aujourd'hui disparu), qui aurait suscité l'appellation du lieu. Le nom Lavoux s'explique par le fait que le patois du Poitou a tendance à transformer les finales *-oir* (lavoir dans ce cas de figure) en *-ou*. À titre d'exemple, *pressoir* devient dans la région *pressou*.

Lavoux a connu de nombreuses variations toponymiques au fil du temps. La commune est citée sous le nom *Laveour* en 1286, *Laveor* en 1300, *Le Laveur* en 1344, *Lavour* en 1362 ou encore *Lavoulx* en 1511.

À l'époque carolingienne, Lavoux était placée sous l'autorité administrative de Liniers, qui était alors la principale localité d'un vaste secteur couvrant tout le plateau entre Vienne et Clain et s'appelait *Linarinsis Vicaria*. Au X<sup>ème</sup> siècle, selon des documents d'époque, Liniers était le chef-lieu d'une viguerie, territoire de juridiction du viguier, magistrat administratif et rural. Cette viguerie couvrait approximativement les paroisses et communes actuelles de Liniers, Lavoux, Sèvres (Anxaumont), Jardres, La Chapelle-Moulière, Saint-Cyr, Dissay et Saint-Georges-lès-Baillargeaux.

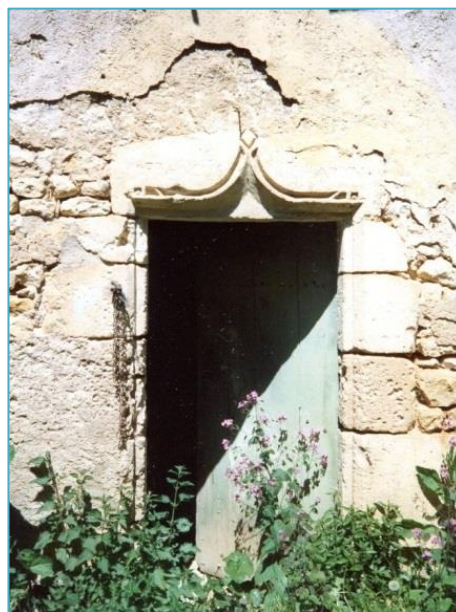
À partir du XI<sup>ème</sup> siècle, avec l'apparition des Archiprêtres, la paroisse de Lavoux est rattachée à celui de Mortemer (sur l'actuelle commune de Valdivienne). Plus tard, elle relèvera de la Châtellenie de Touffou (le Château de Touffou étant situé sur la commune de Bonnes).

À l'époque médiévale, Lavoux est un bourg rural dominé par une agriculture traditionnelle, vivrière et viticole, et construit autour d'une église et d'un château.

« Lavoux possédait au centre du Bourg un château, dont un reste, fort endommagé par le temps, est actuellement le Presbytère »<sup>4</sup>. La localisation de ce Presbytère demeure imprécise. Il peut s'agir de l'ancienne demeure, datée de 1613, située face à la Place des Carriers et au cimetière, qui menaçait ruine et a été détruite en 1997/1998. Ne subsiste que le linteau gothique (photo ci-contre) qui a été déplacé et mis en valeur sur la Place des Carriers. Il peut également s'agir du logis qui fait face à l'église (Clos Saint-Martin), dont la construction actuelle pourrait avoir été opérée sur les restes d'une construction préalable, même si rien ne permet à ce jour de le confirmer.

Un édifice est cité à Lavoux dès le XI<sup>ème</sup> siècle<sup>5</sup> sous le nom de Prieuré Saint-Martin. On ignore les périodes de sa construction et de sa destruction.

L'actuelle église Saint-Martin a été édifiée en 1843.



Linteau du « Presbytère » avant la destruction de l'édifice<sup>6</sup>

<sup>3</sup> Source : Ministère de la Culture, base « Mérimée ».

<sup>4</sup> Source : Abbé Fauchereau, *Pays et monuments du Poitou*, 1892.

<sup>5</sup> Source : Ministère de la Culture, base « Mérimée ».

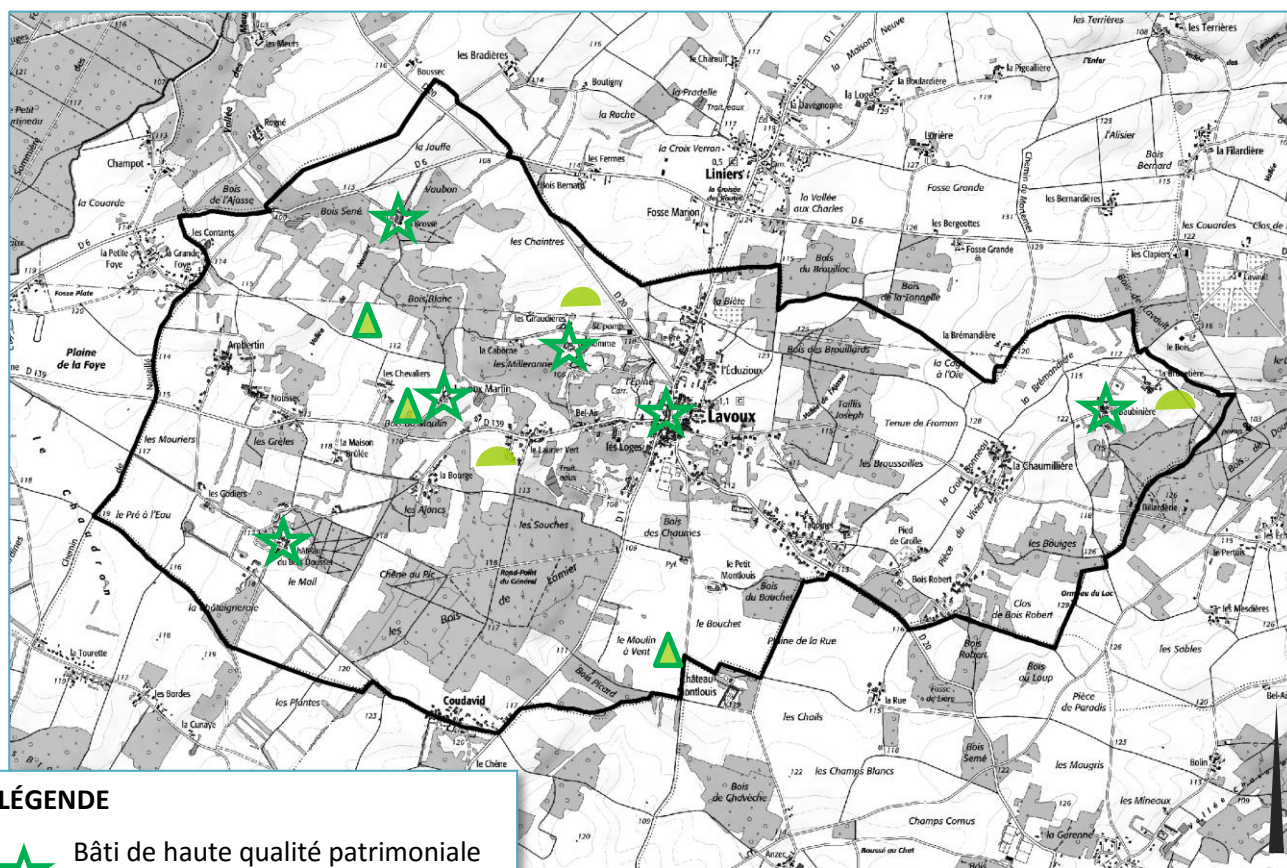
<sup>6</sup> Source : Association des Amis du Patrimoine Lavousien.






Au Moyen-Âge se développe également à Lavoux l'exploitation de carrières qui fera la postérité de la commune. Si l'activité est d'abord artisanale par rapport à ce qu'elle sera aux XIX<sup>ème</sup> et XX<sup>ème</sup> siècles, l'importance médiévale des carrières de Lavoux n'en est pas moins significative<sup>7</sup>. La pierre qui en est extraite est utilisée pour la réfection du Palais de Poitiers dans la seconde moitié du XIV<sup>ème</sup> siècle.

L'extraction de pierre calcaire a également développé une activité d'extraction métallurgique puisque trois ferriers ont été repérés entre « La Brunetière » et « Tenue d'Andousse » (époque médiévale), entre « Les Giraudières » et « Les Sauniers » et entre « Le Laurier Vert » et « La Flageolle » (époque indéterminée pour ces deux derniers). Un ferrier est un monticule composé de déchets ou de scories issus de la production du fer (charbon de bois, cendres, argiles cuites, restes de minerais...). *De Longuemar (1870) signale que les calcaires dolomitiques étaient extraits pour servir de fondant<sup>8</sup> (ou « castine ») aux forges de Verrières (20 kilomètres au Sud de Lavoux). Les pisolithes et concrétions d'oxyde de fer des formations éocènes et plio-quaternaires étaient exploitées pour l'industrie métallurgique locale. Cette ancienne activité, qui remonterait aux Gaulois, est marquée dans les sols par la présence de déchets de forges et fourneaux*<sup>9</sup>.

### Le développement de Lavoux à l'époque médiévale et pré révolutionnaire



#### LÉGENDE

-  Bâti de haute qualité patrimoniale (Château, Manoir)
-  Moulin à vent
-  Ferrier (extraction métallurgique)

Source : SIG PARCOURS, Cadastre DGFIP, données IGN SCAN 25 et DRAC Nouvelle-Aquitaine – Échelle : 1/40 000

Outre le Bourg, la commune se développe également autour des hameaux. Les plus importants sont « Bois Dousset » et « Lavoux-Martin », où sont édifiés des châteaux, respectivement aux XIV<sup>ème</sup> et XVI<sup>ème</sup> siècles (cf. partie « patrimoine bâti » ci-après). Le fief de « Bois-Dousset » avait un rayonnement dépassant les limites de la commune puisqu'il s'étendait également sur celle de Sèvres-Anxaumont autour du lieu-dit

<sup>7</sup> Source : *Résidences princière dans l'Europe du bas Moyen-Âge (rapports et recherches)*, Sigmaringen, 1991.

<sup>8</sup> Le « fondant » est utilisé pour diminuer la température à laquelle la charge fond, ce qui facilite le travail de forge.

<sup>9</sup> Source : notice de la carte géologique n°590 (feuille Chauvigny), BRGM.



« Les Bordes ». Le terme *borde* désignant une métairie, le fief de « Bois Dousset » possédait certainement un grand domaine agricole sur les espaces ouverts du Sud-Ouest de Lavoux et du Nord-Est de Sèvres-Anxaumont.

Outre ces deux châteaux, de nombreux manoirs<sup>10</sup> sont édifiés sur Lavoux : « Belhomme » et « La Brosse » (XV<sup>ème</sup> siècle), la « maison noble » du Bourg de Lavoux (XVII<sup>ème</sup> siècle), « La Baubinière » (XVIII<sup>ème</sup> siècle), ce qui témoigne de l'importance et de la vitalité de la commune. L'architecture de ces édifices et leur intérêt patrimonial sont commentés ci-après. Une partie de ces propriétés est saisie à l'issue de la Révolution Française et revendue comme biens nationaux dans les années 1790, le plus souvent à des particuliers bourgeois. Ce sera souvent l'occasion de leur reconversion par la suite vers des activités artisanales et/ou industrielles et, souvent, de la déshérence du bâti le plus ancien qui a disparu aujourd'hui.

#### Extrait de la carte de Cassini (XVIII<sup>ème</sup> siècle)



Source : IGN Géoportail

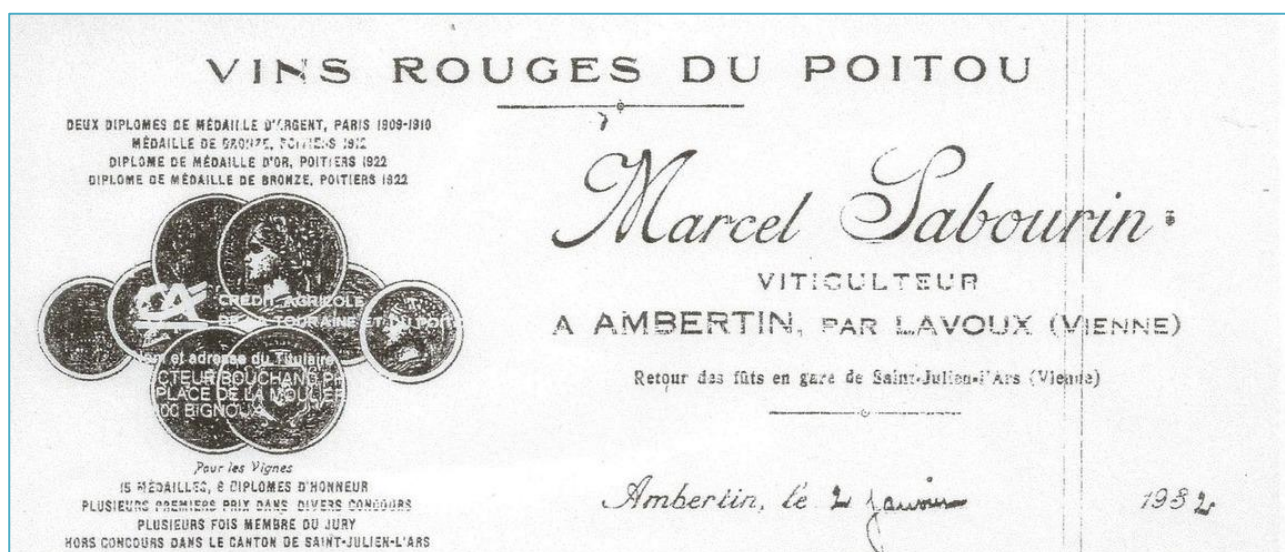
L'activité de la commune aux XVI<sup>ème</sup>, XVII<sup>ème</sup> et XVIII<sup>ème</sup> siècles est agricole et viticole. De nombreux toponymes sur la commune attestent de la culture de la vigne : « Tenue des Vignes de la Grande Foye », « Taillis des Vignes de la Foye », « Vignes de Lavoux-Martin », « Clos des Vignes des Plantes ». L'aspect très morcelé qu'a conservé le parcellaire à ces endroits est un autre témoin de cette activité qui s'est probablement délitée avec les épidémies de Phylloxéra de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle et de la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle ; il ne subsiste en effet pas de culture de la vigne sur la commune aujourd'hui.

Une activité était toujours en cours en 1932, comme en atteste l'étiquette d'un viticulteur du lieu-dit « Ambertin » (ci-dessous). D'un point de vue patrimonial, il est également important de rappeler l'intérêt

<sup>10</sup> Source : Ministère de la Culture, base « Mérimée ».

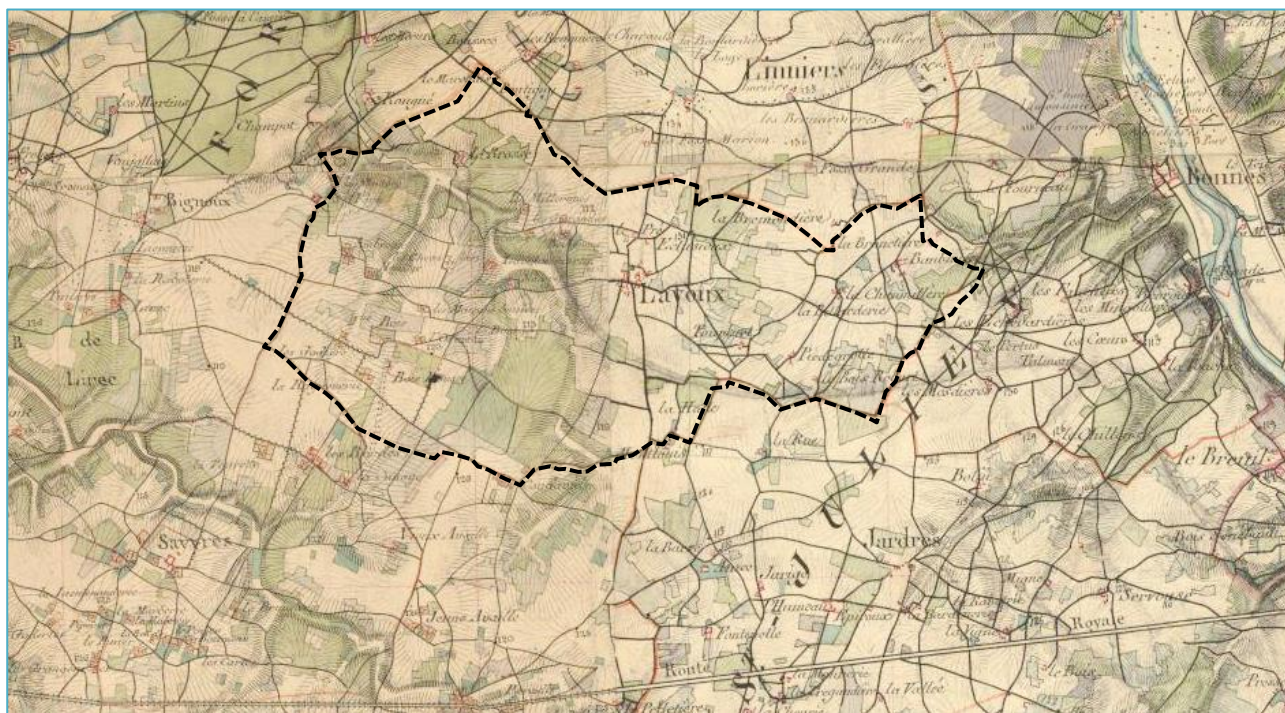


historique ordinaire des « cabanes de vigne »<sup>11</sup> dont trois sont encore répertoriées sur le territoire communal : « Le Vieux Four » (en état de délabrement), « Le Moulin à Vent », « La Vallée de l'Ageasse ».



De la même manière, au moins trois moulins à vent ont existé sur la commune<sup>12</sup>. Les restes d'une tour dans un taillis aux abords de « Lavoux-Martin » (toujours présente au cadastre napoléonien de 1820) signalent un ancien moulin en pierre. Un moulin en bois existait toujours sur le cadastre de 1820 au niveau du lieu-dit « La Pièce du Moulin » ; il est par ailleurs figuré sur la Carte de Cassini (page précédente). Enfin, l'appellation du lieu-dit « Plaine du Moulin à Vent », au Sud de la commune, témoigne aussi de la présence d'un moulin à cet emplacement.

#### Extrait de la carte d'état-major (milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle)



Source : IGN Géoportail

<sup>11</sup> Source : Association des Amis du Patrimoine Lavousien.

<sup>12</sup> Source : Association des Amis du Patrimoine Lavousien.



Au début du XIX<sup>ème</sup> siècle, la commune était d'ores et déjà dans ses limites actuelles. Elle a connu une brève réorganisation administrative avec une fusion avec la commune de Liniers entre le 18 Décembre 1819 et le 11 Octobre 1869.

Lavoux reste une commune rurale qui va véritablement connaître son essor démographique et économique dans le courant des XIV<sup>ème</sup> et XX<sup>ème</sup> siècles avec l'industrialisation des carrières à ciel ouvert qui perdurent jusqu'au développement du béton. En 1960, 23 carrières sont recensées sur la commune<sup>13</sup>, majoritairement à proximité du Bourg, et forment un paysage singulier composé d'excavations (de 20 à 30 mètres de profondeur) et de remblais (de 5 à 10 mètres de hauteur) appelés « cavaliers ». En 2014, il ne reste qu'une seule carrière en activité et 12 au total dans le paysage communal, les autres ayant été progressivement comblées.

À l'apogée de l'activité, la pierre de Lavoux était particulièrement prisée et l'architecture française conserve encore de nombreuses traces de son utilisation. On peut citer notamment le Collège des Jésuites à Poitiers, le Monastère de Ligugé (86), la Place Mozart à Aix-en-Provence, l'Hôtel de Ville de Tours, la Banque de France à Niort, les balustrades ajourées de la Cathédrale de Bourges, la Cathédrale Saint-André de Bordeaux et, à Paris, les façades des Galeries Lafayette, de l'Opéra Garnier, la Place du Trocadéro, les vases et statues du Jardin des Tuileries, les soubassements du Pavillon de Flore ou encore la Gare d'Orléans. À l'étranger, la Cathédrale et le Palais Fédéral de Lausanne (Suisse) sont également construits en pierre de Lavoux.



*La carrière du Bois de l'Épine  
sur carte postale ancienne*

Comme illustré par la photographie aérienne ci-dessous, le paysage de la commune a été profondément marqué par cette activité.

#### **Photographie aérienne de Lavoux en 1958**



Source : IGN Géoportail

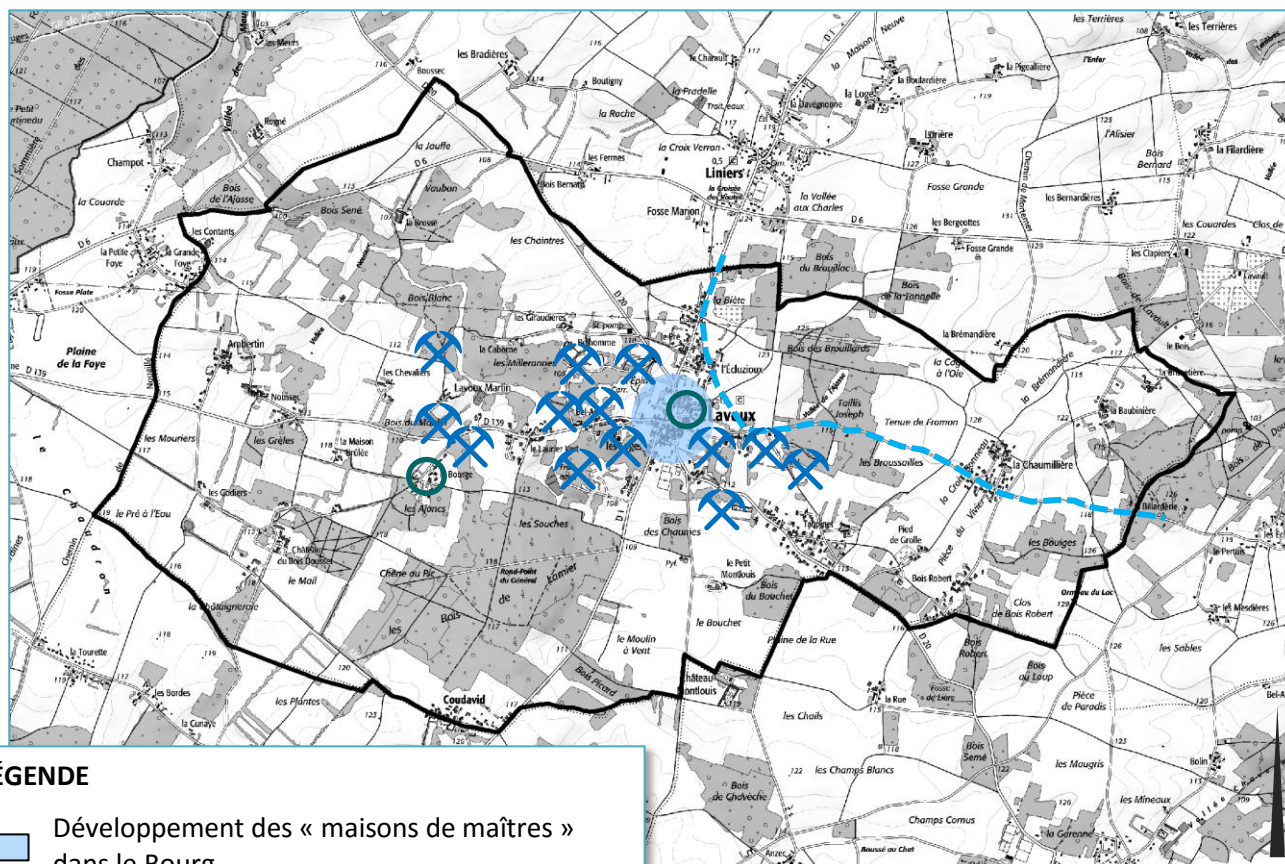
<sup>13</sup> Source : Association des Amis du Patrimoine Lavousien.



Outre leur intérêt écologique, ces carrières ont un intérêt historique et patrimonial pour la commune. Certaines conservent encore les marques ou les graffiti des carriers de l'époque. Des mesures de préservation spécifiques sont à l'étude, en partenariat avec le Conservatoire Régional des Espaces Naturels (cf. partie « trame verte et bleue » du présent rapport).

Le travail de la pierre a permis un enrichissement des notables locaux, qui transparaît à travers la construction de « maisons de maître » ou de « maisons de notables ». Une douzaine de maisons de ce type est présente sur la commune, principalement dans le Bourg, mais également à « La Chaumillière », à « Noussec » et à « La Brosse ». Elles sont en moellons calcaires crépis, avec encadrements des baies et chaînes d'angles en pierre de taille. Elles ne sont pas antérieures au dernier quart du XIX<sup>ème</sup> siècle.

### Le développement de Lavoux à l'époque industrielle (XIX<sup>ème</sup> et XX<sup>ème</sup> siècles)



#### LÉGENDE

- Développement des « maisons de maîtres » dans le Bourg
- Carrières
- Activités industrielles (tuilerie de « La Bourge », usine de chausse du Bourg)
- Ligne de « tramway » Châtelleraut/Bouresse

Source : SIG PARCOURS, Cadastre DGFIP, données IGN SCAN 25 et DRAC Nouvelle-Aquitaine  
– Échelle : 1/40 000

Parmi les développements qu'a connus la commune de Lavoux à l'ère industrielle, on peut également citer la construction de la ligne de chemin de fer Châtelleraut/Bouresse. C'est le 1<sup>er</sup> Avril 1914 que le second tronçon Bonneuil-Matours/Chauvigny est mis en service, incluant le détour de Lavoux. Contrairement aux idées reçues, cette ligne n'avait pas vocation au transport de la pierre mais à la circulation de tramways à vapeur le long de la vallée de la Vienne. La ligne, exploitée par la Compagnie des Voies Ferrées du Poitou (VFEP)<sup>14</sup>, a perduré jusqu'en 1932. Déficitaire, la compagnie en a abandonné l'exploitation. Les rails ont été déposés et les stations mises aux enchères entre 1934 et 1936. La gare de Lavoux, située à l'entrée Nord du Bourg en direction de Liniers, est aujourd'hui une maison d'habitation.

<sup>14</sup> Source : Association des Amis du Patrimoine Lavousien.

Enfin, il convient également de citer, dans l'histoire industrielle de la commune, la tuilerie du lieu-dit « La Bourge » et l'usine à chausse du Bourg.

La tuilerie, située sur une propriété privée, a été construite au XIX<sup>ème</sup> siècle. Aujourd'hui détruite, elle était composée d'un logement, d'un four, d'une pièce de séchage, d'une étable à chevaux et d'un four à pain, le tout en moellons calcaires. Le logement et l'étable étaient à étage.

*La tuilerie (bâtiment de séchage)  
sur photographie ancienne de 1979*

*Source : Ministère de la Culture, base « Mérimée »*



L'usine à chausse de Lavoux a été créée en 1920 Rue du Petit Train. Cet atelier, qui fabriquait des chaussettes, a également fabriqué des gants pour l'Armée française. Employant une dizaine de jeunes filles au plus fort de l'activité, l'atelier a fermé ses portes dans les années 1950.

*L'usine à chausse*

*Source : Association des Amis du Patrimoine Lavousien*



### **Le Bourg de Lavoux en 1973 (vue générale depuis le Sud-Ouest)**



*Source : photo aérienne Armée de l'Air – Ministère de la Culture, base « Mérimée »*



## LE PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE

### **Réglementation concernant l'archéologie préventive**

Les articles du livre V, Titre II du Code du Patrimoine (partie législative) et le Décret n°2004-490 du 03 Juin 2004 réglementent la prise en compte du patrimoine archéologique dans le cadre de l'aménagement du territoire.

Le décret n°2004-490 du 03 Juin 2004 est relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive :

*« L'archéologie préventive a pour but d'assurer la protection des éléments du patrimoine archéologique affectés ou susceptibles d'être affectés par des travaux publics ou privés concourant à l'aménagement.*

*Les mesures édictées par la loi précitée en matière d'archéologie doivent être prises en compte par les Plans Locaux d'Urbanisme dans la mesure où elles concernent les opérations d'aménagement, de construction d'ouvrages ou de travaux qui, en raison de leur localisation, de leur nature ou de leur importance, affectent ou sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique ».*

### **Réglementation concernant la découverte de sites ou objets à portée archéologique**

L'article L.531-14 du Code du Patrimoine est applicable à l'ensemble du territoire :

*« Lorsque, par suite de travaux ou d'un fait quelconque, des monuments, des ruines, substructions, mosaïques, éléments de canalisation antique, vestiges d'habitation ou de sépulture anciennes, des inscriptions ou généralement des objets pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'art, l'archéologie ou la numismatique sont mis au jour, l'inventeur de ces vestiges ou objets et le propriétaire de l'immeuble où ils ont été découverts sont tenus d'en faire la déclaration immédiate au Maire de la commune, qui doit la transmettre sans délai au Préfet. Celui-ci avise l'autorité administrative compétente en matière d'archéologie.*

*Si des objets trouvés ont été mis en garde chez un tiers, celui-ci doit faire la même déclaration.*

*Le propriétaire de l'immeuble est responsable de la conservation provisoire des monuments, substructions ou vestiges de caractère immobilier découverts sur ses terrains. Le dépositaire des objets assume à leur égard la même responsabilité. »*

■ **Direction Régionale des affaires Culturelles Nouvelle-Aquitaine**  
**Service régional de l'archéologie**  
**Site de Poitiers**  
102 Grande Rue - BP. 553  
86 020 POITIERS Cedex

### **Inventaire des sites archéologiques connus sur le territoire au Plan d'Occupation des Sols**

Vingt-deux sites potentiellement intéressants sur le plan de l'archéologie, assez également répartis sur le territoire communal, avaient été répertoriés au Plan d'Occupation des Sols de 2001, ce qui illustre bien l'intérêt patrimonial et historique de la commune de Lavoux.

## Sites archéologiques relevés au Plan d'Occupation des Sols (2001)



Source : Cadastre DGFIP, Plan d'Occupation des Sols, Mairie de Lavoux – Échelle : 1/40 000

### Inventaire des sites archéologiques par la DRAC Poitou-Charentes

Dans le cadre du Porter À Connaissance transmis par les Services de l'État préalablement à l'élaboration du présent Plan Local d'Urbanisme, les sites archéologiques suivants ont été répertoriés sur la commune.

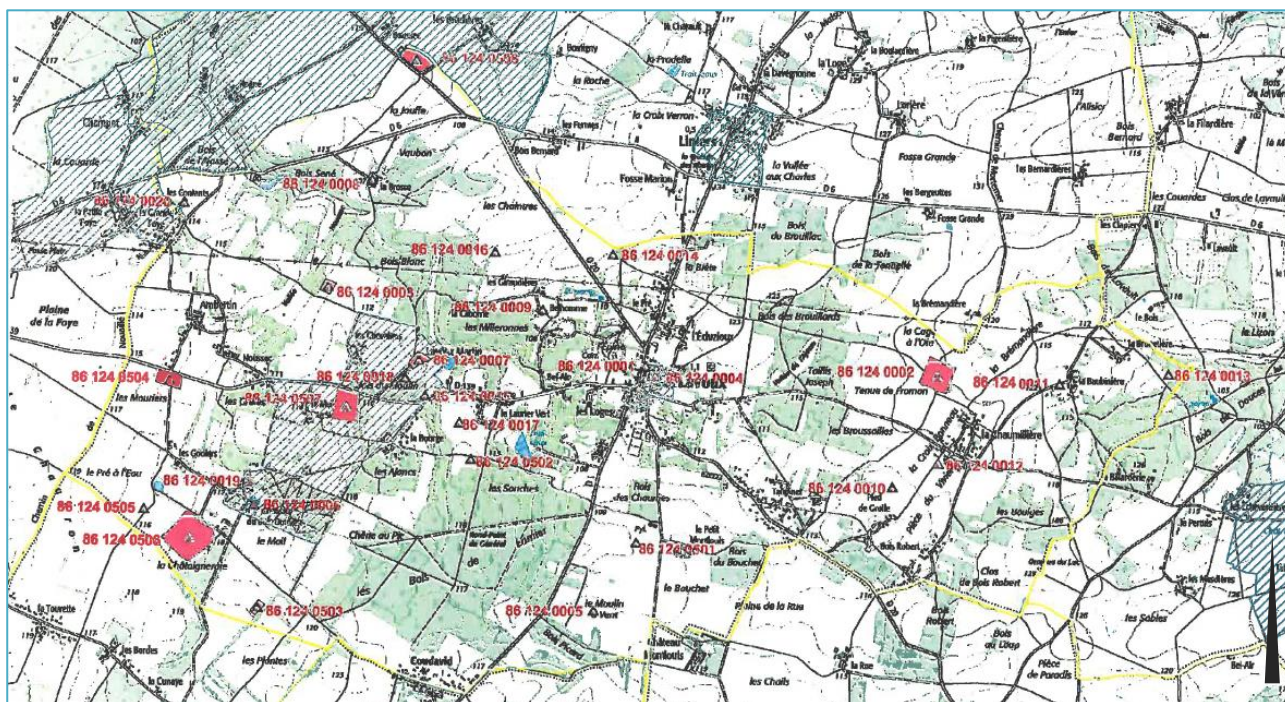
L'évolution des connaissances archéologiques a permis à la DRAC Nouvelle-Aquitaine de localiser 25 sites, en augmentation par rapport au précédent relevé dans le cadre de l'élaboration du POS.

Numéro de l'entité	Description (lieu/objet/époque)
86 124 0001	Bourg / Sépulture / Haut Moyen-Âge
86 124 0002	Fromon / Bâtiment / Bas-Empire
86 124 0003	La Tenue des Constants / Bâtiment / Gallo-Romain
86 124 0004	Lavoux / Cimetière / Moyen-Âge ?
86 124 0005	Le Moulin à Vent / Bâtiment / Gallo-Romain
86 124 0006	Château de Bois-Dousset / Manoir / Époque moderne
86 124 0007	Lavoux-Martin / Château fort / Époque moderne
86 124 0008	La Brosse / Manoir / Bas Moyen-Âge
86 124 0009	Belhomme / Manoir / Bas Moyen-Âge
86 124 0010	Pied de Grolle, Fosse du Pré / Occupation / Âge du Bronze - Âge du Fer ?
86 124 0011	La Baubinière, La Groge aux Chiens / Occupation / Âge du Bronze - Âge du Fer ?
86 124 0012	Pièce du Vivier, Champ André / Occupation / Âge du Bronze - Âge du Fer
86 124 0013	La Brunetière, Tenue d'Andousse / Ferrier / Moyen-Âge

Numéro de l'entité	Description (lieu/objet/époque)
86 124 0014	Les Giraudières, Les Sauniers / Ferrier / Époque indéterminée
86 124 0015	Lavoux-Martin, Maigret / Atelier de terre cuite architecturale / Époque moderne
86 124 0016	Les Chaintres, L'Ormeau de la Truie / Bâtiment / Gallo-Romain
86 124 0017	Le Laurier Vert, La Flageolle / Ferrier / Époque indéterminée
86 124 0018	Lavoux-Martin / Moulin / Époque indéterminée
86 124 0019	Bois-Dousset / Occupation ? / Époque indéterminée
86 124 0020	Les Contants / Occupation ? / Gallo-Romain - Moyen-Âge
86 124 0501	Le Petit Montlouis, Tenue des Egugées / Occupation / Néolithique
86 124 0502	Le Laurier Vert, Maison à Brisson / Occupation / Paléolithique
86 124 0503	La Châtaigneraie, La Cunée / Atelier de taille / Paléolithique
86 124 0504	Les Mouriers, Renferme des Meurriers / Atelier de taille / Néolithique ?
86 124 0505	Le Pré à l'Eau, La Charrière / Occupation / Époque indéterminée
86 124 0506	La Châtaigneraie, Pièce de la Fosse à Lairer / Occupation / Néolithique
86 124 0507	La Maison Brûlée, Pièce de l'Ormeau des Chevaliers / Atelier de taille / Néolithique
86 124 0508	Boussec, Tenue des Graillins / Atelier de taille / Néolithique

Source : DRAC Nouvelle-Aquitaine, Base Patriarche (Juillet 2014)

### Localisation des sites archéologiques



Source : DRAC Nouvelle-Aquitaine, SRA, Base Patriarche (Août 2014)

Par ailleurs, en application de l'article L.522-5 du Code du Patrimoine, un zonage d'archéologie préventive est défini sur la commune de Lavoux, représentée sur la carte ci-dessus par des stries bleues. Ainsi, dans le Bourg ainsi qu'entre « Bois Dousset » et « Lavoux-Martin », les demandes de permis de construire (y compris les déclarations de travaux), de démolir et d'autorisations d'installations et travaux divers, d'autorisation de lotir, de décision de réalisation de Zone d'Aménagement Concerté devront être transmises à la Direction Régionale des Affaires Culturelles pour instruction et prescriptions archéologiques éventuelles.



## LE PATRIMOINE BÂTI

### Les monuments historiques

La richesse du passé de la commune est à l'origine de la présence d'un certain nombre d'éléments historiques<sup>15</sup> dont la valeur patrimoniale doit être prise en compte :

- **Le Château de « Bois-Dousset »**

Tout comme la commune de Lavoux, le fief de « Bois-Dousset » a connu de multiples appellations à travers le temps. Cité pour la première fois en 1365 sous le nom de *village du Boys Dussé, en la Paroisse de Laveour*, le domaine s'est appelé *Boys du Sief* en 1367, *Le Boys du Sec* en 1408, *Le Boys Doussé* en 1438, *Le Boys Daussé* en 1448, *Le Boys Dosset* en 1476, *Le Boys Dussé* en 1547, *Le Boys Doulcé* en 1577, *Le Boisdoucé* en 1640, *Boisdoussay* en 1665 et *Maison noble de Boisdossé* en 1676.



Le domaine de « Bois-Dousset » se situe au Sud-Ouest du territoire communal et forme un quadrilatère d'environ 750 mètres de long sur 250 mètres de large (18,8 hectares). Il est entouré de hauts murs au Nord, au Sud et à l'Est. Le château et ses communs sont bâtis à l'Ouest tandis que le parc occupe la partie Est. Le terrain est plat, sans cours d'eau.

Le logis, auquel est venu s'ajouter une chapelle au XIX<sup>ème</sup> siècle, est entouré de douves sèches. Au-delà des douves, au Sud, se trouvent une orangerie et, au Nord, des bâtiments agricoles, un pigeonnier carré et un jardin potager ordonnancé. Un puits a été creusé dans les douves. Un second puits est situé devant l'élévation antérieure du château.

L'accès à l'avant-cour se fait par un portail monumental pourvu d'un couronnement défensif et orné d'un blason remonté. Mis à part la façade Ouest du corps central et la façade Est de l'orangerie, ainsi que la partie gauche de la façade de l'escalier, qui sont en pierre de taille, les autres corps de bâtiments sont en moellons calcaires enduits. Les chaînes d'angles et les encadrements des baies sont en pierre de taille. Les couvertures du logis, de la Chapelle et de l'orangerie sont en ardoise, celle du pigeonnier en tuiles plates et celles des bâtiments agricoles et des communs en tuiles creuses.

---

<sup>15</sup> Source : Ministère de la Culture, base « Mérimée ».

Le logis présente un plan en U, avec un corps de bâtiment central à l'Est et deux ailes d'inégales dimensions, la plus longue au Nord, dans le prolongement de laquelle a été construite la Chapelle, et la plus courte au Sud, où se trouve un escalier avec sa toiture indépendante.

L'aile Nord du logis présente des éléments défensifs et des caves qui peuvent dater d'un château primitif. L'escalier en pierre à balustres superposées de l'aile Sud date du XV<sup>ème</sup> siècle. La date 1610 sur l'aile Nord du logis indique l'aménagement des baies sur la cour, dans le style Renaissance. La date 1642 inscrite sur la chef de voûte d'un petit salon du corps central indique la période de construction et d'aménagement, non seulement du corps central, mais aussi probablement de l'orangerie et des deux portails à l'Est du parc. Du XVIII<sup>ème</sup> siècle, on peut signaler l'adjonction des balcons sur les deux élévations du corps central du logis. Du milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle datent la Chapelle et l'aménagement du portail d'entrée à l'Ouest. La structure étoilée du parc est encore visible dans le tracé de ses allées bien que le jardin à la Française ait disparu. Le jardin potager présente toujours un agencement régulier et est agrémenté d'un bassin circulaire.



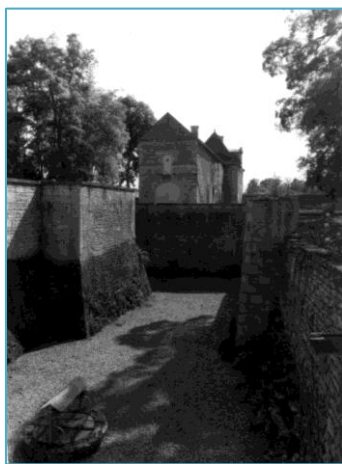
*Vue aérienne prise de l'Ouest*

Source : photo aérienne Armée de l'Air, base « Mérimée »



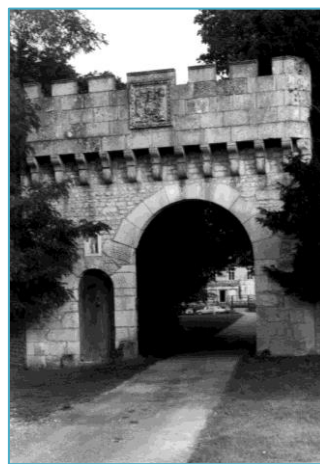
*Aile Nord et Chapelle*

Source : Photo de 1968, base « Mérimée »



*Les douves sèches, vue du Sud*

Source : Photo de 1968, base « Mérimée »



*Le portail d'honneur à l'Ouest*

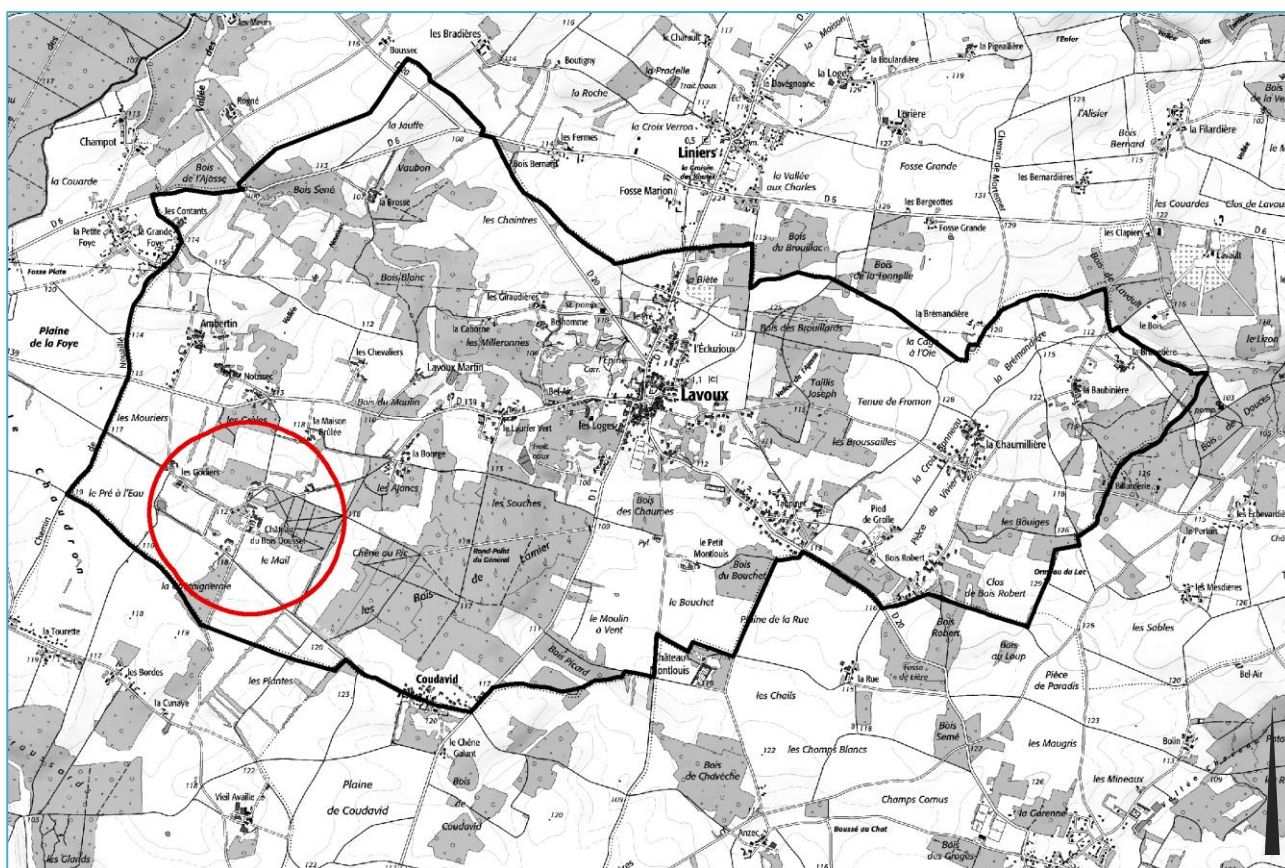
Source : Photo de 1968, base « Mérimée »

Les façades et toitures du château, l'escalier dans l'aile Sud, les façades et toitures des communs, ainsi que les trois portes situées dans le parc sont classés au titre des monuments historiques par Arrêté du 16 Novembre 1996.

Ces éléments font l'objet d'une servitude d'utilité publique de protection AC1 dans un rayon de 500 mètres, comme illustré ci-après.



## Périmètres de protection autour des monuments historiques



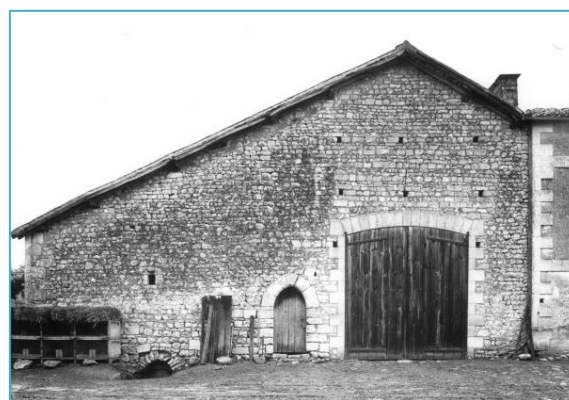
Source : SIG PARCOURS, Cadastre DGFIP, données IGN SCAN 25 et DRAC Nouvelle-Aquitaine – Échelle : 1/40 000

### Inventaire du patrimoine bâti

#### • Le Manoir de « Belhomme »

Le Manoir des « Belhomme » est situé au Nord-Ouest du Bourg. Bâti en retrait par rapport à la route, il est isolé, entouré de champs. C'est un vaste bâtiment dont la façade en pignon, au Sud, est prolongée par celle, en gouttereau, du nouveau logis. D'autres dépendances ont été ajoutées à l'Ouest de la cour.

L'ancien manoir est construit en moellons de calcaire équarris grossièrement mais élevés en assises régulières. Les encadrements des baies et les chaînes d'angles sont en pierre de taille. Le toit, à longs pans, est couvert en tuiles creuses.



Le Manoir des « Belhomme », façade Sud  
Source : Photo de 1969, base « Mérimée »

À l'origine, le bâtiment devait être en plan rectangulaire, séparé par deux murs de refend du Nord au Sud et deux autres d'Ouest en Est. Sous la partie Ouest se trouve une longue cave dont l'entrée est au Sud. Ce bâtiment est à quatre niveaux : sous-sol, rez-de-chaussée, étage carré et combles.

Le domaine de « Belhomme » est mentionné dès 1402 comme appartenant au Seigneur de Touffou. Il est probable que l'ancien logis (photo ci-dessus) soit de cette période et la porte en arc brisé chanfreiné en serait le témoin. La large porte rectangulaire a été ouverte postérieurement. Le nouveau logis n'est pas antérieur à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle.



Dans la partie la plus à l'Ouest, en rez-de-chaussée, subsistent les jambages d'une cheminée. À l'étage se trouve une autre cheminée dont le manteau est orné de deux blasons superposés, muets.

- **Le Manoir de « La Brosse »**

Le Manoir de « La Brosse » est cité dès 1478 comme appartenant à la Châtellenie de Touffou. Certaines cheminées et portes en accolade sont témoins de cette époque. L'ensemble a été remanié au XIX<sup>ème</sup> siècle et c'est à cette époque qu'un nouveau logis a été construit sur la parcelle voisine.

Les bâtiments de l'ancien manoir sont répartis autour d'une grande cour quadrangulaire. Le corps de logis en occupe le côté Est tandis que les dépendances la ferment sur les trois autres côtés. Les constructions sont en pierre calcaire locale. Là où le crépi qui couvre les murs est tombé apparaît un appareil en moellons grossièrement équarris. Seuls les chaînages d'angle et les encadrements des baies sont en pierre de taille. Les couvertures sont en ardoise pour la tour, en tuiles plates pour le corps de bâtiment central, en tuiles creuses pour le corps de bâtiment Nord et en tuiles mécaniques pour le corps de bâtiment Sud.

Le corps de logis est un bâtiment de plan rectangulaire, orienté Nord/Sud et flanqué d'une tour octogonale sur sa façade postérieure, contenant la cage cylindrique d'un escalier à vis. Sous la partie centrale de ce corps de bâtiment se trouvent deux caves rectangulaires, parallèles, ne communiquant pas entre elles. Elles sont voûtées en berceau.

Du côté Sud de la cour, le portail se compose d'une porte charretière et d'une porte piétonne. Le blason de la porte charretière est martelé. La porte piétonne est à encadrement mouluré et le linteau est orné d'une accolade.

Le nouveau logis est un corps de bâtiment à plan rectangulaire, sur trois niveaux. La construction est en moellons enduits, chaînes d'angle et encadrements de baies en pierre de taille. L'élévation antérieure est à cinq travées, l'organisation est ordonnancée. Le comble est éclairé de trois lucarnes. La façade est rythmée par un bandeau d'appui et sommée d'une corniche. Le toit, en ardoise, est à longs pans à croupes.



*Vue aérienne prise de l'Ouest*

*Source : photo aérienne Armée de l'Air, base « Mérimée »*



*Vue aérienne prise du Nord avec  
le nouveau logis au premier plan*

*Source : photo aérienne Armée de l'Air, base « Mérimée »*



*Portail Sud*

*Source : Photo de 1968, base « Mérimée »*



*Élévation postérieure du Logis, tour d'escalier*

*Source : Photo de 1968, base « Mérimée »*

### • Le Manoir de « Lavoux-Martin »

Tout comme la commune de Lavoux, le fief de « Lavoux-Martin » a connu de multiples appellations à travers le temps. Cité pour la première fois en 1491 sous le nom de *Vaux Martin*, le domaine s'est appelé *Maison noble de Vaumartin* en 1562, *Lavaumartin* en 1598, *Lavousmartin* en 1610 ou encore *La Vaumartin*.

Cette dernière appellation doit être comprise comme issue de *La Vaud*, de l'ancien Français *Val/Vau* et du Latin *Vallis*, la vallée. *La Vaumartin* est donc « la vallée de Martin » et Lavaud « le village dans la vallée ».

Le château primitif daterait du XVI<sup>ème</sup> siècle. Ses seigneurs sont appelés les Vaux-Martin. En 1662, une description de la maison noble indique sa composition : un corps de logis ayant deux tours et deux pavillons renfermés de murailles et fossés avec pont-levis, basse-cour, grange et cuvier. Le logis est détruit avant 1794, date à laquelle le domaine est mis en vente comme bien national. Il est décrit alors comme des vestiges du château consistant en quelques écuries, deux granges, un pré et un pigeonnier (ce dernier ne semblant pas être antérieur au XVIII<sup>ème</sup> siècle). Les ouvertures de la façade du logis actuel ont été refaites au XIX<sup>ème</sup> siècle. Le logis et les dépendances qui lui sont accolées sont couverts d'un toit à longs pans, en tuiles creuses. Le pigeonnier est couvert d'un toit polygonal en tuiles plates.



*Vue aérienne prise de l'Ouest*

*Source : photo aérienne Armée de l'Air, base « Mérimée »*



*Ensemble sur une vue prise de l'Est*

*Source : Photo de 1996, base « Mérimée »*

- **Le Manoir de « La Baubinière »**

Situé au Nord-Est de la commune, le Manoir de « La Baubinière » pourrait dater, pour sa partie la plus ancienne, du XVIII<sup>ème</sup> siècle. L'ensemble a été profondément remanié au XX<sup>ème</sup> siècle. La partie ancienne est aujourd'hui imbriquée entre deux autres corps de logis plus récents.

Les murs de l'ancien corps de logis sont en moellons calcaires équarris, en lits réguliers, et enduits. Les encadrements des baies sont en pierre de taille, ainsi que les chaînes d'angle et la lucarne. La couverture est en tuiles mécaniques.

De plan presque carré, le logis est à un étage carré et un étage sous combles. Le toit est en pavillon. La lucarne du versant Nord-Ouest du toit a conservé son fronton encadré de deux boules en amortissement.

*L'ancien corps de logis*  
*Source : Photo de 1968, base « Mérimée »*



- **Le Logis du Bourg – « Clos Saint-Martin »**

L'ensemble est situé en plein cœur de la commune, à l'Ouest de la Place de l'Église. L'aile Est du corps de logis est alignée sur les autres maisons qui bordent la RD 1. Les différentes constructions s'élèvent en terrain plat et des jardins les accompagnent à l'Ouest et au Nord.

Des bâtiments actuels, aucun ne serait antérieur à la première moitié du XVIII<sup>ème</sup> siècle. La première mention relevée de ce logis date de 1775 dans un acte de vente où le pigeonnier est mentionné. L'ensemble a été globalement remanié aux XIX<sup>ème</sup> et XX<sup>ème</sup> siècles. Le cadastre de 1820 (ci-dessous) montre qu'il était déjà dans sa forme actuelle, à l'exception de toutes les constructions adjacentes qui ont, depuis, constitué le front bâti de la Place de l'Église.

#### Cadastre napoléonien (1820)



*Source : Archives Départementales de la Vienne*

L'église, construite sur les reliquats du Prieuré Saint-Martin, est distante d'environ 60 à 70 mètres du corps de bâtiment principal. Les vestiges hérités de l'ancien Prieuré (voir ci-après) et l'ancienneté de ce dernier (XI<sup>ème</sup> siècle) laissent supposer un domaine important. Il est donc possible que le logis du Bourg, également appelé « Clos Saint-Martin », ait été construit à partir de bâtiments plus anciens (ancienne cure, ancienne habitation de Prieur, ancien bâtiment agricole ayant appartenu au domaine ecclésiastique...).



L'édifice, de plan en U, est composé d'un corps de bâtiment principal, orienté Est/Ouest, et flanqué de deux ailes en retour d'équerre. Celles-ci se prolongent par des dépendances moins hautes. Actuellement coupée en deux par un mur contre lequel sont appuyés des appentis, la cour intérieure est fermée au Sud par un portail dont il ne reste que la porte piétonne, en avant duquel est construite une tour ronde contenant un pigeonnier. Des bâtiments annexes sont venus s'accoler à l'angle Nord-Ouest du corps de logis.

La construction est en pierre calcaire locale. Les murs sont faits de moellons mal équarris, disposés en assises assez régulières, et sont crépis. Les encadrements des baies, les pleins de travées et les chaînages d'angle sont en pierre de taille.

Dans le jardin sont déposés deux bénitiers qui pourraient provenir de l'ancienne église et dater du XVII<sup>ème</sup> ou XVIII<sup>ème</sup> siècle.



*Vue générale du principal corps du logis  
Source : Photo de 1996, base « Mérimée »*



*Tour du pigeonnier et ancienne porte piétonne  
Source : Photo de 1968, base « Mérimée »*

- **Le Prieuré Saint-Martin, l'église**

Peu d'éléments subsistent de l'ancien Prieuré Saint-Martin, probablement gravement endommagé pendant la période révolutionnaire.

La présence d'une église à Lavoux est attestée depuis le XI<sup>ème</sup> siècle et décrite comme un Prieuré rattaché à l'Abbaye de Saint-Hilaire-de-la-Celle, à Poitiers. L'appellation de Prieuré laisse supposer un domaine ecclésiastique et agricole important, faisant le pendant religieux des maisons nobles qui se sont développées à Lavoux à l'époque médiévale.

Les bénitiers cités plus haut et retrouvés dans le jardin du « Clos Saint-Martin », la statue en pierre de Saint-Charles Borromée (XVII<sup>ème</sup> siècle), le couvercle de sarcophage mérovingien, orné d'une croix latine et ayant probablement servi de table d'autel, l'armoire en chêne peint (début du XVII<sup>ème</sup> siècle) conservée dans la Sacristie et les tableaux religieux du XVIII<sup>ème</sup> siècle sont les seuls éléments conservés de la période pré-révolutionnaire. Ils sont protégés au titre de l'Inventaire supplémentaire du Patrimoine.

L'édifice actuel a été reconstruit dans la première moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle. Une inscription, à la base de la façade, place la bénédiction de l'église en Avril 1843 par l'Évêque de Poitiers.

Au sommet de la façade, une autre inscription donne le nom de l'entrepreneur de Lavoux, Jean Barille, et du Curé du lieu, JM. Leclerc, qui furent les acteurs de cette reconstruction.

Il est probable que la reconstruction de l'église avait été envisagée de manière plus grandiose, sans doute plus proche des dimensions de l'ancien Prieuré, la largeur des colonnes de la nef semblant disproportionnée par rapport à la faible hauteur de la voûte.



*L'actuelle église*

### **Architecture vernaculaire**

Les formes architecturales traditionnelles rencontrées sur la commune sont celles de la région poitevine. Les bâtiments présentent une forme allongée et sont généralement de plain-pied. Un niveau utilitaire (stockage...) est parfois présent. Les ouvertures sont à dominante verticale, à l'exception des fenêtres situées sous le débord du toit qui présentent des formes carrées.

L'implantation des bâtiments est conçue en prenant en compte les critères bioclimatiques. Une orientation Est/Ouest de l'axe du faîtage a souvent été recherchée. L'habitat est également traditionnellement regroupé.

Les matériaux utilisés sont d'origine locale : les murs sont érigés en moellons calcaires et recouverts d'un enduit sablé. Les encadrements des ouvertures sont réalisés en pierres calcaires taillées de plus grande dimension. Les toitures sont de faible pente et sont couvertes de tuiles rondes, parfois de tuiles plates pour les bâtiments utilitaires.

### **Mesures de protection**

D'autres éléments de patrimoine peuvent être présents sur le territoire communal : petits éléments bâtis, murets, lavoirs, puits, etc. Ce petit patrimoine rural marque l'identité des lieux et participe à la qualité de vie sur la commune.

On notera en particulier sur Lavoux les différents types de fermes, souvent remaniées. Le plus ancien, celui de la ferme bloc (toutes les fonctions sous un même toit), se retrouve sous sa forme d'origine à « Maison-Brûlée » et remaniée en habitation au « Bois-Doucet ». Ces deux fermes faisaient partie du domaine de Bois-Dousset. La ferme de « La Métairie-de-Maigret » correspond au type de la petite ferme bloc en longueur, à logis en rez-de-chaussée prolongé par la grange-étable, et sans cour. Celle située à « Ambertin », également de type bloc en longueur, présente un logis à étage carré et est une ferme à cour fermée par un portail à piles sans couverture, à grille en ferronnerie. Pour les fermes à bâtiments dispersés, celle de « L'Ormeau », dont le logis est en rez-de-chaussée, est à cour ouverte, tandis que celle de « L'Écluzieux », dont le logis est à un étage carré et grand surcroît, est à cour fermée par un portail à piles sans couverture.

■ **Le patrimoine bâti non inscrit sur la liste des monuments historiques peut bénéficier d'une protection au titre des éléments de paysage à protéger dans le Plan Local d'Urbanisme. La destruction de ces éléments est alors soumise à déclaration préalable (Article R.421-17-d du Code de l'Urbanisme).**

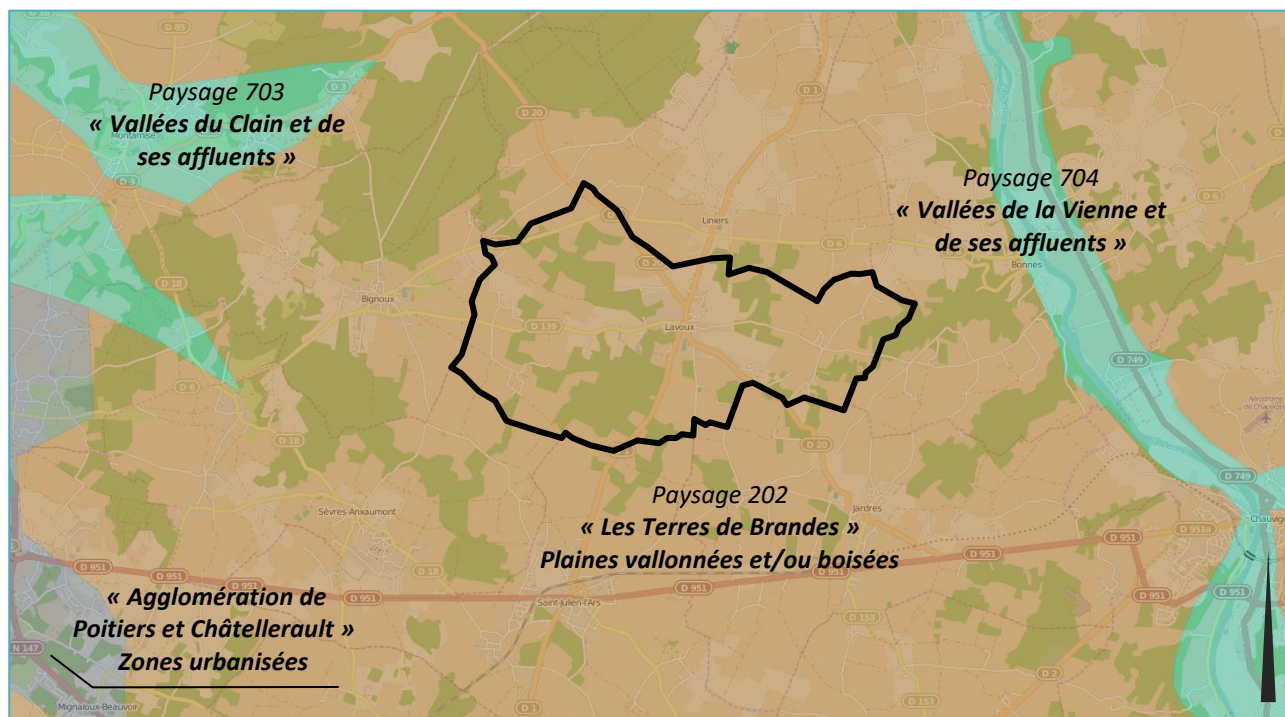
## LE PATRIMOINE PAYSAGER

### Caractéristiques globales de l'unité paysagère

Au regard de l'Atlas Régional des Paysages, la commune de Lavoux fait partie de l'unité paysagère des « Terres de brandes », comme illustré par la cartographie suivante.

Elle se situe également non loin de l'agglomération de Poitiers, qui est une rupture urbanisée importante dans les paysages vallonnées et/ou boisés, et des vallées du Clain et de la Vienne.

#### Entités paysagères à Lavoux et alentours



Source : Observatoire Régional de l'Environnement, Site SIGORE

- › Les « **Terres de Brande** ». Cet ensemble paysager du centre et de l'Est de la Vienne est décrit de la manière suivante :

*« La perception des paysages des plateaux des terres de brandes est principalement conditionnée par la platitude du relief, qu'occupent des cultures et des prairies sans originalité. On n'y trouve cependant pas les vastes amplitudes des plaines plates et dégagées : non seulement les parcelles n'ont pas le gigantisme des plaines d'openfields, mais en outre, la campagne est hérissée de nombreux motifs végétaux qui interviennent entre l'observateur et l'horizon. Bosquets, haies, arbres isolés, s'articulent entre eux et aux cultures avec une certaine variété. »*

*C'est probablement parce que ces combinaisons ne rencontrent aucun « paysage mental » auquel elles correspondraient, faute de représentation. Il en résulte, il est vrai, un certain ennui, du fait de la pauvreté des horizons, de la rareté du bâti, un ennui que renforce une certaine maigreur des motifs végétaux eux-mêmes. »*

Source : Atlas Régional des Paysages de Poitou-Charentes



- **Les paysages ouverts**

Les zones de paysages ouverts sont importantes sur l'ensemble de la commune. Ces zones, très sensibles du point de vue paysager, génèrent de très longues relations visuelles par-dessus les lignes de crêtes du relief et exposent tous les éléments bâtis importants (hangars, silos, bâtiments d'activités ainsi que les hameaux).

Ces secteurs, au paysage dit « ouvert », sont destinés principalement à l'agriculture. On les retrouve plus particulièrement à l'Ouest et au Sud de la commune, ainsi qu'autour de « La Chaumillière » et en direction de Liniers. Ces zones sont souvent ponctuées de petits ensembles boisés.



- **Les paysages fermés**

Le paysage communal présente des secteurs relativement fermés sans pour autant avoir une typologie de paysage de bocage. En effet, même si l'on note la présence de quelques haies de qualité, elles ne constituent pas un maillage parcellaire. On note la présence de ces haies au Nord-Ouest de la commune ainsi qu'autour de « Bois Dousset ».



- **Les paysages de carrières, typiques de la commune**

L'exploitation des carrières calcaires a fortement marqué le paysage communal. Comme expliqué ci-avant (cf. partie « Éléments d'Histoire » du présent rapport), l'extraction de la pierre a lieu à Lavoux depuis le Moyen-Âge et, plus encore, pendant la période industrielle où 23 carrières maillaient le territoire communal, notamment autour du Bourg. Si le nombre de carrières a fortement diminué, la moitié ayant été remblayée, ce paysage reste emblématique de la commune et de son Histoire.

Formant des excavations de 20 à 25 mètres de profondeur et des « cavaliers », c'est-à-dire des remblais issus des excavations, de 5 à 10 mètres de hauteur, ces carrières ont ouvert de nouvelles perspectives dans le paysage, apporté de nouvelles couleurs liées à la roche mise à nu, et participé au développement d'une végétation plus habituée aux sols arides ou minéraux. Le tout contraste avec un paysage environnant de plaines et de petites unités boisées.

Les années s'écoulant après l'arrêt majoritaire des exploitations, les espaces arides de roche des carrières et des cavaliers ont fait place progressivement à de véritables parcs arborés protégeant une diversité remarquable : animale, végétale, géologique ainsi que les traces d'exploitation artisanale et industrielle de la pierre.



*Carrière en activité au niveau du lieu-dit « L'Épine »*



*Affleurement rocheux*



*Cavaliers et boisement de résineux*



*Cavalier en cours de destruction*



*Traces d'exploitation (La Frémigère)*



*Traces d'exploitation (La Frémigère)*

Ce patrimoine géologique présente une grande valeur. Des démarches visant à le protéger sont en cours : ainsi la carrière du Moulin et la carrière de la Frémigère sont en cours de classement au « Géotope », sous label du Museum d'Histoire Naturelle respectivement pour la première, en raison de la présence d'énormes blocs siliceux, et, pour la seconde, pour la faille de Lavoux.

Le PLU pourra établir les mesures nécessaires à la préservation de ce patrimoine, au regard du droit des sols établi sur les sites, mais aussi par la mise en place de protections plus ciblées sur certains éléments emblématiques.



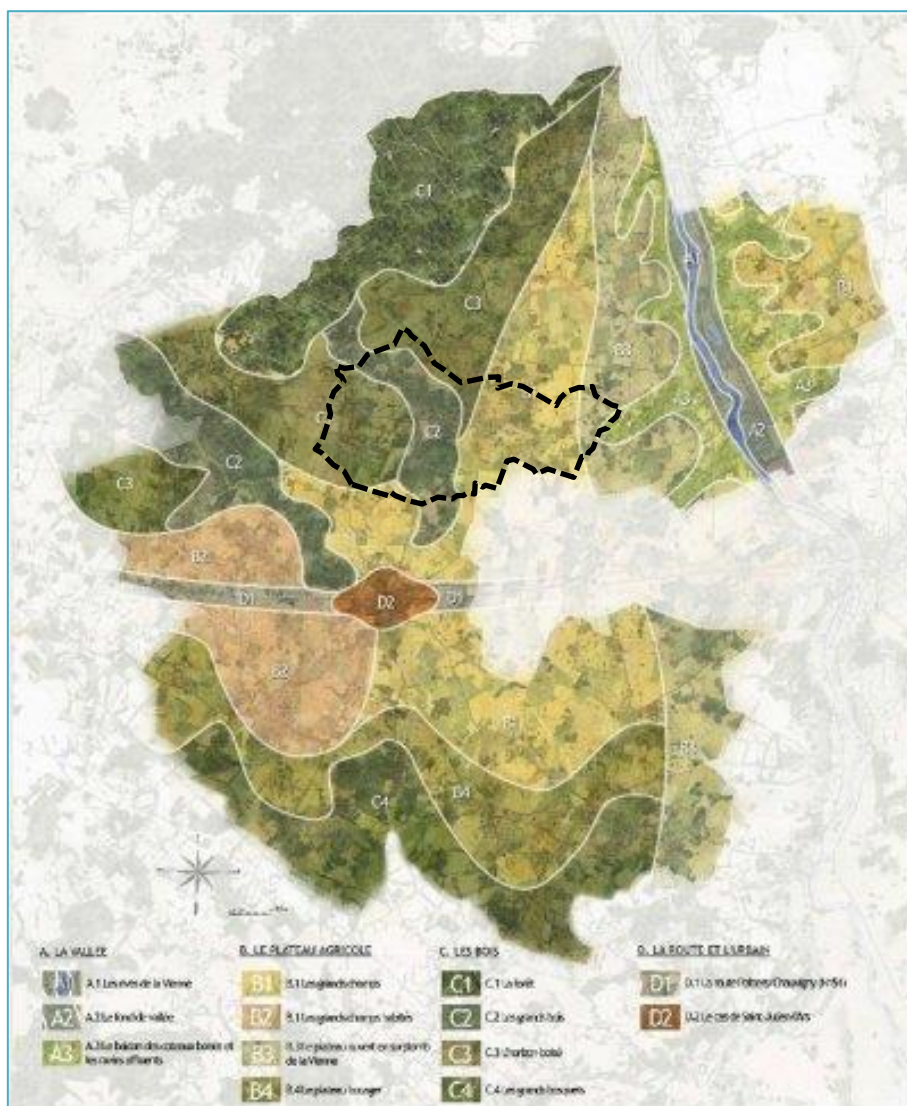
## Le Plan Paysage de la Communauté de Communes et du Pays « Vienne et Moulière »

La réalisation d'un plan paysage à l'échelle de la Communauté de Communes et du Pays « Vienne et Moulière » marque la volonté de développer un sentiment d'appartenance par une identification visuelle du territoire et l'appropriation d'un espace connu et reconnu. Cette démarche s'inscrit aussi dans la volonté de mieux appréhender l'environnement paysager (végétal, urbain...) afin de l'intégrer dans toutes les démarches et actions d'aménagement du territoire (sentiers de randonnées, développement touristique...)¹⁶.

- **Le diagnostic du Plan Paysage**

Au regard du diagnostic réalisé sur le territoire intercommunal, la commune de Lavoux fait partie des entités paysagères B1 et B3 (le plateau agricole) et C2 et C3 (les bois).

### Entités paysagères du Plan Paysage



Source : site Internet de la Communauté de Communes « Vienne et Moulière »

¹⁶ Source : site Internet de la Communauté de Communes « Vienne et Moulière ».

- **Les axes d'action du Plan Paysage**

Le diagnostic de territoire a permis d'identifier quatre axes d'action principaux.

Axes	Objectifs	Actions
<b>Axe d'action A : le cadre de vie urbain</b>	1. Aménagement urbain	a. traitement du cœur de bourg : places et ruelles
		b. créer de petits jardins publics dans les cœurs de bourg
	2. Circulations douces	a. mise en place ou confortement de cheminements piétons
	3. Traitement des entrées et transitions	a. traitement d'entrée de bourg
		b. intégration de lotissements
	4. Aménagement des routes structurantes pour une mise en valeur des paysages	
<b>Axe d'action B : tourisme et patrimoine</b>	1. Mise en valeur du patrimoine bâti et du petit patrimoine	a. compléter le recensement du patrimoine bâti
	2. Mise en valeur des paysages	a. valorisation des circuits de découverte
		b. mise en valeur de l'étang de Bonnes
	3. Accueil des touristes	a. aménagement d'une aire d'accueil des camping-cars
<b>Axe d'action C : renforcement de l'identité</b>	1. Développement des actions du plan paysage	a. désignation d'un animateur
	2. Définir une identité commune au travers d'aménagements types et d'une palette de matériaux communs	a. mise au point d'une palette de mobilier et de signalétique communs
		b. mise en place d'une exposition et d'un guide de lecture des paysages
	3. Sensibiliser les habitants à l'appartenance au Pays	a. prescriptions architecturales pour le bâti
		b. mise en place d'une exposition et d'un guide de lecture des paysages
	4. Protection des paysages	a. identification et protection des paysages remarquables et des continuités écologiques
	5. Reconversion de sites emblématiques	a. reconversion d'une mare à des fins pédagogiques ou ludiques
<b>Axe d'action D : environnement et paysage</b>	1. Protection et renforcement des trames végétales	a. plantation de structures végétales dans l'espace agricole : vergers en limite urbaine, haies...
	2. Entretien du paysage	a. entretien des paysages par l'activité agricole
	3. Intégration des ouvrages techniques	a. intégration des bornes à verre
	4. Gestion de l'eau	b. traitement des eaux usées : techniques et alternatives
	5. Soutien à l'agriculture durable	a. multiplication des jachères apicoles

Source : site Internet de la Communauté de Communes « Vienne et Moulière »

- **Les orientations du Plan Paysage**

Dans le cadre du Plan Paysage, les orientations potentielles suivantes ont été identifiées à Lavoux :

- › Le traitement de l'entrée de bourg depuis Liniers.
- › L'aménagement d'une coulée verte et d'un sentier dans la vallée sèche « des Meurs ».
- › L'aménagement paysager autour du lieu-dit « Bel Air ».
- › L'aménagement des carrières intéressantes en pôles touristiques intercommunaux, en lien avec la coulée verte.

**Extrait des orientations du Plan Paysage du Pays « Vienne et Moulière »**



Source : site Internet de la Communauté de Communes « Vienne et Moulière »





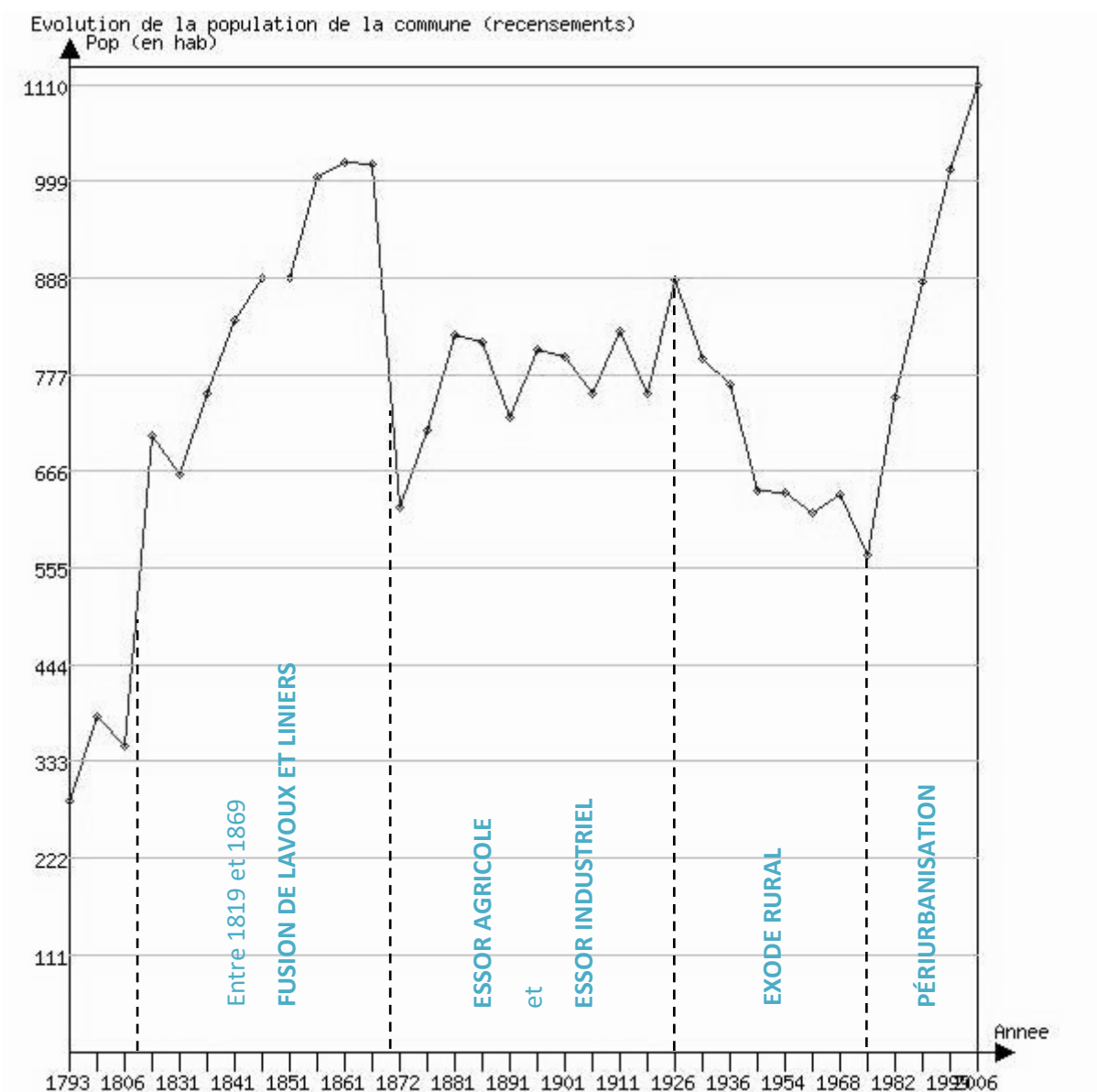
# LA DÉMOGRAPHIE ET LE LOGEMENT : ÉTAT DES LIEUX ET PROSPECTIVE

## LA DÉMOGRAPHIE

### Évolution historique de la population

Historiquement, Lavoux est une commune rurale qui est directement concernée par les grandes évolutions spatiales qui marquent les territoires.

L'évolution démographique de la commune sur une période longue doit être pondérée par la fusion, entre 1819 et 1869, avec la commune de Liniers.



Durant le XIX<sup>ème</sup> siècle et le début du XX<sup>ème</sup> siècle, l'amélioration des techniques agricoles (mécanisation, engrais chimiques...) engendre une forte hausse des rendements. Cette révolution agricole permet d'éviter les grandes famines qui décimaient périodiquement une partie de la population. Associée aux premiers comportements hygiénistes, elle engendre une croissance démographique forte dont bénéficie la commune qui compte environ 350 habitants en 1800 et 800 habitants en 1880. Sans même tenir compte de la fusion avec Liniers (1819/1869), l'évolution de la population communale est significative.

La période de 1880 à 1926 est marquée par des fluctuations de population et une évolution « en dents de scie » de la population. Les premiers départs, liés à l'essor des bassins industriels de la Vienne, sont enregistrés. Les habitants en recherche d'emploi quittent Lavoux pour travailler dans des industries fortement consommatrices de main d'œuvre. L'impact de la Première guerre mondiale est également perceptible.

À partir de 1926 et jusqu'en 1975, le phénomène d'exode rural devient continu avec le départ des jeunes vers les pôles urbains et la diminution de l'emploi local, basé essentiellement sur l'agriculture et l'artisanat. L'impact démographique de la Seconde guerre mondiale est également perceptible dans la population communale.

À rebours des tendances observées précédemment, l'ensemble du territoire national est concerné, depuis la Seconde guerre mondiale, par un phénomène global d'urbanisation : la population des villes augmente de manière très importante, sous l'effet de la tertiarisation de l'économie et des progrès techniques. L'agriculture, qui constituait une source importante d'emplois dans les espaces ruraux connaît également une deuxième révolution et devient de moins en moins utilisatrice de main d'œuvre.

Depuis les années 1970, la tendance démographique de Lavoux s'est donc, à nouveau, inversée, avec une augmentation très importante de la population communale en raison du développement de la fonction résidentielle de la commune, liée à la proximité du bassin économique de Poitiers. Lavoux accueille de nouveaux habitants qui travaillent majoritairement dans les pôles d'emplois alentours.

C'est l'extension du phénomène de périurbanisation, qui désigne la redistribution actuelle de la population dans les espaces ruraux à partir des centres urbains. De nombreux actifs s'installent en effet dans les communes périphériques des agglomérations pour bénéficier d'un meilleur cadre de vie et de prix immobiliers plus abordables, tout en continuant à travailler dans la ville-centre.

### **Évolution récente de la population : une progression démographique constante et soutenue**

- **Au niveau communal**

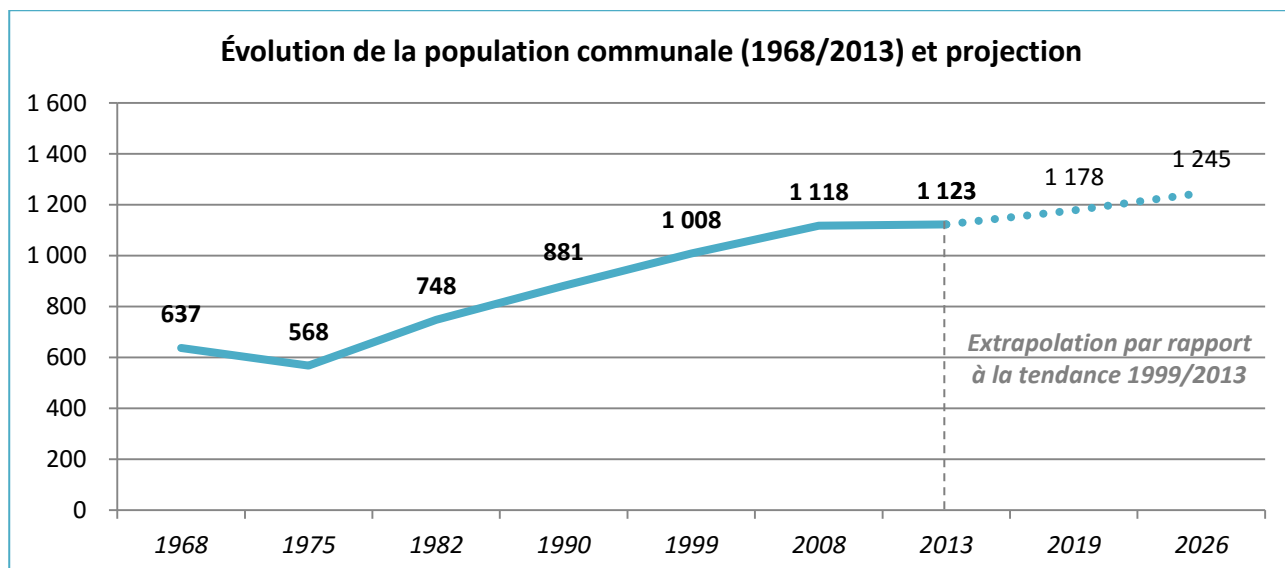
La commune de Lavoux compte 1 123 habitants en 2013. Elle n'en comptait que 637 en 1968, soit une évolution globale de 76,3 % en quatre décennies et une augmentation moyenne de 1,7 % par an.

L'évolution dans le temps peut être observée selon plusieurs phases : avant que le phénomène de périurbanisation ne concerne la commune de manière sensible, la population a régressé de 637 à 568 habitants sur la période 1968/1975. Depuis, la progression de population a été soutenue, notamment sur la période 1975/1982 où l'on enregistre un pic dans la croissance moyenne annuelle de la population à 4,5 %.

Sur la période la plus récente (2008/2013), la hausse de population est beaucoup plus mesurée avec une progression de 0,1 % par an.

La tendance observée entre 1999 et 2013 a été extrapolée pour définir une orientation démographique entre 2016 et 2026. Ainsi, si la population communale continuait à croître à ce rythme, selon une évolution dite « au fil de l'eau », elle serait, à l'horizon 2026, aux alentours de 1 250 habitants.

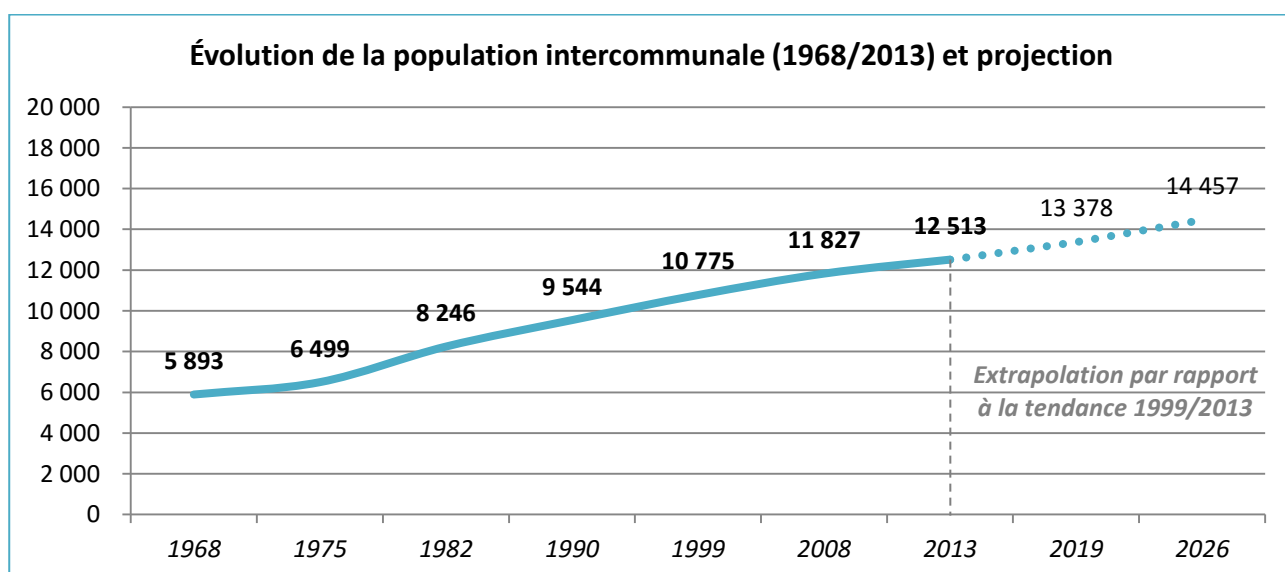




Source : INSEE, RP 1968 à 1990 dénombrements, RP 1999 à 2013 exploitations principales

#### • Au niveau intercommunal

Les mêmes tendances s'observent à l'échelle de la Communauté de Communes « Vienne et Moulière », dont le poids démographique s'est accru de 112,3 % depuis 1968 et qui connaît une hausse marquée de population, plus particulièrement depuis 1975. Sur l'ensemble de la période observée, l'augmentation moyenne annuelle de population a été de 2,5 %, ce qui signifie une dynamique démographique plus soutenue à l'échelle intercommunale qu'à Lavoux.



Source : INSEE, RP 1968 à 1990 dénombrements, RP 1999 à 2013 exploitations principales

La tendance observée entre 1999 et 2013 a été extrapolée pour définir une orientation démographique entre 2016 et 2026. Ainsi, si la population intercommunale continuait à croître à ce rythme, selon une évolution dite « au fil de l'eau », elle serait, à l'horizon 2026, aux alentours de 14 500 habitants.

#### • Comparaison entre les différentes échelles du territoire

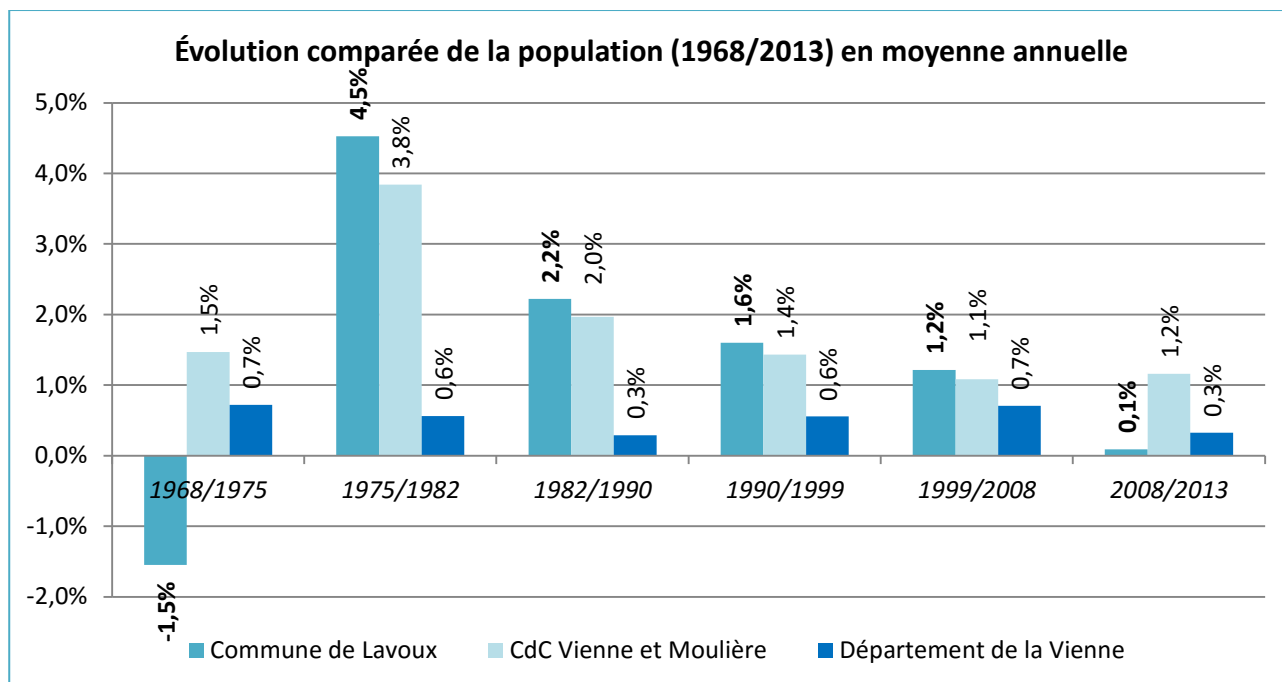
Les chiffres comparés des recensements de 1968 à 2013 montrent que les augmentations de population observées sur la commune de Lavoux et la Communauté de Communes « Vienne et Moulière » sont largement supérieures à la tendance démographique constatée à l'échelle du département de la Vienne.

Sur cet espace départemental, la croissance moyenne annuelle de la population est restée comprise entre 0,3 et 0,7 % sur la période 1968/2013. Parallèlement, la commune a connu une augmentation moyenne de population comprise entre -1,5 et 4,5 % et la Communauté de Communes entre 1,0 et 3,8 %.

Ainsi, après une régression de population entre 1968 et 1975, l'augmentation moyenne de population est toujours restée supérieure sur Lavoux par rapport à l'intercommunalité et au département. Cette différence s'estompe néanmoins sur la période la plus récente. Les augmentations de population constatées depuis 1999 sont sensiblement les mêmes selon les trois échelles d'analyse.

Il est à noter que la Communauté de Communes « Vienne et Moulière » a stabilisé sa dynamique démographique à un niveau assez soutenu, l'augmentation moyenne de population ne descendant pas sous les 1 % par an sur l'ensemble de la période.

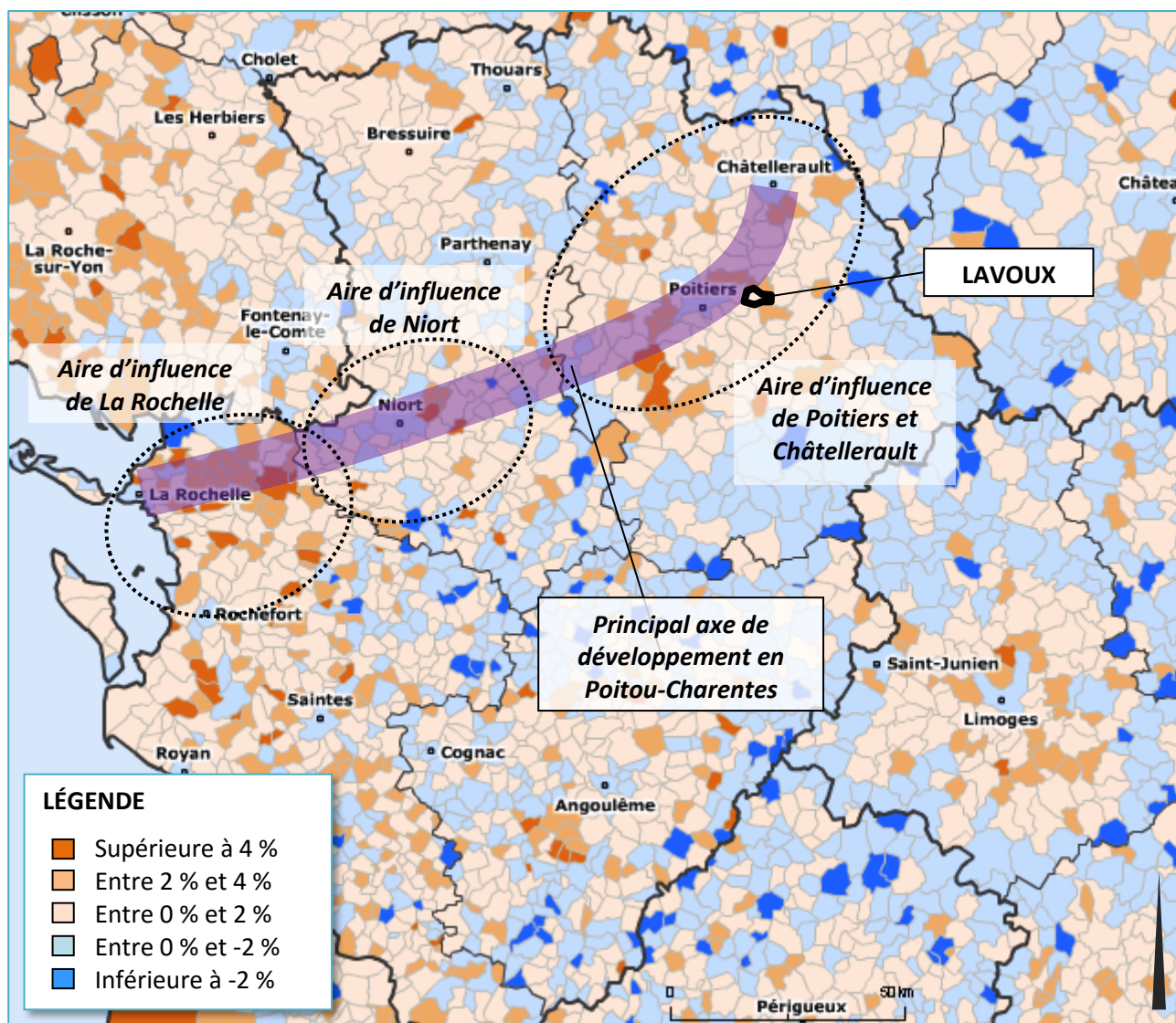
Au cours des deux dernières décennies, l'augmentation de la demande en logements et la recherche de marchés immobiliers plus abordables ont été à l'origine d'un accueil important de populations sur la couronne périurbaine de Poitiers. Les communes comme Lavoux, au plus près de Poitiers, ont bénéficié d'un important essor démographique, qui se retrouve désormais de plus en plus loin du pôle d'emplois.



*Source : INSEE, RP 1968 à 1990 dénombrements, RP 1999 à 2013 exploitations principales*

La cartographie statistique présentée en page suivante, constituée à partir des derniers recensements de la population (2008 et 2013), montre, à l'échelle régionale, l'intégration de la commune de Lavoux à l'aire urbaine de Poitiers et sur le principal axe de développement en Poitou-Charentes, qui joint La Rochelle, Niort et Poitiers et se prolonge vers Châtelleraut.

## Évolution de population entre 2008 et 2013 en moyenne annuelle



Source : Données INSEE Statistiques locales, GéoClip

### Le solde migratoire et le solde naturel

Les soldes migratoire et naturel permettent une analyse fine de l'évolution de la population communale.

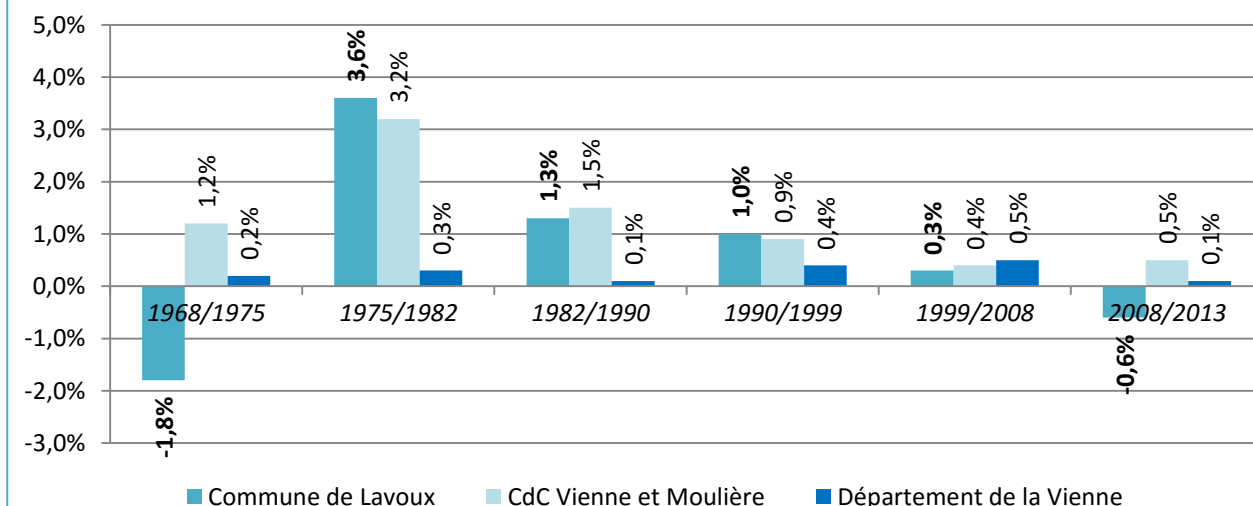
- **Le solde migratoire : un enjeu résidentiel pour la commune**

De la même manière que pour l'augmentation de population en moyenne annuelle, le solde migratoire<sup>17</sup> de Lavoux a été négatif entre 1968 et 1975 et positif depuis, ce qui illustre la capacité de la commune à attirer de nouveaux habitants. Diminuant progressivement pour correspondre à celui de la Communauté de Communes et du département entre 1999 et 2008, on observera que ce solde est redevenu négatif depuis lors. Si les périodes d'installation les plus fortes se situent entre 1975 et 1990, dans un contexte industriel et de tertiarisation de l'économie, l'installation de nouveaux habitants sur la commune doit être maintenue afin de conserver une dynamique démographique pérenne.

<sup>17</sup> Solde migratoire : différence entre les personnes venant s'installer sur la commune et celles qui la quittent.



### Évolution comparée du solde migratoire (1968/2013) en moyenne annuelle

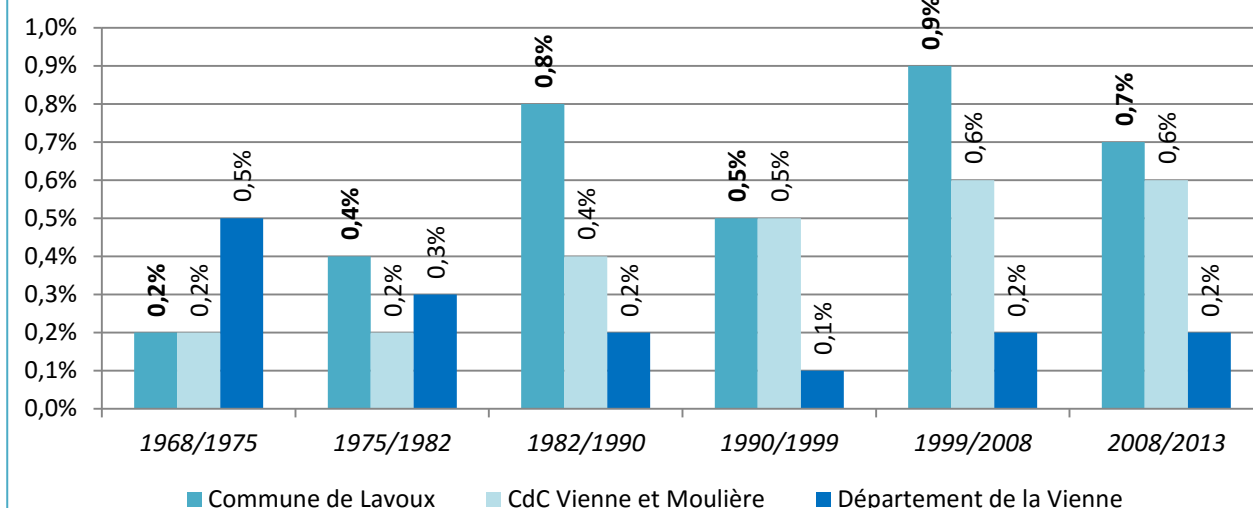


Source : INSEE, RP 1968 à 1990 dénombremments, RP 1999 à 2013 exploitations principales

#### • Le solde naturel : une résultante de l'attrait résidentiel

Le solde naturel<sup>18</sup> de Lavoux est positif depuis 1968 et en augmentation depuis 1982. C'est ce solde qui maintient une dynamique démographique positive sur la commune. Cette situation résulte de l'installation de jeunes ménages actifs sur la commune dans les années 1975 à 1999, en âge d'avoir des enfants, ce qui est illustré par l'importance du solde naturel et notamment par rapport à la Communauté de Communes et au département. Par ailleurs, le coût du logement diminuant concentriquement en s'éloignant de Poitiers, les jeunes ménages ont tendance à s'installer dans des communes de plus en plus éloignées des grands centre urbains afin de trouver des conditions d'installation plus abordables, comme on peut le constater avec le solde naturel sur la Communauté de Communes « Vienne et Moulière » qui augmente de façon de plus en plus marquée, dans un contexte national d'augmentation du nombre de naissances.

### Évolution comparée du solde naturel (1968/2013) en moyenne annuelle

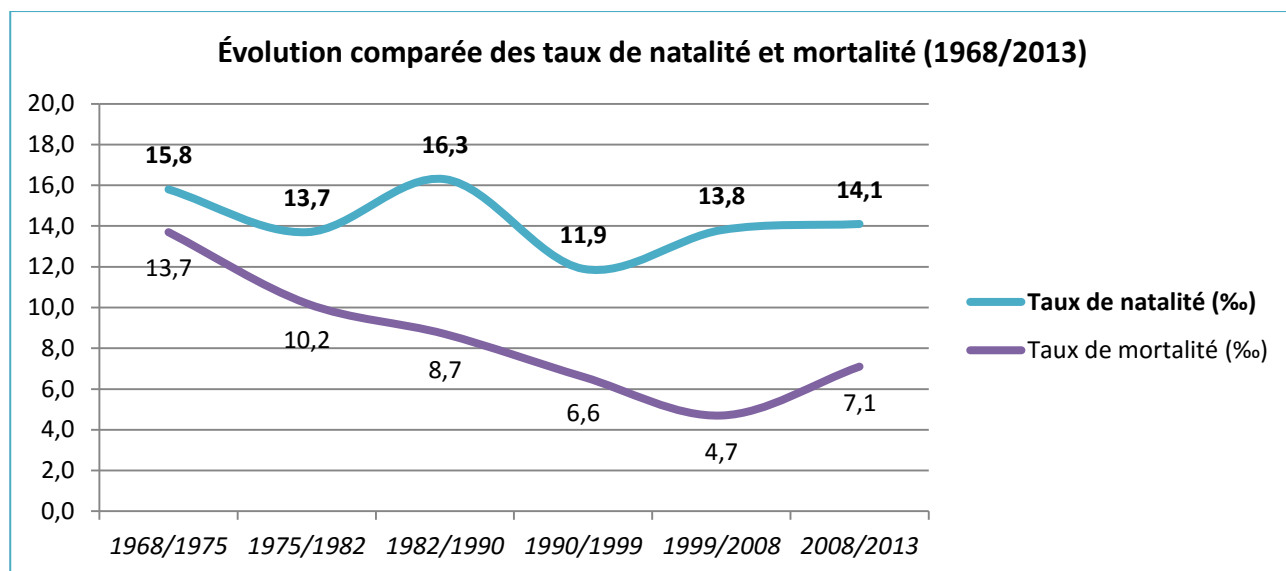


Source : INSEE, RP 1968 à 1990 dénombremments, RP 1999 à 2013 exploitations principales

<sup>18</sup> Solde naturel : différence entre les naissances et les décès sur la commune.

## • Les taux de natalité et de mortalité

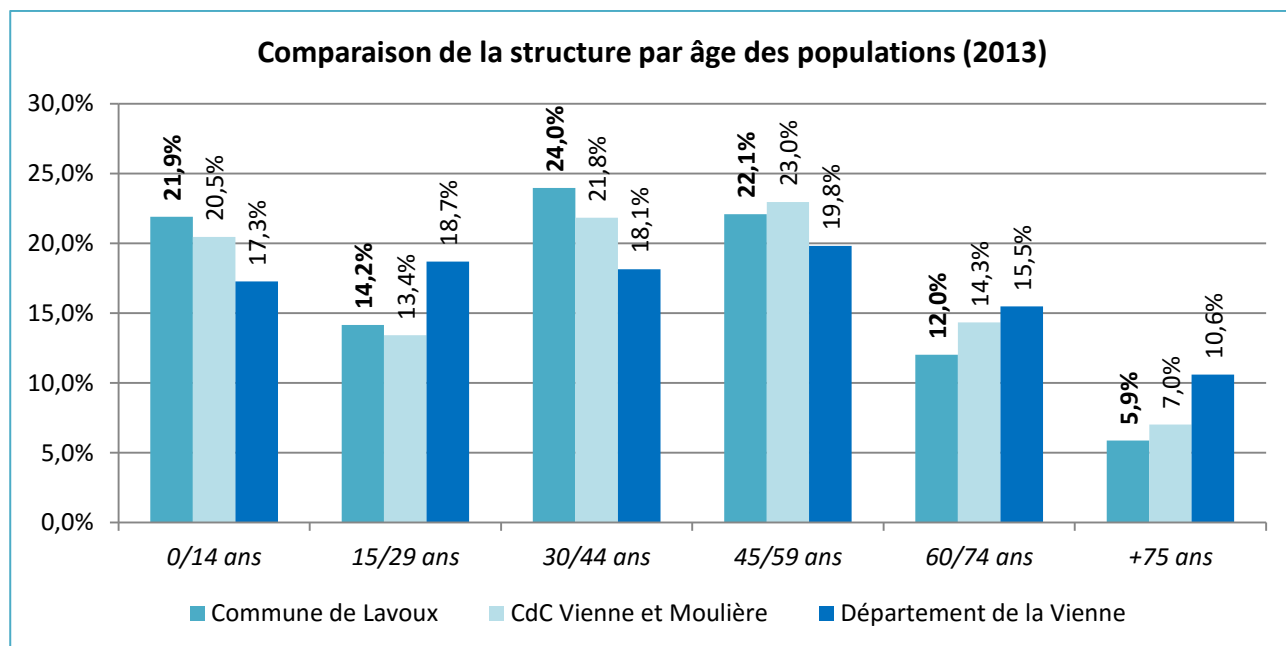
L'installation de jeunes ménages favorise la natalité. C'est pourquoi le taux de natalité est resté particulièrement soutenu sur la commune depuis 1968, avec une pointe à 16,3 ‰ entre 1982 et 1990. À l'inverse, l'évolution du taux de mortalité, de 13,7 ‰ en 1968 à 7,1 ‰, dénote, outre une amélioration de la longévité de la population, une population qui ne réside plus sur la commune à mesure que l'âge progresse, notamment du fait de l'absence de structures d'hébergement pour personnes âgées (maison de retraite, résidence pour seniors...) sur la commune.



Source : INSEE, RP 1968 à 1990 dénombremments, RP 1999 à 2013 exploitations principales

## Structure par âge de la population : une population communale jeune

Les résultats du recensement de 2013 mettent à jour une structure de population plutôt jeune, caractérisée par une représentation sensible des tranches de 0 à 14 ans et de 30 à 44 ans. Chacune de ces tranches est globalement 4 à 6 ‰ plus importante dans la population totale qu'à l'échelle départementale.



Source : INSEE, RP 2013 exploitation principale

La tranche des 15/29 ans n'est pas nécessairement pertinente à l'analyse, en l'absence de structure d'enseignement supérieur sur la commune.

À l'inverse, les tranches des 60 à 75 ans et des plus de 75 ans sont inférieures de 3 à 5 points à la moyenne départementale. Le rajeunissement de la population peut, à terme, devenir un enjeu communal, notamment en matière d'adaptation des équipements d'accueil (crèches, haltes garderie, équipements scolaires). L'installation de ménages en âge d'avoir des enfants, qui s'est ralentie sur les dernières décennies, doit rester un objectif de renouvellement de la population.

- **L'indice de jeunesse**

La caractéristique jeune d'une population s'exprime notamment à travers l'indice de jeunesse<sup>19</sup>. À Lavoux, il est de 1,50, ce qui est élevé. Les jeunes de moins de vingt ans sont ainsi moitié plus nombreux sur la commune que les personnes de plus de soixante ans.

À titre de comparaison, la part des moins de vingt ans dans la population de la Communauté de Communes est moins élevée (indice de jeunesse de 1,21), tandis que celle du département est passée sous le seuil d'équilibre (indice de jeunesse de 0,90). Les personnes jeunes sont ainsi moins nombreuses que les personnes âgées à l'échelle départementale.

Indice de jeunesse	2013
Commune de Lavoux	1,50
Communauté de Communes « Vienne et Moulière »	1,21
Département de la Vienne	0,90

Source : INSEE, RP 2013 exploitation principale

■ **La commune de Lavoux s'inscrit dans un contexte territorial plutôt favorable, caractérisé par une bonne dynamique des excédents naturels. Le potentiel de renouvellement de la population devra être maintenu par une politique du logement orientée vers l'accueil de jeunes ménages et d'actifs en âge d'avoir des enfants.**

---

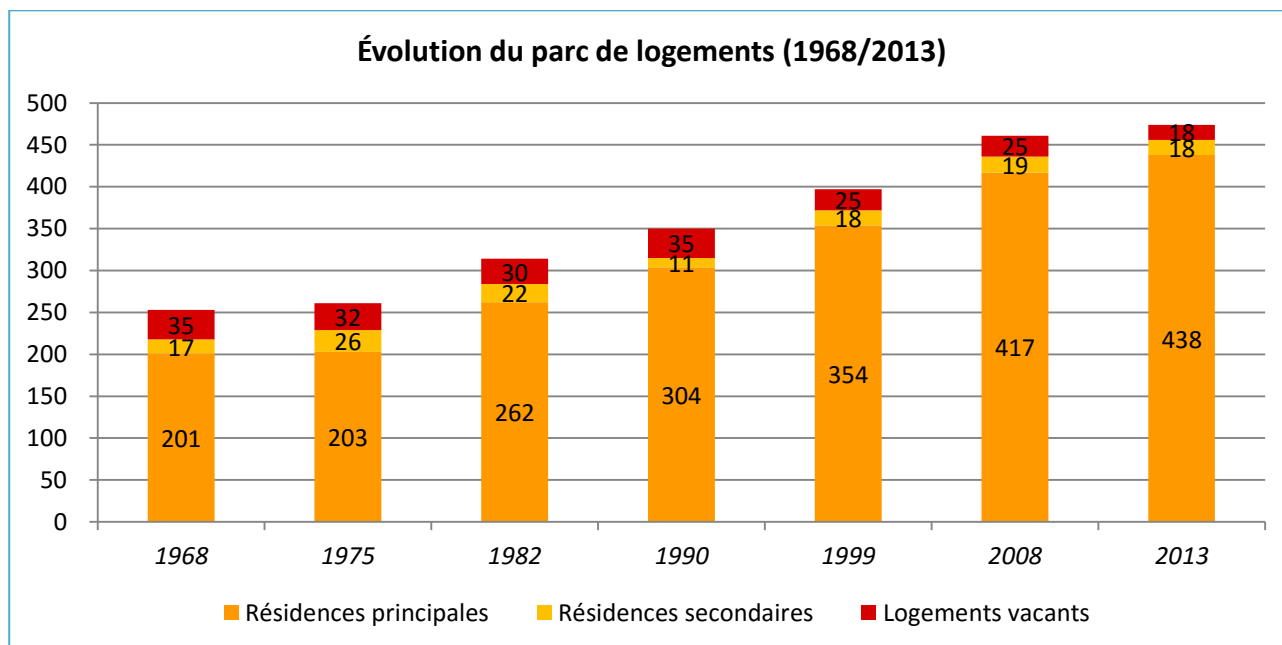
<sup>19</sup> Indice de jeunesse : rapport entre les personnes âgées de moins de 20 ans et celles âgées de plus de 60 ans. Un indice de 1,0 montre un nombre égal de jeunes et de seniors. En-dessous, la proportion de seniors est plus importante.



## LE PARC DE LOGEMENTS

### Évolution du parc de logements : une augmentation importante du nombre d'unités

Lavoux compte 474 logements en 2013, soit une augmentation de 87,4 % du nombre d'unités depuis 1968, représentative du phénomène périurbain qui touche la commune.



*Source : INSEE, RP 1968 à 1990 dénombremments, RP 1999 à 2013 exploitations principales*

L'augmentation est irrégulière dans le temps, comme détaillé ci-dessous :

- › 1968/1975 : + 0,5 % par an
- › 1975/1982 : + 2,9 % par an
- › 1982/1990 : + 1,4 % par an
- › 1990/1999 : + 1,5 % par an
- › 1999/2008 : + 1,8 % par an
- › 2008/2013 : + 0,6 % par an

La période 1975/1982 est marquée par une production très importante de nouveaux logements. La croissance du parc de logements sur la période récente (1999/2013) correspond en partie à l'aménagement de lotissements ainsi qu'à la poursuite du développement urbain.

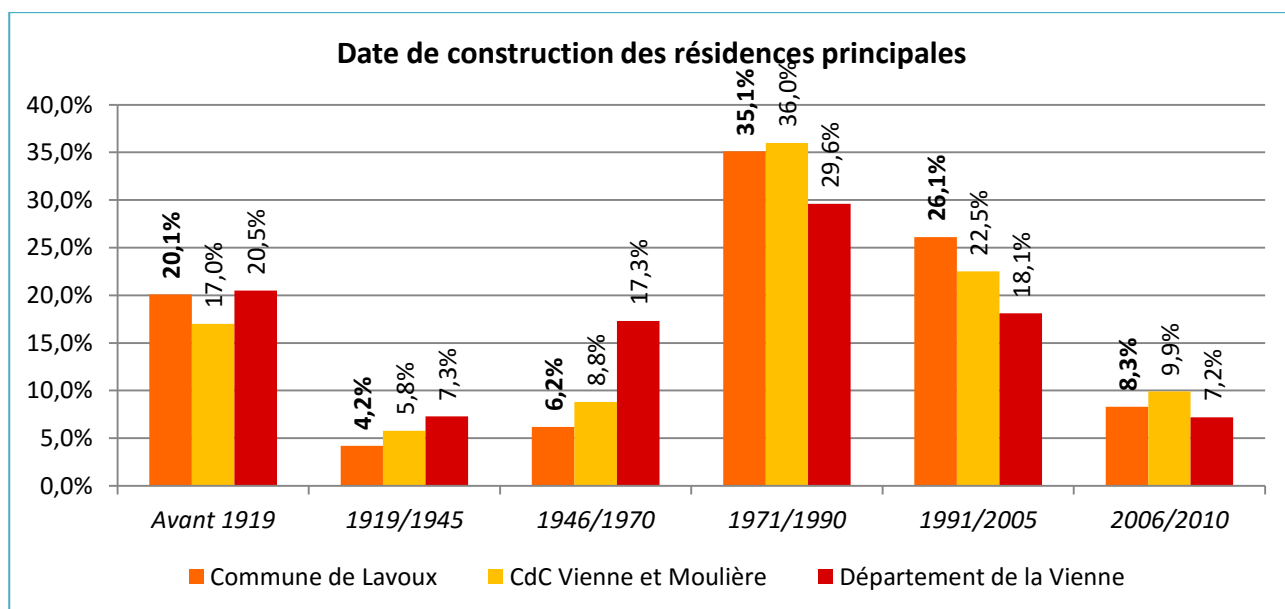
Globalement, l'augmentation du parc de logements entre 1968 et 2013 aura été de 1,9 % en moyenne annuelle. Cette augmentation est à mettre en rapport avec la hausse moyenne de la population communale qui a été de 1,7 % par an sur cette période. Les augmentations de la population et du parc de logements présentent donc une cohérence.

■ **La relation entre développement du parc de logements et urbanisation des espaces naturels et agricoles devra être définie dans le Plan Local d'Urbanisme. Le choix éventuel d'un rythme important de production de nouveaux logements est en effet conditionné à l'application du principe de gestion économe des sols. Cette démarche permettra de ne pas générer une urbanisation excessive et inadaptée au territoire en orientant la politique d'urbanisme vers la production de formes urbaines moins consommatrices d'espace.**

### Un parc de logements plutôt récent

Presque 7 logements sur 10 (69,1 %) ont été construits après 1971 à Lavoux. La proportion y est comparable à la moyenne intercommunale mais beaucoup plus importante qu'à l'échelle départementale, de 14,2 points supérieure à la moyenne de la Vienne.

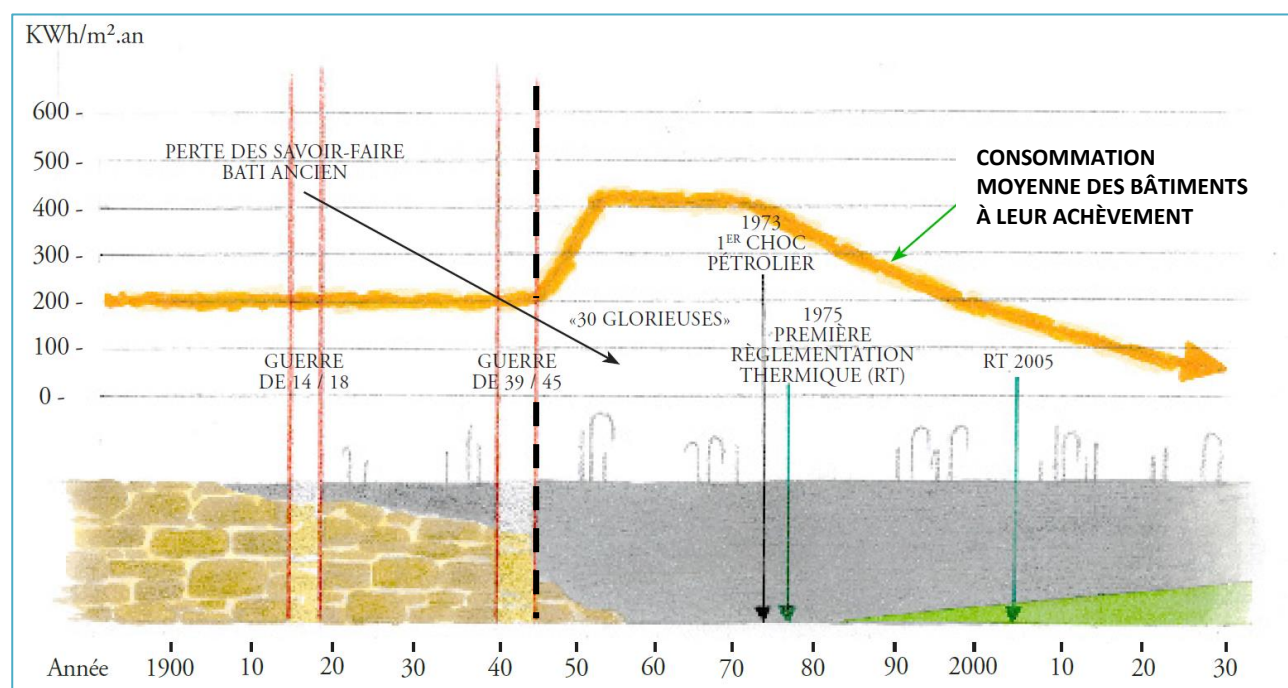
Cette situation est à mettre en relation avec le phénomène de périurbanisation de l'agglomération de Poitiers et l'accélération du rythme de la construction à Lavoux à partir des années 1970.



Source : INSEE, RP 2013 exploitation principale

### • La question de la précarité énergétique du logement

Paradoxalement, les logements construits avant la Seconde Guerre mondiale affichent des performances énergétiques de très bonne tenue, comme illustré ci-après.



Source : Maisons paysannes de France, « ATHEBA, amélioration technique de l'habitat, fiche 1 « Connaissance du bâti ancien », Juin 2010

La consommation moyenne d'un logement à son achèvement est passée de 200 KWh/m<sup>2</sup> par an avant-guerre à plus de 400 KWh/m<sup>2</sup> par an par la suite, soit un doublement de la facture énergétique pour les ménages.

Les chocs pétroliers de 1973 et 1979 ont permis une prise de conscience sur ce sujet, à travers l'augmentation massive du prix de l'énergie ; en conséquence, un savoir-faire thermique a été développé et de nouvelles normes mises en œuvre sous le nom de « réglementation thermique » ou « RT ». Différentes versions (RT 1974, RT 1988, RT 2000, RT 2005, RT 2012, future RT 2020), aux exigences et aux champs d'application croissants, ont permis et vont continuer à permettre de diminuer la consommation des logements dans les domaines du chauffage, de la ventilation, de la climatisation, de la production d'eau chaude sanitaire et de l'éclairage.

Seule une partie des résidences principales de Lavoux, dont 6,2 % ont été construites entre 1946 et 1970, est susceptible de créer une situation de précarité énergétique pour les ménages y résidant si ceux-ci ont des revenus modestes. La partie la plus ancienne du parc construit entre 1971 et 1990 (35,1 % des logements de la commune) doit également faire l'objet d'une attention en matière de rénovation .

### **Évolution du nombre de résidences secondaires et de logements vacants**

Lavoux compte 18 logements vacants et 18 résidences secondaires en 2013, soit un total de 7,6 % du parc de logements. Pour comparaison, le cumul de ces logements était de 22,3 % en 1975. Les habitations de la commune sont ainsi essentiellement des résidences principales, occupées à temps plein par leur propriétaire ou locataire.

Ces valeurs sont assez nettement inférieures aux moyennes observées sur la Communauté de Communes et le département de la Vienne où les taux de résidences secondaires et de logements vacants sont bien supérieurs (de 1,7 % pour les résidences secondaires et de 5,7 % pour les logements vacants sur le département de la Vienne).

<b>Répartition comparée du parc de logements</b>	<b>Résidences principales</b>	<b>Résidences secondaires</b>	<b>Logements vacants</b>
Commune de Lavoux	92,4 %	3,8 %	3,8 %
Communauté de Communes « Vienne et Moulière »	91,0 %	3,7 %	5,3 %
Département de la Vienne	85,0 %	5,5 %	9,5 %

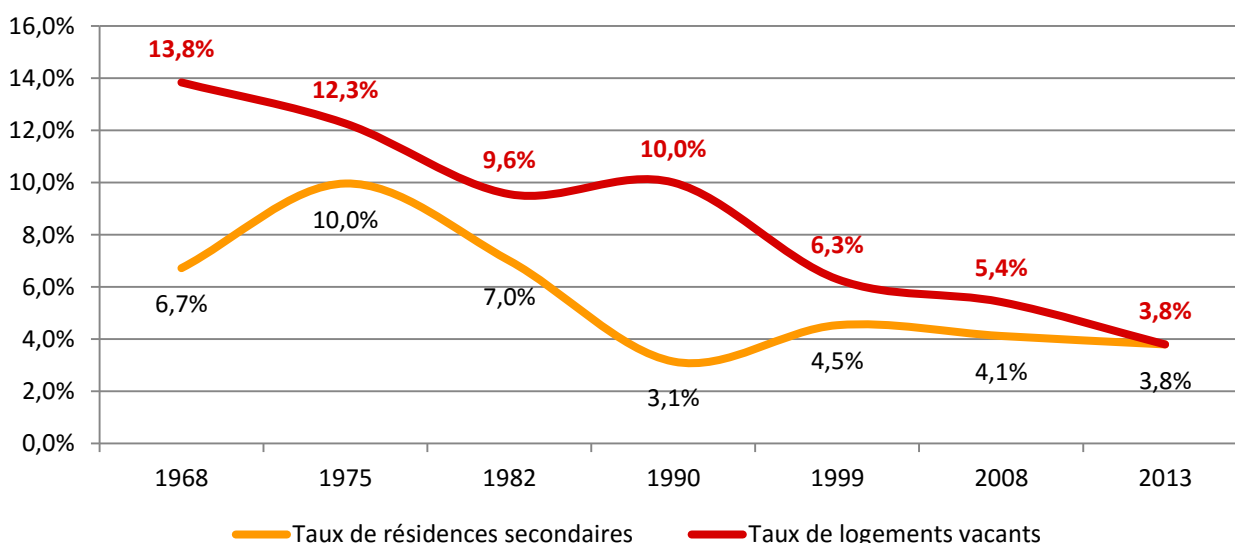
*Source : INSEE, RP 2013 exploitation principale*

Les faibles taux de résidences secondaires et de logements vacants témoignent de l'attractivité du territoire : la demande immobilière qui s'exprime sur Lavoux incite en effet à une occupation forte des logements. Les habitations sont rapidement louées ou vendues. Les taux de vacance et de résidences secondaires sont par ailleurs en très nette diminution sur les dernières décennies, ce qui illustre une bonne mobilisation du bâti.

La comparaison avec les autres territoires montre que les disponibilités d'accueil dans le parc de logements existants sont particulièrement faibles sur Lavoux. Les faibles taux de logements vacants et de résidences secondaires s'expliquent par un marché immobilier dynamique sur les espaces périurbains. La demande en logements est importante, ce qui incite les propriétaires à restaurer et à mettre sur le marché leurs biens immobiliers.



### Évolution comparée du taux de résidences secondaires et de logements vacants (1968/2013)



Source : INSEE, RP 1968 à 1990 dénombremments, RP 1999 à 2013 exploitations principales

- Les disponibilités d'accueil dans le parc de logements existants apparaissent comme très faibles. Le recours à la construction neuve sera donc nécessaire pour porter le projet de développement démographique inscrit dans le Plan Local d'Urbanisme.

### Une mobilité résidentielle plus faible que sur les autres territoires

La mobilité résidentielle est définie par la fréquence de changement de logement par les ménages qui les occupent. Les chiffres publiés par l'INSEE montrent que les habitants de Lavoux, à l'image de ceux de la Communauté de Communes « Vienne et Moulière », restent plus longtemps dans leur logement qu'en moyenne sur le territoire départemental. Cela est particulièrement vrai pour les personnes ayant emménagé sur la commune depuis plus de 10 ans, dont la part est de 11,8 points supérieure à la moyenne de la Vienne.

Ancienneté d'emménagement dans la résidence principale en 2013	Moins de 2 ans	De 2 à 4 ans	De 5 à 9 ans	Plus de 10 ans
Commune de Lavoux	8,7 %	13,3 %	17,9 %	60,0 %
Communauté de Communes « Vienne et Moulière »	9,1 %	15,3 %	17,1 %	58,5 %
Département de la Vienne	15,5 %	20,3 %	16,0 %	48,2 %

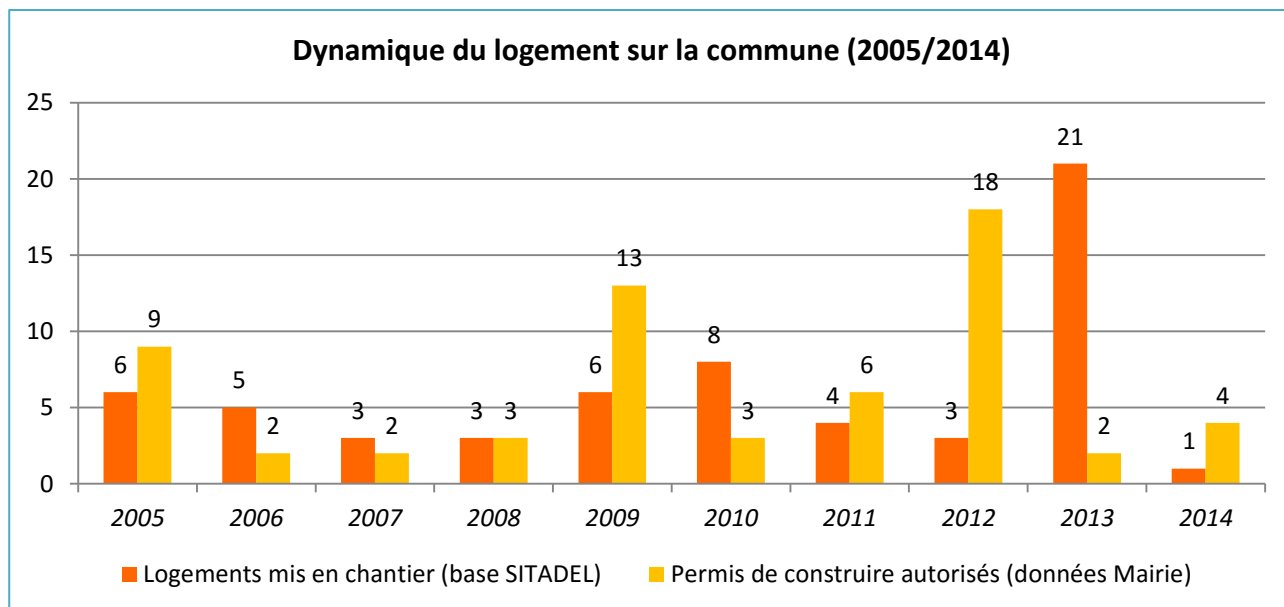
Source : INSEE, RP 2013 exploitation principale

Cette situation s'explique par la part importante des propriétaires-occupants à Lavoux en 2013 (83,9 %, en augmentation de 0,9 point par rapport à 2008), pour une moyenne de 61,5 % dans la Vienne. Les personnes qui achètent un logement sur la commune sont majoritaires et ont de fait tendance à rester longtemps dans leur logement.

### La production de logements neufs

Le rythme moyen de la construction neuve sur la commune est de 6,2 nouveaux logements par an sur une période de 10 ans (2005/2014), comme illustré par le graphique ci-après qui recense les logements neufs (de tous types) par année de mise en chantier effective, ainsi que les Permis de construire accordés par la commune.

On notera des disparités liées aux pics correspondant à des opérations d'ensemble (2009/2010 et 2012/2013).



*Source : Base de données SITADEL, Mairie de Lavoux*

La demande en nouveaux logements est satisfaite par la réalisation d'opérations d'ensemble en périphérie du Bourg (lotissements) et des principaux hameaux (« Taupinet », « Le Laurier Vert », « La Bourge » notamment).

L'implantation de constructions individuelles sur les hameaux serait un mode de développement urbain particulièrement consommateur d'espace et doit être découragée. Les habitations construites en dehors des opérations d'ensemble sont en effet généralement implantées sur des terrains de superficies plus importantes.



*Opérations d'ensemble, réalisées ou en cours, en périphérie du Bourg*

### **La nécessaire réhabilitation de logements anciens**

Afin de favoriser la réhabilitation de logements anciens en zone rurale, le Ministère du Logement a ouvert, à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2015, l'accès au Prêt à Taux Zéro (PTZ) à tout acquéreur d'un logement ancien qui s'engage à accompagner son acquisition de travaux de rénovation à hauteur d'au moins 25% du montant total de l'opération.

Ce dispositif vise à revitaliser les centre-bourgs de 6 000 communes rurales où la construction neuve prédominait jusqu'à présent.

La commune de Lavoux n'est pas éligible au PTZ en zone rurale.

### **L'enjeu de la mixité sociale dans l'habitat**

- **La typologie des logements**

Le parc de logements de Lavoux était composé de 461 maisons individuelles (en progression de 15 unités par rapport à 2008) et de 12 appartements en 2013 (en régression d'une unité par rapport à 2008). La prédominance de l'habitat individuel se manifeste bien sur la commune. La stagnation du nombre d'appartements en est un autre exemple.

<b>Évolution de la typologie du parc de logements</b>	<b>2008</b>	<b>2013</b>
Maisons	446	461
Appartements	13	12

*Source : INSEE, RP 2008 et RP 2013 exploitations principales*

Le parc d'appartements appartenant au parc social public se décompose en 10 logements T3, 1 logement T4 et 1 logement T5. Le développement d'une offre de logements de taille plus modeste (de type T1 à T3) pourrait être un enjeu dans les prochaines années pour la commune afin d'adapter le parc de logements à l'accueil de jeunes couples primo-accédants, de familles monoparentales ou de personnes isolées. Ces dispositions seraient en outre à même de limiter la consommation d'espace et à favoriser la mixité sociale et générationnelle.

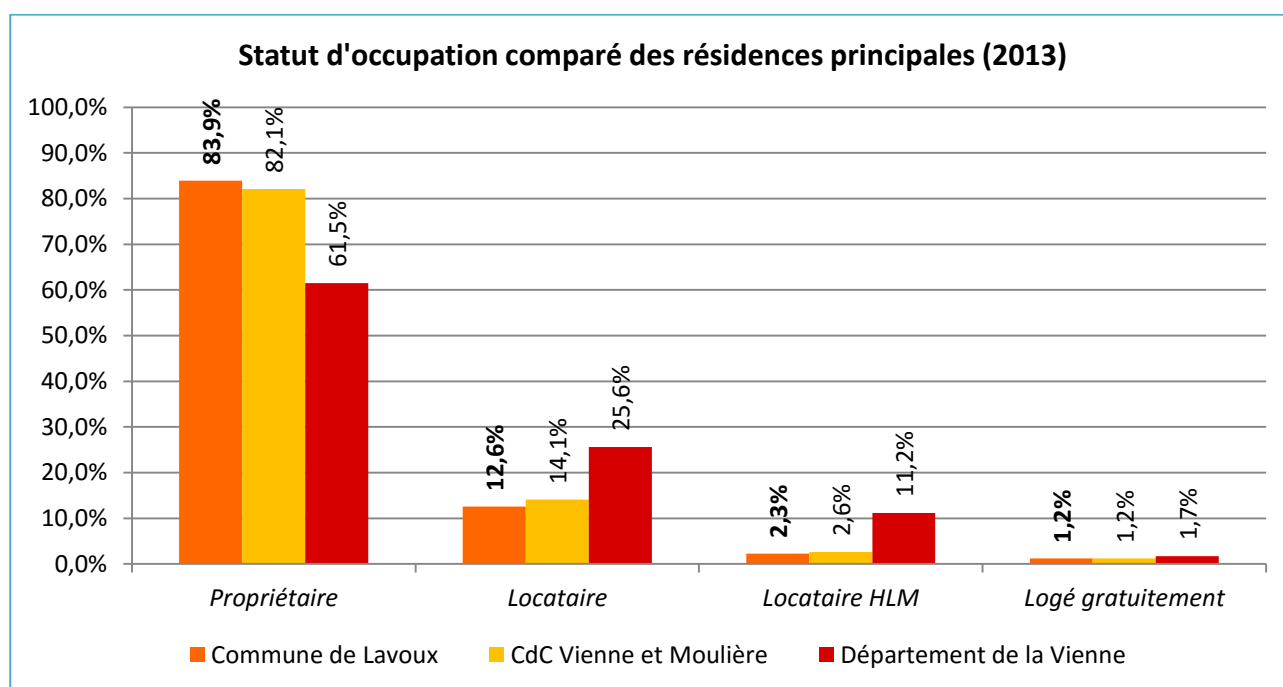
- **La taille des logements**

Parallèlement, une augmentation générale de la taille moyenne des habitations est observée. C'est particulièrement vrai pour la proportion de grands logements dans le parc global. La part des logements de 5 pièces ou plus est ainsi passée de 57,7 % en 2008 à 63,4 % en 2013, au détriment de toutes les catégories de logements de taille inférieure.



- **Le mode d'occupation des logements**

Comme évoqué précédemment, la proportion de propriétaires-occupants est de 83,9% à Lavoux en 2013. Globalement, les chiffres des statuts d'occupation de la commune sont similaires à ceux de la Communauté de Communes « Vienne et Moulière ».



Source : INSEE, RP 2013 exploitation principale

En revanche, par comparaison avec le département de la Vienne, les proportions de locataires privés et de locataires d'un logement HLM sont très largement inférieures. 12,6 % des habitants de Lavoux sont locataires dans le parc privé, contre 25,6 % des habitants du département. De même, seulement 2,3 % sont des locataires d'une habitation à loyer modérée alors qu'ils sont 11,2 % dans la Vienne.

■ **La présence de logements de plus en plus grands pose la question du maintien de la mixité sociale sur la commune, dans le contexte d'un marché immobilier sous tension. La généralisation des grands logements, plus chers, est susceptible d'exclure de la commune certaines populations disposant de revenus modestes (jeunes, personnes âgées, travailleurs précaires, familles monoparentales...).**

De même, la faible représentation du logement social constitue une situation peu favorable dans le cadre d'un objectif de développement de la diversité dans l'offre de logements. La création de nouveaux logements sociaux pourra être envisagée au sein des opérations d'habitat prévues au Plan Local d'Urbanisme.

## **La prise en compte des besoins spécifiques**

- **L'accueil des gens du voyage**

En référence à la Loi n°90-449 du 31 Mai 1990 et à la Loi n°2000-614 du 5 Juillet 2000 modifiée relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, chaque département élabore un schéma départemental d'accueil des gens du voyage qui définit :

- › Les communes d'implantation des aires permanentes.
- › Les emplacements susceptibles d'être occupés temporairement à l'occasion de grands rassemblements traditionnels ou occasionnels.
- › La politique de sédentarisation, le cas échéant.

Dans la Vienne, le schéma couvrant la période 2010/2015 a été signé conjointement par le Préfet et le Président du Conseil Général le 9 Juin 2011 pour une durée de six ans.

La commune de Lavoux n'est pas concernée par le dispositif.

- **Lutte contre l'habitat indigne et dégradé**

La Loi n°2009-323 du 25 Mars 2009 pour le logement et de lutte contre l'exclusion définit comme habitat indigne trois catégories de logements :

- › Les bâtiments menaçant ruine, pour lesquels le Maire a autorité de police spéciale en application des articles L.511-1 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation.
- › Les bâtiments insalubres, que le Maire peut signaler au Préfet, qui a autorité de police spéciale en application des articles L.1311-4, L.1331-23, L.1331-26 à 31 et L.1336-3 du Code de la Santé Publique.
- › Les logements présentant un risque de saturnisme, que le Maire peut signaler au Préfet, qui a autorité de police spéciale en application des articles L.1334-1 à 13 du Code de la Santé Publique.

- **Lutte contre la précarité**

Il y a lieu d'évaluer les besoins en logements des personnes ou des familles visées au Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées (PDALPD) et de favoriser les conditions de développement de logements correspondant aux capacités contributives des ménages en prenant en compte leurs habitudes de vie et d'occupation.

Depuis la Loi n°2009-323 du 25 Mars 2009, le PDALPD inclut et prolonge les dispositions du Plan Départemental d'Accueil, Hébergement et Insertion (PDAHI).

Le PDALPD de la Vienne pour la période 2012/2016, élaboré conjointement par le Préfet et le Président du Conseil Général, a été arrêté au 27 Août 2012. Il a été mis en révision au 8 Juin 2016.

En matière de précarité, les habitants de la commune de Lavoux ont des revenus globalement supérieurs à la moyenne départementale, avec une médiane du revenu disponible en 2013<sup>20</sup> de 21 670 €, alors qu'il est de 19 654 € pour la Vienne. En revanche, à l'échelle intercommunale, le revenu est supérieur avec 21 983 € par foyer fiscal en moyenne.

---

<sup>20</sup> Médiane du revenu disponible : moyenne des revenus fiscaux des ménages, qui tient compte de la taille et de la composition de ceux-ci. La médiane est la valeur du revenu fiscal partageant la population en deux groupes de taille strictement égale.

## PRÉVISIONS DE DÉVELOPPEMENT, CORRÉLATION ENTRE DÉMOGRAPHIE ET LOGEMENT

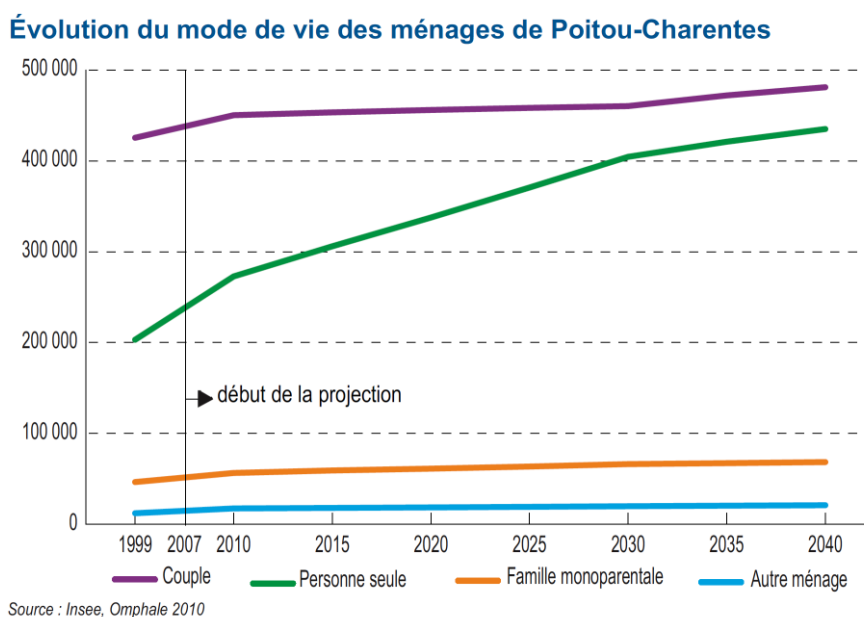
### Évolution de la taille des ménages

- **Tendance générale et importance de prise en compte**

L'évolution générale de la taille des ménages est liée, au niveau global, à la conjonction de deux facteurs, le vieillissement de la population et le phénomène dit « de décohabitation », dont les effets peuvent être cumulatifs.

- › **L'allongement de la durée de la vie** a des conséquences sur l'adaptation des équipements publics, la fréquence de remise sur le marché des logements, ainsi que sur la nature des logements à construire. Le vieillissement peut s'accompagner de dépendance. En 2030, la région Poitou-Charentes devrait compter 61 000 personnes dépendantes, soit une augmentation de 38 % par rapport à 2010<sup>21</sup>. Pour maintenir ces personnes à domicile, les logements à construire devront tenir compte de cette contrainte et proposer des solutions appropriées.
- › **Le phénomène de « décohabitation »** tend à modifier les modes de vie. Les enfants quittent aujourd'hui plus tôt le foyer familial, davantage pour poursuivre des études que pour vivre en couple. De plus, les ruptures de couples continuent d'augmenter, entraînant une progression du nombre de familles monoparentales. Cette évolution des modes de vie doit ainsi être anticipée dès à présent afin de prévoir une production de logements adaptée, notamment en matière de superficie et de nombre de pièces. Une inadéquation du parc, composé à majorité de logements T4 et plus, est déjà constatée face aux demandes actuelles de logement social sollicitant, pour plus de 60 %, des 3 pièces ou moins.

La conjonction de ces deux facteurs entraîne une **augmentation sensible du nombre de ménages**, qui évolue plus vite que l'augmentation de la population. Mécaniquement, la taille des ménages s'oriente à la baisse ; alors qu'un ménage comptait en moyenne 2,8 personnes en 1982 en Poitou-Charentes, il en compte 2,2 en 2010 et la projection de l'INSEE et de la DREAL Poitou-Charentes pour 2040 en prévoit 2,0 en moyenne à cet horizon. L'évolution du nombre de personnes vivant seules (cf. graphique ci-dessous) explique cette tendance démographique lourde.



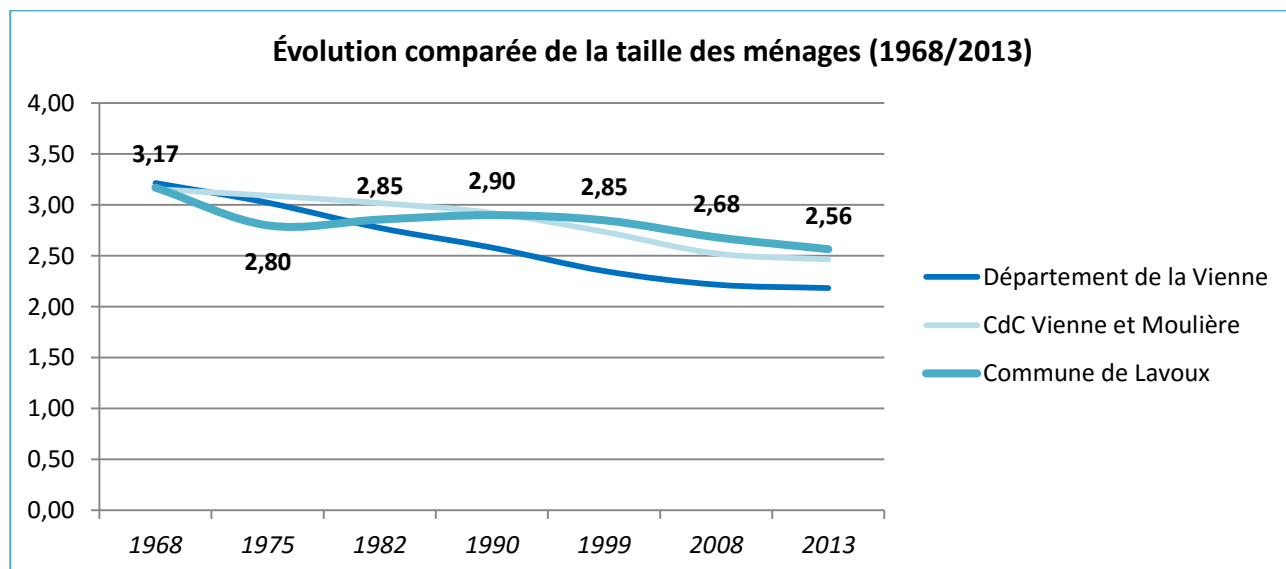
<sup>21</sup> Source : INSEE et DREAL Poitou-Charentes, revue Décimal n°317 (Juin 2012).



- **Diagnostic sur la commune**

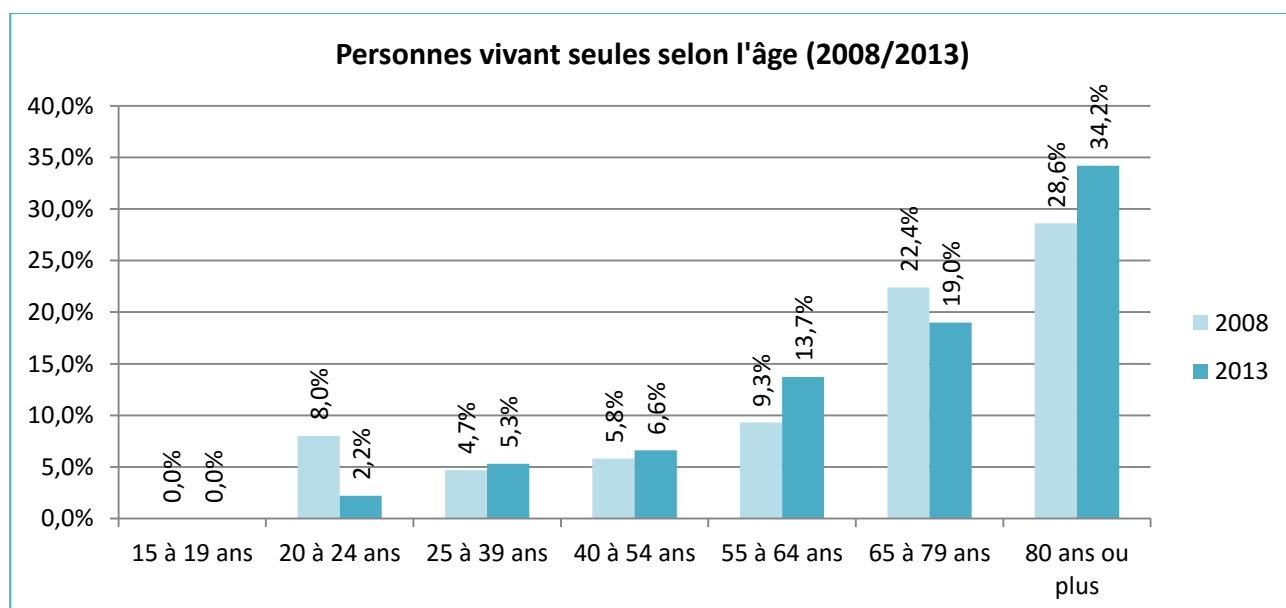
La taille des ménages a suivi à Lavoux une diminution assez peu comparable à ce qui est constaté sur l'ensemble du territoire national et dans les départements. À l'échelle de la Vienne, la diminution de la taille des ménages a été continue depuis 1968 et a tendance à se stabiliser sur la période la plus récente. À terme, la diminution devrait être moins sensible, voire stable entre 2030 et 2040, aux alentours de 2,0 personnes par ménage en moyenne.

À Lavoux, si la taille des ménages a baissé significativement entre 1968 et 1975, l'installation de jeunes ménages actifs, en âge d'avoir des enfants, a contribué à une remontée de la taille des ménages entre 1975 et 1990. Depuis lors, on assiste à une nouvelle baisse. La taille des ménages reste cependant, en 2013, à un niveau élevé avec 2,56 personnes par logement.



Source : INSEE, RP 1968 à 1990 dénombremments, RP 1999 à 2013 exploitations principales

Sur une échelle longue, la tendance reste cependant à une diminution continue de la taille des ménages. Comme évoqué ci-avant, celle-ci participe du phénomène national de « décohabitation », dit aussi de « desserrement des ménages » : multiplication des ménages isolés, des personnes âgées vivant seules, des familles monoparentales, etc.



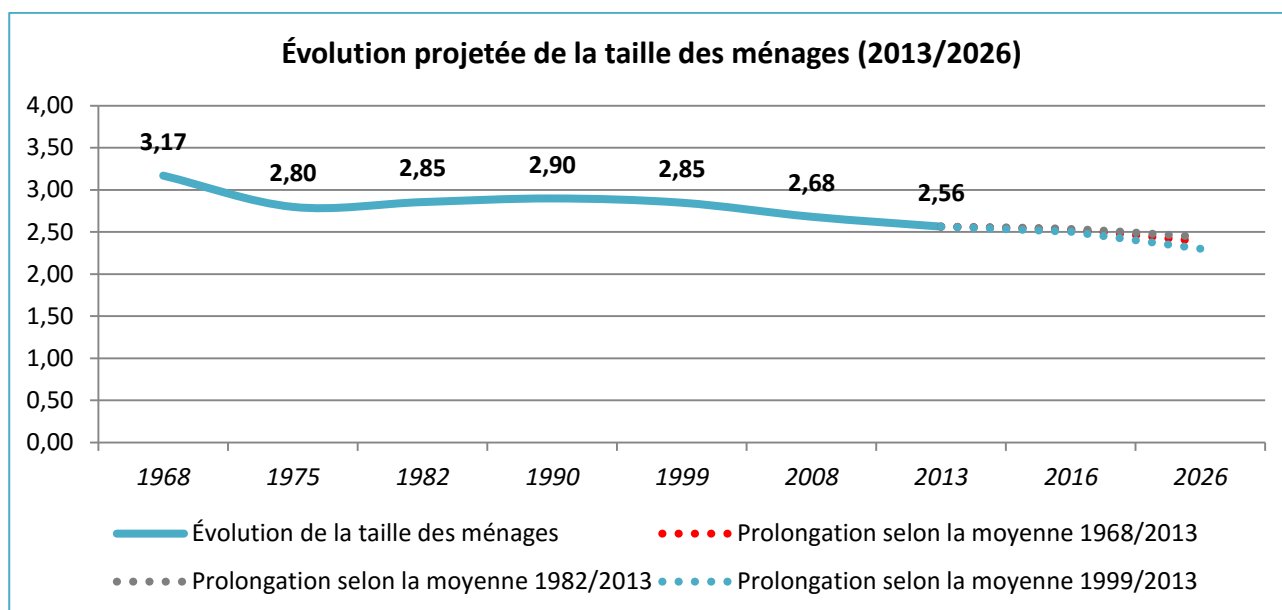
Source : INSEE, RP 2008 et RP 2013 exploitations principales

À titre d'exemple, comme illustré par le graphique ci-avant, le nombre de personnes vivant seules a évolué à Lavoux entre 2008 et 2013, notamment sur les tranches d'âge entre 25 et 64 ans et sur les plus de 80 ans. Sur cette dernière tranche d'âge, la proportion de personnes vivant seules est passée de 28,6 % à 34,2 % de la population.

### • Évolution attendue

Comme évoqué ci-avant, à l'échelle régionale, les projections réalisées mettent en évidence un ralentissement de la progression du nombre de ménages et une diminution moins rapide, au fil du temps, de la taille moyenne des ménages.

Plusieurs scénarii sont envisageables quant à l'évolution de la taille des ménages sur la commune de Lavoux, selon que celle-ci est extrapolée sur une période longue ou courte.



Le graphique ci-dessus reprend l'évolution de la taille des ménages constatée entre 1968 et 2013 et extrapole l'évolution future selon qu'elle reprend la tendance observée depuis 1968, 1982 ou 1999. Sur ces bases respectives, le nombre moyen d'occupants par logements attendu en 2026 est de 2,30, 2,39 ou 2,44.

### Corrélation entre taille des ménages et prévisions en matière de construction de logements

#### • Méthodologie employée

Selon la base de calcul employée, la différence dans le nombre de logements à prévoir pour compenser le phénomène de décohabitation peut être significative :

- › À 2,30 occupants par logement, 50 logements sont nécessaires pour atteindre le « point mort ».
- › À 2,39 occupants par logement, 32 logements sont nécessaires.
- › À 2,44 occupants par logement, 22 logements sont nécessaires.

Ces extrapolations sont analysées au sein du présent diagnostic sous un angle statistique afin d'exposer l'importance potentielle du phénomène de « desserrement des ménages ». Le projet de Plan Local d'Urbanisme précisera les scénarii analysés et les choix retenus par la collectivité.

Par ailleurs, il est raisonnable de penser que les politiques mises en œuvre actuellement et visant à limiter l'étalement urbain vont permettre d'observer, dans les années à venir, un recentrage de la population au sein des pôles d'emplois et d'équipements. Cela permettrait notamment aux ménages de réduire leur budget consacré aux déplacements. Les besoins en logements vont donc suivre la même logique. Il n'en reste pas moins envisageable que les besoins en logements liés à la compensation du phénomène de décohabitation représentent 50 % du parc de logements à construire, en moyenne, le reste des besoins étant lié à la croissance démographique<sup>22</sup>.

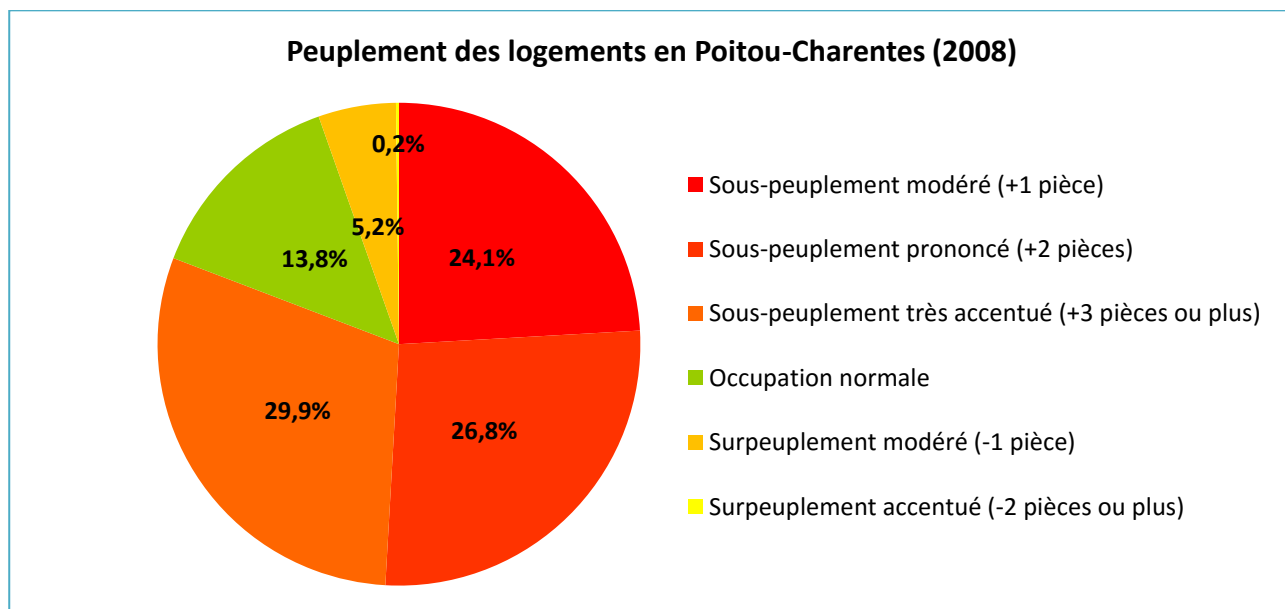
#### • Adaptation de la taille des logements

Comme évoqué ci-avant (Cf. paragraphe « l'enjeu de la mixité sociale dans l'habitat »), l'adaptation de la taille des logements aux usages et à l'évolution des modes de vie est une problématique à prendre en compte dans la définition des logements qui seront mis en chantier sur le territoire.

En Poitou-Charentes, la taille des logements est globalement inadaptée. 5,4 % des résidences principales sont en 2008 en situation de surpeuplement. Cela signifie que le nombre de pièces est insuffisant pour des conditions normales d'occupation du logement. Le phénomène se résorbe puisque 6,6 % des logements étaient dans cette situation en 1999.

13,8 % des logements sont en situation d'occupation normale, avec un nombre de pièces adapté au nombre d'occupants.

**En revanche, 80,8 % des logements sont en situation de sous-peuplement (en augmentation de 3,7 % depuis 1999)**, c'est-à-dire que le logement comporte une ou plusieurs pièces de trop par rapport au nombre d'habitants. L'évolution dans le temps voit l'augmentation du nombre de logements en sous-peuplement prononcé (2 pièces de trop, +0,3 % par rapport à 1999) et en sous-peuplement très accentué (3 pièces de trop ou plus, +6,7 % par rapport à 1999).



Source : INSEE et DREAL Poitou-Charentes, revue Décimal n°317 (Juin 2012)

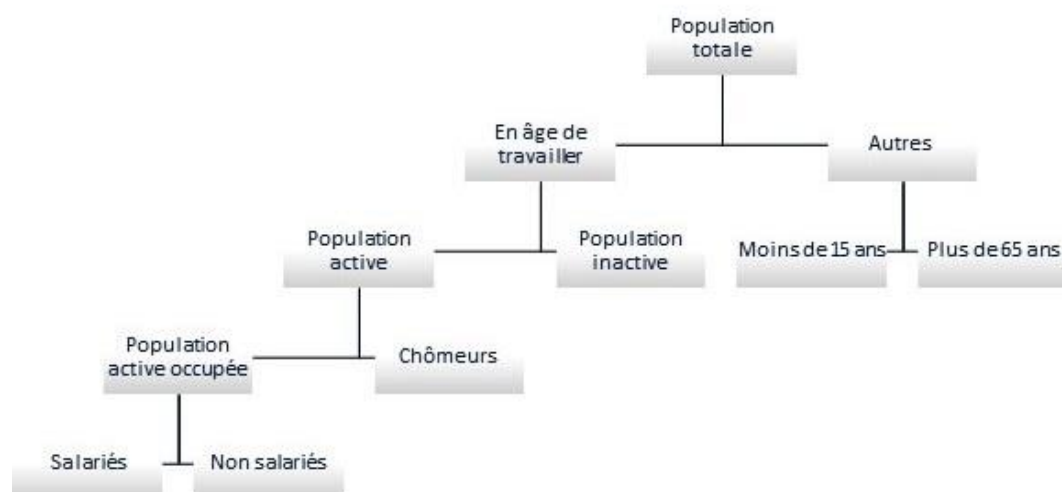
Au total en région Poitou-Charentes, ce sont 190 000 logements, soit près de 30 % du parc, qui sont en situation de sous-peuplement très accentué, alors que la moyenne nationale est de 23 %.

<sup>22</sup> Source : INSEE et DREAL Poitou-Charentes, revue Décimal n°317 (Juin 2012).



# LA SITUATION SOCIO-ÉCONOMIQUE

## ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE SOCIO-ÉCONOMIQUE LOCALE



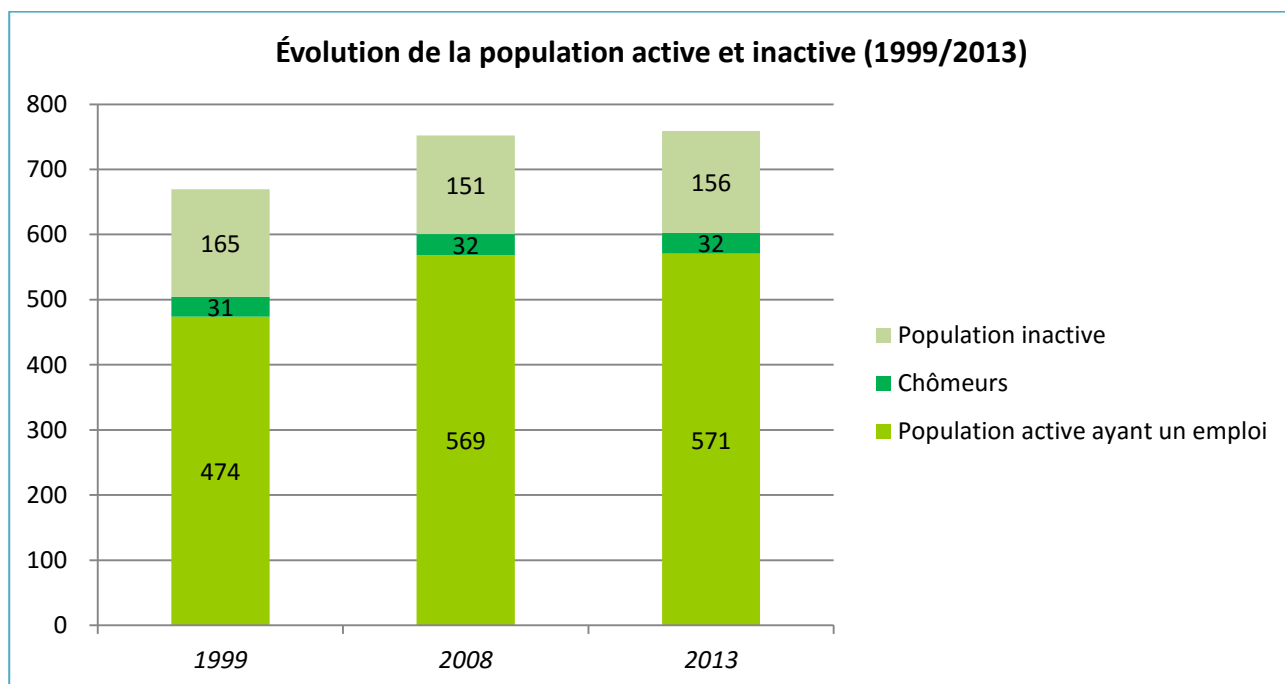
Évolution de la structure socio-économique communale	1999	2008	2013	Évolution
Population totale de la commune	1 008	1 118	1 123	+11,4 %
- dont population de 15 à 64 ans	671	752	759	+13,1 %
<b>Population active totale</b>	<b>506</b>	<b>601</b>	<b>603</b>	<b>+19,2 %</b>
- dont actifs ayant un emploi (population active occupée)	474	569	571	+20,5 %
- dont actifs au chômage	31	32	32	+3,2 %
<b>Population inactive totale</b>	<b>165</b>	<b>151</b>	<b>156</b>	<b>-5,5 %</b>
- dont élèves, étudiants et stagiaires	98	69	53	-45,1 %
- dont retraités et préretraités	29	47	80	+175,9 %
- dont autres inactifs	38	35	22	-42,1 %
<b>Nombre d'emplois sur la commune</b>	<b>106</b>	<b>82</b>	<b>96</b>	<b>-9,4 %</b>
Taux d'activité au sens de l'INSEE	75,4 %	79,9 %	79,4 %	+4,0 %
<b>Taux d'activité par rapport à la population totale</b>	<b>50,2 %</b>	<b>53,7 %</b>	<b>53,7 %</b>	<b>+3,5 %</b>
Taux de chômage	6,1 %	5,4 %	5,3 %	-0,8 %
Population active résidant et travaillant dans la commune	59	49	63	+6,8 %
Population active résidant mais travaillant hors commune	415	525	513	+23,6 %

Source : INSEE, RP 1999 à 2013 exploitations principales

La population active de Lavoux s'élève à 603 personnes en 2013. Elle est en augmentation de 97 personnes depuis 1999, soit une hausse de 19,2 %.

Le taux de chômage est en baisse entre 1999 et 2013, passant de 6,1 % à 5,3 % de la population active malgré un contexte national globalement défavorable. Comparativement, le nombre de chômeurs a augmenté de 21,3% entre 2008 et 2013 à l'échelle de l'ensemble du département, passant de 7,2 % à 8,8 % de la population. Les chômeurs de Lavoux passent de 31 à 32 personnes entre 1999 et 2013 mais leur augmentation est minimale et s'inscrit dans un contexte local où la population active est en forte hausse. Le taux de chômage à Lavoux est, en 2013, l'un des plus faibles du département.

Parallèlement, le taux d'activité de la population<sup>23</sup> progresse lui aussi de 4 % grâce à l'augmentation de la population active, de la population active occupée et au recul de la population inactive. Concernant cette dernière, on notera cependant la très forte augmentation des retraités et préretraités (+175,9 %) entre 1999 et 2013.



*Source : INSEE, RP 1990 dénombrements, RP 1999 et RP 2010 exploitations principales*

### **Une dynamique économique stable**

Les activités économiques présentes sur la commune génèrent un total de 96 emplois en 2013 (en recul par rapport à 1999 mais en progression de 14 unités par rapport à 2008) tandis que la population active occupée<sup>24</sup> de Lavoux comptabilise 571 personnes (en forte hausse par rapport à 1999).

Le ratio entre emplois et population active occupée (l'indicateur de concentration d'emploi) augmente donc légèrement. Il était de 14,3 en 2008 et il est de 16,6 en 2013. Malgré des perspectives globalement positives (recul du taux de chômage, augmentation de la population active et de la population active occupée, augmentation des emplois locaux...), le taux de concentration d'emploi est, dans l'absolu, assez faible et ne permet pas aux actifs résidents de travailler sur leur lieu d'habitation. Cela génère notamment des déplacements domicile/travail plus nombreux (cf. partie « déplacements » du présent rapport).

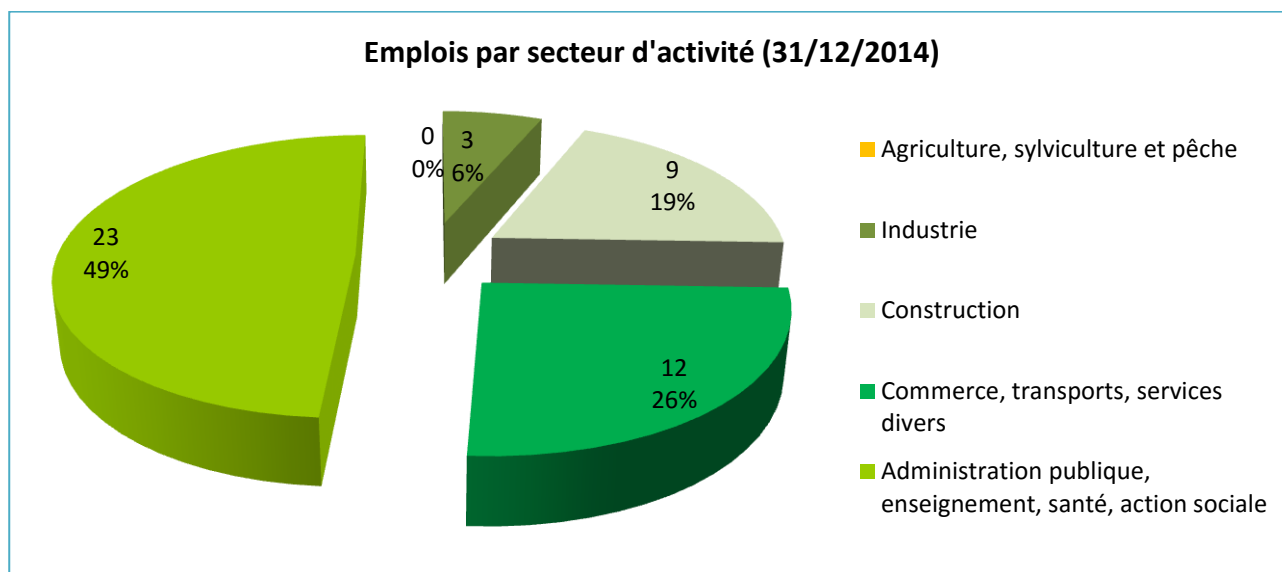
<sup>23</sup> Le taux d'activité s'entend en part de la population active (ayant un emploi, salarié ou non, ou au chômage) par rapport à la population totale de la commune.

<sup>24</sup> Population active occupée : part de la population active (15/64 ans) ayant un emploi.

Si Lavoux confirme son rôle de commune résidentielle, puisqu'une large part de ses actifs travaille sur les pôles d'emploi de Poitiers, de Chauvigny ou même de Châtelleraut, de plus en plus d'emplois sont néanmoins créés sur la commune.

La répartition de ces emplois par secteur d'activité (chiffres au 31 Décembre 2014) montre une prédominance des emplois publics dans le tissu local (49 % des emplois) mais met également en évidence une diversité du tissu économique local avec un nombre significatif d'emplois dans les secteurs du commerce et de la construction, à mettre en rapport avec la liste des entreprises fournies par la Mairie, ci-après.

En revanche, dans le contexte périurbain qui est celui de Lavoux, l'emploi salarié dans le domaine agricole se réduit considérablement. Aucun emploi n'est lié sur la commune au secteur de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche. Comme expliqué ci-après (cf. partie « activités agricoles et sylvicoles »), l'emploi dans ce domaine est en recul constant sur les dernières décennies.



Source : INSEE et CLAP

### **Le tissu économique communal**

Les entreprises suivantes ont été recensées sur la commune par la municipalité.

#### **Liste des entreprises présentes sur la commune**

Nom	Activités
ALLIER Daniel	Graphisme
AMC CONSTRUCTION	Construction
ATMOSPHERE CONCEPT	Création de plans sur mesure
BAUDET Daniel	Plaquiste carreleur
BEAUVALLET Franck	Carrières de la Vienne
BERTHAU Serge	Café, tabac, presse
CHATENDEAU Jean-Philippe	
CHAUME Yannick	Paysagiste élagueur
COLAS Lucie	Écuries
COOP DUBREUIL Cédric	Alimentation générale
COUDREAU Jean-Louis	Électricien

Nom	Activités
DUPONT Père et Fils	Plombier chauffagiste
DUPUIS Sébastien SDL Services	
DUVERGER Franck	Menuisier
GAILLED RAT Sylvain	Garagiste
JMA GAUTIER	Peinture
ETS GERCON Poitou Stores	Stores
HERAULT Jérôme	Cuisines aménagées
LEPAGE Florence	Décoration intérieure
LUMINEAU Maguy	Infirmière
MENCIERE Émeline	Artisan émailleur, bijoutier
MAUNY Lionel	Élagage, abattage
MOTTET Fabienne	Coiffeuse
RIBREAU Frédéric	Charpente, couverture, zinguerie
ROINARD Isabelle	
ROY Philippe	Producteur de miel
VERGNAUD Nicolas et Stéphane	Boulangerie pâtisserie

Source : Mairie de Lavoux



■ Le maintien de ces entreprises est un enjeu à inscrire dans le Plan Local d'Urbanisme. Les besoins de développement de ces activités seront pris en compte et satisfaits dans le cadre réglementaire du document d'urbanisme.

### **Le développement économique mené dans le cadre intercommunal**

Le développement économique est une compétence de la Communauté de Communes « Vienne et Moulière ».

En 2009, la Communauté de Communes a aménagé un hôtel d'entreprises à Saint-Julien-l'Ars. Le bâtiment se compose de 6 cellules indépendantes de 100 m<sup>2</sup> proposées en location aux entreprises.

De même, deux zones d'activité économique d'intérêt communautaire existent à Saint-Julien-l'Ars et Sèvres-Anxaumont. Ces zones possèdent actuellement des réserves foncières permettant l'accueil de nouvelles entreprises.



# LES ACTIVITÉS AGRICOLES ET SYLVICOLES

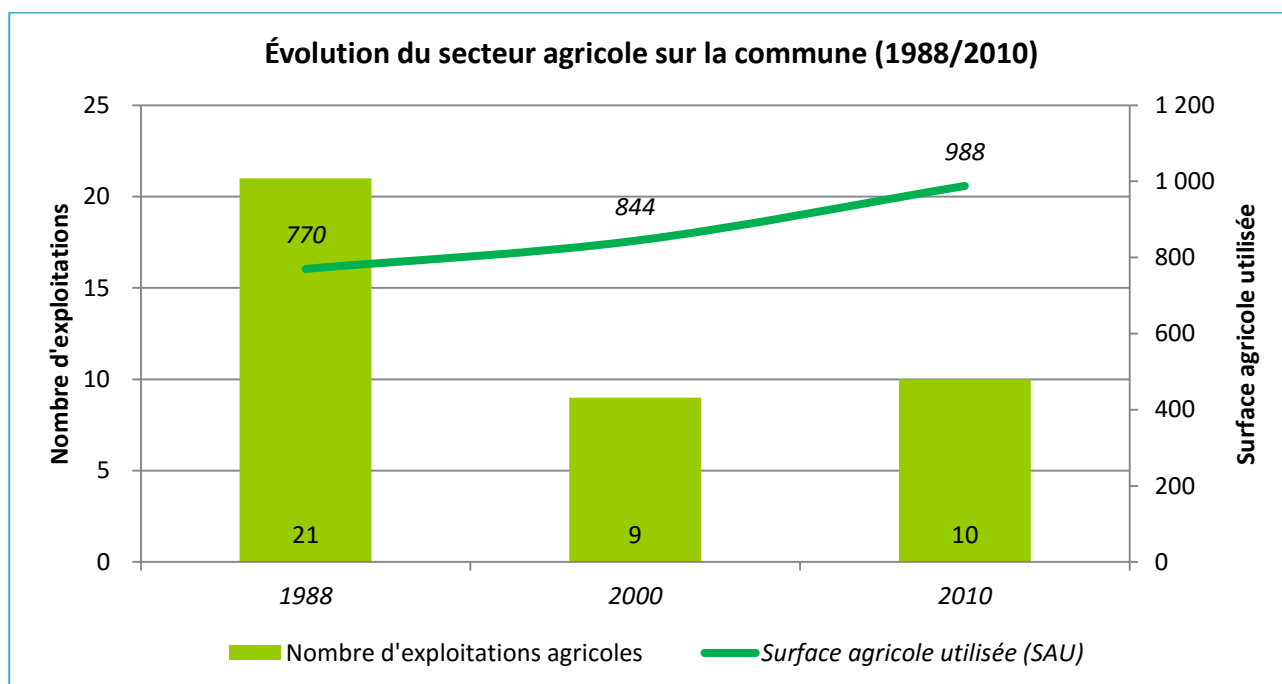
## LE CONTEXTE AGRICOLE COMMUNAL

### Évolution générale de l'activité agricole

Les surfaces agricoles utilisées<sup>25</sup> sont en augmentation de 28,3 % par rapport au recensement général agricole de 1988. Selon les données du dernier recensement, 10 exploitations professionnelles étaient présentes à Lavoux en 2010, soit 11 de moins qu'en 1988 mais une de plus qu'au recensement de 2000.

La superficie moyenne des exploitations a mathématiquement progressé, passant de 36,7 hectares en 1988 à 98,8 hectares en 2010 du fait de la diminution du nombre d'exploitations et de l'augmentation du volume global de terres agricoles utilisées.

Dans le contexte national de réorganisation de cette activité économique, la réorientation de l'activité agricole communale voit une augmentation des activités de polycultures (augmentation de 30,3 % de la surface de terres labourables depuis 1988) et une diminution des activités d'élevage (diminution de 25,8 % du cheptel depuis 1988, passant de 155 à 115 têtes).



Source : Recensement Général Agricole (RGA) 2010

Enfin, l'emploi agricole subit l'effet de la mécanisation et des contraintes économiques qui touchent l'activité. On comptait 18 emplois agricoles (salariés et non-salariés) à Lavoux en 1988 ; ils ne sont plus que 13 en 2010 (-27,8 %, non-salariés uniquement).

<sup>25</sup> Les surfaces agricoles utilisées (SAU) des exploitations telles que définies par le Recensement Général Agricole comprennent **l'ensemble des terres exploitées, dans et hors commune, par les agriculteurs ayant leur siège sur la commune**. Elles ne comprennent donc pas, par exemple, les terres exploitées sur la commune par des agriculteurs ayant leur siège d'exploitation sur une commune limitrophe.

Évolution du secteur agricole communal	1988	2000	2010
Superficie agricole utilisée des exploitations (en hectares)	770	844	988
- dont terres labourables	745	836	971
- dont superficies toujours en herbe	17	6	17
Cheptel	155	79	115
Superficie moyenne des exploitations (en hectares)	36,7	93,8	98,8
Nombre d'emplois (salariés et non-salariés)	18	12	13

Source : Recensement Général Agricole (RGA) 2010

## LA VALEUR ÉCONOMIQUE DES ESPACES AGRICOLES

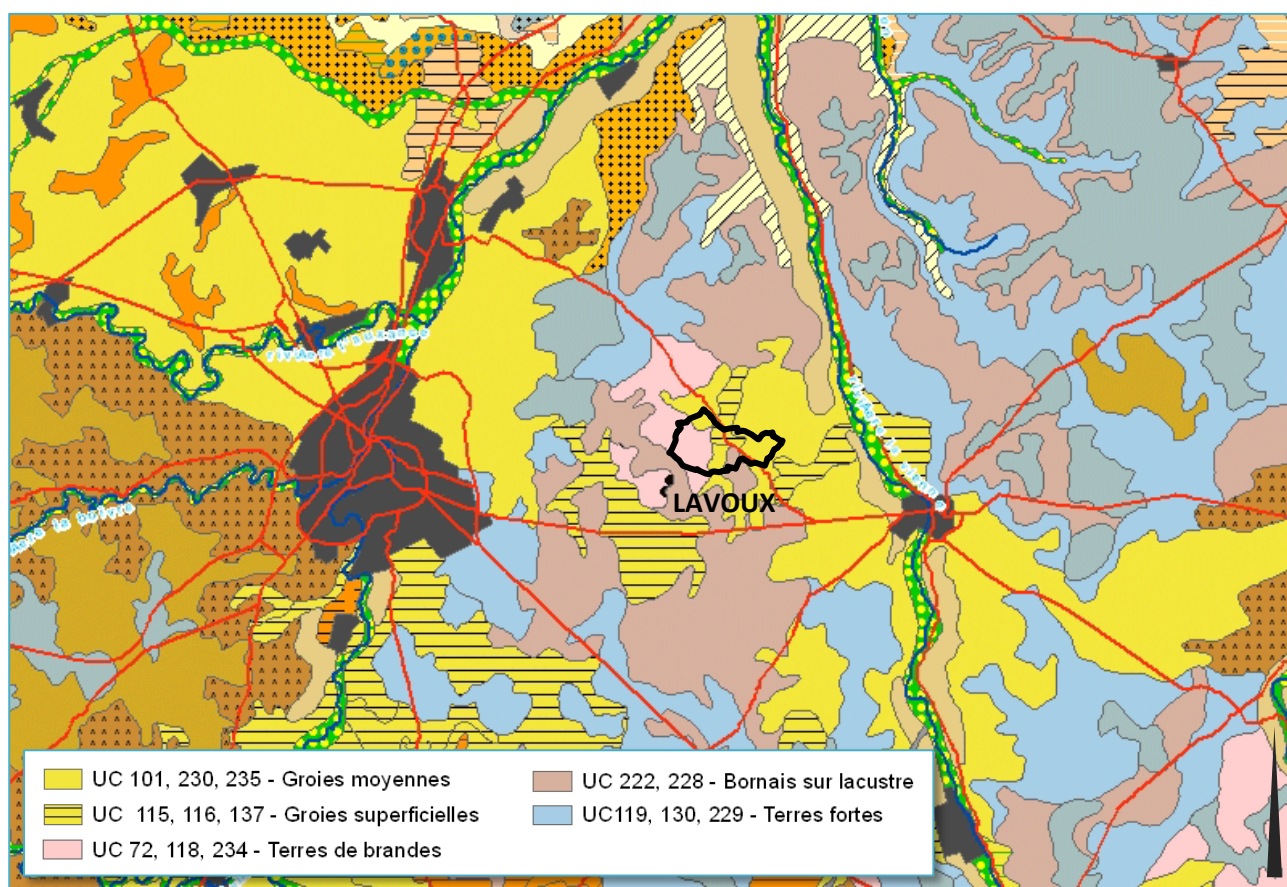
### Valeur agronomique des terres agricoles

Lavoux est localisée dans le pédopaysage des plateaux du seuil du Poitou, avec la présence des sols suivants :

- › Terres de groies (Nord et Est du territoire communal).
- › Terres de bornais (Sud du territoire communal).
- › Terres de brandes (Ouest du territoire communal).

Ces éléments conditionnent le potentiel agronomique des sols, présenté à la page ci-après.

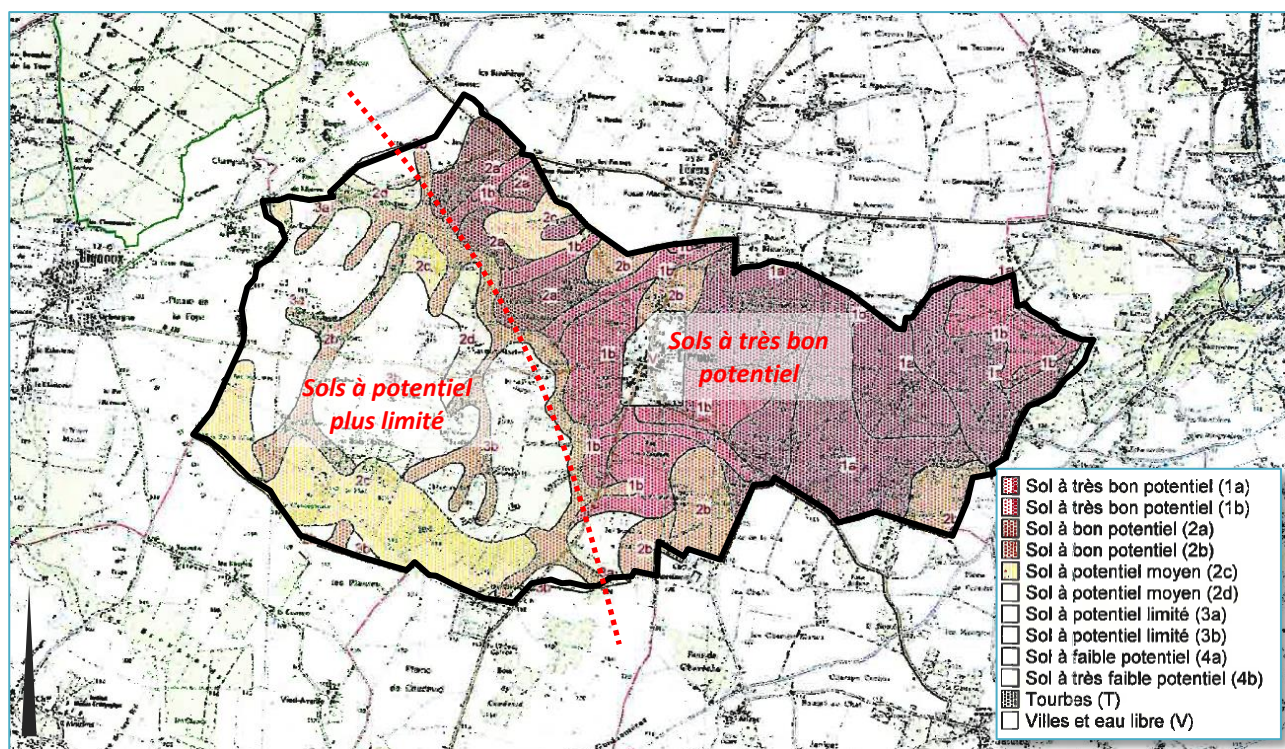
### La commune dans les pédopaysages de Poitou-Charentes – Référentiel régional pédologique



Source : IAAT Poitou-Charentes (2009)



## Carte d'aptitude agricole des sols



La carte d'aptitude des sols montre un très bon potentiel dans toute la partie Est de la commune (terres de groies et de bornais) ainsi qu'autour des vallées sèches (bon potentiel). De la même manière, les espaces ouverts au Sud-Ouest de la commune, autour du hameau de « Bois Dousset » présentent un potentiel agricole moyen mais intéressant.

À l'inverse, le reste du territoire communal, en partie Ouest et entre les vallées sèches (terres de brandes), est globalement peu propice à l'exercice d'une activité agricole (potentiel limité à faible).

### Exploitation des terres agricoles

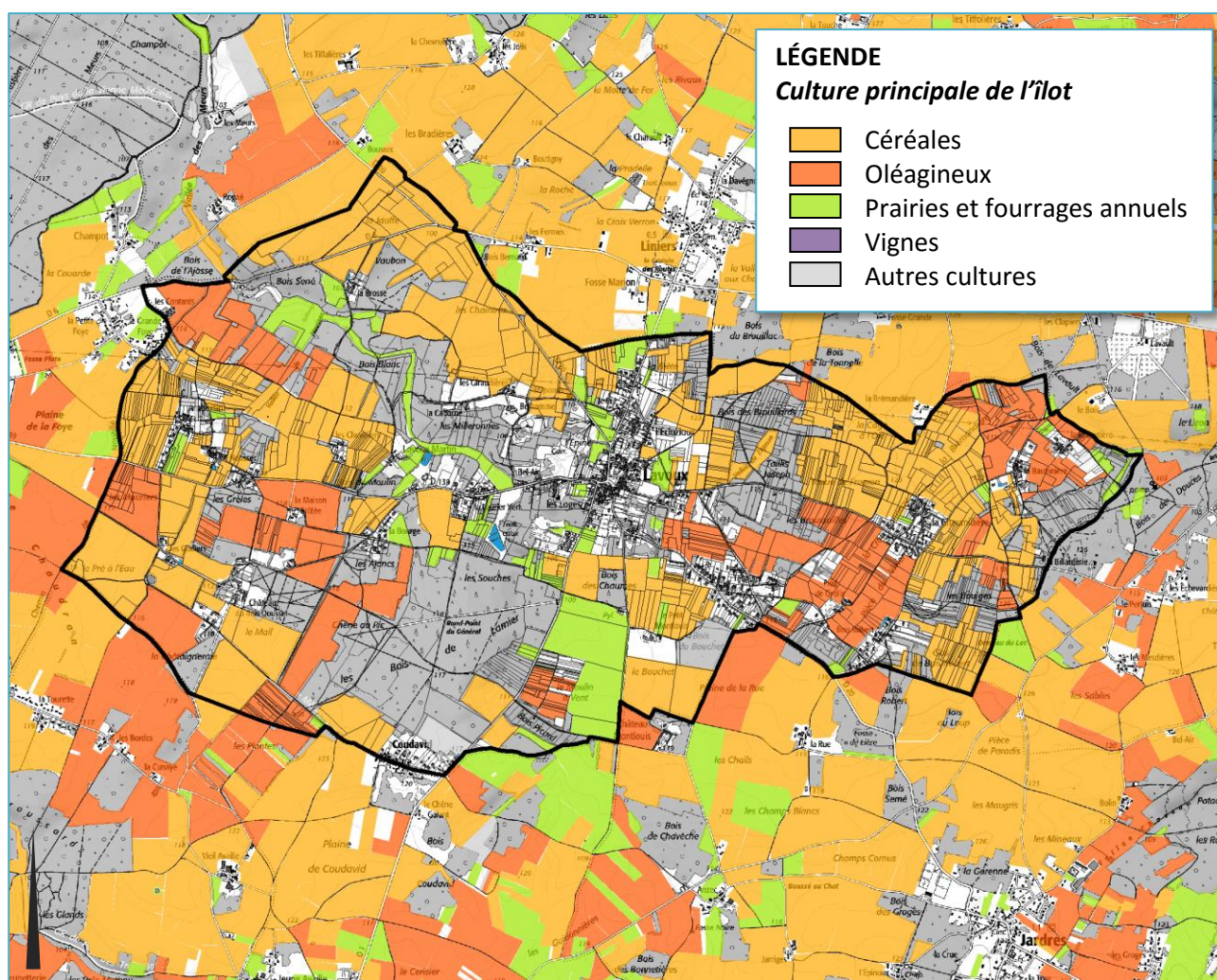
Les terres de la commune sont essentiellement cultivées pour la production de céréales (blé, orge) et d'oléoprotéagineux (colza, tournesol). En dehors des espaces boisés de la commune et des abords des hameaux et lieux-dits, les terres sont assez intensivement mises en valeur.

On notera la présence de prairies temporaires au Sud de la commune, ainsi qu'autour du Bourg et de la vallée de Bois Blanc.

Le parcellaire agricole est globalement morcelé et ne permet pas les grandes cultures irriguées comme la maïsiculture.



## Caractéristiques de l'exploitation des terres en 2014



Source : SIG PARCOURS, Cadastre DGFIP, données IGN SCAN 25, ASP RPG 2014, DRAAF Poitou-Charentes – Échelle : 1/40 000

### **Appellations d'Origine Contrôlée ou Protégée (AOC/AOP) et Indications Géographiques Protégées (IGP)**

La commune de Lavoux est incluse dans les aires géographiques des signes d'identification de la qualité et de l'origine pour les produits suivants :

- **Appellations d'Origine Contrôlées et Protégées (AOC/AOP)**

- › Beurre Charentes-Poitou
- › Beurre des Charentes
- › Beurre des Deux-Sèvres
- › Chabichou du Poitou

- **Indications Géographiques Protégées (IGP)**

- › Agneau du Poitou-Charentes
- › Jambon de Bayonne
- › Veau du Limousin

La plupart de ces appellations ou indications ne fait pas l'objet d'une délimitation à l'échelle de la parcelle ou des sections cadastrales.



## LES EXPLOITATIONS AGRICOLES ET SYLVICOLES ET LEURS PRODUCTIONS

### Liste et localisation des exploitations agricoles et sylvicoles présentes sur la commune

Une démarche de diagnostic agricole a été mise en place dans le cadre de l'élaboration du PLU afin de recenser les activités agricoles présentes sur la commune, d'envisager les évolutions possibles de cette activité et de connaître les besoins des exploitations agricoles en matière d'urbanisme et d'occupation du sol. Ce diagnostic s'est appuyé sur un recensement initial des sièges d'exploitations, effectué par la commune de Lavoux, complété par l'analyse du bureau d'études, par les informations transmises par l'État dans le cadre du Porter-À-Connaissance et par le registre des entreprises (INSEE).

#### Exploitants présents sur la commune

N° <sup>26</sup>	Nom de l'exploitant ou de la structure	Statut juridique	Localisation	Activité principale	Début d'activité
01	COUSIN Nicolas	Individuel		Céréaliculture	2009
02	DESHOULIERES Frédéric	Individuel	« Le Bois Dousset »	Céréaliculture	1998
03	EARL Ambertin	EARL	« Ambertin »	Légumes	2002
04	EARL Bobinière	EARL	« La Baubinière »	Céréales	1997
05	EARL Cap Grains	EARL		Élevage ovins caprins	2008
06	GUICHETEAU Philippe	Individuel	« Pied de Grolle »	Céréaliculture	1989
07	MAURY Lionel	Individuel		Sylviculture	1988
08	POUVREAU Michel	Individuel	« Noussec »	Élevage	1987
09	ROY Philippe	Individuel	« Taupinet »	Apiculture	1999
10	SCEA de La Brosse	SCEA	« La Brosse »	Céréaliculture	1998
11	VALLOIS Henri	Individuel	« La Brosse »	Sylviculture	2001
12	VALLOIS Martine	Individuel	« La Brosse »	Céréaliculture	1978

Source : Mairie de Lavoux, InfoGreffé, INSEE

La commune compte 12 exploitations agricoles et entreprises assimilées. Les exploitations sont équitablement réparties sur le territoire communal, avec un pôle agricole d'importance au niveau du lieu-dit « La BROSE » (3 exploitations).

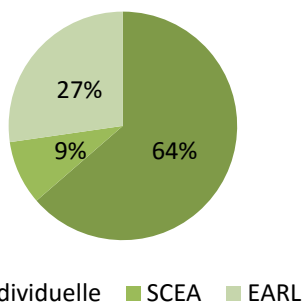
Les entreprises sont majoritairement des exploitants individuels (7 exploitations) ainsi que des exploitations agricoles à responsabilité limitée (EARL, 3 structures). Le tissu économique agricole est complété par 1 Société Civile d'Exploitation Agricole (SCEA).

L'activité agricole de la commune est principalement orientée vers la céréaliculture (46 % des exploitations, soit 5 structures). L'élevage (3 exploitations, dont une dédiée à l'apiculture), la sylviculture (2 exploitations forestières) et la production de légumes (1 exploitation) complètent le paysage agricole communal.

---

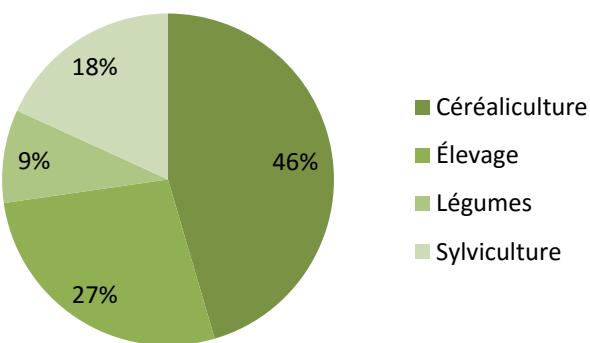
<sup>26</sup> Le numéro correspond à la localisation de l'exploitation sur la carte ci-après.

### Entreprises agricoles par type de structure



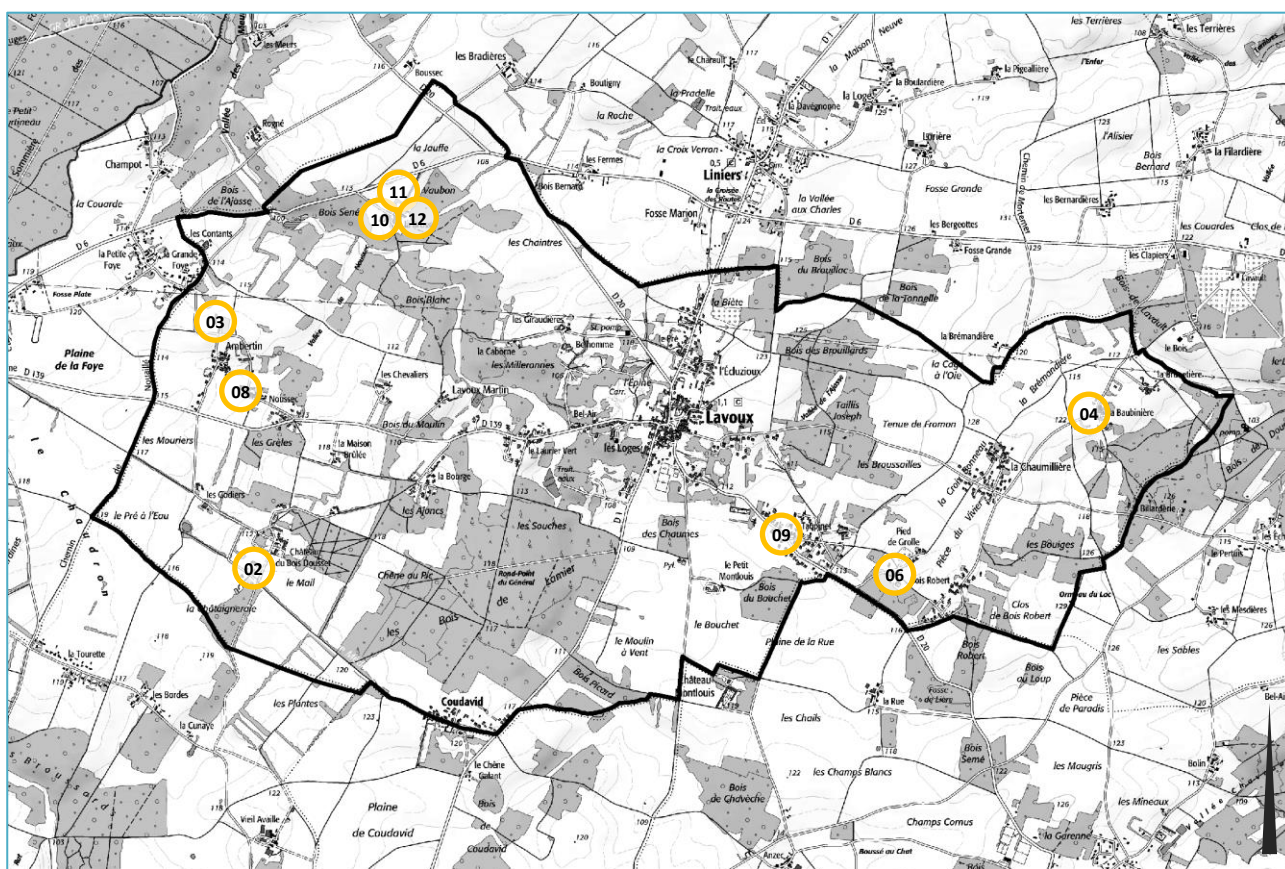
Source : diagnostic agricole

### Activité principale de l'exploitation



Source : diagnostic agricole

### Localisation des exploitations agricoles



Source : SIG PARCOURS, Cadastre DGFIP, données IGN SCAN 25 et diagnostic agricole – Échelle : 1/40 000

### Les installations agricoles classées

Lors de la création de ce type d'établissement classé, la réglementation prévoit que les bâtiments respectent une distance minimale de 100 mètres vis à vis des tiers (hormis logements occupés par des personnels de l'installation et gîtes ruraux dont l'exploitant a la jouissance), stades, campings agréés et zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers.

L'article L.111-3 du Code Rural introduit la réciprocité des distances d'éloignement à respecter entre bâtiments agricoles abritant des élevages et habitations et immeubles habituellement occupés par des tiers. Elle prévoit en effet les mêmes contraintes lorsque ce sont des tiers qui doivent s'implanter à

proximité de bâtiments d'élevage existants et de leurs annexes (bâtiments, plateformes à fumier, fosses à lisier, parcs d'ébat pour les chiens, etc.).

Ces distances d'éloignement visent à éviter les conflits générés par des exploitations trop proches des habitations.

Un établissement classé est répertorié sur la commune de Lavoux :

- › 0586.00252 - Élevage de chiens au « Bois Picard ».
- › 0586.00744 - Élevage de chiens à « L'Écluzieux ».

### **La maîtrise des pollutions d'origine agricole**

Dans le cadre d'une relation concertée entre pérennité des activités agricoles d'élevage et protection de l'environnement, les éleveurs de la commune peuvent souscrire, s'ils le souhaitent, à l'élaboration d'un Programme de Maîtrise des Pollutions d'Origine Agricole (PMPOA) qui implique, entre autres, de procéder à l'épandage des effluents d'origine agricole.

### **Les mesures agro-environnementales territorialisées (MAET)**

Les mesures agro-environnementales territorialisées sont des contrats rémunérés d'une durée de 5 ans visant à mettre en place des pratiques spécifiques pour la protection de l'environnement.

Les MAET sont localisées sur des zones à protéger : sites Natura 2000, périmètres de protection de captage d'eau potable, zones humides...



## LES ACTIVITÉS SYLVICOLES

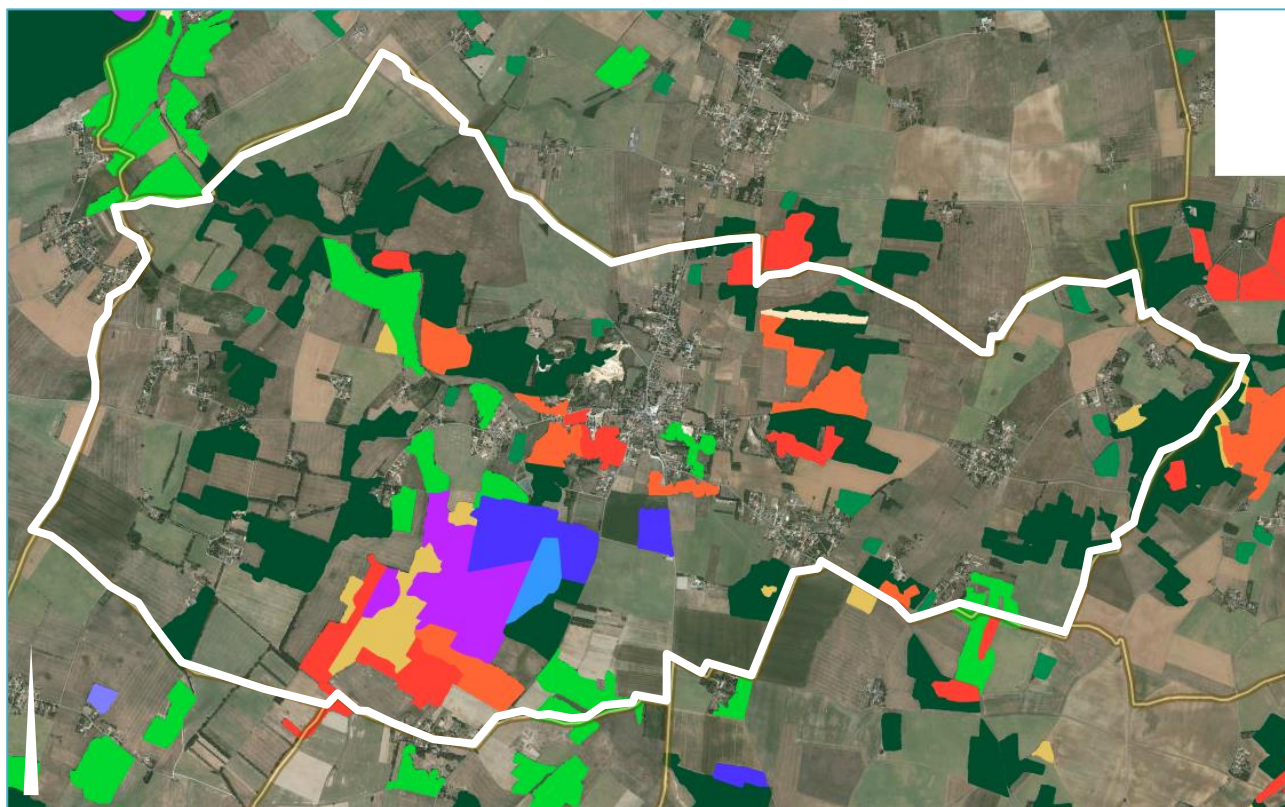
### Diagnostic des activités en place

Sur la commune de Lavoux se situent de nombreuses unités boisées, assez également réparties sur l'ensemble du territoire. Les unités les plus vastes (Bois de Lamier notamment) sont situées en partie Sud de la commune.

Selon les données de l'Inventaire Forestier National (IFN), les boisements et forêts de la commune de Lavoux représentent 28,7 % du territoire communal, soit 431 hectares. Ce taux de boisement est largement supérieur à la moyenne départementale qui est de 18 %. La commune est incluse dans la région forestière (sylvoécocorégion) « Brenne et Brandes » (gestion par l'Inventaire Forestier National), pour laquelle le taux moyen de boisement est de 18,2 %.

Cette sylvoécocorégion est formée de deux sous-entités : les Brandes, à l'Ouest, sous-région à laquelle appartient Lavoux, et la Brenne, à l'Est (département de l'Indre), dont le territoire est classé Parc Naturel Régional.

### Caractéristiques du couvert forestier



Source : IGN Géoportail, base forestière v.2 – Échelle : 1/35 000

Les forêts de la commune sont assez diverses. En partie Ouest, elles sont essentiellement composées de forêts fermées de feuillus (590 hectares), où les Chênes et Châtaigniers prédominent. En partie Sud du territoire communal, notamment les Bois de Lamier, les conifères dominent (Pin Sylvestre notamment) et les mélanges de feuillus et de conifères sont beaucoup plus importants (121 hectares). Les jeunes peuplements sont également beaucoup plus nombreux en partie Sud du territoire, sous forme de taillis sous futaie.

La forêt privée est, pour partie, morcelée. Il coexiste également sur la commune de vastes propriétés de plus de 25 hectares. Ce seuil réglementaire détermine la **rédaction d'un plan simple de gestion qui concerne une propriété sur Lavoux.**



## LÉGENDE de la Carte forestière en page précédente

<b>Forêt fermée de feuillus</b>	
Feuillus en îlots	
Chênes décidus	
Chênes sempervirents	
Hêtre	
Châtaignier	
Robinier	
Autre feuillu	
Mélange de feuillus	
<b>Forêt fermée de conifères</b>	
Conifères en îlots	
Pin maritime	
Pin sylvestre	
Pin laricio ou pin noir	
Pin d'Alep	
Pin à crochets ou pin cembro	
Autre pin	
Sapin ou épicéa	
Mélèze	
Douglas	
Autre conifères autre que pin	
Mélange d'autres conifères	
Mélange de conifères	
<b>Forêt fermée mixte</b>	
Mélange de feuillus et conifères	
Mélange de conifères et feuillus	
<b>Forêt fermée non discriminée</b>	
Jeunes peuplements, coups rases ou incidents	
<b>Forêt ouverte</b>	
Incident en forêt ouverte	
Forêt ouverte de feuillus	
Forêt ouverte de conifères	
Forêt ouverte à mélange de conifères et feuillus	
<b>Peupleraie</b>	
Peupleraie	
<b>Landes</b>	
Lande ligneuse	
Formation herbacée	

## Le rôle économique des espaces boisés

La sous-région forestière des brandes est globalement caractérisée par une large diminution du couvert forestier sur les derniers siècles.

En effet, la forêt fut surexploitée au XVII<sup>ème</sup> siècle pour alimenter en combustible les forges de la Vienne et de la Charente, notamment. Cette industrie a appauvri un sol déjà peu riche par nature (de tendance argileuse ou argilo-limoneuse à Lavoux et plutôt acide) et déclenché une dynamique végétale régressive vers la lande : les brandes, composées de bruyères, genêts, ajoncs et fougères, ont alors colonisé le territoire.

Le terme de « brande », nom commun donné à la bruyère à balais qui domine souvent dans ces formations, signifie, en vieux Français, « brûler ». Elle était souvent utilisée comme combustible, comme fourrage par les paysans pauvres et, surtout, comme matériau pour le toit des habitations.

Au XIX<sup>ème</sup> siècle, avec l'essor de l'agriculture mécanisée, ces brandes ont progressivement disparu.

Le couvert forestier sur la commune de Lavoux est le reliquat de ce développement. Le foncier forestier, morcelé, à l'exception de la propriété qui fait l'objet d'un plan de gestion simple, est caractéristique d'une agriculture qui était, jusqu'à récemment, diversifiée, mêlant élevage, grandes cultures et petite exploitation forestière.

Les boisements de la commune conservent un intérêt économique pour l'exploitation de bois de petit œuvre ou de bois de chauffage (cf. partie « développement des énergies renouvelables » ci-après).

Le potentiel économique des boisements de la commune est globalement variable. Les facteurs limitant une bonne production forestière tiennent au climat local avec, notamment, un déficit hydrique estival, et à des sols parfois médiocres et, surtout, présentant une forte variabilité. Toutefois, de très bonnes stations forestières peuvent se rencontrer au bénéfice d'une exposition favorable ou d'une situation topographique particulière.

Les coupes de taillis traditionnelles peuvent entraîner, du fait de la forte pression exercée par les Chevreuils, dont le cheptel s'accroît de façon très significative, une évolution régressive des peuplements vers une lande plus ou moins arborée. Les abrouissements répétés peuvent en effet supprimer toute repousse de taillis de Chênes au bénéfice du Noisetier.



# L'EXPOSITION DE LA POPULATION AUX RISQUES

## LA CONNAISSANCE ET LA LEÇON DES RISQUES PASSÉS

La commune de Lavoux a fait l'objet de cinq arrêtés de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle.

Type de catastrophe	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
Inondations et coulées de boue	08/12/1982	31/12/1982	11/01/1983	13/01/1983
Mouvements de terrain consécutifs à la sécheresse	01/06/1989	31/12/1990	10/06/1991	19/07/1991
Inondations et coulées de boue	08/08/1992	09/08/1992	24/12/1992	16/01/1993
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	27/02/2010	01/03/2010	01/03/2010	02/03/2010

Source : Portail d'Information sur les Risques Majeurs (PRIM)

Les risques identifiés comme générateurs d'atteintes aux biens ou aux personnes, soit par la récurrence d'événements déjà survenus, soit par l'importance du risque potentiel, sont les suivants :

- › Mouvements de terrain et mouvements de terrain par affaissement ou effondrement de cavité.
- › Sismicité.
- › Phénomènes météorologiques (tempêtes, orages).
- › Transport de marchandises dangereuses.

La localisation de ces risques est présentée aux pages ci-après.

### **Rappel des obligations réglementaires des collectivités**

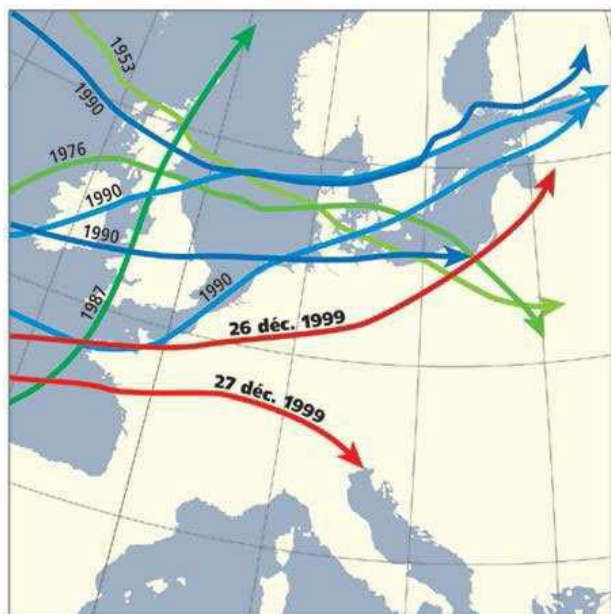
En vertu de l'article R.125-11 et suivants du Code de l'Environnement, toutes les communes du département de la Vienne sont concernées par l'obligation de réaliser un Dossier d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM).

Ce document, élaboré dans le but d'informer la population, indique les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde répondant aux risques majeurs susceptibles d'affecter la commune. Ces mesures comprennent, en tant que de besoin, les consignes de sécurité devant être mises en œuvre en cas de survenue du risque.

L'article 13 de la Loi de modernisation de la Sécurité Civile du 13 Août 2004 rend obligatoire la réalisation par le Maire d'un Plan Communal de Sauvegarde (PCS) pour les communes disposant d'un Plan de Prévention des Risques naturels (PPRn) approuvé ou celles comprises dans le champ d'application d'un Plan Particulier d'Intervention (PPI).

## LES RISQUES MÉTÉOROLOGIQUES

### Le risque de tempêtes océaniques



**Trajectoires de quelques tempêtes ayant touché l'Europe (1950/2000)** - Source : Portail des Risques Majeurs

Une tempête correspond à l'évolution d'une perturbation atmosphérique (ou dépression), dans laquelle s'affrontent deux masses d'air aux caractéristiques distinctes en température et en teneur d'eau. De cette confrontation naissent des vents parfois très violents. On parle de tempête quand les vents dépassent 89 km/heure.

Le risque tempête (passage de « Martin » en 1999 et de « Xynthia » en 2010) est possible sur la commune.

Impuissants face à l'occurrence du phénomène, il est possible d'en prévenir les effets par le biais de mesures d'ordre constructif, par la surveillance météorologique (prévision) et par l'information de la population et l'alerte.

### Le risque de phénomènes orageux violents

Un orage est une perturbation atmosphérique d'origine convective associée à un type de nuage particulier : le cumulonimbus. Les orages peuvent générer des pluies fortes à diluviennes, des coups de foudre, des chutes de grêle, des vents très violents et, rarement, des tornades.

À nos latitudes, le risque orageux est essentiellement présent durant la saison chaude, de la moitié du printemps à la moitié de l'automne. La région Poitou-Charentes est particulièrement exposée à ce risque en raison de sa localisation en bordure du principal couloir d'orages allant de l'Aquitaine à la Bourgogne. Des épisodes orageux violents se produisent régulièrement, plus spécifiquement sur la Charente et la Vienne.

Lavoux est particulièrement concernée par le risque d'orages. Un épisode mémorable est par exemple relevé dans les archives historiques, le 3 Juillet 1777, sur le canton de Saint Julien l'Ars, comme en atteste le témoignage suivant :

*« Vous êtes sans doute déjà informé [...] de l'ouragan terrible qui vient de tout dévaster dans ce canton. Il a enlevé les espérances non seulement de la récolte prochaine, mais de celles qui l'auraient suivie pendant plusieurs années. Il s'est fait retentir le 3 de ce mois [3 Juillet 1777] à 6 heures du soir. Le vent était Sud-Ouest, le ciel était serein ; tout d'un coup il s'est couvert de nuages ; le tonnerre s'est fait entendre ; le vent, toujours dans la même direction, s'est accru et a soufflé avec tant de violence, qu'il a dans un clin d'œil, renversé tout ce qui s'est trouvé dans son passage. [...] Le produit le plus considérable de ce canton était en châtaigniers et en noyers. Il n'en est pas resté un seul sur pied dans un espace dont on ignore encore la longueur, mais qui a plus de deux lieues de largeur. Notre ville, nos métairies se sont malheureusement trouvées dans cette direction. On ne peut voir la campagne sans être attendri. Les maisons sur lesquelles il ne reste que quelques chevrons, ont l'air d'avoir été incendiées. Des arbres qui existaient depuis un siècle, d'autres qui nous donnaient les plus belles espérances pour l'avenir, tous ont les racines hors de terre. Les chemins en sont tellement jonchés et embarrassés qu'il est impossible de s'y frayer un passage. Il faut y faire le même ouvrage que si on voulait traverser une Forêt. [...] »*

Source : Site internet « Affiches du Poitou »



## LES RISQUES LIÉS À LA GÉOLOGIE

### Le risque « cavités souterraines »

L'attention de la collectivité locale est attirée sur les dispositions résultant de la loi du 30 Juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages qui modifient le Code de l'Environnement (article L.536) en confiant aux communes ou à leurs groupements compétents en matière de documents d'urbanisme le soin d'élaborer en tant que de besoin des cartes délimitant les sites où sont situés des cavités souterraines et des marnières susceptibles de provoquer l'effondrement du sol. Le Maire a la responsabilité de communiquer, sans délai, au représentant de l'État dans le département et au Président du Conseil Départemental les éléments dont il dispose à ce sujet.

Des précautions liées aux dispositifs de construction sont donc à préconiser et l'attention des constructeurs doit être sensibilisée sur ce point. En tout état de cause, il y a lieu d'éviter le développement des constructions dans les zones connues comme susceptibles de comporter des cavités en sous-sol.

Deux cavités ont été identifiées à ce jour par le BRGM sur le territoire communal, pour certaines en collaboration avec le Comité Départemental de Spéléologie de la Vienne (CDS 86). Elles portent les références suivantes :

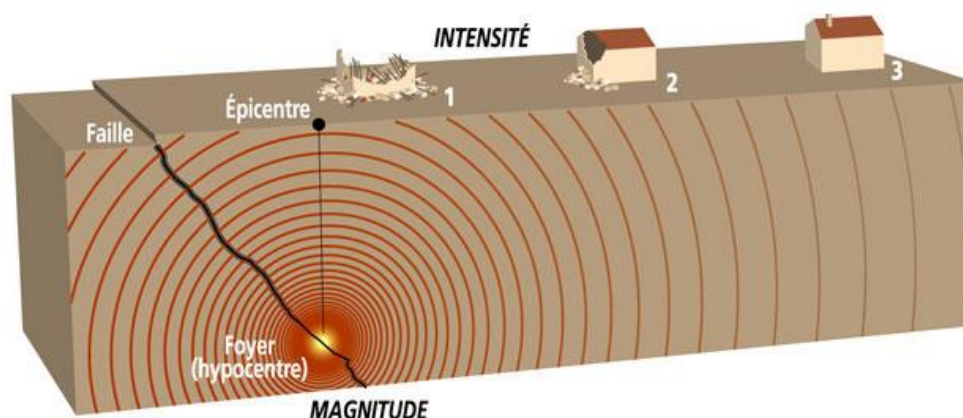
- › POCAW0011067 : « Carrière de La Frémigère », au Sud-Est du Bourg.
- › POCAW0011058 : « Gouffre de Lavoux », au Nord-Ouest des Bois de Lamier.

Ces deux cavités ont été cartographiées avec précision. Leur localisation est reportée au plan de zonage du présent PLU. L'attention de la collectivité est attirée sur le fait que l'inventaire préalable du BRGM ne préjuge pas de l'absence de cavités non encore répertoriées.

### Le risque sismique

Le ministère de l'Écologie, du Développement Durable a élaboré un Programme National de Prévention du Risque Sismique présenté en Novembre 2005.

Ce programme s'inscrit pleinement dans le cadre de la politique gouvernementale de Développement Durable et s'attache à responsabiliser les élus locaux. En réduisant la vulnérabilité des personnes et des biens, il valorise le patrimoine national et améliore la qualité de construction.



Suite au zonage sismique de la France, élaboré le 21 Novembre 2005, la commune est classée en zone de sismicité 3 (modérée), avec des accélérations du sol pouvant aller de 0,7 m/s<sup>2</sup> à 1.1 m/s<sup>2</sup>. La mise en œuvre de ce plan a pour effet de renforcer les mesures constructives des bâtiments existants ou futurs.

La Direction Départementale des Territoires de la Vienne a élaboré, en Décembre 2010, une délimitation des zones de sismicité sur le territoire départemental, conformément aux Décrets n°2010-245 et n°2010-1255 et à l'Arrêté du 22 Octobre 2010, complété par l'Arrêté du 11 Juillet 2011 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normal ».

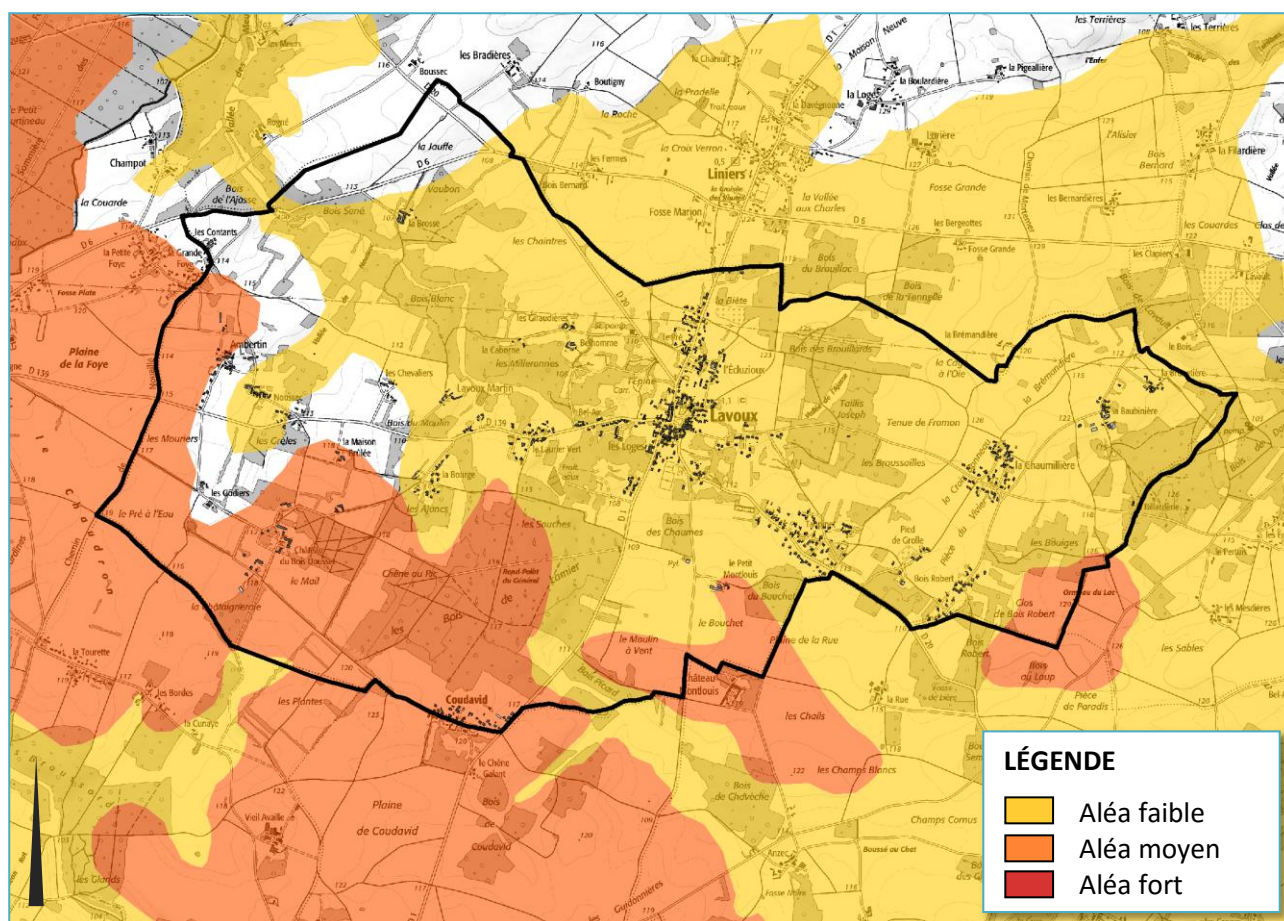
### **Le risque « retrait et gonflement des argiles »**

Ce phénomène est également connu sous le nom de « risque sécheresse ». Les argiles sont sensibles à la teneur en eau du sol : elles gonflent en présence d'eau puis se rétractent quand la teneur en eau diminue. La présence d'argile dans le sol ou le sous-sol peut donc conduire à des mouvements de terrain différentiels qui peuvent être à l'origine de désordres aux bâtiments (fissuration des murs, etc.).

Afin de se prémunir des désordres, un certain nombre de dispositions doivent être respectées :

- › Dispositions constructives pour ce qui concerne les fondations et la structure des bâtiments (profondeur des fondations, chaînage, etc.)
- › Dispositions relatives à l'environnement des bâtiments en vue de limiter les variations de teneur en eau du sol à proximité des bâtiments (gestion des eaux pluviales, etc.)

### **Localisation du risque « argiles » sur la commune**



Source : SIG PARCOURS, Cadastre DGFIP, données IGN SCAN 25 et BRGM – Échelle : 1/40 000

Le phénomène concerne presque intégralement la commune de Lavoux. L'ensemble du bâti est concerné par un aléa faible, incluant le Bourg, à l'exception des écarts de « Bois Dousset », « Coudavid » et « Ambertin » qui sont concernés par un aléa moyen. Il est à noter que les limites entre ces zones d'aléas, signalant généralement une différence de densité argileuse, peuvent être des points de friction pour le bâti.

L'attention des porteurs de projets est attirée sur l'existence de ce risque. Une étude de sol détaillée doit être réalisée et la conception des constructions doit être adaptée à la situation pédologique, y compris dans les zones définies comme constructibles au Plan Local d'Urbanisme.

### **Le risque incendie et feux de forêt**

La commune de Lavoux ne comporte pas de massif classé à risque dans le Plan Départemental de Protection des Forêts Contre l'Incendie (PDPFCI).

Néanmoins, l'Arrêté n°2009/DDAF/SFEE du 9 Juin 2009, relatif à la prévention des risques incendie de végétation dans le département de la Vienne, s'applique à son territoire.

En vertu de l'article L.321-1 et suivants du Code Forestier, une obligation de débroussaillage sur 50 mètres s'impose autour de toute construction située à ou à moins de 200 mètres des massifs à risques. Toute construction à moins de 50 mètres des lisières du massif boisé impliquera donc des mesures de protection particulières susceptibles d'engendrer des coûts élevés.

Dans ce contexte, il est recommandé de respecter une distance d'éloignement des zones urbanisables par rapport aux boisements pour limiter les départs de feux accidentels et pour limiter les conflits de voisinage dus à des chutes de branches ou à des ombrages.

Cette disposition permet aussi de maintenir un accès aux zones boisées pour leur exploitation et leur mise en valeur ainsi que la conservation de lisières étagées favorables à un bon équilibre du massif. La délimitation des zones urbanisées ou urbanisables sera donc adaptée.

## **LES RISQUES LIÉS À L'HYDROLOGIE**

### **Le risque d'inondation par débordement de cours d'eau**

En l'absence de cours d'eau permanent et significatif, la commune n'est pas concernée par ce risque.

### **Le risque de remontées de nappes**

Lorsque le sol est saturé d'eau, par exemple au cours de longs épisodes pluvieux en saison hivernale ou estivale, il arrive que les nappes phréatiques affleurent et qu'une inondation spontanée se produise. Ce phénomène concerne particulièrement les terrains bas ou mal drainés et peut perdurer.

La remontée de nappes phréatiques peut par ailleurs générer des dommages aux fondations des bâtiments et perturber le fonctionnement de certains réseaux, et en particulier des systèmes d'assainissement non collectifs. Il convient donc de prendre en compte ce phénomène.

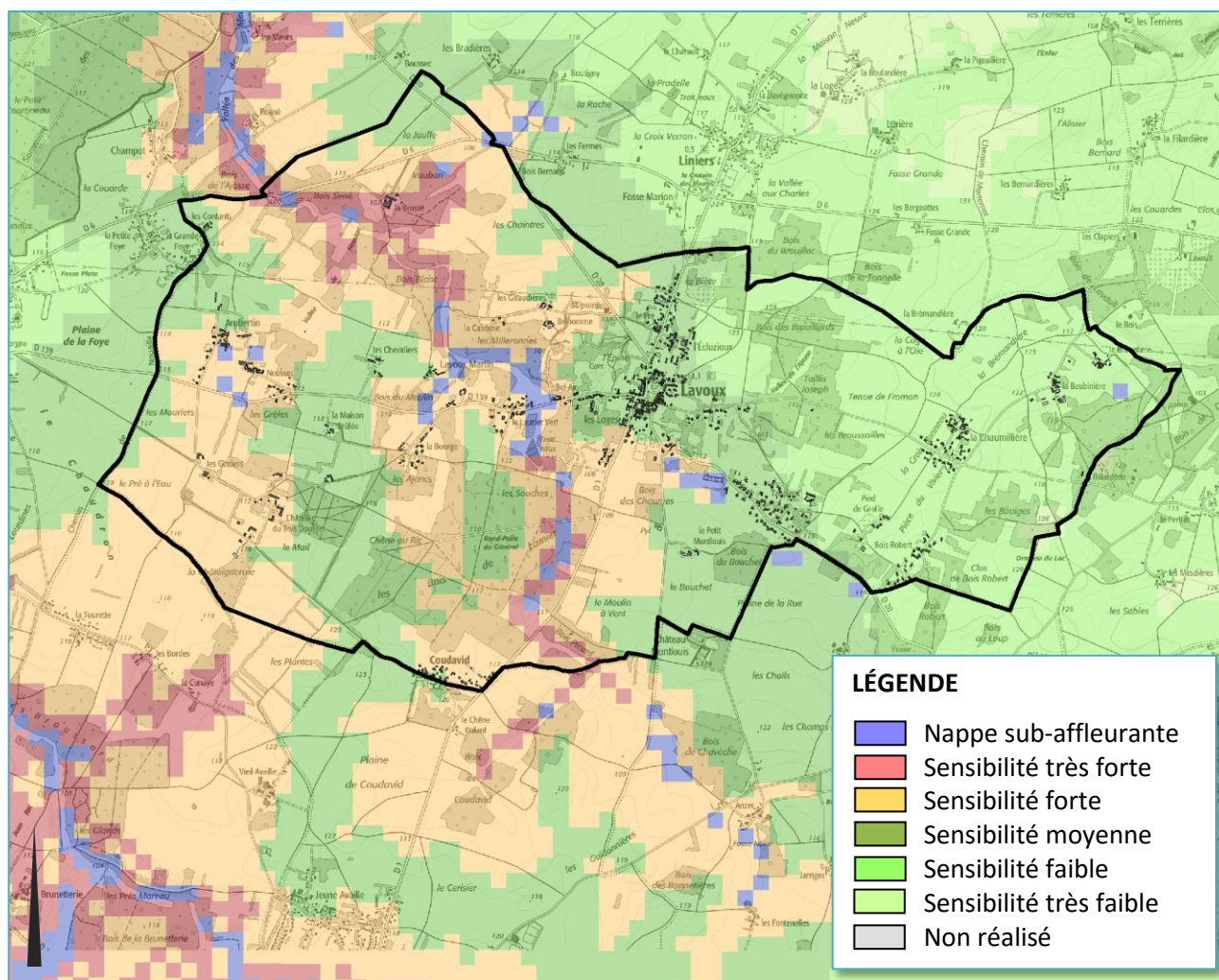
Les secteurs de la commune dont le sous-sol est constitué de roches cristallines imperméables ne sont pas concernés par ce risque. Celles-ci présentent en effet un trop faible potentiel de retenue d'eau pour générer des remontées de nappes phréatiques. En revanche, les secteurs de la commune dont le sous-sol est constitué de roches calcaires, sont concernés de manière variable par ce risque.

La commune est diversement concernée par ce risque. Le Bourg et la partie Est de la commune sont globalement épargnés avec une sensibilité faible à très faible. En partie Ouest du territoire, dans le prolongement de la « Vallée des Meurs » (commune de Liniers) ou encore dans les secteurs où la couche des argiles est importante, ralentissant l'infiltration de l'eau, la sensibilité à l'aléa est importante.



Les bâtiments sont globalement peu susceptibles de subir des dommages. Les écarts potentiellement les plus concernés sont « La Brosse », « Le Laurier Vert » et « Ambertin ».

### Localisation du risque « remontées de nappes » sur la commune



Source : SIG PARCOURS, Cadastre DGFIP, données IGN SCAN 25 et BRGM – Échelle : 1/40 000

## LES RISQUES INDUSTRIELS ET TECHNOLOGIQUES

### Le risque « rupture de barrage » et onde de submersion

La commune n'est pas concernée par le risque « rupture de barrage ».

### Le risque nucléaire

La commune n'est pas directement concernée par un risque nucléaire. Un PPI (Plan Particulier d'Intervention) est en vigueur concernant le Centre Nucléaire de Production d'Électricité (CNPE) de Civaux, situé à 18 kilomètres du Bourg de Lavoux. Ce PPI ne s'applique qu'aux communes à proximité immédiate de Civaux, le risque d'accident étant extrêmement faible.

En revanche, un accident impliquant un transport de matières radioactives peut aussi être à l'origine d'un événement radiologique grave. En conséquence, un volet ORSEC « transport de matières radioactives » a été signé par le Préfet de la Vienne le 1<sup>er</sup> Octobre 2007.



### **Le risque lié au transport d'énergies : le gaz**

GRT Gaz ne possède pas d'ouvrage de transport de gaz sur le territoire de la commune de Lavoux.

### **Le risque lié à l'exploitation de carrières**

La Loi n°93-3 du 4 Janvier 1993 relative aux carrières a introduit dans son article 8 l'obligation d'élaborer un schéma départemental des carrières. Le Décret n°94-603 du 11 Juillet 1994 en a précisé le contenu et les modalités d'élaboration.

Dans la Vienne, le Schéma Départemental des Carrières a été approuvé par Arrêté Préfectoral n°99-D2/B3-206 du 09 Juin 1999.

Par application de l'article L.515-3 du Code de l'Environnement, un Schéma Régional des Carrières devra être adopté dans un délai de 5 ans à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2015.

Sur le territoire de la commune de Lavoux, une carrière en activité est classée ICPE au lieu-dit « Bois de l'Épine ». Son fonctionnement a été approuvé par Arrêté Préfectoral n°2001-D2/B3-344 en date du 25 Septembre 2001, et est contrôlé par la DREAL Poitou-Charentes.

### **Le risque industriel (installations ICPE)**

Le risque industriel majeur est un événement accidentel se produisant sur un site industriel et entraînant des conséquences immédiates graves pour le personnel, les populations avoisinantes, les biens et/ou l'environnement.

Il est indispensable de tenir compte de l'existant sur la commune de façon à ce que les futurs secteurs à urbaniser soient préservés d'éventuelles nuisances liées à la présence de ces établissements.

Les mesures à prendre sont celles veillant à assurer la mise en sécurité des personnes, la non aggravation d'un risque, ainsi que des dispositions liées aux gênes sonores ou/et olfactives lors du fonctionnement des installations.

La présence de tiers-habitants n'est pas recommandée dans un périmètre variable entre 50 et 100 mètres en fonction de la nature du site, sauf en cas d'antériorité constructive et de dérogation préfectorale accordée.

La base ICPE du Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie fait état de deux installations ICPE recensées sur la commune de Lavoux.

**Liste des installations ICPE (base MEDDE)**

<b>Installation et classement</b>	<b>Statut et classement</b>	<b>Organisme de contrôle</b>	<b>Nomenclature des activités en fonctionnement</b>
CARRIÈRES DE LA VIENNE SA	En fonctionnement <b>Non SEVESO</b>	DREAL Poitou-Charentes	2510. Exploitation de carrières
CLAIMO SARL	En fonctionnement <b>Non SEVESO</b>	DREAL Poitou-Charentes	2760. Installation de stockage de déchets inertes

*Source : Base ICPE, Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie (Décembre 2016)*

### **Le risque lié aux émissions polluantes**

Le Registre Français des Émissions Polluantes a pour objet de faciliter l'accès au public à l'information en matière d'environnement en ce qui concerne les émissions dans l'eau, dans l'air, dans le sol ainsi que la production de déchets dangereux des installations industrielles et des élevages. Ce registre, réalisé avec l'appui technique de l'Office International de l'Eau, contribue ainsi à l'amélioration de la connaissance environnementale, à la prévention et à la réduction de la pollution et des risques pour l'environnement.

Ce registre est constitué des données déclarées chaque année par les exploitants. L'obligation de déclaration par les exploitants des installations industrielles et des élevages est fixée (polluants concernés et seuils de déclaration) par l'Arrêté du 24 décembre 2002 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes des installations classées soumises à autorisation (JO du 7 Mars 2003).

Les installations concernées sont les installations classées soumises à autorisation préfectorale, et plus particulièrement les installations relevant de la directive IPPC (Directive 96/61/CE relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution). Le registre vise cent polluants pour les émissions dans l'eau, cinquante pour les émissions dans l'air (notamment des substances toxiques et cancérogènes) et 400 catégories de déchets dangereux.

Ces données sont notamment utilisées par l'Administration dans les diverses actions de réduction des pollutions qui sont engagées par l'inspection des installations classées. Elles permettent de réaliser les synthèses nationales sur la qualité de l'air, de justifier du respect par la France de ses engagements internationaux, de la mise en œuvre des directives européennes, d'alimenter le registre national CO<sub>2</sub> créé pour la mise en œuvre de la directive du 13 Octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre dans la communauté.

Aucune installation n'a été recensée dans la base iREP pour la commune de Lavoux<sup>27</sup>.

### **Le risque lié à la pollution des sols**

Deux bases de données du Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie (MEDDE) recensent les sites et sols pollués (ou potentiellement pollués) :

- › BASIAS : Base de données d'Anciens Sites Industriels et Activités de Service.
- › BASOL : sites pollués appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif.

On notera que l'inscription d'un site dans la banque de données BASIAS ne signifie pas obligatoirement qu'une pollution du sol existe à son endroit, mais seulement qu'une activité polluante a occupé ou occupe le site et qu'en conséquence les sols peuvent avoir été souillés ou peuvent l'être.

Sur la commune de Lavoux, aucun site BASOL<sup>28</sup> n'est recensé. En revanche, quatre sites BASIAS sont recensés, comme présentés dans le tableau suivant.

---

<sup>27</sup> Source : Base iREP, Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie (Décembre 2016).

<sup>28</sup> Source : Bases BASOL, BRGM (Décembre 2016).

### Liste des installations BASIAS sur la commune

Code	Propriétaire	Activité	Statut
POC8600011	Tuilerie	c23.3 – Tuilerie	Activité terminée
POC8601479	DEVAUX Armand	c16.10a – Scierie de bois	Activité terminée
POC8601563	THÉVENET Jean	e38.31z – Dépôt de véhicules hors d'usage	En activité
POC8601901	DEVAUX Armand	c16.10a – Scierie de bois	Inconnu

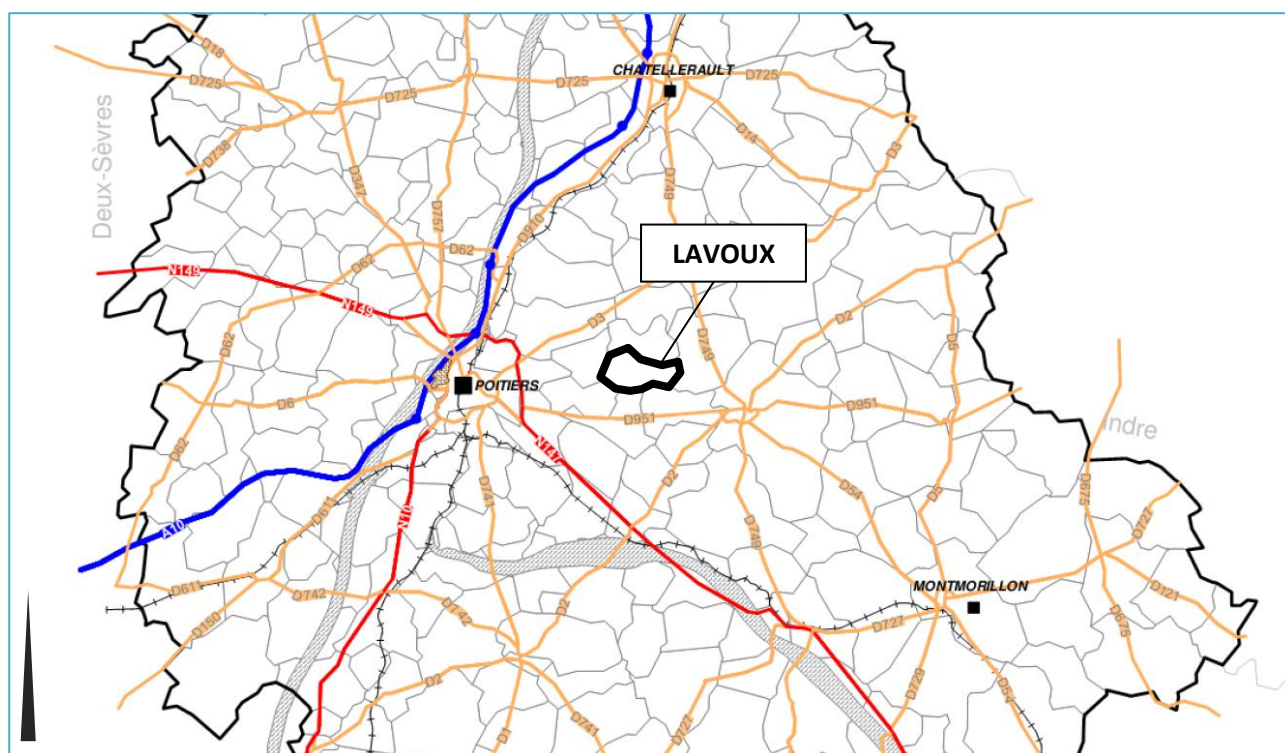
Source : Bases BASOL, BRGM (Décembre 2016)

### Le risque lié au transport de matières dangereuses

La situation stratégique occupée par la région Poitou-Charentes sur l'Arc Atlantique, combinée à l'activité portuaire en constante augmentation en font une véritable plaque tournante des échanges Est/Ouest et Nord/Sud et, de ce fait, un important trafic de matières dangereuses transite par la région Poitou-Charentes avec tous les risques que cela peut engendrer.

Il est estimé que le transport de matières dangereuses par route est de l'ordre de 5 % du trafic total de poids-lourds sur le département de la Vienne<sup>29</sup>.

### Le risque de transport de matières dangereuses à et à proximité de Lavoux



Source : DDT 86, Dossier Départemental des Risques Majeurs

<sup>29</sup> Source : Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM) - Préfecture de la Vienne

Les conséquences d'un accident de transport de matières dangereuses se traduisent de plusieurs manières : explosion, incendie, dispersion toxique dans l'air notamment, et peuvent avoir des répercussions importantes voire irréversibles pour la population qui s'y trouve exposée.

Sur la commune de Lavoux, aucune infrastructure d'importance n'est concernée par le risque de transport de matières dangereuses. Dans l'absolu toutefois, tout le réseau départemental de la Vienne est susceptible de voir évoluer des véhicules transportant des matières dangereuses.

### **Le risque routier**

La Commission Européenne, réunie le 20 Juillet 2010, a donné les orientations politiques en matière de sécurité routière pour la période 2011/2020. Il s'agit de fournir un cadre général et des objectifs qui devraient orienter les stratégies nationales.

L'ambition première est de réduire de moitié le nombre de tués sur les routes. Elle passe par la mise en application de plusieurs mesures :

- › Améliorer l'éducation et la formation des usagers de la route.
- › Améliorer le contrôle de l'application de la réglementation.
- › Rendre les infrastructures routières plus sûres.
- › Rendre les véhicules plus sûrs.
- › Promouvoir l'utilisation de la technologie moderne pour améliorer la sécurité routière.
- › Améliorer les services d'urgence et la prise en charge des blessés.
- › Protéger les usagers vulnérables.

Les principales voies de circulation à Lavoux sont les RD 1 (Saint-Julien-l'Ars/Liniers), RD 20 (Liniers/Jardres) et RD 139 (Bignoux/Lavoux). Ces trois voies convergent dans le Bourg de Lavoux. La commune est également concernée par la RD 6 qui relie Bignoux et Liniers et traverse Lavoux en partie Nord-Ouest, au Nord du lieu-dit « Les Brosses ».

Des comptages routiers ont été réalisés en 2013 afin de chiffrer le trafic :

- › RD 1 (PR 45) : 1 710 véhicules/jour
- › RD 20 (PR 73) : 1 270 véhicules/jour
- › RD 139 : 920 véhicules/jour

Les données de l'accidentologie sur la commune, sur la période allant du 1<sup>er</sup> Janvier 2009 au 31 Décembre 2013, dénombrent trois accidents à Lavoux, ayant totalisé **un blessé hospitalisé et deux morts**. Les accidents mortels ont eu lieu sur la RD 6 (au niveau du Bois Sené), où une moto légère a percuté un arbre, et sur la RD 1 (au niveau du Bois de Lamier) où un véhicule a percuté un piéton.

### **Les nuisances liées au bruit**

La Loi cadre n°92-1444 du 31 Décembre 1992 a pour objet principal d'offrir un cadre législatif complet à la problématique du bruit et de poser des bases cohérentes de traitement réglementaire de cette nuisance. Les dispositions prévues par cette Loi concernent :

- › La prévention des nuisances sonores : troubles du voisinage, activités de loisirs bruyantes...
- › L'urbanisme et la construction au voisinage des infrastructures de transport.
- › La protection des riverains des aérodromes.
- › Le renforcement des modalités de contrôle et de surveillance.
- › Le renforcement des sanctions en matière de nuisances sonores.

La commune de Lavoux n'est pas concernée par le classement d'infrastructures de transport terrestre au titre des secteurs affectés par le bruit.

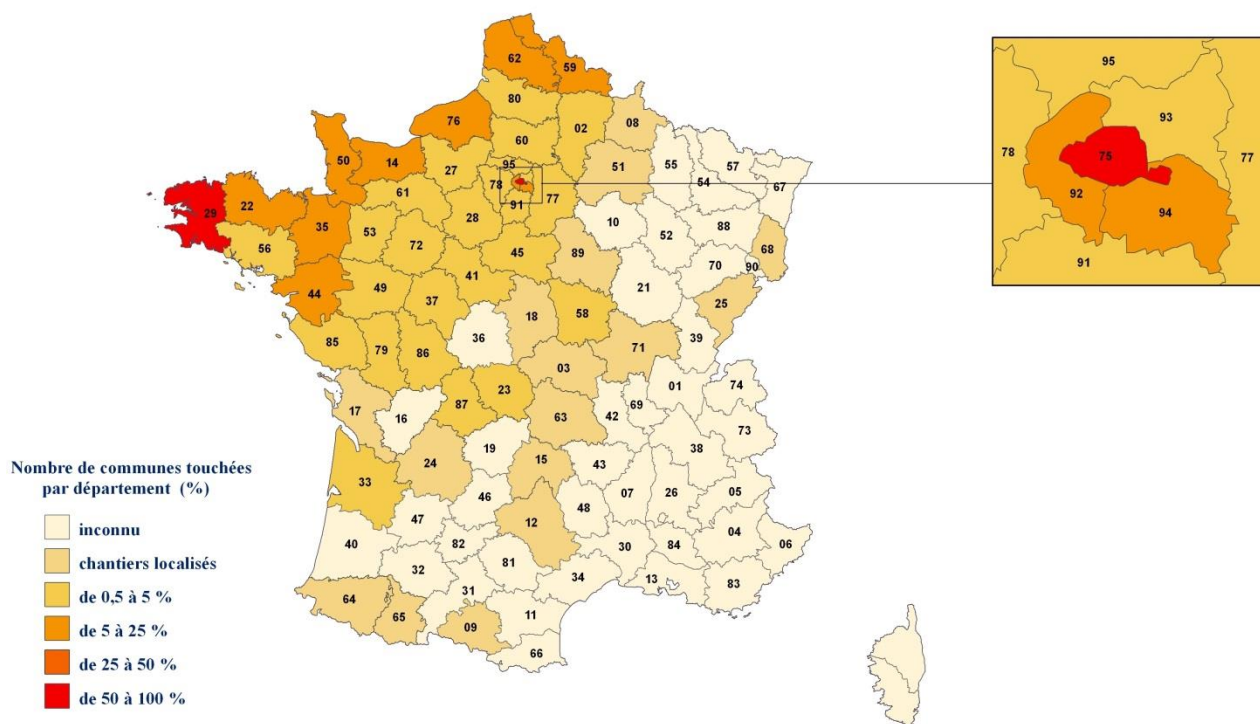


## LES RISQUES LIÉS AU LOGEMENT

### Le risque mérules et autres champignons lignivores

La loi n°2014-366 du 24 Mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (dite « Loi ALUR ») crée, dans son article 76, de nouvelles obligations constructives et destructives pour lutter contre la propagation des mérules et autres champignons lignivores. Ceux-ci attaquent les constructions bois, charpentes et structures et confèrent au bois un aspect spongieux.

La Vienne est un département potentiellement impacté par ce phénomène. L'attention de la collectivité est donc appelée sur l'obligation de signalisation en Préfecture de tout chantier ou un foyer de mérules est identifié, afin que les services de l'État puissent prendre, le cas échéant, un arrêté de délimitation des zones où un risque est présent.



Source : Institut technologique FCBA, Octobre 2012

### Le risque termites et autres insectes xylophages

Le département de la Vienne est en partie concerné par la contamination des termites dans les habitations, comme une large partie des départements du Sud et de l'Ouest de la France.

La commune de Lavoux n'est pas concernée par l'Arrêté Préfectoral n°2017-DDT-161 du 8 Mars 2017, relatif à la présence de termites. En revanche, les communes limitrophes de Bignoux, Bonnes et Sèvres-Anxaumont sont concernées ; l'attention de la collectivité est donc appelée sur ce point.

### Le risque lié au Radon

Le radon est un gaz radioactif d'origine naturelle. Il est issu de la désintégration de l'uranium et du radium présents dans la croûte terrestre. Il est présent partout à la surface de la planète et provient surtout des sous-sols granitiques et volcaniques ainsi que de certains matériaux de construction. Le radon est un des agents responsables du cancer du poumon.

Le radon peut s'accumuler dans les espaces clos, notamment dans les maisons. Dans plusieurs parties du territoire national, le radon accumulé dans certains logements ou autres locaux, peut constituer une source significative d'exposition de la population aux rayonnements ionisants.

C'est le risque de cancer du poumon qui motive la vigilance à l'égard du radon dans les habitations ou autres locaux. Le radon et ses descendants solides pénètrent dans les poumons avec l'air respiré. Ces descendants émettent des rayonnements alpha qui peuvent induire le développement d'un cancer. L'exposition des populations au radon dans les habitations, peut atteindre des niveaux d'exposition proches de ceux qui ont été observés dans les mines d'uranium en France. Plusieurs organismes internationaux (UNSCEAR, OMS, etc.) élaborent actuellement une synthèse des données disponibles afin de définir une politique globale de gestion du risque associé à l'exposition domestique au radon.

En 1992, l'IRSN et la Direction Générale de la Santé (DGS) ont décidé de relancer la campagne nationale de mesure de l'exposition domestique au radon, avec la collaboration des Directions Départementales des Affaires Sanitaires et Sociales (DDASS).







Les résultats présentés sont des résultats bruts. La moyenne arithmétique actuelle des mesures en France est égale à 90 Bq.m<sup>3</sup>, la médiane est 50 Bq.m<sup>3</sup> et la moyenne géométrique est 54 Bq.m<sup>3</sup>.

Les mesures de l'activité volumique du radon ont été réalisées du 10 Novembre 1994 au 5 Février 1996. Dans le département de la Vienne, 155 mesures ont été réalisées dans 141 communes.

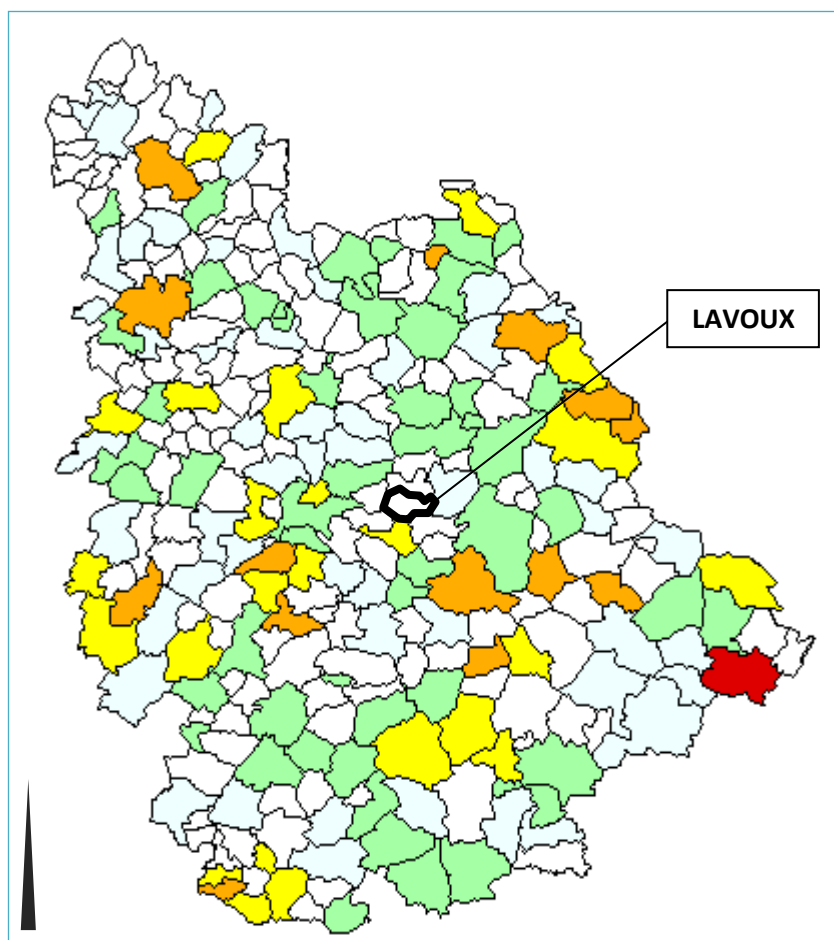
Plus spécifiquement pour la commune de Lavoux, la mesure du risque lié au Radon n'a pas été prise. Par extrapolation avec les communes limitrophes de Bonnes ou de Saint-Julien l'Ars, on peut supposer un taux volumique similaire à la moyenne arithmétique française, de l'ordre de 50 à 99 Bq.m<sup>3</sup>.

#### LÉGENDE

Activité volumique en Bq.m<sup>3</sup>

- |   |              |
|---|--------------|
|  | Non mesuré   |
|  | Moins de 50  |
|  | De 50 à 99   |
|  | De 100 à 199 |
|  | De 200 à 399 |
|  | 400 et plus  |

Source : Institut de Radioprotection  
et de Sécurité Nucléaire (IRSN)



### **Le risque d'exposition au plomb**

En application de l'article R.123-13 du Code de l'Urbanisme, le plan des zones à risque d'exposition au plomb doit être annexé au Plan Local d'Urbanisme.

Dans le cadre des mesures d'urgence contre le saturnisme et conformément à l'Arrêté Préfectoral n°01/ASS/SE 013 du 15 Juillet 2002, l'ensemble du département de la Vienne est déclaré zone à risque d'exposition au plomb.

Par suite, pour toutes les transactions afférentes à des logements d'avant 1948, un état des risques d'accessibilité au plomb devra être produit.





# LES ÉQUIPEMENTS ET LES SERVICES

## LES ÉQUIPEMENTS ET SERVICES COMMUNAUX

### Les équipements scolaires

Les communes de Lavoux, Liniers et La Chapelle-Moulière fonctionnent en SIVOS (Syndicat Intercommunal à Vocation Scolaire) depuis 1983 afin de mutualiser les équipements scolaires et d'assurer leur pérennité sur le territoire des deux communes.

L'ensemble scolaire accueille 227 élèves<sup>30</sup>, répartis entre Liniers (école maternelle, 69 élèves), La Chapelle-Moulière (classes élémentaires, 90 élèves) et Lavoux (cours moyen, 68 élèves). Après avoir connu un pic de fréquentation en 2012 (251 élèves scolarisés dans le SIVOS), les effectifs sont en légère régression mais dans la moyenne constatée entre 2010 et 2015. Les classes sont pérennes, avec une moyenne de 23 élèves par section.

La moitié des effectifs totaux du groupe scolaire provient de Lavoux (101 élèves).

### Les équipements culturels, sportifs et de loisirs

Les habitants de la commune disposent d'une salle des fêtes, d'un terrain de boule, d'un parc pour enfants, situé entre l'église et la Place des Carriers, ainsi que d'une plaine des sports, au Sud du Bourg, permettant de nombreuses activités : terrain de football, terrain en stabilisé (tennis, basket-ball, hand-ball...), skate-park.

Un projet de construction de vestiaires au niveau du stade est à l'étude (Février 2015). De même, un projet d'aire pour camping-cars est également à l'étude.

La commune dispose par ailleurs d'une bibliothèque, d'une salle informatique et d'une salle des jeunes.



*La salle des fêtes*



*Le parc pour enfants à proximité de l'église*

---

<sup>30</sup> Chiffres 2015.



*Les terrains de sport, au Sud du Bourg*

### **Les services publics**

Dans un objectif de rationalisation des politiques publiques, la commune de Lavoux et celle de Liniers se sont associées pour financer conjointement une partie du personnel public.

La Mairie accueille par ailleurs un point Poste.



## **L'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE**

### **Origine et qualité de l'eau potable distribuée**

L'approvisionnement en eau potable de la commune dépend du comité local de Saint-Julien-l'Ars. Au sein de ce comité, deux Unités de Distribution d'eau (UDI) ont été définies. Lavoux dépend de l'UDI A qui dessert également les communes de Bignoux, Bonnes, Jardres, La Chapelle Moulière, Liniers, Saint-Julien l'Ars et Sèvres-Anxaumont.

La gestion de la distribution d'eau est assurée par le Syndicat **Eaux de Vienne** (ex SIVEER).

L'UDI est desservie principalement par le captage du « Bois des Douces » situé sur la commune de Bonnes, le captage des « Bords de Vienne » (même commune) servant de complément.

**Traitement** : l'eau pompée subit une simple désinfection par le chlore gazeux avant d'être distribuée à la population.

**Contrôle** : 64 prélèvements représentant 2 227 paramètres d'analyses ont été réalisés sur les différents points de surveillance, conformément aux modalités prévues dans le Code de la Santé Publique.

**Protection des ressources :** La procédure administrative (Arrêté Préfectoral de déclaration d'utilité publique avec une inscription au fichier des Hypothèques) est terminée pour le captage du « Bois des Douces ». Elle est en cours pour le captage de secours des « Bords de Vienne ».

### Qualité de l'eau distribuée

Paramètres	Limites ou réf. de qualité	Résultats 2015 Réseau d'adduction	
		UDI A « Bonnes »	UDI B « Bertinière »
pH	6,5 / 9,0	7,5	7,4
Conductivité (µS/cm à 25°)	200 / 1 100	606	616
Turbidité (en NFU)	2,00	0,08	0,04
Dureté (TH en °F)	Néant	30,2	32,2
Fluor (en mg/l)	1,5	0,0	0,0
Nitrates (en mg/l)	50,0	32,5	22,0
Sélénium (en µg/l)	10,0	6,0	6,6

Source : Qualité de l'eau distribuée en 2015 – Agence Régionale de Santé (ARS) Nouvelle-Aquitaine

### Analyse de la qualité de l'eau distribuée

<b>Bactériologie</b>	Les analyses microbiologiques des eaux, qui comportent la recherche de germes témoins d'une contamination fécale, ont été d' <b>excellente qualité</b> .
<b>pH</b>	Il indique l'acidité de l'eau quand il est inférieur à 7 ou la basicité quand il est supérieur à 7. Les eaux distribuées sont <b>légèrement basiques</b> .
<b>Turbidité</b>	Les eaux distribuées sont caractérisées par une <b>excellente limpidité</b> qui s'est traduite par une faible turbidité, inférieure ou égale à 0,2 NFU.
<b>Dureté</b>	La dureté provient de la présence d'ions calcium et magnésium dans l'eau. On l'exprime par la mesure du Titre Hydrotimétrique (TH) en degrés français (1°F = 4 mg/l de calcium et 0.7° anglais ou 0.56° allemand). Les eaux distribuées renferment une <b>dureté importante</b> .  <i>Dans l'hypothèse de l'installation d'un traitement individuel, il est rappelé qu'il convient de conserver pour l'alimentation un point d'eau froide non soumis à ce traitement complémentaire. Il est conseillé par ailleurs de maintenir un résiduel de dureté entre 10 et 15°F sur les réseaux de distribution afin de limiter les phénomènes de corrosion pouvant être induits par de l'eau adoucie à 100%, et afin de limiter l'augmentation des teneurs en sodium dans l'eau (l'élimination d'un °F de TH sur une résine apporte 4.6 mg/l de sodium en plus dans l'eau).</i>
<b>Fluor</b>	Le fluor, oligo-élément pouvant être présent naturellement dans l'eau, est bénéfique à doses modérées (entre 0,5 et 1,5 mg/l) pour la prévention des caries dentaires. <b>Les eaux alimentant le syndicat en sont dépourvues</b> . Des <b>apports complémentaires</b> (sel fluoré ou comprimés fluorés) peuvent être conseillés sur avis médical.
<b>Nitrates</b>	Les concentrations en nitrates sur le réseau sont <b>modérées</b> .



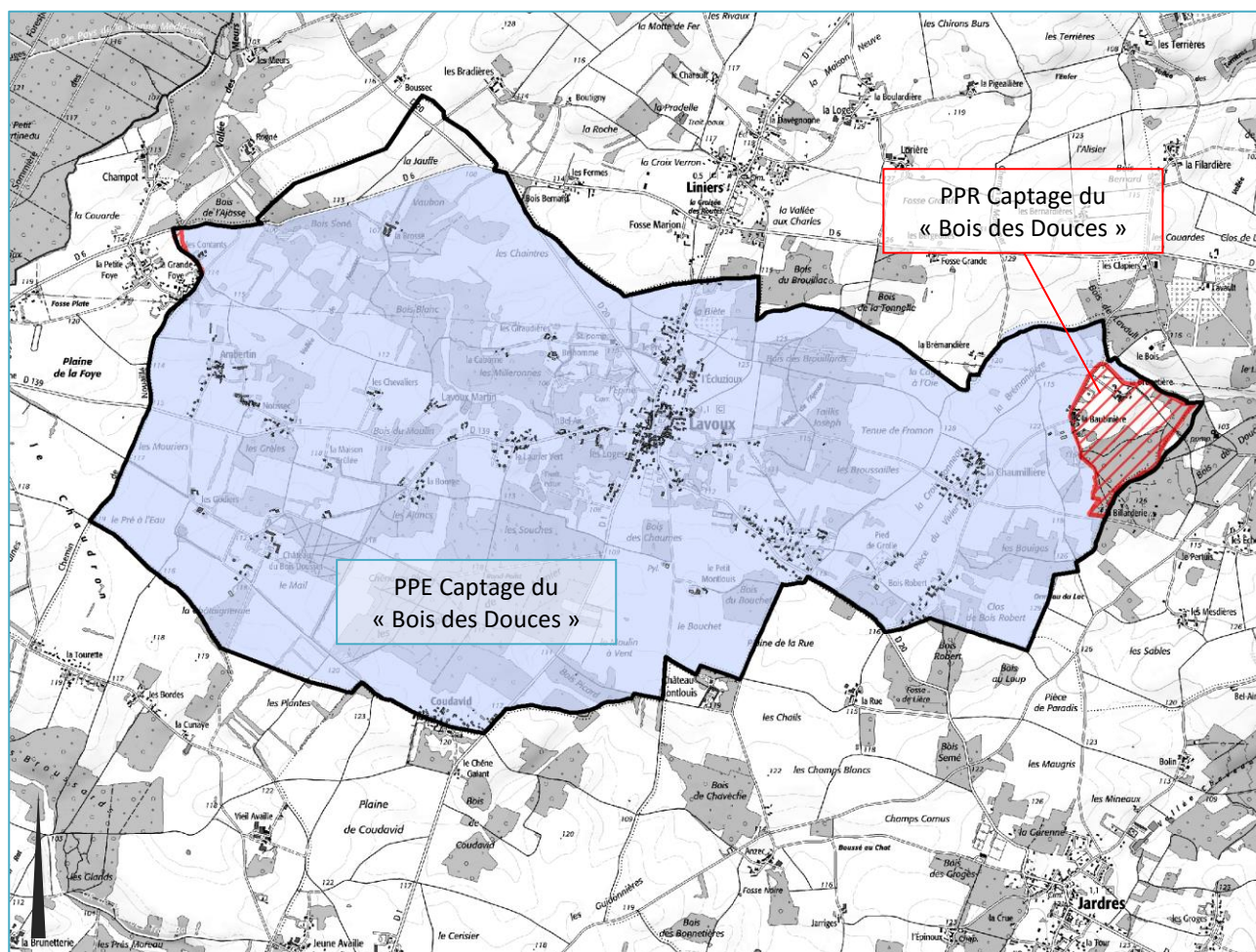
<b>Pesticides</b>	Les recherches réalisées en 2015 sur 190 substances ont révélé des <b>traces d'herbicide (métabolites de triazines, de 0,02 à 0,08 µg/l)</b> , inférieures cependant à la valeur limite de qualité fixée à 0,1 µg/l par substance, au titre du principe de précaution.
<b>Sélénium</b>	Une <b>présence naturelle de Sélénium</b> (5 à 8 µg/l) est à signaler. Une valeur provisoire pour la consommation des eaux de boissons a été fixée à 40 µg/l par l'Organisation Mondiale de la Santé en 2011. L'Agence Nationale de Sécurité Sanitaire (ANSES) a réévalué les risques en Octobre 2012 pour le Sélénium et aucune restriction de consommation n'est proposée jusqu'à 30 µg/l.

Source : Qualité de l'eau distribuée en 2015 – Agence Régionale de Santé (ARS) Nouvelle-Aquitaine

### Protection de la ressource en eau

Le territoire communal de Lavoux est concerné par des périmètres de protection du captage du « Bois des Douces » situé sur la commune de Bonnes. Celui-ci a été déclaré d'utilité publique par Arrêté Préfectoral n°2007/DDASS/SE/002 le 08 Juin 2007.

#### Périmètres de protection de captages impactant la commune



Source : SIG PARCOURS, Cadastre DGFIP, données IGN SCAN 25, DDT 86 et ARS Poitou-Charentes – Échelle : 1/40 000

Le périmètre de protection éloignée (PPE) du captage du « Bois des Douces » concerne la quasi-totalité de la commune à l'exception de la partie au Nord de la RD 6.



Le périmètre de protection rapprochée (PPR) du captage du « Bois des Douces » impacte directement le territoire communal de Lavoux, en partie Est de la commune. Des prescriptions restrictives s'appliquent aux opérations d'aménagement réalisées dans les périmètres de protection, comme détaillé à l'Arrêté Préfectoral mentionné ci-dessus.

## L'ASSAINISSEMENT DES EAUX USÉES

### Le Schéma Directeur d'Assainissement

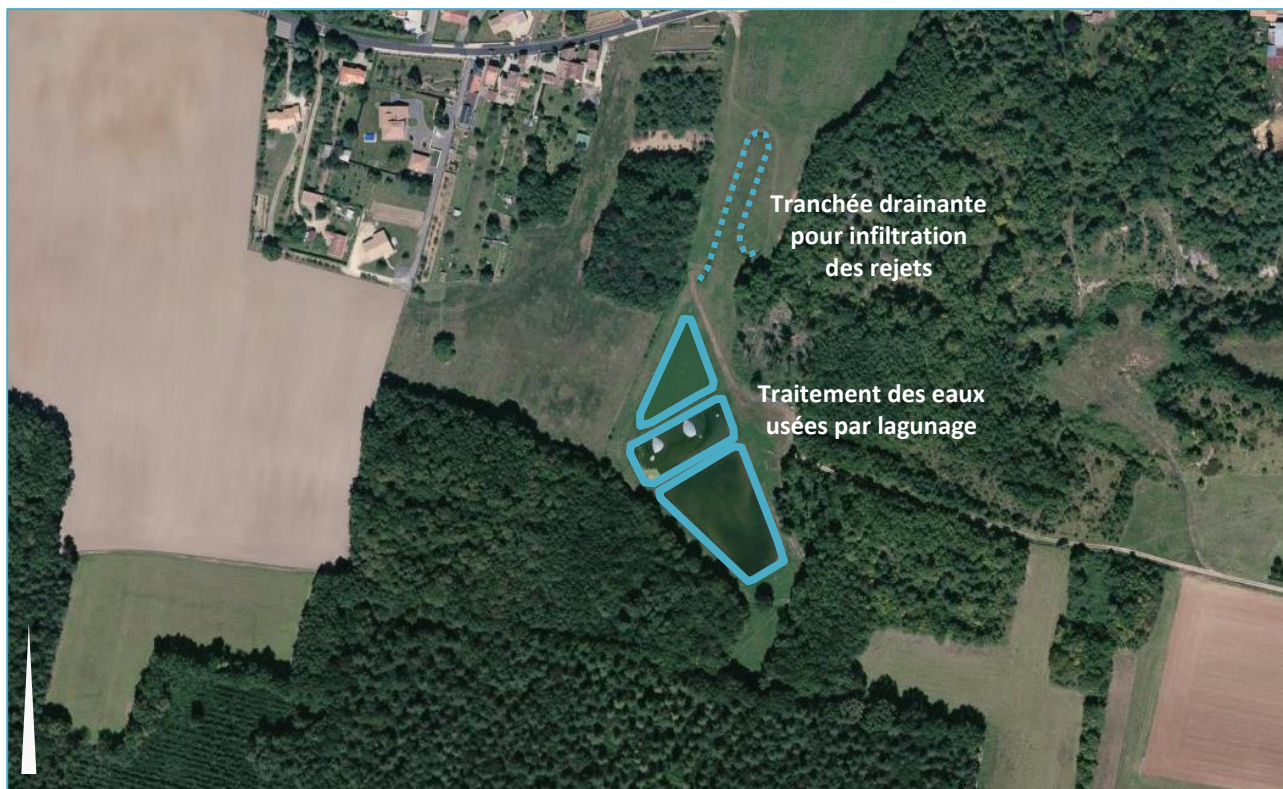
La commune dispose d'un Schéma Directeur d'Assainissement élaboré en 1998.

En application de l'article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, la révision du zonage d'assainissement collectif et non-collectif est en cours. Celle-ci fera l'objet d'une enquête publique conjointe à celle du présent Plan Local d'Urbanisme.

### L'assainissement collectif

Le traitement des eaux usées du Bourg est assuré par une station d'épuration de type lagunage naturel, mise en service en 1992. Elle a une capacité de traitement nominale de 700 équivalent-habitants (EH) et de 105 m<sup>3</sup>/jour. Elle est située au Sud-Ouest du Bourg et au Sud du lieu-dit « Le Laurier vert ». Les rejets s'effectuent par infiltration, directement au Nord de l'équipement, par le biais d'une tranchée drainante.

En 2015, la charge maximale en entrée était de 245 EH, soit 35 % de la capacité nominale de la station. Le débit moyen entrant était de 49 m<sup>3</sup>/jour, soit 49,7 % de sa capacité de débit.



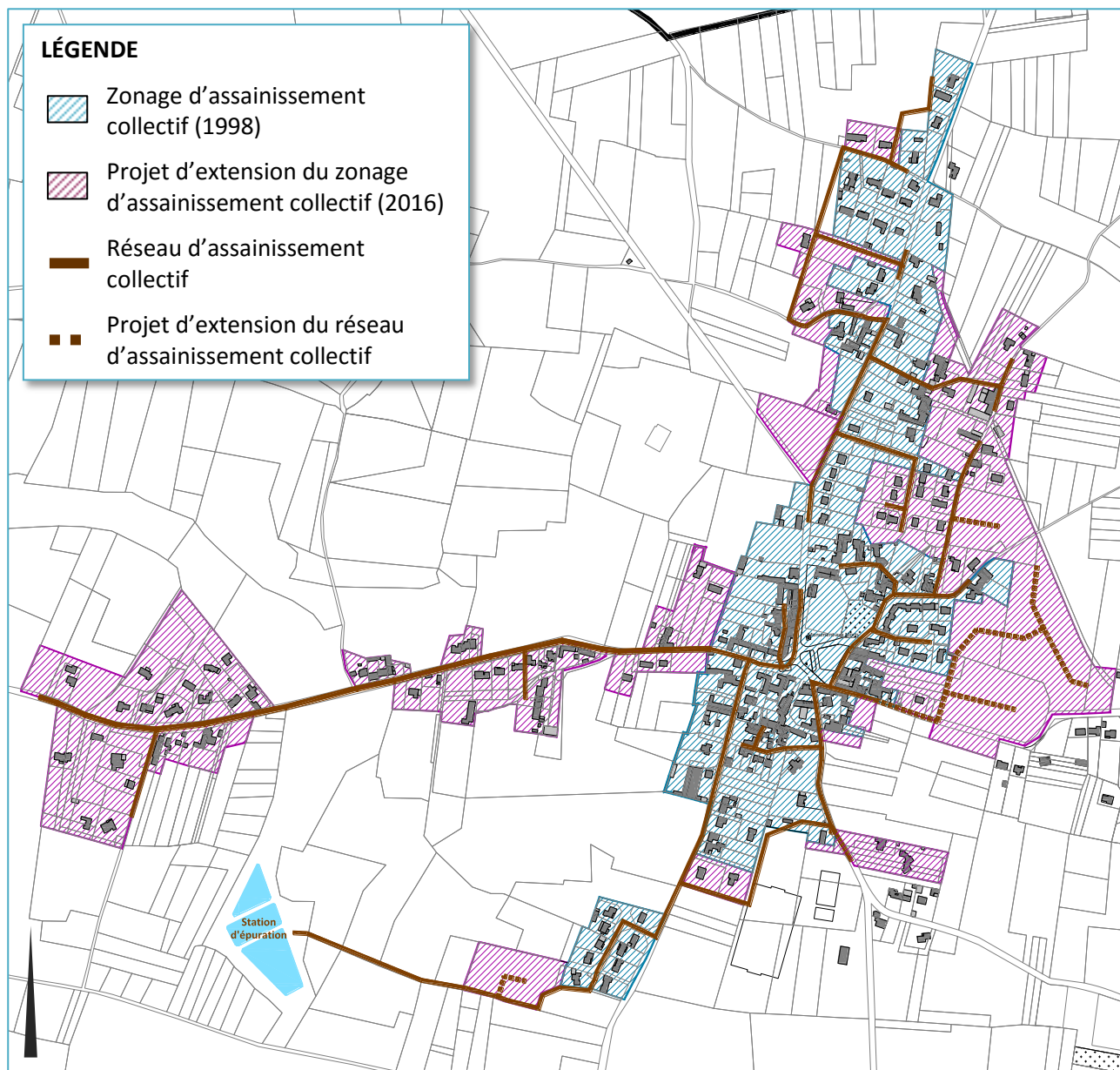
Source : IGN Géoportail

La conformité de l'équipement a été validée au 31 Décembre 2015, tant en matière de respect de la réglementation que de performances.

Conformément aux prescriptions de l'Arrêté ministériel du 21 Juillet 2015 sur l'assainissement collectif, une zone *non aedificandi* de 100 mètres devra être instaurée autour de l'ouvrage pour la réalisation de logements. Celle-ci sera reportée au zonage du Plan Local d'urbanisme.

Le Bourg et le hameau du « Laurier vert » sont couverts par l'assainissement collectif, comme illustré ci-dessous.

#### Zonage et schéma du réseau d'assainissement collectif (projet 2016)



Source : Étude de révision du zonage d'assainissement collectif (Août 2016)

### **L'assainissement non collectif**

Chaque habitation nouvelle doit traiter ses eaux usées domestiques selon des techniques conformes à la réglementation, dont la conception et la mise en œuvre sont normalisées depuis Décembre 1992 dans un Document Technique Unifié (DTU 64.1, modifié en 1998) « Mise en œuvre des dispositifs d'assainissement autonome ».

L'assainissement non collectif (ou individuel) se caractérise par la mise en place d'un prétraitement et d'un traitement des eaux usées.

- › Le prétraitement est réalisé à l'aide d'une fosse septique toutes eaux collectant l'intégralité des eaux usées domestiques de l'habitation (cuisine, salle de bain, WC), dont le volume est fonction de la capacité d'accueil de l'habitation.
- › Le traitement dépend étroitement des caractéristiques des sols. Figurent en annexe, les principales filières techniques d'assainissement individuel, ainsi que leur règle de dimensionnement.

Dans le cadre d'une autorisation de construire, pour les parcelles non desservies par un assainissement collectif, il est recommandé de faire une étude de sol afin de déterminer la filière d'assainissement individuel à réaliser.

Il est rappelé que les vidanges de fosses toutes eaux doivent être réalisées par une structure spécialisée devant donner la destination des boues. L'épandage agricole des matières de vidange est possible, mais est fortement réglementé. Il doit apporter toutes les garanties nécessaires quant à la protection de la salubrité publique, les dépotages sauvages étant interdits.

## **LA GESTION DES DÉCHETS**

Au niveau régional, en application de la Loi n°2002-276 du 27 Février 2002, le Plan Régional de Réduction et d'Élimination des Déchets Dangereux (PRREDD) relève de la compétence du Conseil Régional. Il a été révisé et approuvé le 23 Mars 2012 (Conseil Régional Poitou-Charentes). Il a par ailleurs été soumis à évaluation environnementale.

Le Conseil Départemental de la Vienne, en application de l'article L.541-14 du Code de l'Environnement, est chargé de l'élaboration du plan départemental de prévention et de gestion des déchets non dangereux ou Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA). Ce dernier, révisé et approuvé en Avril 2010 par le Comité Départemental des Risques Sanitaires et Technologiques, couvre la période 2009/2018. Il intègre la gestion des déchets industriels banals.

Le Conseil Départemental est par ailleurs chargé du Plan Départemental de Gestion des Déchets du Bâtiment et Travaux Publics qui recouvre les activités de construction, de réhabilitation et de démolition et qui vise à lutter contre les installations sauvages. Ce plan doit notamment prévoir des Installations de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) ainsi que la définition d'une organisation de collecte sélective et de valorisation des déchets. Ces installations font par ailleurs l'objet, depuis 2006, d'une procédure d'autorisation délivrée par Arrêté Préfectoral. En Vienne, cet Arrêté relatif aux ISDI a été pris le 28 Octobre 2010.

Depuis Mars 2012, les ISDI ne peuvent plus réceptionner et stocker des déchets d'amiante qui doivent être acheminés spécifiquement dans des installations de stockage de déchets dangereux.

Une ISDI existe sur la commune de Lavoux au lieu-dit « Les Loges ». Elle a été approuvée par Arrêté Préfectoral n°2011-DDT-332 du 03 Mai 2011 et autorise le stockage de déchets inertes sur la parcelle

cadastrée D 670 (8 485 m<sup>2</sup>), dans la limite de 104 000 tonnes au total et/ou de 48 000 tonnes/an. L'ISDI est fermée au public.

La collecte et le recyclage des déchets ménagers sur Lavoux est une compétence communautaire mais il est à noter que les dépôts sauvages relèvent des compétences de police du Maire.

Depuis le 1<sup>er</sup> Janvier 2002, une collecte de tri collectif a lieu sur la Communauté de Communes « Vienne et Moulière ». En 2014, le ramassage à Lavoux a lieu le Lundi matin.

Les habitants disposent de sacs jaunes (métal, plastique, carton), bleus (papier) et noirs (autres) pour le tri des déchets ménagers. La commune de Lavoux dispose également d'une borne d'apport volontaire pour la collecte du verre.

Les sacs noirs sont ramassés en porte-à-porte une fois par semaine. Les sacs jaunes et bleus sont ramassés une fois par quinzaine en alternance. Les déchets sont acheminés par la société SITA Centre-Ouest au centre de recyclage et d'incinération de Poitiers Saint-Éloi (86) où ils sont triés manuellement et mécaniquement. Les déchets non recyclés sont incinérés selon un principe de valorisation énergétique, alimentant en chauffage les logements collectifs.

Le verre est collecté par la société VEOLIA et acheminé à Châteaubernard (16) pour y être recyclé.

Par ailleurs, la Communauté de Communes gère trois déchetteries, situées à Saint-Julien-l'Ars, Sèvres-Anxaumont et Bonnes.

## L'APPROVISIONNEMENT ÉNERGÉTIQUE

### **Enjeux**

Pour répondre aux objectifs de maîtrise des consommations d'énergie et de réduction des émissions de gaz à effet de serre, un recours plus important aux énergies renouvelables est nécessaire. Les énergies renouvelables sont fournies par le soleil, le vent, la chaleur de la terre, la biomasse (bois énergie, biocarburant, biogaz) et la mer. Leur exploitation n'engendre pas ou peu de déchets ou de gaz à effet de serre.

### **Situation actuelle**

L'électricité est le mode d'approvisionnement énergétique unique sur la commune. À l'heure actuelle, aucun recours aux énergies renouvelables n'a été mis en œuvre au niveau des équipements publics de la commune de Lavoux. Toutefois, trois sources d'énergies renouvelables principales sont potentiellement mobilisables sur le territoire de cette commune : le solaire (thermique ou photovoltaïque), l'éolien et, éventuellement, le bois-énergie.

### **Développement de l'énergie bois**

On notera que le bois constitue une ressource assez bien représentée sur le territoire de la commune. Le développement d'une filière bois locale, gérée de manière durable, peut être envisagé.



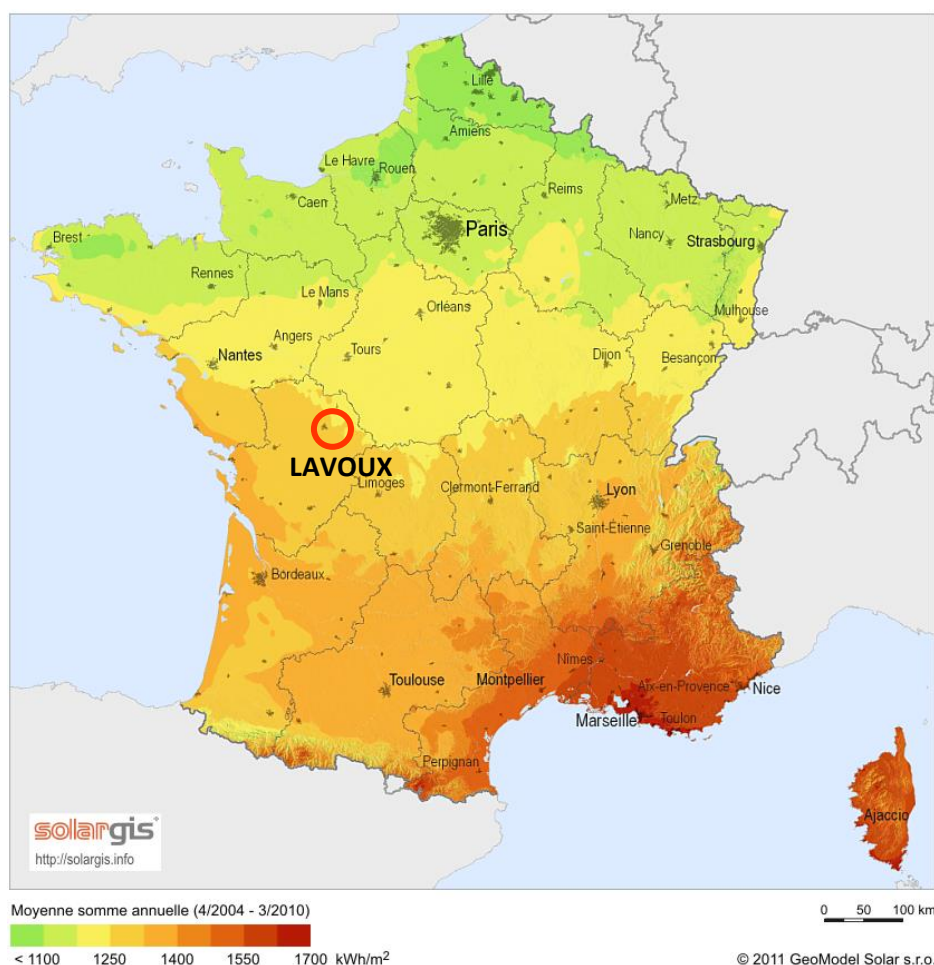
### **Développement de l'énergie solaire**

Comme illustré sur la cartographie suivante, l'irradiation globale horizontale sur le secteur de Lavoux est d'environ 1 250 à 1 325 kwh/m<sup>2</sup> par an. Cette valeur est assez favorable au développement de la fourniture d'énergie par les apports solaires.

Les équipements mis en place devront toutefois prendre en considération les principes suivants :

- › L'implantation de centrales solaires au sol est à éviter en raison de la sensibilité environnementale du territoire communal et des impacts potentiels sur l'activité agricole.
- › La mise en place de panneaux solaires sur les bâtiments devra être réalisée avec discrétion afin d'éviter un impact visuel trop important, notamment autour du Bourg, en référence aux périmètres de protection de monuments historiques.

#### **Irradiation globale horizontale**



### **Développement de la méthanisation**

Un recensement des entreprises et des installations agricoles produisant des déchets fermentescibles pourrait être pertinent. En effet, dans le cas où le territoire de commune hébergerait de tels établissements, la question de la mise en place d'une filière de méthanisation serait opportune.

La méthanisation a été reconnu par le « Grenelle II » comme une activité agricole lorsqu'il s'agit majoritairement de déchets issus des effluents d'élevage.

### Développement de la biomasse

Dans le cadre de la réflexion sur le choix des énergies des bâtiments publics et/ou collectifs, voire des opérations d'ensemble, la question de la mise en place de la filière biomasse (utilisation de l'énergie issue de la combustion de matières organiques : paille, bois, palettes, etc.) serait opportune, notamment pour les réseaux de chaleur.

### Développement de l'énergie éolienne

La mise en place du Schéma Régional « Climat, Air, Énergie » (SRCAE) constitue une des déclinaisons du Grenelle de l'Environnement<sup>31</sup>.

Prévu à l'article L.222-1 du Code de l'Environnement, il définit les orientations et objectifs régionaux à l'horizon 2020 et 2050 pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la maîtrise de la consommation énergétique, le développement des énergies renouvelables, la lutte contre la pollution atmosphérique et l'adaptation au changement climatique. Il comprend un rapport et un document d'orientations assorti de documents cartographiques indicatifs et un **volet annexé intitulé « Schéma Régional Éolien »**. Son contenu est fixé par le Décret n°2011-678 du 16 Juin 2011 relatif aux schémas régionaux du climat, de l'air et de l'énergie.

- › L'élaboration des Schémas Régionaux du Climat, de l'Air et de l'Énergie découle de l'article 68 de la Loi n°2010-788 du **12 Juillet 2010** portant engagement national pour l'environnement, dite **Loi « Grenelle 2 »**.
- › Cette Loi « Grenelle 2 » est une application territorialisée de la Loi de programmation n°2009-967 du **3 Août 2009** relative à la mise en œuvre du « Grenelle de l'environnement », dites **Loi « Grenelle 1 »**.

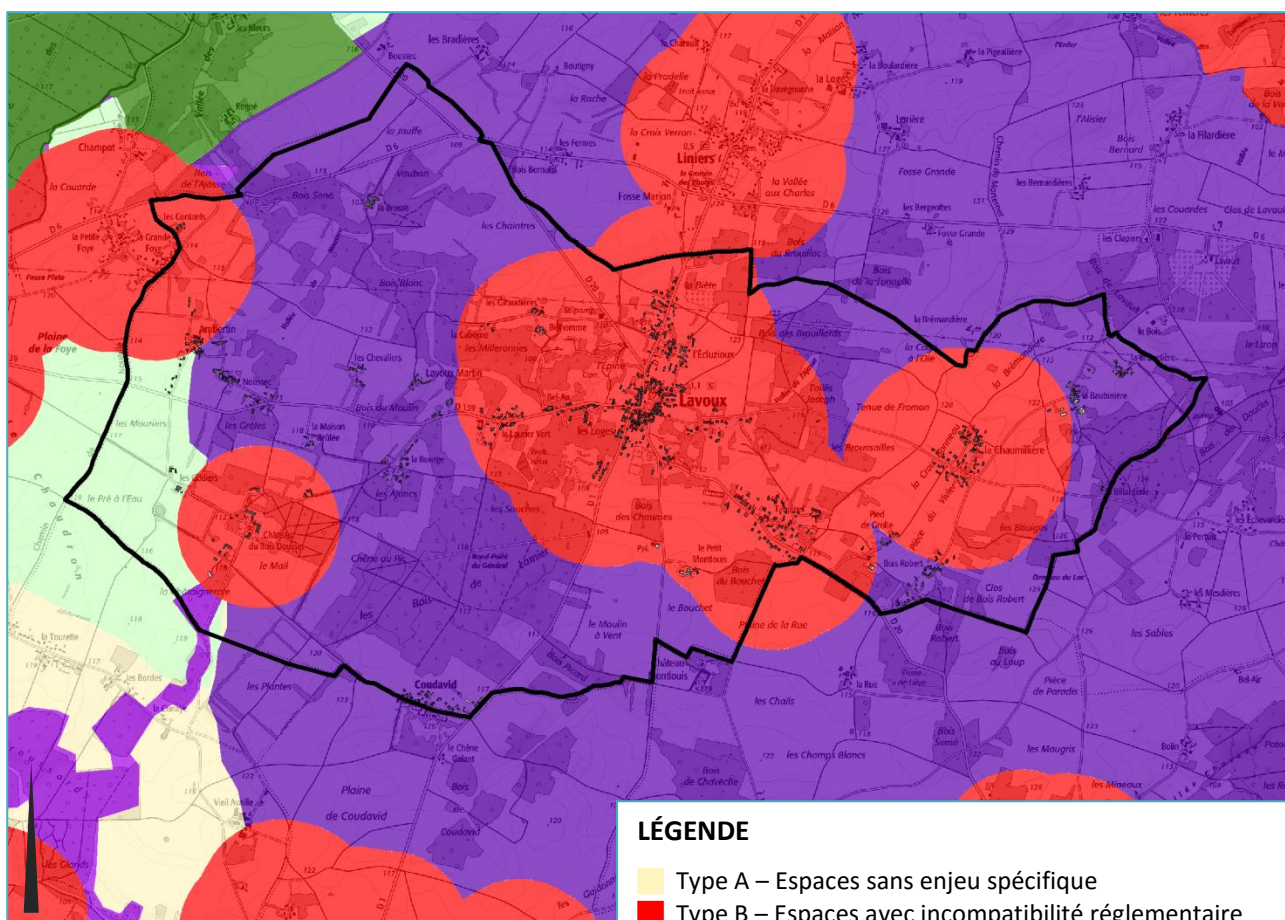
La Loi « Grenelle 2 », qui prévoit l'élaboration du SRCAE, précise dans son article 90 que le Schéma Régional Éolien (SRE) constitue un volet annexé à ce document. En cohérence avec les objectifs issus de la législation européenne relative à l'énergie et au climat, le SRE a pour vocation d'identifier la contribution du Poitou-Charentes à l'effort national en matière d'énergie renouvelable d'origine éolienne terrestre. Il a pour objet de définir les parties du territoire régional favorables au développement de l'énergie éolienne en s'assurant que l'objectif quantitatif régional puisse être effectivement atteint.

Le Schéma Régional Éolien a cartographié les espaces régionaux en fonction de la typologie dominante du secteur et en corrélation avec les contraintes découlant d'incompatibilités réglementaires ou d'enjeux importants liés à l'application de politiques publiques (ZNIEFF de type I et II, ZPS, ZSC, ZICO, Arrêtés Préfectoraux de Biotopie, réserves naturelles, espaces littoraux importants, ZPPAUP et/ou périmètre de site classé ou inscrit, sites UNESCO, zones archéologiques, territoires emblématiques sur le plan paysager, massifs forestiers, vallées, zones urbanisées, servitudes techniques de l'aviation civile, servitudes radioélectriques, voies de communication).

---

<sup>31</sup> Source : Schéma Régional Éolien Poitou-Charentes (DREAL Poitou-Charentes et Conseil Régional) – Septembre 2012

## Typologie des espaces de la commune dans le cadre du Schéma Régional Éolien



Source : SIG PARCOURS, Cadastre DGFIP, données IGN SCAN 25 et Schéma Régional Éolien Poitou-Charentes – Échelle : 1/40 000

- Le Schéma Régional Éolien ne fait apparaître aucune zone sur le territoire communal qui ne soit contrainte pour l'implantation d'éolienne(s).

Le Bourg et, par extension, celui de Liniers, sont couverts par des incompatibilités réglementaires (proximité de monuments historiques, d'habitations, servitudes d'urbanisme...), de même que les espaces en partie Est de la commune ou autour de « Bois-Dousset ». Partout ailleurs, le paysage est classé comme « espace culturel ou paysager emblématique », ce qui rend l'installation d'éoliennes inopportune.

## L'ACCÈS AUX TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

### Le réseau de téléphonie mobile

En raison de sa localisation sur un territoire périurbain proche d'une grande ville, Lavoux n'est pas concernée par l'absence ou la faiblesse des signaux permettant d'accéder à la téléphonie mobile. Sa situation géographique par rapport à Poitiers contribue d'ailleurs à l'amélioration très sensible des réseaux de communication mobile de par le déploiement rapide de toute nouvelle technologie sur les grands centres urbains.

Qualité des différents réseaux sur la commune

Opérateur	Couverture 2G/EDGE	Couverture 3G	Couverture 4G
Bouygues Telecom	11,60/31 (10 relevés)	5,40/31 (10 relevés)	
Free			
Orange	6,45/31 (22 relevés)	4,83/31 (6 relevés)	2,00/31 (2 relevés)
SFR		15,00/31 (1 relevé)	4,00/31 (11 relevés)

Source : « Info réseau », UFC Que Choisir

En 2014, de larges espaces du territoire communal sont couverts par un réseau 4G de haut débit. Les autres espaces disposent d'une couverture 3G simple ou H+ (HSPA<sup>32</sup> + dual carrier), plus puissante que la 3G, incluant le Bourg. Aucun espace de Lavoux n'est concerné par des zones de faible débit.

### Le réseau internet à haut-débit

La commune est desservie par plusieurs centraux téléphoniques (NRA), situés sur les communes limitrophes de Bonnes, de Bignoux et de Saint-Julien l'Ars. Cet éclatement de l'accès à internet à partir de plusieurs communes limitrophes ne permet pas à la totalité des lignes de la commune d'être éligible à l'ADSL. Pour celles qui relèvent d'une technologie ADSL simple, le débit ne permet pas l'accès à des services à haut-débit (ADSL Max, Triple Play<sup>33</sup>...).

### Les stratégies locales en faveur du développement du numérique

- **La Stratégie de Cohérence Régionale d'Aménagement Numérique (SCORAN)**

La Région Poitou-Charentes a mis en œuvre une Stratégie de Cohérence Régionale d'Aménagement Numérique (SCORAN) afin de permettre à l'ensemble des territoires régionaux d'être desservis par Internet à haut débit, en évitant la création de « zones blanches », moins densément peuplées et donc à l'écart des principales infrastructures des opérateurs privés.

Par ailleurs, la Région anticipe l'arrivée du Très Haut Débit (THD) sur le territoire régional en développant une répartition homogène de la technologie THD sur l'ensemble du territoire. Ainsi, comme cartographié ci-après, le THD devrait concerner l'ensemble des grandes villes de la région à l'horizon 2020, incluant notamment l'agglomération de Poitiers.

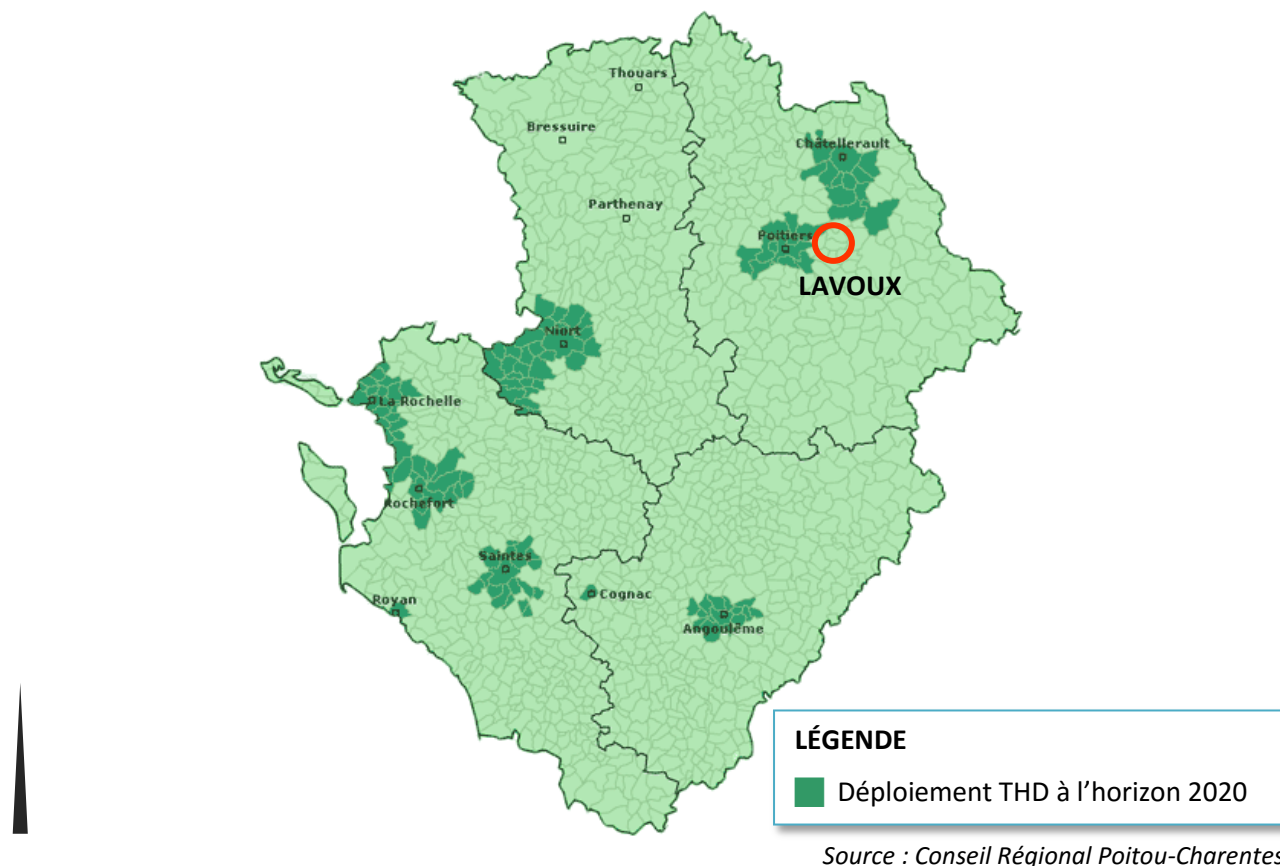
---

<sup>32</sup> HSPA : High Speed Packet Access

<sup>33</sup> Triple Play : Internet + Téléphone + Télévision



Lavoux, de par sa proximité avec l'agglomération de Poitiers et son intégration, en 2017, à la Communauté Urbaine du Grand Poitiers, peut espérer tirer parti, à moyen terme, du déploiement du très haut-débit pour une amélioration du débit proposé sur le territoire communal.



Source : Conseil Régional Poitou-Charentes

- **Le Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (SDTAN)**

Par ailleurs, le Conseil Départemental de la Vienne a choisi de développer le très haut débit sur l'ensemble du département afin d'offrir aux particuliers et aux entreprises un accès facilité et rapide à Internet et à l'ensemble des services que le très haut débit autorise. Cette politique est guidée par le lancement, en Septembre 2010, de l'élaboration du Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (SDTAN).

Ce schéma les objectifs suivants :

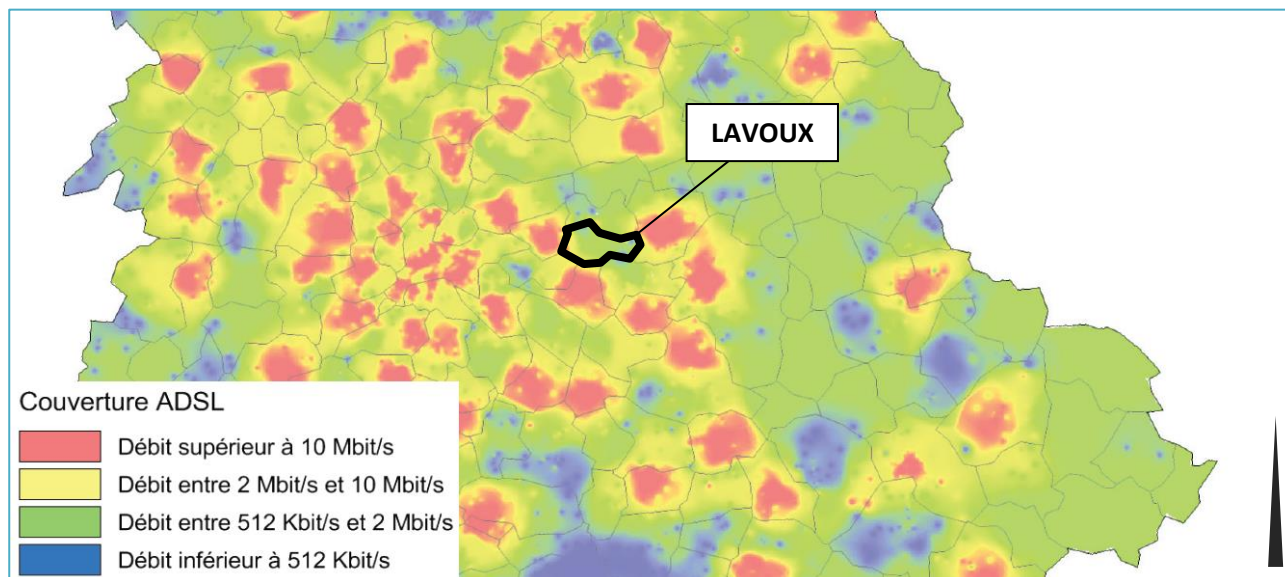
- › Fixer l'ambition départementale pour l'aménagement numérique de son territoire.
- › Parvenir à une équité départementale.
- › Favoriser l'appropriation des services numériques et contribuer à leur développement.
- › Rendre plus cohérente et plus efficace l'offre en infrastructures.
- › Favoriser les synergies entre les pratiques numériques.
- › Contribuer au développement économique et à l'attractivité du territoire.
- › Valoriser les infrastructures existantes et à créer.
- › Favoriser le travail collaboratif et les échanges entre acteurs de l'aménagement numérique.

S'agissant de la commune de Lavoux, la situation est assez mitigée, la quasi-totalité des lignes ayant un débit ténu, compris entre 512 Kbits/s et 2 Mbits/s, compte tenu de l'affaiblissement du signal sur de longues distances. La situation est légèrement meilleure au Sud-Ouest de la commune, en limite avec Bignoux et Saint-Julien l'Ars et au plus près des NRA situés sur ces communes. À l'inverse, certaines zones blanches existent en partie Nord-Est de Lavoux, avec un débit inférieur à 512 Kbits/s. Cela concerne notamment les écarts comme « La Baubinière » ou « La Brunetière ».

Il est prévu à court terme, parmi les priorités du SDTAN, l'installation d'un NRA sur la commune de Lavoux, susceptible de couvrir la continuité urbaine que représentent les Bourgs de Lavoux et Liniers. Ce NRA fait partir des 34 centraux retenus pour une montée en débit des communes ayant plus de 100 lignes dont le débit est inférieur à 2 Mbits/s.

La desserte ADSL de la commune de Lavoux devrait donc être considérablement améliorée dans les quelques années à venir.

#### Couverture ADSL de la Vienne (extrait)

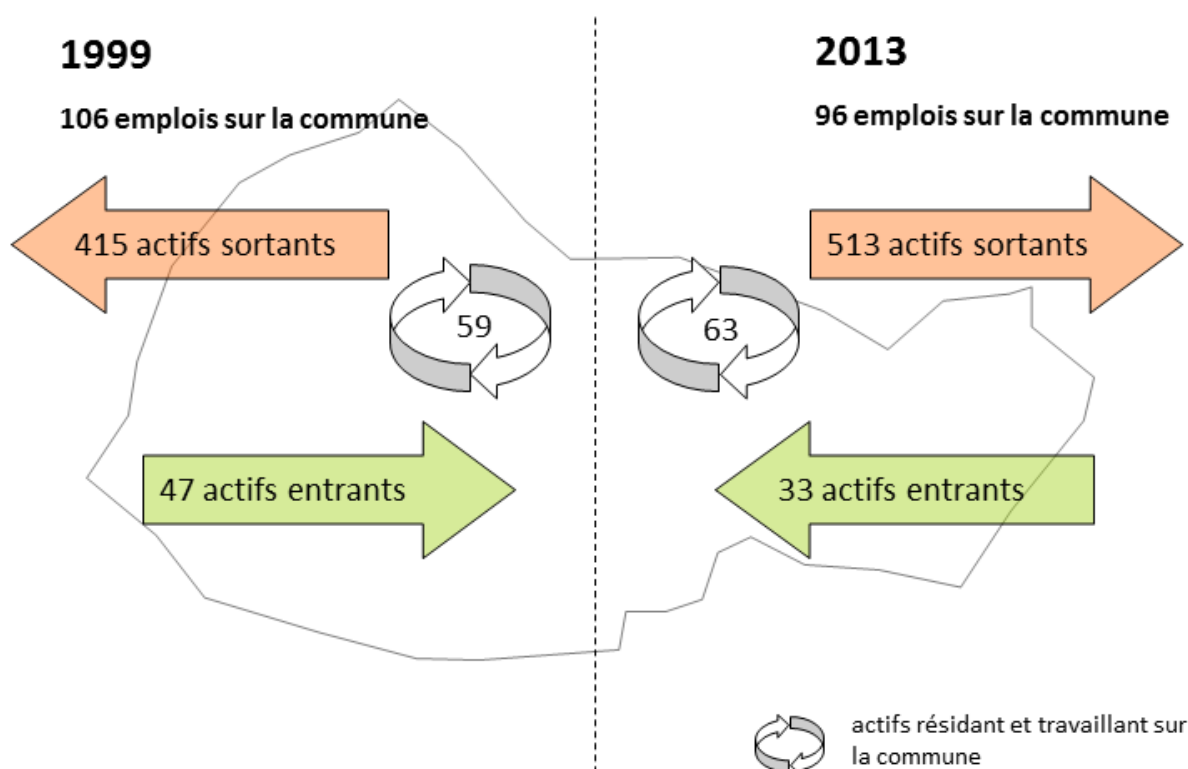


Source : Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (SDTAN) de la Vienne, page 138

## LES DÉPLACEMENTS DOMICILE-TRAVAIL

### Évolution des déplacements d'actifs

L'analyse des données recueillies dans le cadre du recensement général de la population permet d'établir la situation suivante en matière de mobilité domicile/travail.



Sur la dernière décennie, les phénomènes suivants sont observés :

- › Le nombre de personnes actives exerçant un emploi a augmenté, passant de 474 en 1999 à 571 en 2013 (+20,5 %) tandis que le nombre d'emplois disponibles sur la commune de Lavoux régressait légèrement (-9,4 %, soit 10 emplois en moins).
- › De plus en plus d'actifs partent travailler quotidiennement à l'extérieur de la commune (+23,6 %). À l'inverse, moins d'actifs extérieurs viennent travailler quotidiennement à Lavoux (-29,8 %).

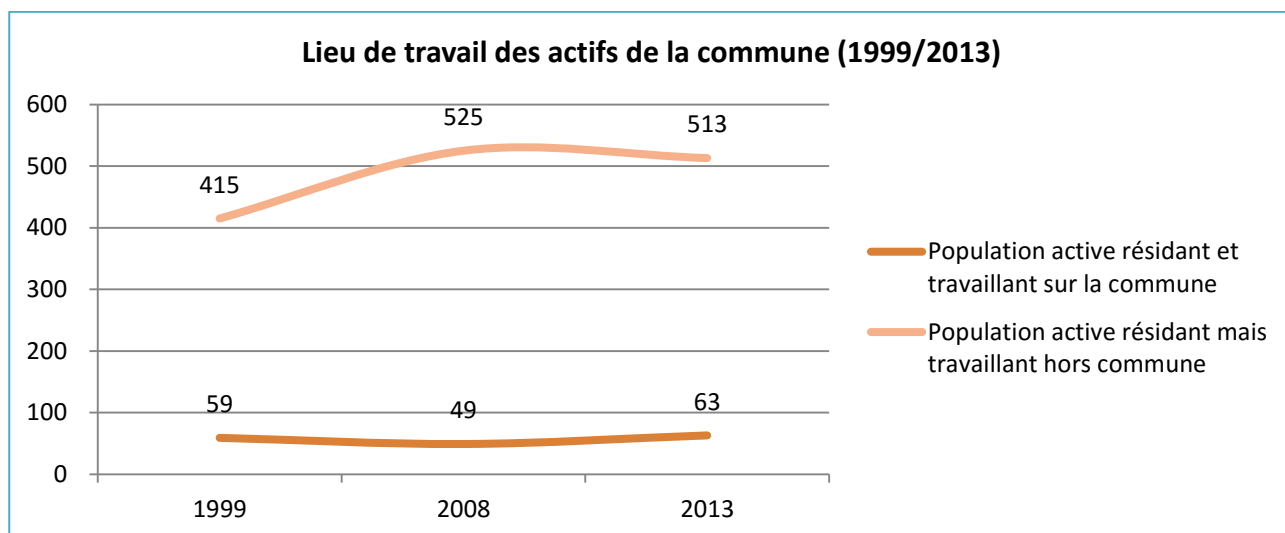
La conjugaison de ces phénomènes entraîne une augmentation globale du volume de déplacements : 1 218 mouvements quotidiens<sup>34</sup> d'actifs étaient enregistrés en 2013 contre 1 042 mouvements en 1999, soit une augmentation de 16,9 %.

<sup>34</sup> Mouvements quotidiens calculés sur la base d'un aller/retour par jour par actif entrant, sortant ou circulant dans la commune.

### Évolution des relations domicile/travail

Comme illustré par le graphique ci-après, l'écart entre population résidente et population active sur la commune s'était déjà considérablement creusé avant 1999. Le nombre d'actifs de Lavoux travaillant à l'extérieur de la commune est en augmentation de 23,6 % depuis.

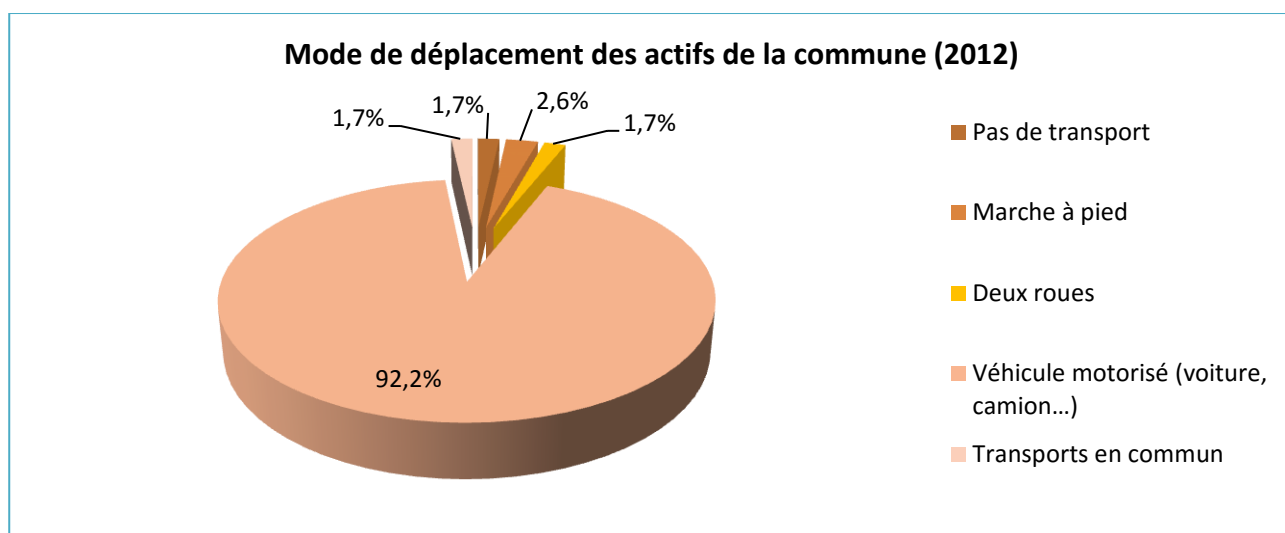
Parallèlement, les actifs résidant et travaillant à Lavoux ont connu une faible augmentation de 6,8 % depuis 1999. En 2013, les actifs sortants sont ainsi plus de six fois plus nombreux que les actifs résidents. Cette situation n'est pas sans impact sur l'environnement avec des émissions plus importantes de gaz à effet de serre et un bilan carbone plus lourd de la population active locale.



Source : INSEE, RP 1999 à 2013 exploitations principales

### Les modes de déplacements domicile/travail

Comme illustré par le graphique ci-après, les déplacements dans le cadre domicile/travail sont quasi-uniquement effectués par le biais de véhicules motorisés, à plus de 92 %.



Source : INSEE, RP 2012 exploitation complémentaire du « fichier mobilités »

L'usage d'un deux roues et la marche à pied représentent respectivement 1,7 et 2,6 % des modes de déplacements. 1,7 % des actifs ne se déplacent pas, notamment dans le cadre d'un travail à domicile.

Les transports en commun représentent 1,7 % des déplacements domicile/travail. Au global, 6 % des déplacements sont effectués par le biais d'un mode alternatif à la voiture.



## LES DÉPLACEMENTS AUTOMOBILES, LE STATIONNEMENT

### L'équipement automobile des ménages

En raison des distances parcourues, le nombre de véhicules par foyer est en augmentation constante depuis une décennie. La commune se situe ainsi largement au-dessus la moyenne départementale. Par exemple, 61,5 % des ménages disposent de 2 automobiles ou plus en 2013 à Lavoux (en augmentation de 1,1 % entre 2008 et 2013) alors qu'ils ne sont que 40,5 % sur l'ensemble de la Vienne.

Équipement automobile	2008		2013	
	Lavoux	Dpt. de la Vienne	Lavoux	Dpt. de la Vienne
Au moins 1 voiture	95,1 %	85,0 %	96,8 %	86,0 %
1 voiture	31,1 %	45,8 %	31,7 %	45,5 %
2 voitures ou plus	64,0 %	39,2 %	65,1 %	40,5 %

Source : INSEE – RP 2008 et 2013 exploitations principales

L'augmentation des besoins en déplacements est corrélée avec une augmentation de l'usage du véhicule automobile, en raison de la faiblesse de l'offre de transports alternatifs sur le territoire.

L'augmentation de la population active constatée ces dernières années et induite par le développement des pôles d'emplois extérieurs explique également l'augmentation des taux de motorisation.

En territoire périurbain, les déplacements automobiles sont indispensables pour rejoindre les lieux de travail, de domicile, de commerce et de services, de loisirs et de culture qui sont éloignés les uns des autres. Les ménages s'installant sur la commune comportent souvent deux personnes actives qui exercent leur profession sur deux lieux différents. Les trajets domicile-travail sont organisés selon tous ces motifs (courses, école, loisirs, etc.).

Une estimation des émissions de dioxyde de carbone par les ménages de Lavoux se déplaçant quotidiennement à l'extérieur de la commune peut être faite sur les bases statistiques suivantes :

#### Bilan carbone des déplacements d'actifs en 2013

Personnes exerçant leur emploi à l'extérieur de la commune	513
Longueur des déplacements quotidiens <sup>35</sup>	15 390 kilomètres
Émissions moyennes des voitures en France <sup>36</sup>	111 g. de CO <sub>2</sub> / km
Émissions journalières occasionnées par les déplacements quotidiens des actifs	1 708,3 kg de CO <sub>2</sub>
Émissions à l'année <sup>37</sup>	444,2 tonnes de CO <sub>2</sub>

Cette approche ne prend pas en compte les déplacements générés par d'autres motifs que la mobilité domicile/travail. Le bilan carbone annuel est donc plus élevé que le chiffre annuel de 444,2 tonnes de CO<sub>2</sub>.

<sup>35</sup> Estimation sur la base d'un aller-retour quotidien par actif et d'une distance de 15 kilomètres par trajet.

<sup>36</sup> Source : Agence pour le Développement et la Maîtrise de l'Énergie (ADEME), chiffres Car Labelling 2015.

<sup>37</sup> Sur la base de 260 jours de travail par an.

### Les rejets atmosphériques liés au trafic automobile

Une campagne de mesure de la qualité de l'air réalisée par ATMO Poitou-Charentes en 2010 permet d'estimer la part du trafic routier dans les émissions de gaz à effet de serre sur la commune, ainsi que sa contribution à l'émission de polluants atmosphériques.

Polluant	Agriculture	Autres sources	Extraction, transformation et distribution de l'énergie	Industries	Résidentiel, tertiaire	Transport routier
CO	14,0 %	0 %	0 %	0,3 %	70,6 %	15,1 %
CO <sub>2</sub> TOT	6,3 %	0 %	0 %	1,7 %	48,0 %	43,9 %
COVNM	1,6 %	83,0 %	0,5 %	1,2 %	12,2 %	1,5 %
NH <sub>3</sub>	99,2 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0,8 %
NOX	19,3 %	17,6 %	0 %	2,4 %	9,3 %	51,5 %
PM <sub>10</sub>	35,4 %	0 %	0 %	2,9 %	47,6 %	14,1 %
PM <sub>2_5</sub>	16,8 %	0 %	0 %	1,5 %	67,3 %	14,4 %
SO <sub>2</sub>	22,4 %	0 %	0 %	15,5 %	61,0 %	1,2 %
TSP	63,5 %	0 %	0 %	4,9 %	22,1 %	9,4 %

Source : ATMO Poitou-Charentes – Inventaire 2010V3.0, Année 2010

Selon ces données, les déplacements motorisés génèrent plus de 40 % des émissions de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>TOT) sur la commune. L'impact sur les émissions de dioxyde d'azote (NOX) est également notable, avec 51,5 % des émissions.

### Le stationnement

Lors de la phase de concertation, il sera établi « un inventaire des capacités de stationnement de véhicules motorisés, de véhicules hybrides et électriques, et de vélos, des parcs ouverts au public et des possibilités de mutualisation de ces capacités », conformément à la Loi.

Aucune aire de stationnement pour les véhicules hybrides ou électriques n'est présente sur la commune.



Une aire de covoiturage est située Place des Carriers, en lien avec le stationnement diagnostiqué ci-dessous et avec l'arrêt de transports en commun situé au même endroit. Globalement, le regroupement de ces équipements en centre-bourg, à proximité de la majeure partie des équipements publics, permet une véritable interface entre la voiture et les transports en commun.

Un service d'aide au covoiturage, avec un site Internet dédié ([www.covoitureage.poitou-charentes.fr](http://www.covoitureage.poitou-charentes.fr)), avait été mis en place par le Conseil Régional Poitou-Charentes

S'agissant des capacités de stationnement, les capacités suivantes ont été constatées :

- › Parking de la Place des Carriers : 40 places environ
- › Parking de la Rue de Saint-Julien l'Ars : 6 places environ
- › Parking du stade : 10 places environ



## Inventaire des capacités de stationnement sur la commune



Source : IGN Géoportail

## LES DÉPLACEMENTS DOUX ET DE LOISIRS

Les espaces ruraux de la commune de Lavoux, ponctués d'un bâti vernaculaire de qualité, constituent un cadre favorable à la pratique de la randonnée. Les chemins ruraux, d'une longueur de **36,9 kilomètres**, sont un atout pour la commune en matière de cadre de vie. La continuité des cheminements en place doit être préservée, de même que la qualité des éléments qui les constituent où qu'ils contribuent à mettre en valeur (arbres, haies, petit patrimoine bâti, lieux-dits, etc.).



Deux collectivités ont mis en place une politique d'organisation et de gestion des itinéraires de randonnée :

- › Le Conseil Départemental de la Vienne établit un Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR) qui identifie un certain nombre de chemins sur la commune de Lavoux



- › La Communauté de Communes « Vienne et Moulrière » a créé un réseau de 11 itinéraires de petite randonnée, d'une longueur moyenne de 15 km et totalisant 220 km de chemins balisés sur l'espace communautaire. Une vingtaine de points d'orientation, régulièrement disposés sur les parcours, ainsi qu'un ensemble de poteaux directionnels, guident les randonneurs. Une cinquantaine de pupitres d'information culturelle installés en pleine nature révèlent l'histoire et le patrimoine du pays.

[illegible]

## LES DÉPLACEMENTS DOUX ET EN COMMUN

Au niveau régional, l'élaboration d'un Schéma Régional de la Mobilité Durable a été lancé par le Conseil Régional Poitou-Charentes en Juillet 2010 et adopté le 17 Décembre 2012. Élaboré en concertation avec les Conseils Départementaux, les représentants des Pays et des Communautés de Communes, les Autorités Organisatrices de Transport (AOT) et les associations d'usagers, il vise à agir sur trois axes :

- L'accès au réseau ferré le plus proche est situé à Poitiers (lignes TGV Paris/Bordeaux et Paris/La Rochelle et réseau de transport régional TER).



### Desserte routière

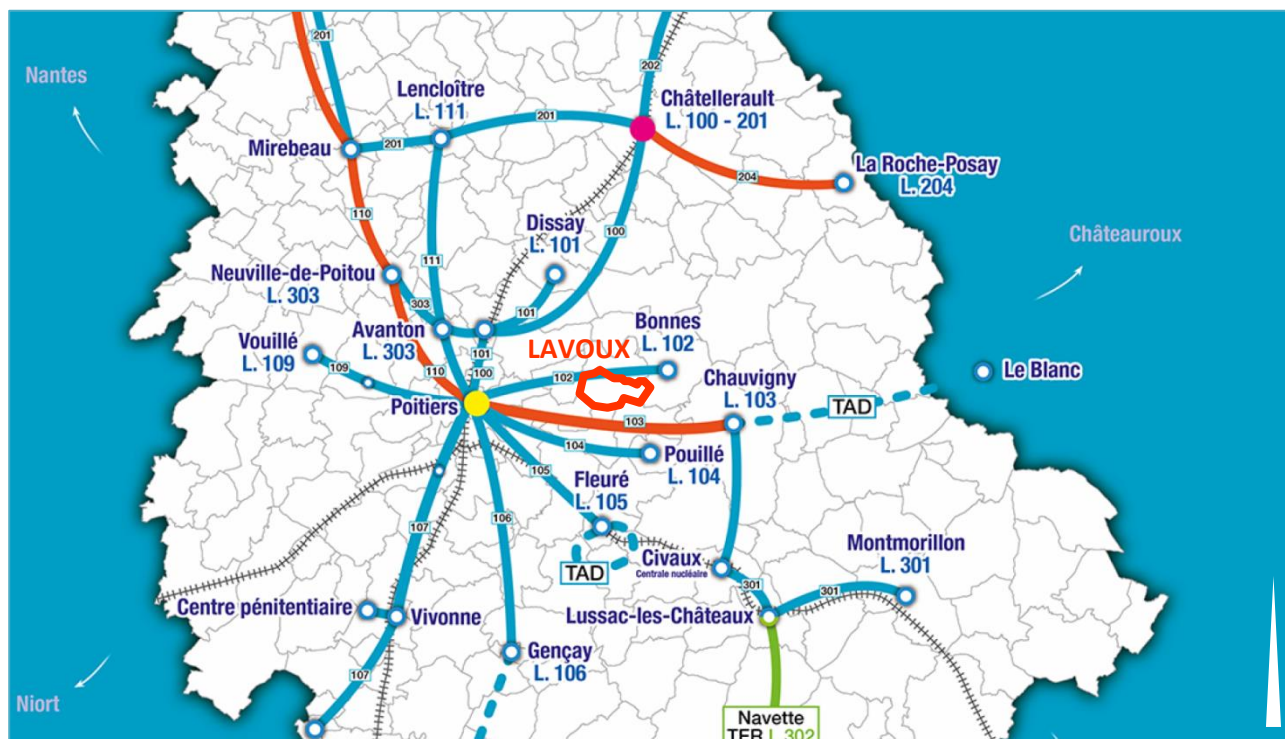
La commune de Lavoux est desservie par la ligne de transports en commun n°102 (Poitiers/Bonnes), qui permet une liaison directe vers l'agglomération poitevine. Un point d'accès est présent en centre-bourg de Lavoux, Place des Carriers.

Sur la commune, cette ligne dessert par ailleurs les points d'arrêt suivants : « Ambertin », « Bois Dousset », le carrefour de « La Bourge », « Le Laurier Vert », « La Chaumillière », « Le Taupinet » et « Le Pré ».



Arrêt de bus au niveau du lieu-dit « Le Pré »

### Extrait du réseau de transports en commun du Conseil Départemental de la Vienne



Source : Conseil Départemental de la Vienne

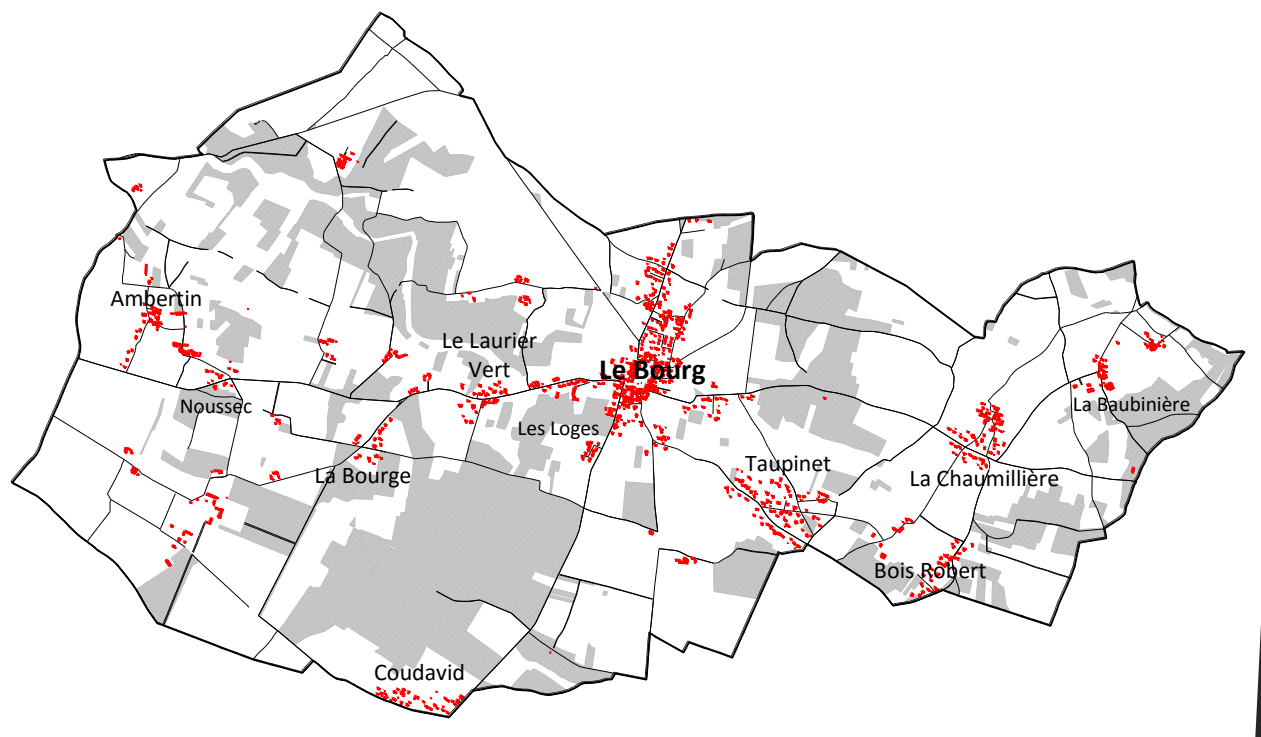


# L'ORGANISATION DES ESPACES BÂTIS

## RÉPARTITION GÉNÉRALE DES ESPACES BÂTIS

La commune de Lavoux est caractérisée par une densité modérée de population, avec 76 habitants par kilomètre carré en moyenne<sup>38</sup>. Les espaces bâtis occupent 5% du territoire et sont répartis sur un axe central Est-Ouest. Ils se présentent majoritairement sous la forme de hameaux et de lieux dits étendus par l'urbanisation pavillonnaire récente, en lien avec la proximité de Poitiers. Ces hameaux sont situés majoritairement dans la moitié Est du territoire communal.

Répartition des espaces bâtis (en rouge)



Échelle : 1/40 000

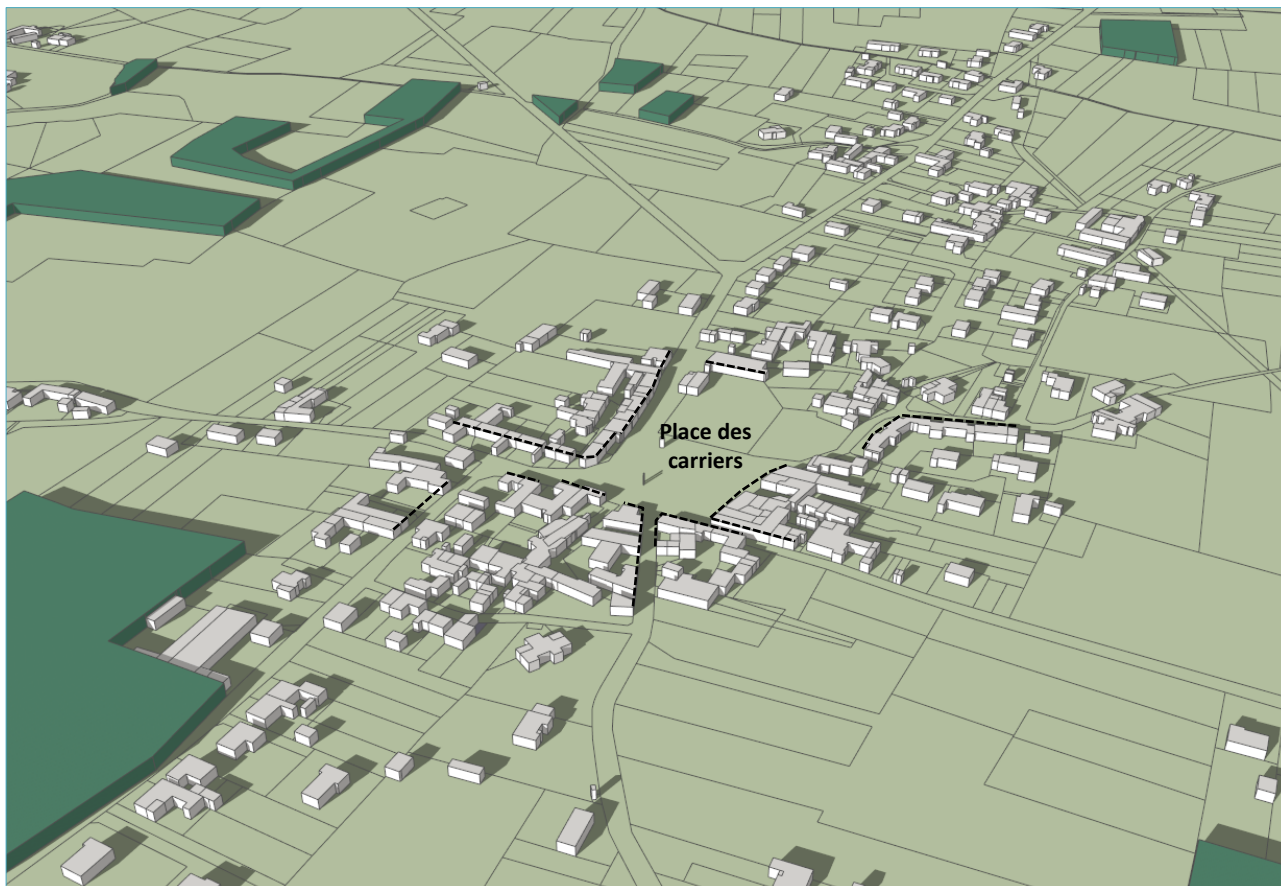
Le Bourg de Lavoux est localisé au centre du territoire, non loin de la limite communale. Son entrée Nord est située à 500 mètres des espaces bâtis du Bourg de Liniers. Cette proximité favorise les liens fonctionnels et les échanges entre les deux bourgs, reliés directement par la RD 1.

<sup>38</sup> Densité moyenne du département de la Vienne : 61 habitants par kilomètre carré.

## LE BOURG DE LAVOUX

### La composition architecturale du centre-bourg

Le Bourg de Lavoux est organisé autour de la Place des Carriers, qui constitue également le carrefour entre les RD 1, RD 20 et RD 139. Le regroupement du bâti est remarquable autour de cet espace de 7 000 m<sup>2</sup>, occupé dans sa partie Nord par le cimetière et un espace vert. La place publique couvre quant à elle une superficie de 4 900 m<sup>2</sup> (70 mètres de côté). Les constructions sont implantées en alignement sur l'espace public, formant des fronts bâtis cohérents et harmonieux.



*Le Bourg ancien présente une forte densité, qui est perceptible depuis la RD1 en venant de Saint Julien l'Ars*



## Les fronts bâtis : une composition urbaine harmonieuse héritée du XIX<sup>ème</sup> siècle



*Construction d'angle et alignement  
de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle*



*Alignement première moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle*

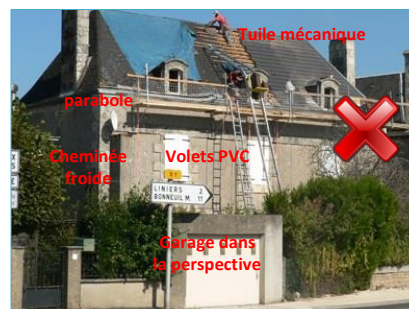
## Un centre-bourg à haute valeur architecturale – Les maisons de maître de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle

Ces « maisons de maître » se distinguent par une conception symétrique de la façade, par une élévation importante (renforcée par des traits architecturaux spécifiques tels que la hauteur variable des étages et la présence de mansardes) ainsi que par une implantation face à la voie et/ou dans l'alignement d'une perspective visuelle. Les attributs décoratifs sont nombreux (corniches, éléments sculptés, cheminées, zingueries...).



Leur nombre important à Lavoux est lié à la présence des carrières qui ont fourni les matériaux et les ressources financières nécessaires à la réalisation de ces constructions

**Attention aux techniques d'entretien et de restauration :** la succession rapide des modes architecturaux ainsi que les exigences économiques peuvent conduire à des choix inadaptés de réhabilitation, remettant en cause le caractère du bâti voire son fonctionnement et sa pérennité dans le temps.



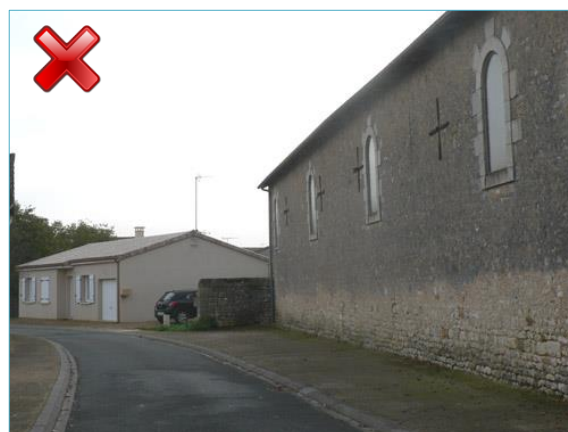
## Un enjeu : le respect de l'identité architecturale du Bourg



**Cohérence des lignes** : opération d'habitat locatif, Rue du Petit Train, reprenant les traits architecturaux des habitations du centre-bourg (alignements, encadrements visibles, verticalité des ouvertures, pentes de toit...)

Le Bourg de Lavoux a hérité historiquement d'une identité fondée sur certaines caractéristiques architecturales : alignement des bâtiments, mitoyenneté, présence fréquente d'un étage, volumétrie importante, visibilité des encadrements... Tout projet de construction dans le centre ancien doit être étudié de manière à s'insérer harmonieusement dans ses ensembles architecturaux.

Dans le PLU, La définition d'un règlement spécifique au centre-bourg pourra constituer une réponse de la collectivité afin d'encadrer les projets.



**Discordance visuelle** entre deux constructions

- Le respect du patrimoine bâti du centre-bourg est un enjeu culturel important, convergent avec la préservation du cadre de vie et le maintien du dynamisme commercial. L'attrait visuel du bâti et la fonctionnalité de la place des carriers incitent à sa fréquentation, y compris pour les personnes de passage.



## **L'architecture vernaculaire**

Les constructions anciennes (avant 1945) sont bien représentées et sont principalement localisées autour de la Place des Carriers, sur sa partie Sud (Rue qui penche) et sur l'ancien lieu-dit « L'Écluzieux »).

Les constructions sont de hauteur variable, avec fréquemment la présence d'un étage pour la maison d'habitation et une conception de plain-pied pour les bâtiments secondaires. Les dépendances et annexes sont particulièrement nombreuses et favorisent l'émergence de continuités bâties entre les habitations. Leur forme et leur taille diversifiées rythment l'espace bâti.

Les habitations anciennes sont implantées dans leur majorité perpendiculairement à la voie principale, avec un pignon aveugle aligné sur la rue. Leurs maçonneries sont réalisées en moellon calcaire local, parfois remplies de terre, et enduites à la chaux. Les ouvertures bénéficient quant à elle d'encadrements en pierre calcaire taillée ; la proximité des carrières a favorisé l'utilisation importante de ce matériau. La tuile canal recouvre les toits.



*Diversité et multiplicité des dépendances et petites constructions annexes, qui rythment l'espace bâti*



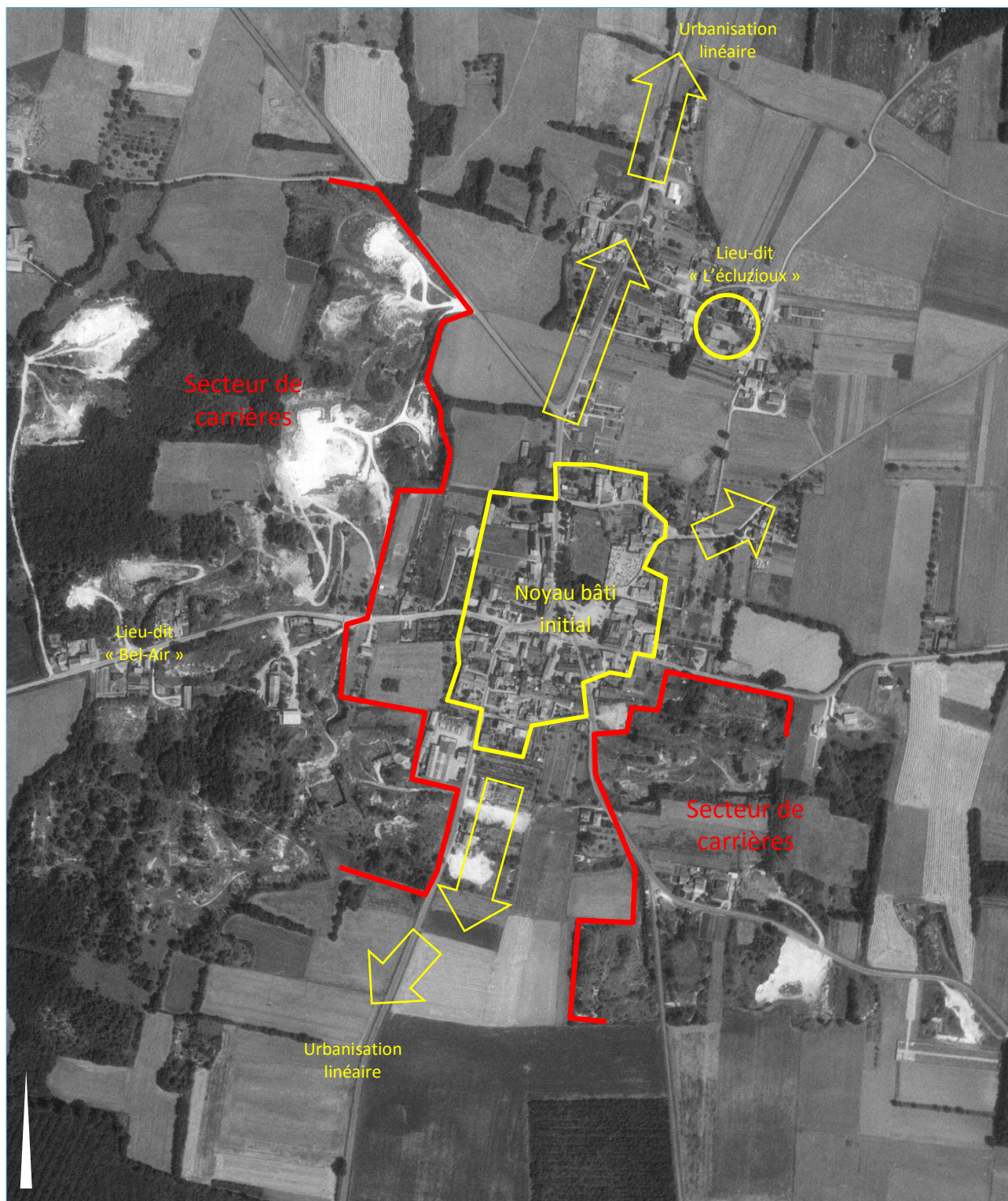
*Hauteur modérée des constructions et implantation des pignons sur la rue*

■ La spécificité de Lavoux, avec la présence depuis plusieurs siècles des carrières de pierre calcaire, est à l'origine de la constitution d'un patrimoine bâti important qui forge l'identité de la commune. Le développement résidentiel périurbain, si important soit-il, n'est que la partie la plus récente de cette histoire (quelques décennies à l'échelle de plusieurs siècles). Il convient donc d'œuvrer afin que le développement actuel n'efface pas l'héritage historique en place sur le territoire.

### L'urbanisation récente

L'entrée de Lavoux dans l'aire d'influence périurbaine de Poitiers a été marquée dans les années 1970 et 1980 par un développement diffus de l'habitat le long des voies d'accès au centre-bourg. Les carrières ont constitué un élément contraignant pour ce développement de l'urbanisation, plus spécifiquement dans les quadrants Ouest et Est. Cette caractéristique est à l'origine d'un étirement important du Bourg, du Nord au Sud, sur plus de 1,4 kilomètre.

#### Les espaces urbanisés en 1978



Source : IGN Géoportail, photographie aérienne 1978



### Délimitation des espaces bâtis en 2015

En 2015, le Bourg de Lavoux présente une forme très allongée, en support sur la RD 1 qui joue le rôle de colonne vertébrale. Les espaces bâtis se sont développés en peigne entre « L'Écluzieux » et la RD1, et de manière diffuse autour du centre-bourg. Trois opérations d'ensemble ont été réalisées : le lotissement du Bois des Chaumes, en déconnexion du Bourg au Sud, l'opération mixte entre le cimetière et l'allée des anciens combattants et le lotissement de la Ferme entre le centre-bourg et « L'Écluzieux ».

### Les espaces urbanisés en 2011



Source : IGN Géoportail – Échelle : 1/7 500



# Typologie et organisation des espaces bâtis en 2015

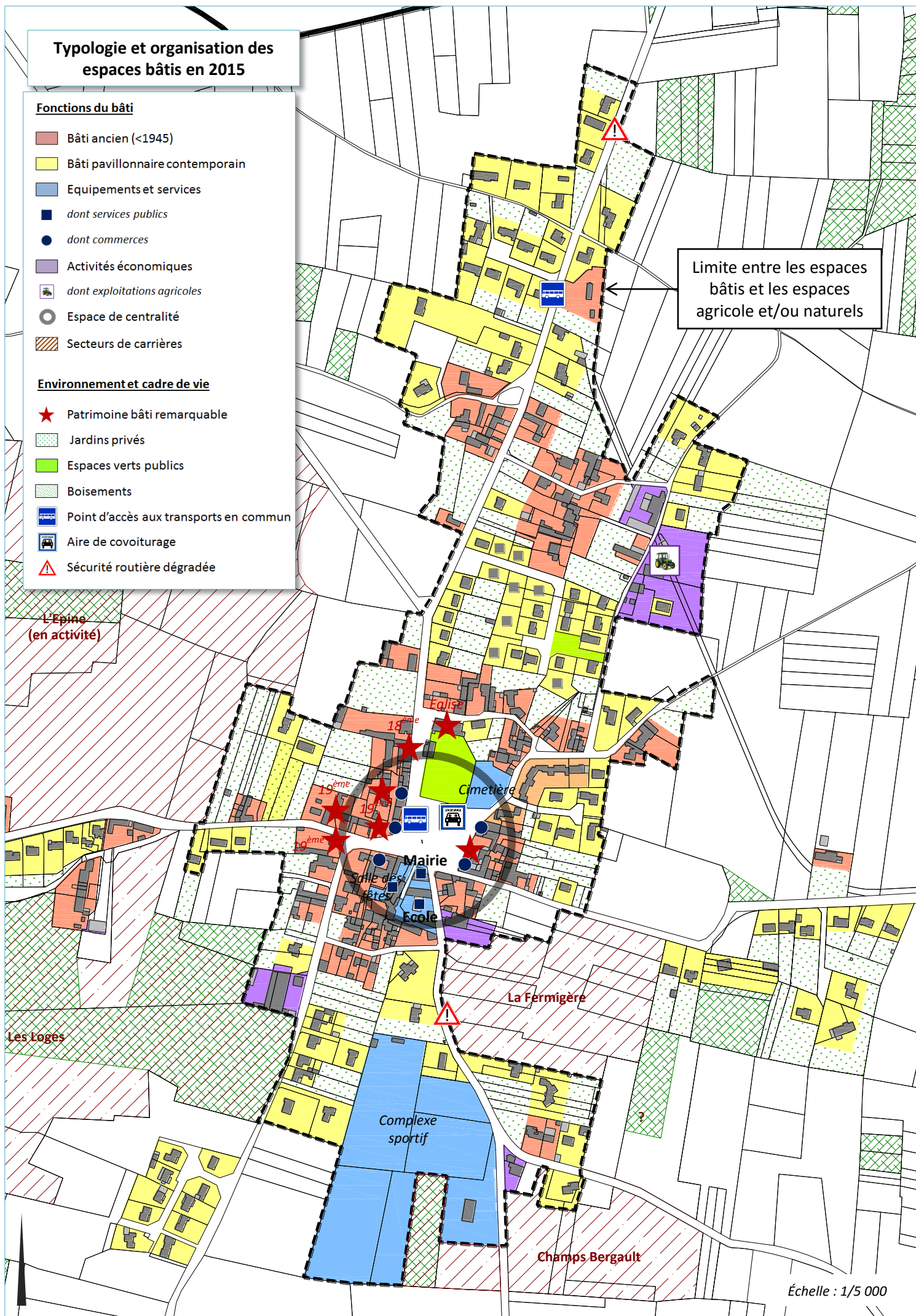
## Fonctions du bâti

- Bâti ancien (<1945)
- Bâti pavillonnaire contemporain
- Equipements et services
  - dont services publics
  - dont commerces
- Activités économiques
  - dont exploitations agricoles
- Espace de centralité
- Secteurs de carrières

## Environnement et cadre de vie

- Patrimoine bâti remarquable
- Jardins privés
- Espaces verts publics
- Boissements
- Point d'accès aux transports en commun
- Aire de covoiturage
- Sécurité routière dégradée

Limite entre les espaces bâtis et les espaces agricole et/ou naturels



### Les opérations d'urbanisme récentes

- **Le lotissement de la ferme**

Ce lotissement de 1,7 hectare (zone NAA au POS), réalisé sous maîtrise d'ouvrage privée, comporte 22 lots dont 6 restent à bâtir en Octobre 2015. Il est organisé autour d'une voie de desserte centrale se terminant en impasse routière sur les jardins arrière des habitations de « L'Écluzieux », permettant ainsi leur désenclavement. Ce nouvel espace d'habitat est équipé d'un espace de gestion des eaux ainsi que d'un espace vert sur lequel une liaison piétonne permet de relier l'espace central et le chemin des Brangeries.



*Constructions récentes*



*Espace vert et liaison piétonne*

Le lotissement de la ferme présentera à terme une densité moyenne brute de 13 logements par hectare. Il est situé en continuité directe du centre, à 200 mètres de la Place des Carriers et à 300 mètres de l'école et établit une jonction urbaine entre le centre ancien et le lieu-dit « L'Écluzieux ». Il conforte ainsi le Bourg de Lavoux et permet l'accueil de nouveaux habitants à proximité des équipements, commerces et services sans impact environnemental, agricole ou paysager notable.

- **Le lotissement de la Loge**

Ce lotissement de 6 835 m<sup>2</sup> (zone NB au POS), réalisé sous maîtrise d'ouvrage privée, comporte 7 lots dont 1 reste à bâtir en Octobre 2015. Il ne bénéficie pas d'équipements communs mais s'appuie en partie sur la RD 139 entre les anciens lieux-dits des Loges et de Bel-Air. La réalisation du lotissement s'est accompagnée de l'aménagement par la commune d'une liaison piétonne entre le centre et le hameau du « Laurier Vert ».



*Habitations récentes*



*Liaison piétonne le long de la RD 139*

Le lotissement des Loges présentera à terme une densité moyenne brute de 10 logements par hectare. Il est situé à 400 mètres de la Place des Carriers et de l'école, auxquelles il est relié par une liaison douce. Son aménagement présente peu d'impacts apparents mais il accentue l'extension linéaire de l'urbanisation en direction du « Laurier Vert ».

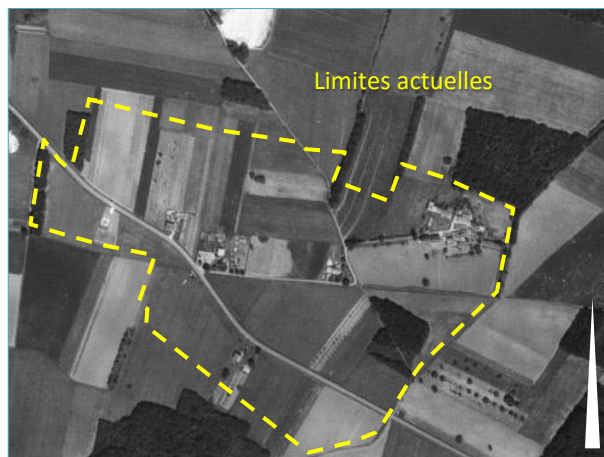


## LE VILLAGE DE « TAUPINET »

Le village de « Taupinet » est un espace résidentiel pavillonnaire d'une superficie de 17,2 hectares, localisé à un kilomètre du centre-bourg. L'urbanisation s'est développée à partir d'un nombre réduit de lieux-dits, de part et d'autre de la RD 20, au sein d'un espace rural mêlant parcelles agricoles cultivées et petits boisements.

Le tissu bâti est peu dense. Il présente encore quelques espaces interstitiels ayant vocation à être bâtis. De nouveaux logements y sont régulièrement construits.

*Le lieu-dit « Taupinet » en 1969*



Aucun aménagement de sécurité n'a été réalisé au droit de la RD 20. La vitesse élevée des véhicules et la multiplicité des accès individuels sont à l'origine d'un risque accidentogène important, en particulier pour les piétons et les cyclistes. La question de la sécurisation des déplacements internes au village est posée.

Ce lieu d'habitat dispose d'un point d'accès au réseau de transports en commun, ainsi que d'un espace public central au carrefour entre la RD 20 et la rue de Taupinet.



*Espace public central et arrêt de bus*

- Compte-tenu de la superficie des espaces urbanisés, de la proximité du Bourg, de l'absence d'exploitation agricole et des possibilités de construction dans les dents creuses, ce village pourra être classé en zone urbaine U dans le futur PLU. Il est toutefois souhaitable de ne pas étendre le site au-delà des limites actuelles.

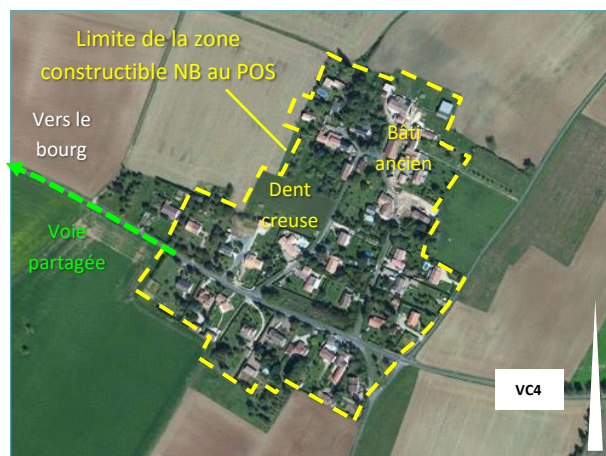


## LES HAMEAUX DÉVELOPPÉS

### Le hameau de « La Chaumillière »

Le hameau de « La Chaumillière » est un lieu d'habitat d'une superficie de 9,3 hectares, localisé à deux kilomètres du centre-bourg, auquel il est relié par une petite voie communale peu fréquentée. L'urbanisation s'est développée à partir d'un bâti ancien regroupé à l'écart de la voie communale en s'étendant vers le Sud, le long de ladite voie.

Ce site d'habitat s'inscrit dans un paysage agricole très ouvert avec l'omniprésence des grandes cultures. Son tissu bâti est peu dense. Il présente encore quelques espaces interstitiels ayant vocation à être bâtis. De nouveaux logements y sont régulièrement construits.

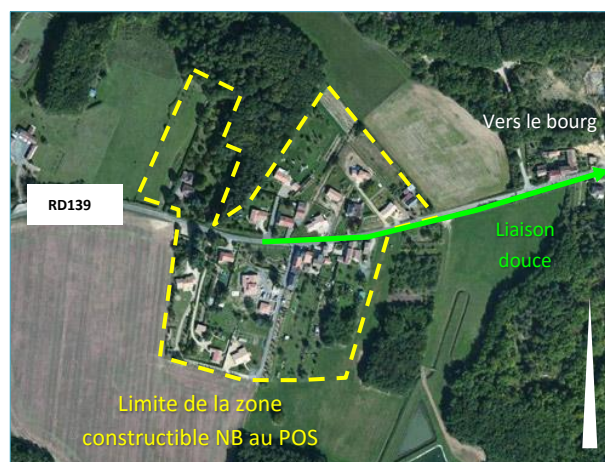


■ En raison de son dimensionnement, de l'absence d'exploitation agricole et de la possibilité d'accès au Bourg via une liaison douce, ce hameau pourra être classé en zone urbanisée U au Plan Local d'Urbanisme afin de permettre notamment l'implantation de quelques logements sur les dents creuses. Toute extension au-delà des espaces actuellement urbanisés doit toutefois être écartée.

### Le hameau du « Laurier Vert »

Ce hameau pavillonnaire s'est développé à partir d'un lieu-dit, à 800 mètres du Bourg, auquel il est relié par une liaison douce récemment aménagée par la commune. La RD 139 a été sécurisée et la sécurité routière est désormais satisfaisante sur ce site.

« Le Laurier Vert » s'inscrit dans un espace à dominante naturelle, à l'Ouest d'une vallée sèche. L'absence d'occupation agricole du site a favorisé une urbanisation pavillonnaire diffuse, avec l'implantation récurrente des constructions en second ou en troisième rang. Les droits à construire établis au POS favorisent l'étalement urbain sur ce site, avec le détachement de grandes parcelles.



■ En raison de son dimensionnement, de l'absence d'exploitation agricole et de la possibilité d'accès au Bourg via une liaison douce, ce hameau pourra être classé en zone urbanisée U au Plan Local d'Urbanisme afin de permettre notamment l'implantation de quelques logements sur les dents creuses. Toute extension au-delà des espaces actuellement urbanisés doit toutefois être écartée.



Un développement à maîtriser

### **Le hameau de « Bois Robert »**

Ce site d'habitat est localisé à deux kilomètres du Bourg. Il s'est développé à partir d'un lieu-dit, le long d'une petite voie communale, en retrait de la RD 20. L'urbanisation s'inscrit dans un contexte naturel à l'Est et agricole à l'Ouest (présence d'une exploitation agricole).

Le processus d'étalement urbain est important sur ce site : les habitations sont implantées de manière diffuse, sur de grandes parcelles. Le hameau comporte encore des espaces semi-naturels constructibles, qui sont potentiellement un support important pour la biodiversité (prairies, lisières des boisements...)

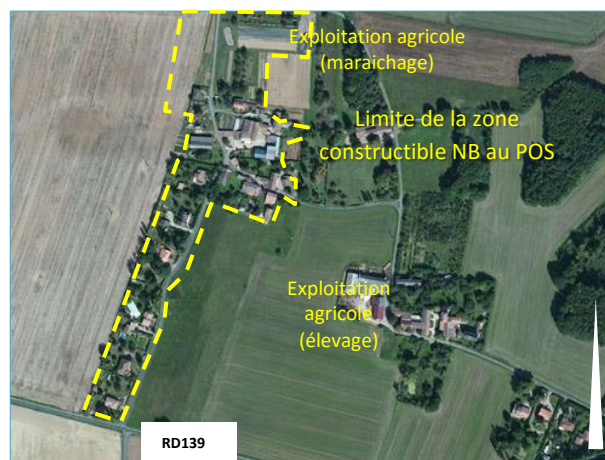


■ **En raison de son éloignement du Bourg, de la proximité d'une exploitation agricole, de l'étalement urbain en cours et des enjeux écologiques potentiels, il est souhaitable de ne pas poursuivre le développement de l'habitat sur ce site. Le hameau pourra judicieusement être classé en secteur de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL) au sens de la Loi afin d'autoriser l'évolution du bâti existant et la réalisation d'annexes, sans implantation de nouvelles habitations.**

### **Le hameau « d'Ambertin »**

Ce site d'habitat est localisé à plus de trois kilomètres du Bourg. Il s'est développé entre un secteur de bâti ancien groupé et la RD 139, le long d'une petite voie communale. L'urbanisation s'inscrit dans un contexte fortement agricole, au sein d'espaces de grandes cultures et à proximité de deux exploitations agricoles (élevage et maraîchage).

Le hameau comporte encore des espaces agricoles constructibles en extension sur sa partie Nord, en contact direct avec une exploitation maraîchère récente et en développement.



■ **En raison de son éloignement du Bourg, de la proximité de deux exploitations agricoles et de l'absence de disponibilités foncières au sein des espaces bâtis, il est souhaitable de ne pas poursuivre le développement de l'habitat sur ce site. Le hameau pourra judicieusement être classé en secteur de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL) au sens de la Loi afin d'autoriser l'évolution du bâti existant et la réalisation d'annexes, sans implantation de nouvelles habitations.**



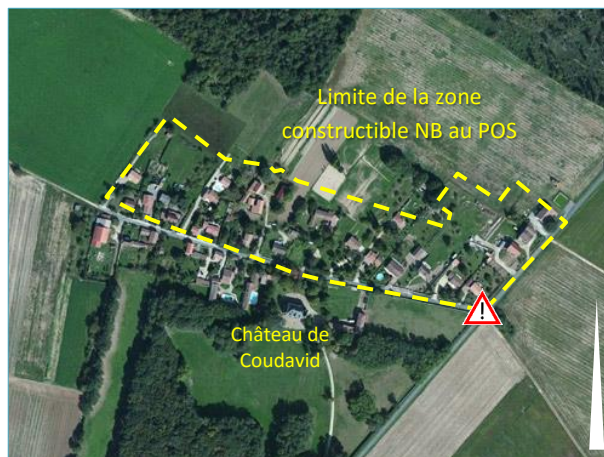
*Exploitation agricole à l'Est du site (élevage bovin)*



### Le hameau de « Coudavid »

Ce site d'habitat est localisé à plus de deux kilomètres du Bourg. Il s'est développé le long d'un chemin rural viabilisé, en impasse, en limite communale avec Saint-Julien-l'Ars. Le chemin rural dessert également le château de « Coudavid » et d'autres espaces résidentiels sur sa partie Sud.

Les constructions, essentiellement contemporaines, sont implantées sur un parcellaire « en bandes », parfois en second ou en troisième rang. Compte-tenu de l'absence de disponibilités foncières directes, l'urbanisation tend à concerner les fonds de parcelle, sur la partie Nord, rognant ainsi des espaces semi-naturels.



Le hameau est équipé d'une réserve d'eau pour la lutte contre l'incendie. Son accès par la RD1 présente un certain niveau de danger lorsque les conditions météorologiques sont dégradées (brouillard, circulation nocturne...).

- En raison de son éloignement du Bourg, de la proximité du château et de l'absence de disponibilités foncières directes au sein des espaces bâtis, il est souhaitable de ne pas poursuivre le développement de l'habitat sur ce site. Le hameau pourra judicieusement être classé en secteur de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL) au sens de la Loi afin d'autoriser l'évolution du bâti existant et la réalisation d'annexes, sans implantation de nouvelles habitations.

## LES LIEUX-DITS

Les lieux-dits sont peu nombreux sur le territoire communal et sont souvent constitués d'une seule habitation, accompagnée de ses dépendances. Certains de ces sites d'habitat sont directement liés à une exploitation agricole.

### Les lieux-dits pavillonnaires

Il s'agit de petits sites d'habitat ayant bénéficié de droits à construire au POS (zones NB). L'implantation fréquente d'une ou deux habitations en extension n'a pas eu d'impact majeur sur l'organisation du territoire communal, mais elle favorise un mitage de l'espace agricole et naturel par les nouvelles constructions, ce qui est contraire aux principes imposés par les lois d'urbanisme en vigueur.

Ces possibilités de développement ne pourront donc pas être reconduites au PLU. Les sites d'habitat concernés sont les suivants : « Noussec », « Les Chevaliers », « Lavoux-Martin », « La Bourge », « Les Vernas », « La Baubinière », « La Brunetière ».



« La Baubinière » et « La Brunetière »

Dans le cadre du projet de PLU, les lieux-dits pavillonnaires ne pourront pas être définis comme étant des « secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées » au sens de la Loi, en raison de leur isolement géographique. Le Code de l'Urbanisme prévoit en effet que la délimitation des STECAL doit rester « exceptionnelle », ce qui réserve de fait cette possibilité aux hameaux les plus importants.

- Ces lieux-dits ont donc vocation à être intégrés aux zones agricoles ou naturelles du PLU, selon le contexte spatial dans lequel ils s'inscrivent. Conformément aux dispositions introduites par la Loi d'Avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt du 13 Octobre 2014, ce classement autorisera les extensions des bâtiments d'habitation dès lors que cette extension ne compromet pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site.

### **Les autres lieux-dits**

Les maisons d'habitation isolées dans l'espace rural et qui ne sont pas intégrées dans un site d'activité agricole constituent les autres lieux-dits de la commune.

Dans le cadre du projet de PLU, ces lieux-dits à vocation d'habitat ne pourront pas être définis comme étant des « secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées » au sens de la Loi, en raison de leur isolement géographique. Le Code de l'Urbanisme prévoit en effet que la délimitation des STECAL doit rester « exceptionnelle », ce qui réserve de fait cette possibilité aux hameaux les plus importants.

- Ces lieux-dits ont donc vocation à être intégrés aux zones agricoles ou naturelles du PLU, selon le contexte spatial dans lequel ils s'inscrivent. Conformément aux dispositions introduites par la Loi d'Avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt du 13 Octobre 2014, ce classement autorisera les extensions des bâtiments d'habitation dès lors que cette extension ne compromet pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site.



## **DEUXIÈME PARTIE**

# **DIAGNOSTIC ENVIRONNEMENTAL**

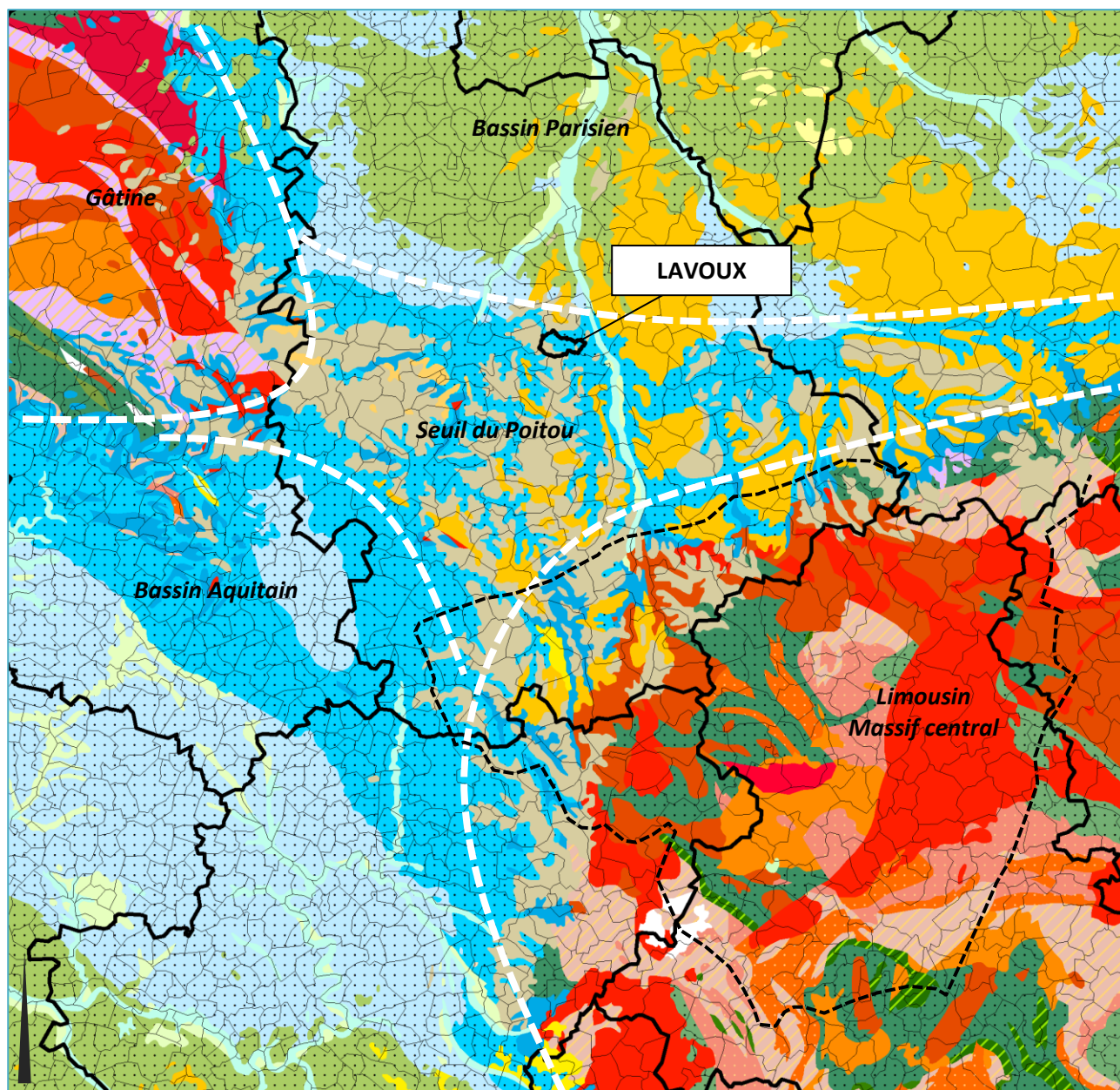


## LA GÉOLOGIE ET LA TOPOGRAPHIE

### Contexte géologique régional

Le Seuil du Poitou correspond à un plateau (altitude allant de 70 à 150 mètres) qui se relève, au Nord-Ouest, vers la Gâtine vendéenne et, au Sud-Est, vers le Limousin. Le territoire de Lavoux (feuille géologique de Chauvigny) est situé dans la partie centrale du Seuil du Poitou. Cette partie du Seuil du Poitou est définie comme le « détroit poitevin », où les calcaires du Jurassique moyen s'enfoncent en direction du bassin parisien.

### Contexte géologique micro-régional



Source : SIG PARCOURS, données IGN GeoFLA et BRGM - Échelle : 1/850 000



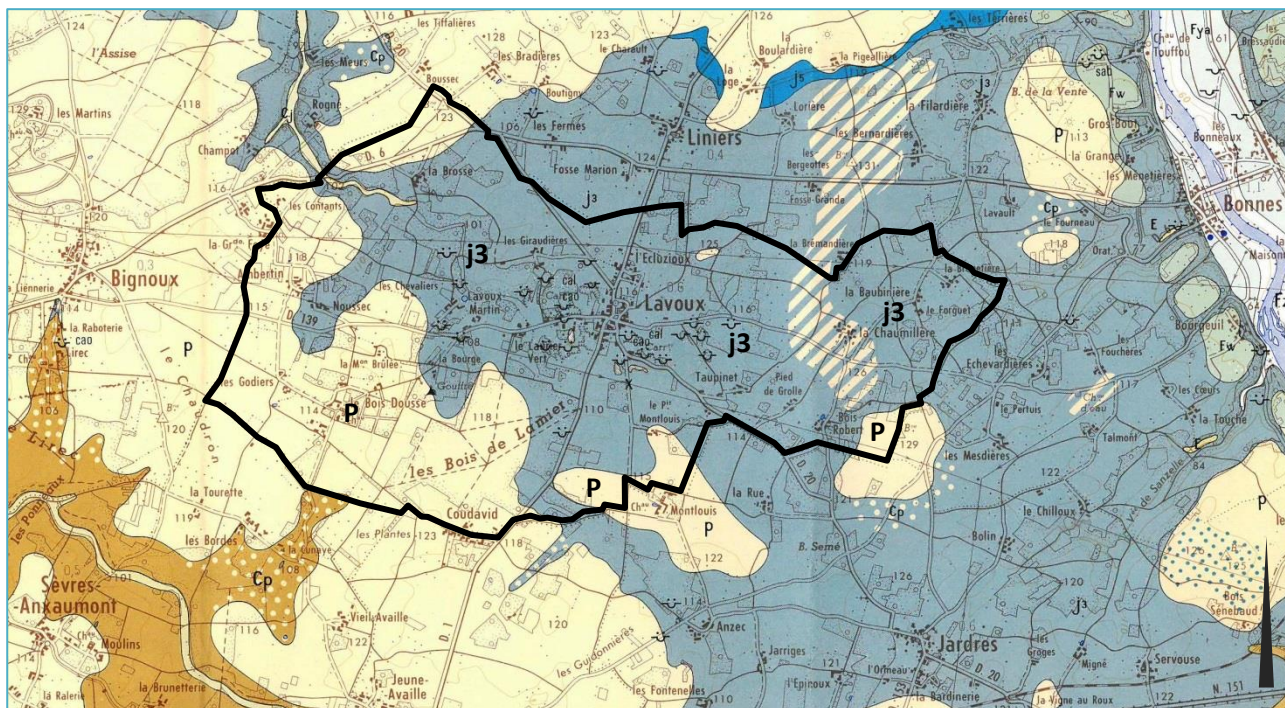
L'histoire géologique du Chauvinois, telle que décrite dans la notice de la carte géologique n° 590, peut se résumer ainsi :

- 1) Immersion du seuil à partir du Lias inférieur jusqu'au Jurassique supérieur.
- 2) Émersion au Crétacé inférieur et érosion des terrains du Jurassique supérieur.
- 3) Immersion probable au Crétacé supérieur. Les dépôts de la transgression cénomaniennne sont visibles à quelques kilomètres au Nord de la feuille.
- 4) Émersion durant l'ère tertiaire. Les dépôts de formations continentales et lacustres permettent de distinguer plusieurs phases durant cette période :
  - a) À l'Éocène, l'érosion met à nu les calcaires du Jurassique moyen (Bajocien-Bathonien) qui subissent une karstification. Ces karsts disparaissent sous un épandage d'origine continentale en provenance des massifs anciens. Une nouvelle phase érosive détruit partiellement cette formation.
  - b) À la fin de l'Éocène et au début de l'Oligocène, des dépôts lacustres recouvrent les terrains jurassiques et éocènes.
  - c) Au Pliocène et au Quaternaire, l'érosion se poursuit, localement compensée par des dépôts continentaux. Le réseau hydrographique se met progressivement en place.

### **Contexte géologique local**

Les entités géologiques affleurant avec la surface sont les suivantes. Elles sont présentées dans un ordre chronologique de formation.

#### **Contexte géologique local**



Source : Carte géologique n°590 (Chauvigny), BRGM – Échelle approximative : 1/60 000

**j3 - Callovien. Calcaire oolithique, calcaire fin (35 à 45 mètres).** Les calcaires attribués au Callovien occupent la partie Nord de la feuille. Cet étage géologique se présente, d'Ouest en Est, sous plusieurs faciès. Au centre, les nombreuses carrières ouvertes à Lavoux permettent de suivre la succession décrite par E. Cariou (1961), de bas en haut :

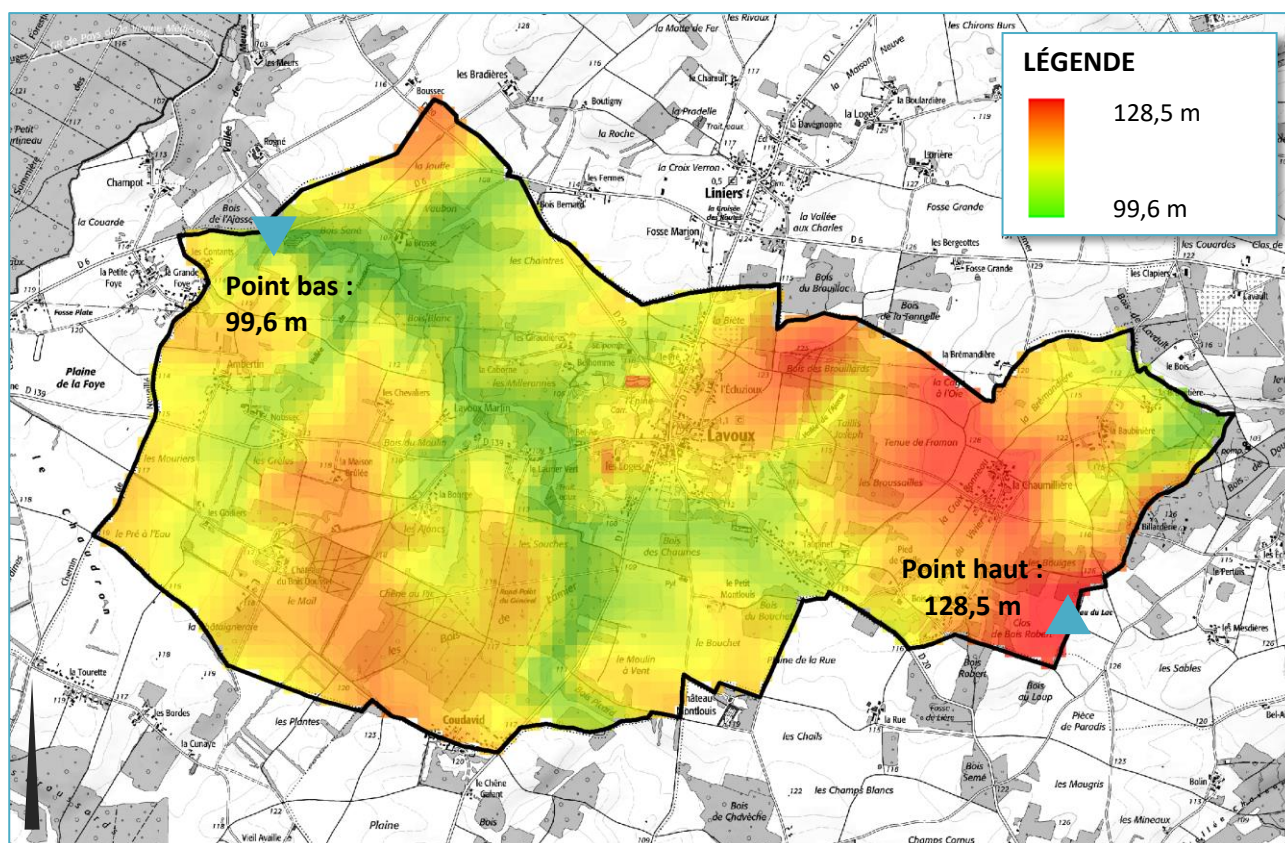
- 20 mètres environ de calcaire blanc, crayeux, en bancs épais de 1 à 2 mètres, renfermant à leur base *Grossouvreia cf. subbackeriae* et au sommet, *Reineckeia anceps*. Ils contiennent également des Nautilus et *Ctenostreon* ;
- 0,50 mètre de calcaire à silex gris-bleu ;
- 1,50 mètre de calcaire blanc, crayeux à *Reineckeia anceps*, Lamellibranches et bois fossiles ;
- Une vingtaine de mètres de calcaire blanc oolithique, à grain fin et ciment de calcite. C'est la « pierre à grains » des carriers dans laquelle ont été signalés des Polypiers et des restes de vertébrés marins. M. Brunet (Laboratoire de paléontologie des Vertébrés de l'Université de sciences de Poitiers) a déterminé des Reptiles, Crocodiliens (*Metriorhynchus aff. morelli*) et Pléiosaure (*Pliosaurus*) ainsi que des poissons sélaciens (*Asteracanthus* et *Acrodus*) et un Actinoptérygien (*Macromesodon*). Un phénomène de silicification secondaire affecte localement cette assise ; il se traduit par des calcaires silicifiés bruns et blancs, zonés, pouvant parfois atteindre 2 mètres de diamètre (E. Cariou et G. Mathieu, 1959) ;
- 3,50 mètres de calcaire brun, graveleux à rares oolites, contenant des Foraminifères dont *Trocholina elongata*.

**P - Dépôts alluviaux (0,50 à 10 mètres).** Le plateau situé entre Vienne et Clain est tapissé par un important épandage détritique qui recouvre les terrains jurassiques, éocènes et oligocènes. Ce sont des argiles bariolées blanches et rouges, sableuses, à graviers de quartz et pisolithes ferrugineuses.

### La topographie

La commune de Lavoux est localisée sur un plateau au relief peu marqué, d'altitude moyenne comprise entre 110 et 115 mètres. Le dénivelé global est faible : le point le plus bas du territoire communal est situé à une altitude de 99,6 mètres (« Vallée des Meurs » au niveau du Bois Sené) et le point le plus haut est situé à une altitude de 128,5 mètres, au Sud-Est de la commune (« Clos de Bois Robert »).

#### Relief de la commune



Source : SIG PARCOURS, Cadastre DGFIP, données IGN SCAN 25 et BD Alti 75 – Échelle : 1/40 000

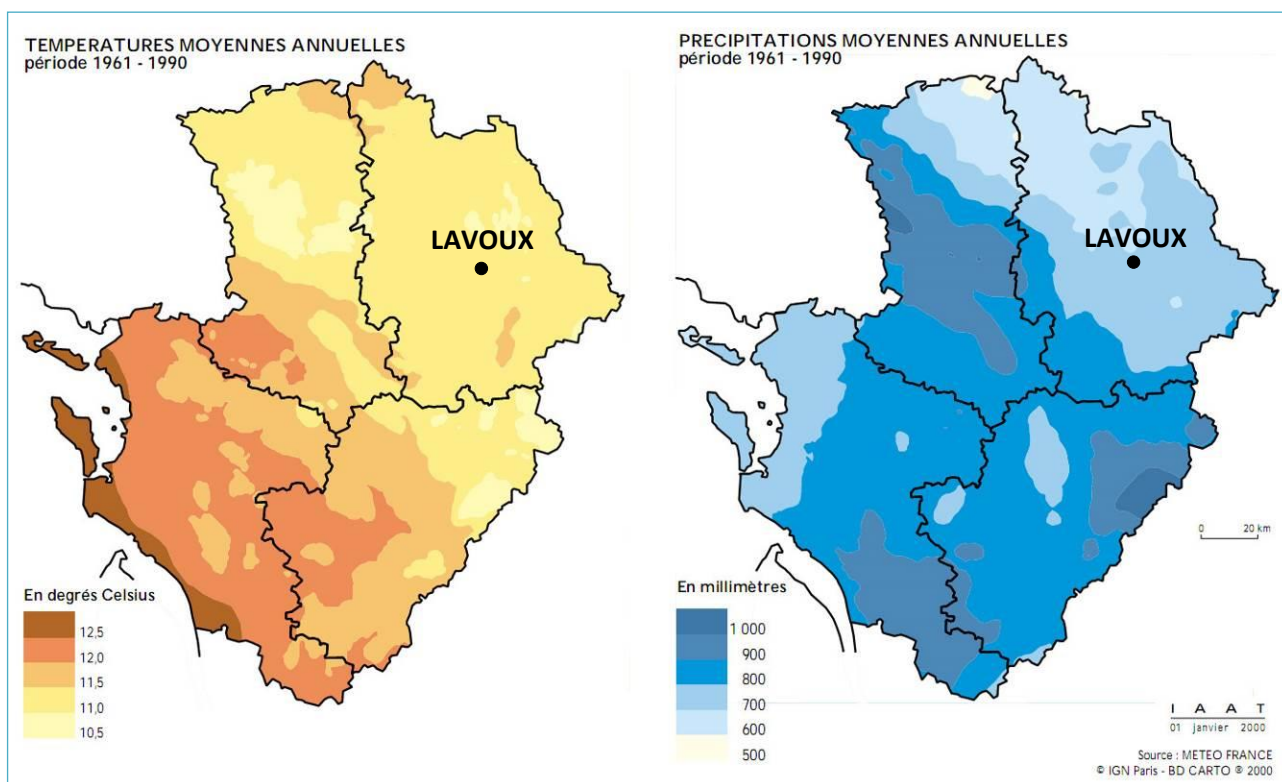


Le Bourg est implanté en éminence d'une légère élévation située autour du Bois des Brouillars, approximativement 10 à 15 mètres au-dessus de la vallée sèche qui traverse la commune selon un axe Nord-Ouest/Sud. Les petits vallons perpendiculaires sont également clairement repérables sur la carte topographique.

Lors des périodes climatiques plus humides, les eaux de ruissellement qui ont façonné ce relief ont également creusé les vallées sèches qui entaillent le paysage communal. Elles constituent le seul élément topographique marquant du territoire communal.

## LE CLIMAT

Le climat local présente un caractère doux et sec affirmé. La faible hauteur des précipitations s'explique en particulier par un effet d'abri généré par les faibles reliefs de la Vendée et de la Gâtine. Ces secteurs concentrent en effet les précipitations venues de l'Atlantique, ce qui assèche les masses d'air et réduit les précipitations sur les parties Nord et Est de la Vienne.



Source : Météo France, données IGN BD Carto - Réalisation : IAAT (Janvier 2000 )

Les données statistiques sur la climatologie au niveau du secteur d'étude proviennent de la station Météo-France de Poitiers-Biard (aéroport situé à l'Ouest de l'agglomération de Poitiers, à environ 17 kilomètres à l'Ouest de la commune de Lavoux). La période d'observation est suffisamment longue pour permettre d'étudier les précipitations, les températures et les vents de façon fiable et significative. Elle couvre ainsi 30 années : de 1981 à 2010 pour les températures et les précipitations, de 1968 à 1997 pour les données relatives au vent.

### Les températures

Les températures moyennes s'échelonnent de 4,6°C en hiver à plus de 19,4°C en été.

Période de référence Avril 2014	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Températures moy. mini. (°C)	1,5	1,3	3,1	4,9	8,6	11,5	13,4	13,1	10,4	8,2	4,0	2,0
Températures mini. record (°C)	-17,9	-17,3	-13,1	-5,6	-2,7	0,8	1,5	0,8	0,8	-6,5	-10,0	-16,5
Températures moy. maxi. (°C)	7,8	9,3	12,9	15,5	19,5	23,2	25,8	25,7	22,2	17,4	11,5	8,2
Températures maxi. record (°C)	17,7	21,8	25,1	29,3	33,6	38,0	10,8	39,6	34,8	30,9	22,4	19,0

Source : données météorologiques de la station Météo France de Poitiers

### Les précipitations

Les précipitations annuelles sont de 685,6 mm par an en moyenne. 109 jours avec précipitations sont comptabilisés dans l'année. Les plus forts abats d'eau sont observés lors du passage des orages estivaux.

Période de référence Avril 2014	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Ht. moy. des précipitations (mm)	61,8	46,2	47,4	56,1	62,6	51,5	50,5	41,2	51,1	75,6	72,8	68,8
Ht. maxi. des précipitations (mm)	37,6	29,0	37,3	41,3	92,3	70,6	60,0	49,8	48,9	57,6	51,3	54,3

Source : données météorologiques de la station Météo France de Poitiers

### L'ensoleillement

On comptabilise en moyenne 1 888 heures d'ensoleillement par an à Poitiers, ce qui est relativement important. Il est également relevé 131 jours avec faible ensoleillement et 69 jours avec fort ensoleillement en moyenne annuelle.

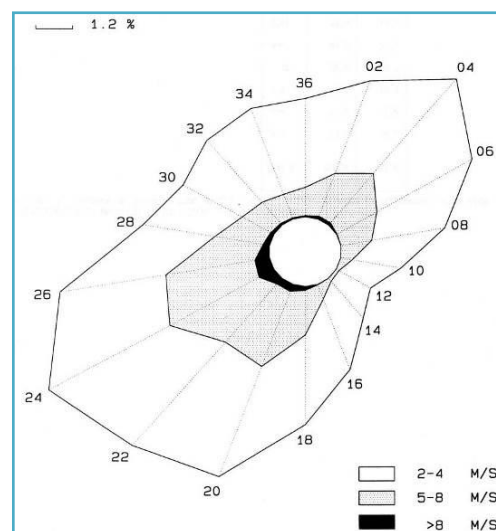
Période de référence Avril 2014	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Durée d'ensoleillement moy. (h)	69,7	96,1	153,8	174,6	206,5	232,9	242,7	241,8	194,2	128,8	82,6	65,2
Durée d'ensoleillement maxi. (h)	101,5	160,3	227,4	316,0	294,6	302,5	300,4	303,3	298,6	181,9	127,4	124,7

Source : données météorologiques de la station Météo France de Poitiers

### Les vents

Les vents dominants viennent de l'Ouest et du Sud-Ouest. Ils apportent les précipitations venues de l'Atlantique. Les vents secondaires, quant à eux, viennent du Nord-Est. On enregistre chaque année 30 à 40 jours de vents violents (rafales dépassant les 57 km/h). Les vents de vitesse inférieure à 2 m/s représentent 16.6%.

**Données anémométriques**  
**Rose des vents de Poitiers (1968/1997)**  
Fréquences en pourcentage des vents supérieurs à 2 m/s  
par groupe de vitesse et directions.  
Valeurs trihoraires de 00 à 21 heures.





## L'HYDROLOGIE

### L'hydrologie de surface

Les caractéristiques géologiques de la commune (sols calcaires perméables) induisent une rareté des écoulements d'eau superficiels. Les eaux de pluie s'infiltrant rapidement dans le sol et alimentent les nappes aquifères du jurassique citées ci-dessous.

Le réseau hydrologique est uniquement souterrain et l'eau n'est présente à la surface de la commune que sous forme de mares existant grâce au caractère imperméable des argiles qui surmontent les couches calcaires du Jurassique.

Les mares sont sensibles aux variations saisonnières et peuvent souffrir d'assecs en période estivale.

### Le réseau hydrographique souterrain

L'histoire géologique du territoire évoquée plus tôt induit des différences de perméabilité des roches. Les pendages des couches géologiques sont à l'origine de la présence, sous la commune, de deux aquifères<sup>39</sup> :

- › « Calcaires et marnes du Dogger du bassin versant du Clain » (masse d'eau de rang 1).
- › « Calcaires et marnes du Dogger du bassin versant de la Vienne » (masse d'eau de rang 1).

Leur situation a déterminé la délimitation des Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux qui impactent la commune. Les SAGE du Clain et de la Vienne recouvrent en effet parfaitement les limites des aquifères.

## PROTECTION DE LA RESSOURCE HYDROGRAPHIQUE

### Eutrophisation des eaux

La commune de Lavoux a été classée en zone sensible à l'eutrophisation de ses eaux superficielles selon l'Arrêté ministériel relatif au Bassin Loire-Bretagne en date du 9 Décembre 2009, en application de la Directive n°91/271/CEE du Conseil des Communautés Européennes du 21 Mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires.

Ce phénomène correspond à un enrichissement de l'eau en éléments nutritifs tels que l'Azote et/ou le Phosphore, qui provoquent un développement accéléré des algues et végétaux aquatiques. Il est ainsi à l'origine d'un déséquilibre des organismes présents dans l'écosystème aquatique ainsi que d'une dégradation de la qualité des eaux.

### Vulnérabilité aux nitrates

La commune de Lavoux a été classée en zone vulnérable aux nitrates d'origine agricole selon l'Arrêté du Préfet coordonnateur du Bassin Loire-Bretagne en date du 21 Décembre 2012.

Par conséquent, l'Arrêté relatif au programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole est applicable. Il définit les mesures et actions

---

<sup>39</sup> Source : Office International de l'Eau, DREAL Poitou-Charentes.

nécessaires à une bonne maîtrise de la fertilisation azotée et à une gestion adaptée des terres agricoles en vue de limiter les fuites de composés azotés à un niveau compatible avec les objectifs de restauration et de préservation, pour le paramètre nitrates, de la qualité des eaux superficielles et souterraines dans la zone vulnérable du département.

### **Zone de Répartition des Eaux (ZRE)**

Une Zone de Répartition des Eaux (ZRE) se caractérise par une insuffisance chronique des ressources en eau par rapport aux besoins.

L'inscription d'un bassin en ZRE constitue un moyen, pour l'État, d'assurer une meilleure maîtrise de la demande en eau afin d'assurer au mieux la préservation des écosystèmes aquatiques et de concilier les usages économiques de l'eau.

Le Préfet coordonnateur de bassin arrête la délimitation des ZRE et les communes de bassins versants sont listées par Arrêtés Préfectoraux. Ainsi, selon l'Arrêté Préfectoral n°2010/DDT/SEB/974 du 30 Décembre 2010 modifié par l'Arrêté du 5 Avril 2011, la commune de Lavoux figure parmi les communes concernées par la Zone de Répartition des Eaux souterraines.

### **Objectif de qualité des masses d'eau (cours d'eau et masses d'eau souterraines)**

L'Arrêté du 12 Janvier 2010 relatif aux méthodes et aux critères à mettre en œuvre pour délimiter et classer les masses d'eau et dresser l'état des lieux prévu à l'article R.212-3 du Code de l'Environnement, a permis la catégorisation des unités hydrographiques (eaux de surface) ou hydrogéologique (eaux souterraines) et la définition d'un état et d'un échéancier de qualité pour celles-ci. Ce classement vise à atteindre un « bon état des eaux » et la non-dégradation de l'existant et fixe un calendrier de réalisation à partir d'états des lieux.

La qualité des eaux est établie pour les cinq altérations décrites dans le tableau suivant.

<b>Matières organiques et oxydables (MOOX)</b>	Altération prenant en compte la présence de matières organiques carbonées ou azotées susceptibles de consommer de l'oxygène du cours d'eau.
<b>Matières azotées (hors nitrates)</b>	Altération prenant en compte la présence de nutriments ( $\text{NH}_4^+$ , $\text{NJK}$ et $\text{NO}_2$ ) de type matières azotées susceptibles d'augmenter le développement des végétaux aquatiques.
<b>Nitrates</b>	Altération prenant en compte la présence de nitrates participant en tant que nutriments au processus d'eutrophisation des cours d'eau et gênant la production d'eau potable.
<b>Matières phosphorées</b>	Altération prenant en compte la présence de nutriments de type matières phosphorées ( $\text{PO}_4$ , phosphore total) constituant des nutriments pour la croissance des végétaux et étant considérés comme des facteurs de maîtrise de la croissance du phytoplancton.
<b>Phytoplancton ou Effets des proliférations végétales</b>	Altération prenant en compte, à travers les teneurs en chlorophylle, le développement des micro-algues en suspension dans l'eau. La prolifération des algues, entraînant une dégradation de la qualité de l'eau, est liée à un excès de nutriments (phosphore et azote).

Les objectifs de qualité correspondent aux niveaux de qualité fixés pour un tronçon de cours d'eau à une échéance déterminée, afin que celui-ci puisse remplir la ou les fonctions jugées prioritaires (eau potabilisable, baignade, vie piscicole, équilibre biologique...). Ils se traduisent par une liste de valeurs à ne pas dépasser pour un certain nombre de paramètres. En outre, la Directive Cadre sur l'Eau (Directive CE

n°2000/60 du 23 Octobre 2000) imposait aux états membres de l'Union Européenne de parvenir d'ici 2015 à un bon état écologique des eaux de surface européennes. Cet objectif peut être repoussé à 2021 ou 2027 pour les cours d'eau et masses d'eau jugés secondaires ou rencontrant des difficultés particulières de protection et/ou de restauration.

Pour la commune de Lavoux, un état des lieux a été réalisé en 2015 pour les masses d'eau souterraines. Cet état des lieux a permis de définir les objectifs de qualité suivants :

- › « Calcaires et marnes du Dogger du bassin versant du Clain » (masse d'eau de rang 1).  
**Objectif de bon état quantitatif en 2021 et de bon état chimique en 2027 en raison de la présence de nitrates.**
- › « Calcaires et marnes du Dogger du bassin versant de la Vienne » (masse d'eau de rang 1).  
**Objectif de bon état quantitatif en 2015 et de bon état chimique en 2015.**

État des lieux 2015	Très Bon	Bon	Moyen	Médiocre	Mauvais
<b>« Calcaires et marnes du Dogger du bassin versant du Clain »</b>					
État quantitatif					
État chimique					
<b>« Calcaires et marnes du Dogger du bassin versant de la Vienne »</b>					
État quantitatif					
État chimique					

Source : SDAGE Loire-Bretagne

### **Classement des cours d'eau au titre de l'article L.214-17 du Code de l'Environnement**

La Loi sur l'Eau du 31 Décembre 2006 a introduit deux nouveaux types de classement pour les cours d'eau, en vertu de l'article L.214-17 du Code de l'Environnement : un classement en « liste 1 » en vue de préserver les cours d'eau ciblés de toute nouvelle atteinte à la continuité écologique, et un classement en « liste 2 » en vue de rétablir la continuité sur les ouvrages existants sur les cours d'eau identifiés.

La commune de Lavoux n'est pas concernée.

### **Protection des migrateurs**

L'objectif 9A1 du SDAGE Loire-Bretagne définit des « axes Grands Migrateurs » (migrateurs amphihalins). Il s'agit de cours d'eau, parties de cours d'eau ou canaux dans lesquels une protection complète des poissons migrateurs vivant alternativement en eau douce et en eau salée est nécessaire.

Ce classement a été élaboré à partir des connaissances disponibles au Printemps 2009 pour la mise en œuvre de mesures de protection et de restauration.

La commune de Lavoux n'est pas concernée.

### **Réglementation concernant les plans d'eau**

Les plans d'eau ont de nombreuses fonctions : loisirs, pêche, réserves pour l'irrigation... Ils sont souvent une composante de la culture locale et jouent un rôle social réel. Toutefois, leur multiplication entraîne des conséquences néfastes sur les milieux : atteinte aux peuplements piscicoles et à la continuité écologique. Pour les plans d'eau existants, il est nécessaire de sensibiliser les propriétaires sur l'importance d'un



entretien régulier des ouvrages visant à diminuer l'impact des vidanges sur l'environnement et empêcher l'introduction d'espèces indésirables dans l'environnement : poissons, écrevisses de Louisiane...

L'amélioration de la continuité écologique (cf. partie « Trame verte et bleue » ci-après) peut passer par la déconnexion des plans d'eau en travers des cours d'eau (création d'un contournement).

Le SDAGE Loire-Bretagne, dans son objectif 1E, prévoit de limiter et encadrer la création de nouveaux plans d'eau.

### **Protection des zones humides**

Le SDAGE Loire-Bretagne prévoit, dans son objectif 8, de « préserver les zones humides ». En matière d'aménagement, les projets de la collectivité pouvant porter atteinte à une zone humide devront être compatibles avec la mesure 8B2 qui prévoit que :

*Les maîtres d'ouvrage de projets impactant une zone humide cherchent une autre implantation à leur projet, afin d'éviter de dégrader la zone humide.*

*À défaut d'alternative avérée et après réduction des impacts du projet, dès lors que sa mise en œuvre conduit à la dégradation ou à la disparition de zones humides, la compensation vise prioritairement le rétablissement des fonctionnalités.*

*À cette fin, les mesures compensatoires proposées par le maître d'ouvrage doivent prévoir la recréation ou la restauration de zones humides, cumulativement :*

- équivalente sur le plan fonctionnel ;*
- équivalente sur le plan de la qualité de la biodiversité ;*
- dans le bassin versant de la masse d'eau.*

*En dernier recours, et à défaut de la capacité à réunir les trois critères listés précédemment, la compensation porte sur une surface égale à au moins 200 % de la surface, sur le même bassin versant ou sur le bassin versant d'une masse d'eau à proximité.*

*Conformément à la réglementation en vigueur et à la doctrine nationale « éviter, réduire, compenser », les mesures compensatoires sont définies par le maître d'ouvrage lors de la conception du projet et sont fixées, ainsi que les modalités de leur suivi, dans les actes administratifs liés au projet (autorisation, récépissé de déclaration...).*

*La gestion, l'entretien de ces zones humides compensées sont de la responsabilité du maître d'ouvrage et doivent être garantis à long terme.*

Afin de prendre en compte cet enjeu, le travail réalisé dans le cadre de l'inventaire des zones humides à préserver dans le contexte des SAGE de la Vienne et du Clain sont intégrés aux documents du Plan Local d'Urbanisme. Les zones humides répertoriées, ainsi que leur typologie, sont cartographiées ci-après. Elles sont par ailleurs incluses au règlement graphique du PLU.

**Les zones humides doivent être prises en considération lors d'éventuelles opérations d'aménagement afin de les préserver ainsi que leurs biotopes. Elles devront être protégées d'éventuelles pollutions, notamment grâce à la préservation de végétation présente à proximité, notamment les ripisylves.**

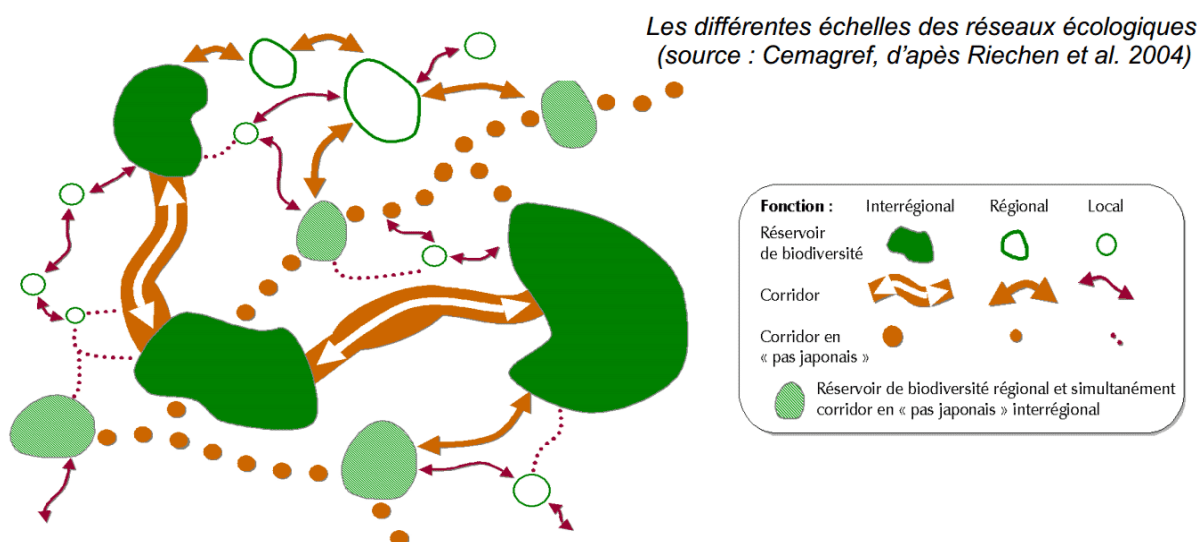


# LA TRAME VERTE ET BLEUE

« La Trame verte et bleue, réseau écologique formé de continuités écologiques terrestres et aquatiques (identifiées par les schémas régionaux de cohérence écologique ainsi que par les documents de l'État, des collectivités territoriales et de leurs groupements auxquels des dispositions législatives reconnaissent la compétence d'identifier, de délimiter ou de localiser ces continuités), est un outil d'aménagement durable du territoire qui contribue à enrayer la perte de biodiversité, à maintenir et restaurer ses capacités d'évolution et à préserver les services rendus, en prenant en compte les activités humaines.

La Trame verte et bleue contribue à l'état de conservation favorable des habitats naturels et des espèces et au bon état écologique des masses d'eau. Elle doit permettre aux espèces animales et végétales de se déplacer pour assurer leur cycle de vie et favoriser leur capacité d'adaptation.

Les continuités écologiques constitutives de la Trame verte et bleue comprennent deux types d'éléments: des « réservoirs de biodiversité » et des « corridors écologiques ».



La Trame verte et bleue d'un territoire constitue par elle-même un réseau écologique dont la fonctionnalité repose sur la préservation ou la remise en bon état des continuités écologiques qui le composent. La préservation des continuités écologiques vise au moins le maintien de leur fonctionnalité. La remise en bon état des continuités écologiques vise le rétablissement ou l'amélioration de leur fonctionnalité. Cette fonctionnalité des continuités écologiques s'apprécie notamment au regard :

- de la diversité et la structure des milieux qui leur sont nécessaires et de leur niveau de fragmentation ;
- des interactions entre milieux, entre espèces et entre espèces et milieux ;
- de la densité nécessaire à l'échelle du territoire concerné.

La fonctionnalité de la Trame verte et bleue sur un territoire sera confortée par la qualité écologique des espaces situés en dehors des réservoirs de biodiversité ou des corridors écologiques, et leur contribution au fonctionnement écologique global du territoire. »

Extraits du document-cadre pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques

### **Article L.371-1 du Code de l'Environnement**

*I - La trame verte et la trame bleue ont pour objectif d'enrayer la perte de biodiversité en participant à la préservation, à la gestion et à la remise en bon état des milieux nécessaires aux continuités écologiques, tout en prenant en compte les activités humaines, et notamment agricoles, en milieu rural. À cette fin, ces trames contribuent à :*

- 1° Diminuer la fragmentation et la vulnérabilité des habitats naturels et habitats d'espèces et prendre en compte leur déplacement dans le contexte du changement climatique ;*
- 2° Identifier, préserver et relier les espaces importants pour la préservation de la biodiversité par des corridors écologiques ;*
- 3° Mettre en œuvre les objectifs visés au IV de l'article L.212-1 et préserver les zones humides visées aux 2° et 3° du III du présent article ;*
- 4° Prendre en compte la biologie des espèces sauvages ;*
- 5° Faciliter les échanges génétiques nécessaires à la survie des espèces de la faune et de la flore sauvages ;*
- 6° Améliorer la qualité et la diversité des paysages.*

#### **II. — La trame verte comprend :**

- 1° Tout ou partie des espaces protégés au titre du présent livre et du titre I<sup>er</sup> du livre IV ainsi que les espaces naturels importants pour la préservation de la biodiversité ;*
- 2° Les corridors écologiques constitués des espaces naturels ou semi-naturels ainsi que des formations végétales linéaires ou ponctuelles, permettant de relier les espaces mentionnés au 1° ;*
- 3° Les surfaces mentionnées au I de l'article L.211-14.*

#### **III. — La trame bleue comprend :**

- 1° Les cours d'eau, parties de cours d'eau ou canaux figurant sur les listes établies en application de l'article L.214-17 ;*
  - 2° Tout ou partie des zones humides dont la préservation ou la remise en bon état contribue à la réalisation des objectifs visés au IV de l'article L.212-1, et notamment les zones humides mentionnées à l'article L.211-3 ;*
  - 3° Les cours d'eau, parties de cours d'eau, canaux et zones humides importants pour la préservation de la biodiversité et non visés aux 1° ou 2° du présent III.*
- [...]

### **Article R.371-19 du Code de l'Environnement**

*I. — Les continuités écologiques constituant la trame verte et bleue comprennent des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques.*

*II. — Les réservoirs de biodiversité sont des espaces dans lesquels la biodiversité est la plus riche ou la mieux représentée, où les espèces peuvent effectuer tout ou partie de leur cycle de vie et où les habitats naturels peuvent assurer leur fonctionnement en ayant notamment une taille suffisante, qui abritent des noyaux de populations d'espèces à partir desquels les individus se dispersent ou qui sont susceptibles de permettre l'accueil de nouvelles populations d'espèces.*

*Un réservoir de biodiversité peut être isolé des autres continuités de la trame verte et bleue lorsque les exigences particulières de la conservation de la biodiversité ou la nécessité d'éviter la propagation de maladies végétales ou animales le justifient.*

*Les espaces définis au 1° du II de l'article L.371-1 constituent des réservoirs de biodiversité.*

*III. — Les corridors écologiques assurent des connexions entre des réservoirs de biodiversité, offrant aux espèces des conditions favorables à leur déplacement et à l'accomplissement de leur cycle de vie.*

*Les corridors écologiques peuvent être linéaires, discontinus ou paysagers.*

*Les espaces mentionnés aux 2° et 3° du II de l'article L.371-1 constituent des corridors écologiques.*

*IV. — Les cours d'eau, parties de cours d'eau et canaux mentionnés au 1° et au 3° du III de l'article L.371-1 constituent à la fois des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques.*

*Les zones humides mentionnées au 2° et au 3° du III de l'article L.371-1 constituent des réservoirs de biodiversité ou des corridors écologiques ou les deux à la fois.*



### La prise en compte de la trame verte et bleue dans les documents d'urbanisme

La loi prévoit que « les collectivités territoriales [...] prennent en compte les Schémas Régionaux de Cohérence Écologique (SRCE) lors de l'élaboration ou de la révision de leurs documents [...] d'urbanisme ».

Cette notion de « prise en compte » induit une obligation de compatibilité sous réserve de possibilités de dérogation pour des motifs déterminés, avec un contrôle approfondi du juge sur la dérogation.


Dans le cadre des Plans Locaux d'urbanisme, la compatibilité est appréciée au regard des objectifs de préservation de la biodiversité ainsi que du maintien et de la restauration des continuités écologiques exprimés dans l'article L.101-2 du Code de l'Urbanisme.

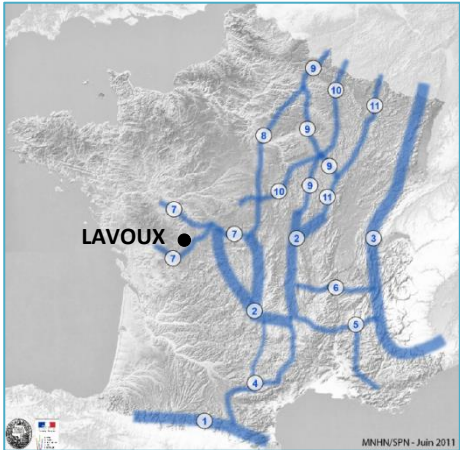
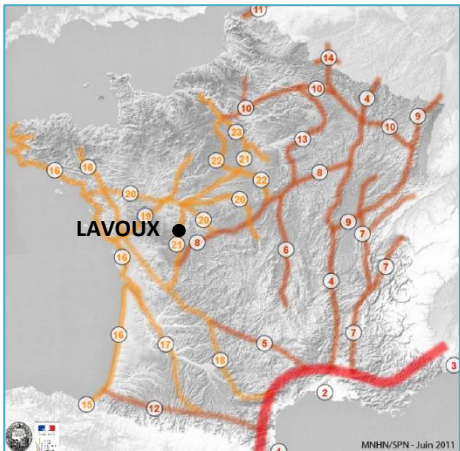
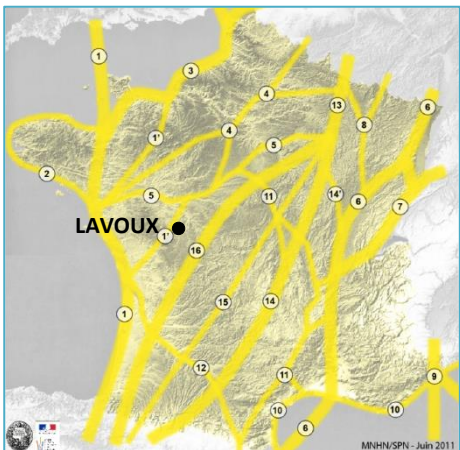
Afin de mettre en œuvre ces orientations et en complément des autres outils réglementaires du PLU, l'article R.151-43 du Code de l'Urbanisme donne la possibilité de définir « les espaces et secteurs contribuant aux continuités écologiques et définir des règles nécessaires à leur maintien ou à leur remise en état ».

- **Le respect de ces objectifs et la mise en place d'une programmation environnementale nécessitent d'identifier au préalable les éléments constitutifs de la trame verte et bleue locale. Les données qui suivent constituent un support de réflexion en ce sens.**

## LA COMMUNE DANS LE RÉSEAU NATIONAL DES CONTINUITÉS ÉCOLOGIQUES

Les informations contenues dans le document-cadre d'orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques permettent de localiser le territoire de Lavoux au sein des grandes continuités écologiques suivantes.

Localisation	Continuité(s) écologique(s) nationale(s) et description
<b>MILIEUX BOISÉS</b>	
	<p><b>N°7 : Axe longeant le Nord-Ouest du Massif Central. En se mêlant au 9, il se prolonge ensuite jusqu'à la Lorraine</b></p> <p>Longe le Massif Central au Nord-Ouest (répartition de <i>Hordelymus europaeus</i> (L.) Harz), rejoint la Sologne puis remonte jusqu'à la Lorraine en passant par la Bourgogne et la Champagne-Ardenne.</p> <p>En Champagne-Ardenne, cette continuité de milieux fermés et plutôt calcicoles traverse le Sud du département de l'Aube (Barrois aubois) jusqu'au Barrois haut marnais.</p>

Localisation	Continuité(s) écologique(s) nationale(s) et description
<b>MILIEUX OUVERTS FRAIS À FROIDS</b>	
	<p><b>N°7 : Continuité longeant les contreforts du Massif Central dans sa partie Nord puis rejoignant la vallée de Germigny</b></p> <p>Le Sud et le Nord de Poitiers apparaissent comme participant d'une même continuité reliée au Nord du Massif Central. Cette continuité suit ensuite les contreforts du Massif Central pour remonter par la vallée de Germigny.</p>
<b>MILIEUX OUVERTS FRAIS THERMOPHILES</b>	
	<p><b>N°21 : Seuil du Poitou permettant le passage vers le Bassin Parisien</b></p> <p>Dans la poursuite de la continuité 18, le Seuil du Poitou permet le passage vers l'Ouest du Bassin Parisien où il rejoint la vallée de l'Essonne. Exemple d'espèce : <i>Pieris mannii</i> (Mayer, 1851).</p>
<b>MIGRATIONS DE L'AVIFAUNE</b>	
	<p><b>N°1 et 1' : Littoral atlantique, traversée de la Bretagne puis de la Manche jusqu'à l'Angleterre.</b></p> <p>Prénuptial : Arrivée des oiseaux par la péninsule ibérique puis remontée jusqu'à l'Angleterre par la façade atlantique et la traversée de la Manche. Certains oiseaux coupent directement à travers l'intérieur des terres (matérialisé par les voies 1'), par exemple au niveau du Delta de la Gironde ou de l'embouchure de la Loire mais d'autres décrochés sont possibles aussi.</p> <p>Postnuptial : Retour des oiseaux d'Europe du Nord par la Manche longeant ensuite la façade atlantique pour rejoindre la péninsule ibérique.</p>

Source : Document-cadre « Orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques » - Annexe au Décret n°2014-45 du 20 Janvier 2014

Ces grandes continuités écologiques sont déclinées dans le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE), présenté ci-après.

## LA COMMUNE DANS LA TRAME VERTE ET BLEUE RÉGIONALE

### Le Schéma Régional de Cohérence Écologique de Poitou-Charentes (SRCE)

- **État d'avancement du schéma**

En l'attente d'une refonte du SRCE dans le cadre de la région Nouvelle Aquitaine, le territoire de Lavoux est concerné par le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) Poitou-Charentes.

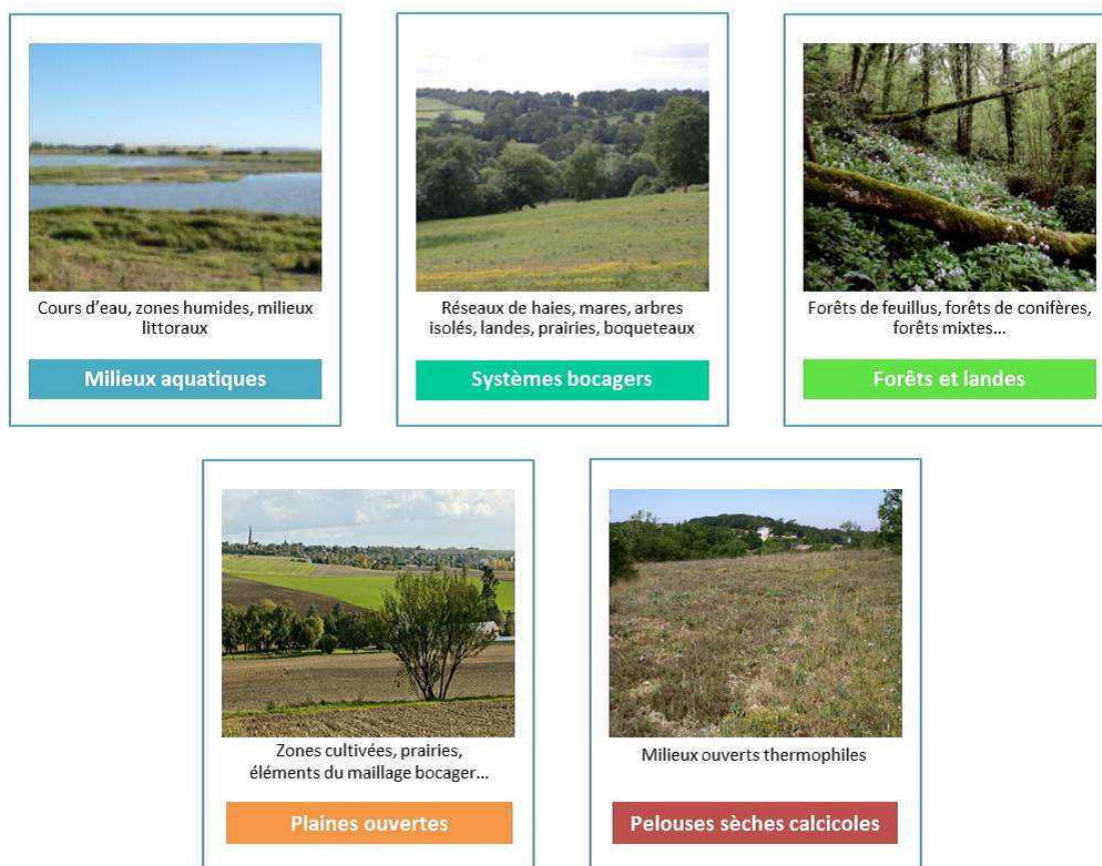
Le Préfet de Région Poitou-Charentes et le Président du Conseil Régional ont arrêté conjointement le projet de Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) Poitou-Charentes le 7 Novembre 2014.

Afin de recueillir leur avis sur ce projet, en application de l'article R.371-32 du Code de l'Environnement, la consultation officielle des collectivités a été organisée du 20 Novembre 2014 au 20 Février 2015.

L'enquête publique s'est déroulée du 20 Mai au 23 Juin 2015 inclus. La commission d'enquête publique a rendu, le 23 Juillet 2015, un avis favorable à l'unanimité sur le Schéma Régional de Cohérence Écologique Poitou-Charentes. Celui-ci a été approuvé par le Préfet de Région le 3 Novembre 2015.

- **Les sous-trames**

En Poitou-Charentes, cinq sous-trames ont été retenues afin de mieux identifier le réseau écologique régional. Elles sont représentatives des entités paysagères régionales et se rattachent aux grandes continuités nationales.



Sur un territoire donné, une sous-trame représente l'ensemble des espaces composés par un même type de milieu et le réseau que constituent ces espaces plus ou moins connectés. Ils sont composés de réservoirs de biodiversité, de corridors et autres espaces fréquentés régulièrement par les espèces typiques des espaces considérés.

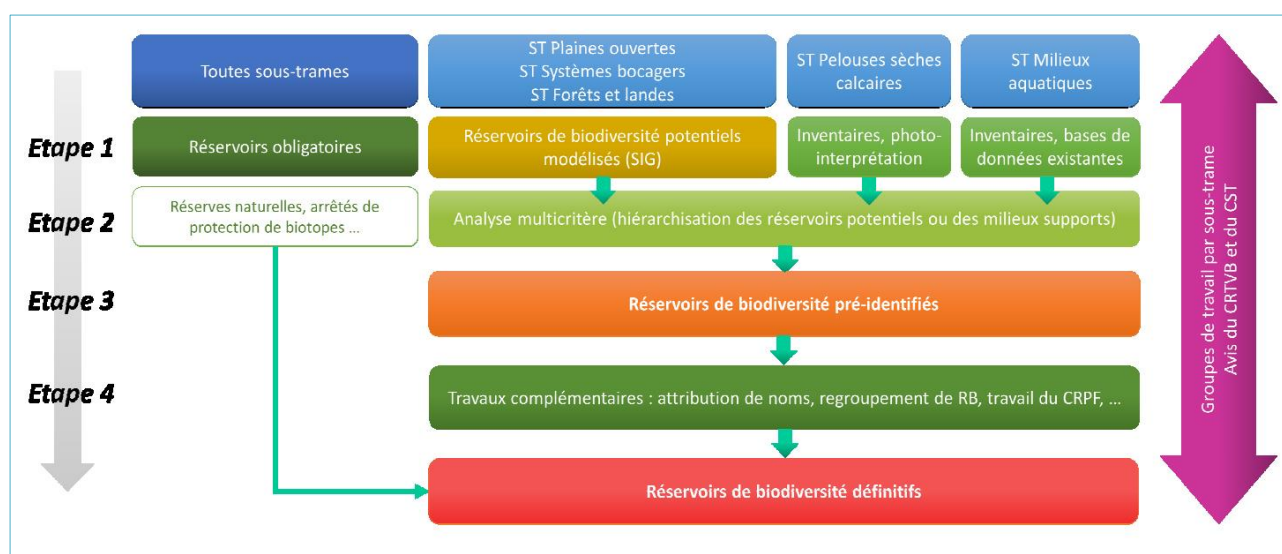
- **Les réservoirs de biodiversité**

Basée sur l'analyse de l'occupation du sol et complétée par la prise en compte de la localisation des espèces, la méthodologie mise en œuvre pour identifier les réservoirs de biodiversité à l'échelle régionale vise l'identification objective, homogène et standardisée du réseau écologique du territoire.

Les réservoirs de biodiversité de la région Poitou-Charentes ont été identifiés de manière différente selon les sous-trames :

- › Modélisation et analyse multicritères pour les systèmes bocagers, plaines ouvertes et forêts et landes ;
- › Recueil de données disponibles (inventaires, photo-interprétation, zonages existants...) et analyse multicritères pour les Pelouses sèches calcicoles et les Milieux aquatiques.

### Méthode d'identification des réservoirs de biodiversité



Source : Schéma Régional de Cohérence Écologique Poitou-Charentes – Résumé non technique

Les résultats obtenus ont ensuite été ajustés en groupes de travail.

- **Les corridors écologiques**

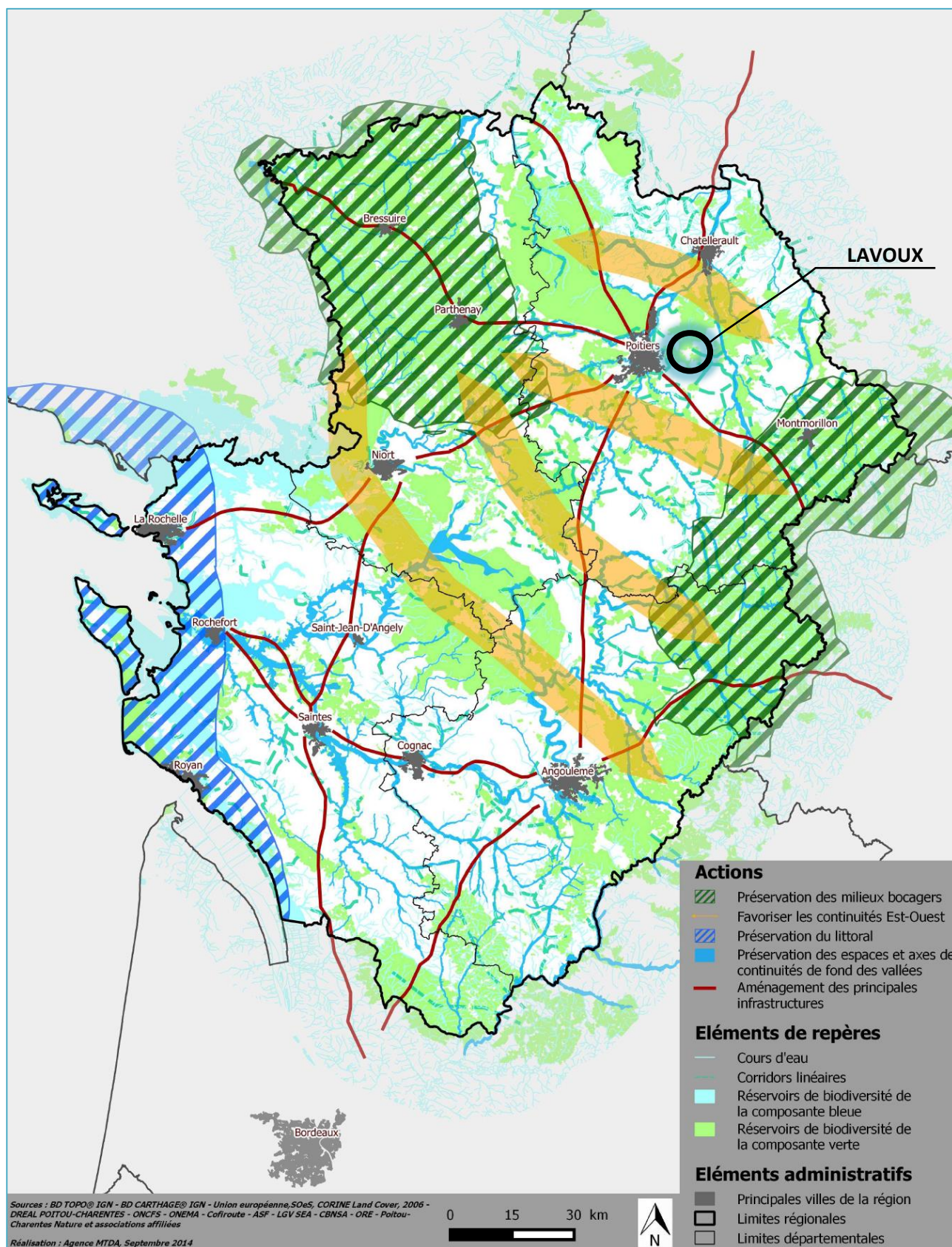
Après identification des réservoirs de biodiversité, les corridors écologiques, couloirs empruntés par la faune et la flore pour se déplacer entre les réservoirs, ont été mis en évidence. Au final, trois types de corridors ont été représentés en Poitou-Charentes :

- › Les corridors linéaires, obtenus par la méthode du chemin de moindre coût, qui relient des groupes de réservoirs de biodiversité en eux.
- › Les zones de corridors diffus, qui sont les zones favorables au déplacement des espèces entre réservoirs de biodiversité. Les corridors diffus et les chemins de moindre coût sont « multi-trames ». Les corridors identifiés s'affranchissent donc de la notion de sous-trame.
- › Les corridors en pas japonais, qui ne concernent que la sous-trame « Pelouses sèches calcicoles ».



Les données publiées dans ce document permettent de mettre en exergue les enjeux écologiques que porte ce territoire, à savoir la nécessité de maintenir et même de favoriser les continuités écologiques Est et Ouest entre les espaces bocagers du Montmorillonnais et ceux de la Gâtine.

### Actions prioritaires inscrites au Plan d'Actions Stratégiques du SRCE Poitou-Charentes

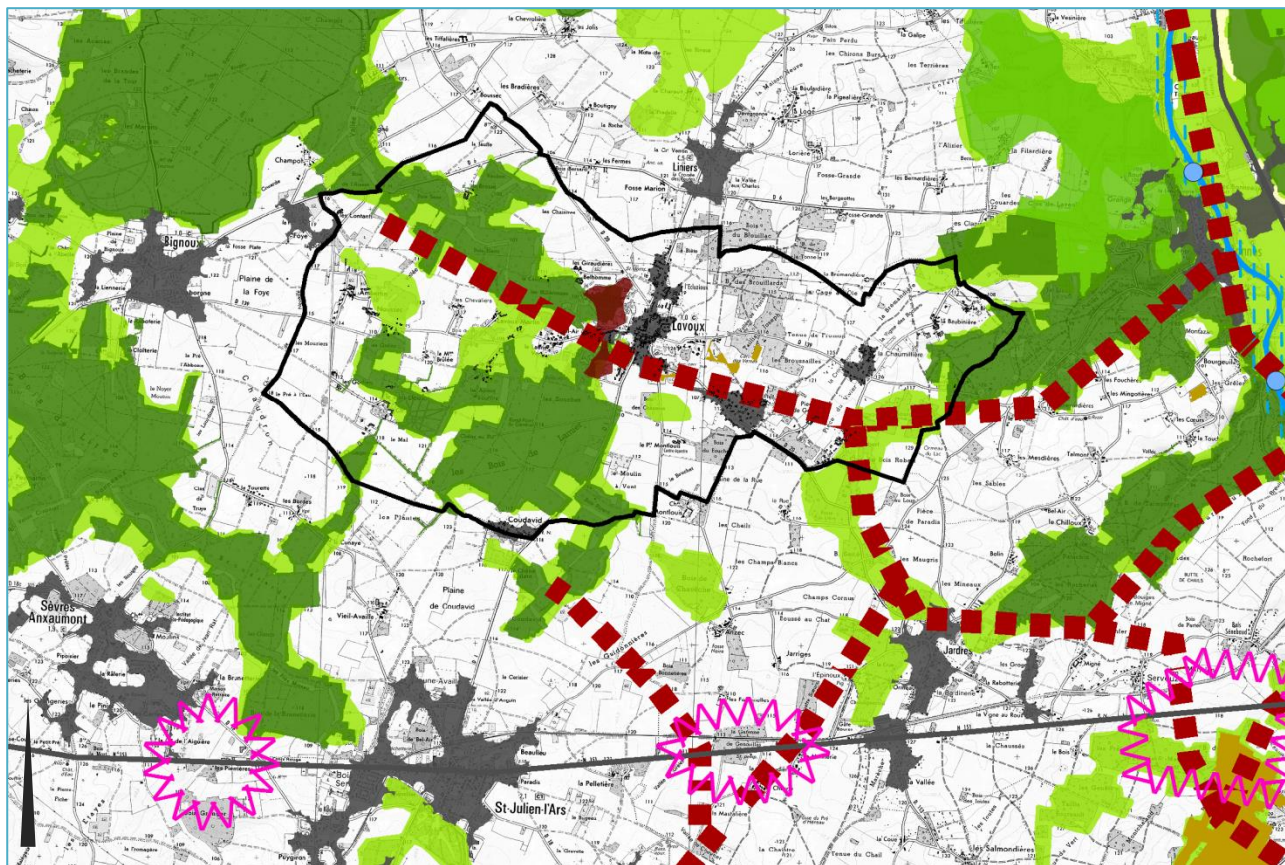




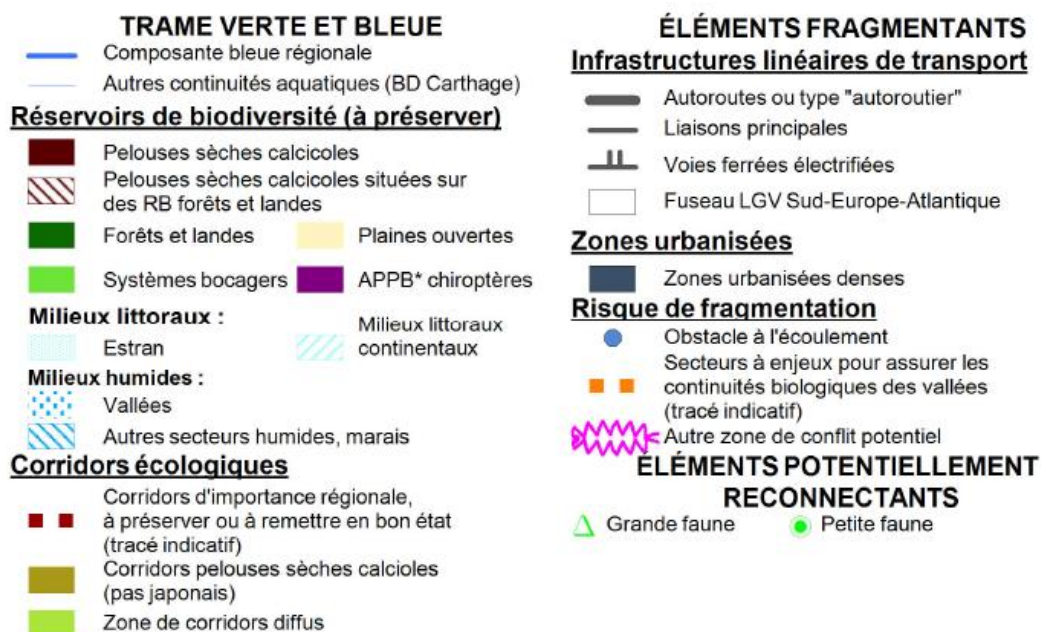
## Enjeux écologiques identifiés sur la commune

L'extrait de l'atlas cartographique du SRCE ci-après permet de visualiser ces composantes locales de la trame verte et bleue.

### Composantes de la Trame Verte et Bleue régionale à l'échelle de la commune



Source : SIG PARCOURS, Cadastre DGFIP, données IGN SCAN 25 et SRCE Poitou-Charentes - Échelle : 1/60 000



La publication des résultats des premiers travaux destinés à identifier la trame verte et bleue régionale permettent d'analyser globalement le fonctionnement écologique du territoire. La commune de Lavoux comporte ainsi :

› **Des réservoirs de biodiversité de la sous-trame « forêt et landes » sur les secteurs suivants :**

- La vallée sèche, dans le prolongement de la Forêt de Moulière et de la Vallée des Meurs (commune de Liniers), jusqu'au Bourg.
- Les Bois de Lamier et le secteur du château du « Bois Dousset ».
- Le Bois de Lavault et le secteur de « La Brunetière ».

› **Un réservoir de biodiversité de la sous-trame « pelouses sèches calcicoles » correspondant aux secteurs de carrières à l'Ouest du Bourg.**

Il est à noter que, sur le plan des interconnexions entre les réservoirs au niveau supra-communal, les boisements de la commune, qui se prolongent à Liniers (à l'Ouest), à Saint-Julien-l'Ars et Jardres (au Sud), ainsi qu'à Bonnes (à l'Est), jouent un rôle primordial en tant que **corridors d'importance régional** qui relie, vers l'Ouest, la Forêt de Moulière et, vers l'Est, la vallée de la *Vienne*. Au Sud-Est, ces corridors font la jonction avec la Vallée de Sanzelle sur les communes de Bonnes et Jardres.

Sur le plan des interconnexions, il est également à noter les **zones de conflit potentiel** (hors commune) qui risquent la fragmentation des continuités écologiques. Il s'agit principalement de la RD 951 (Poitiers / Chauvigny).

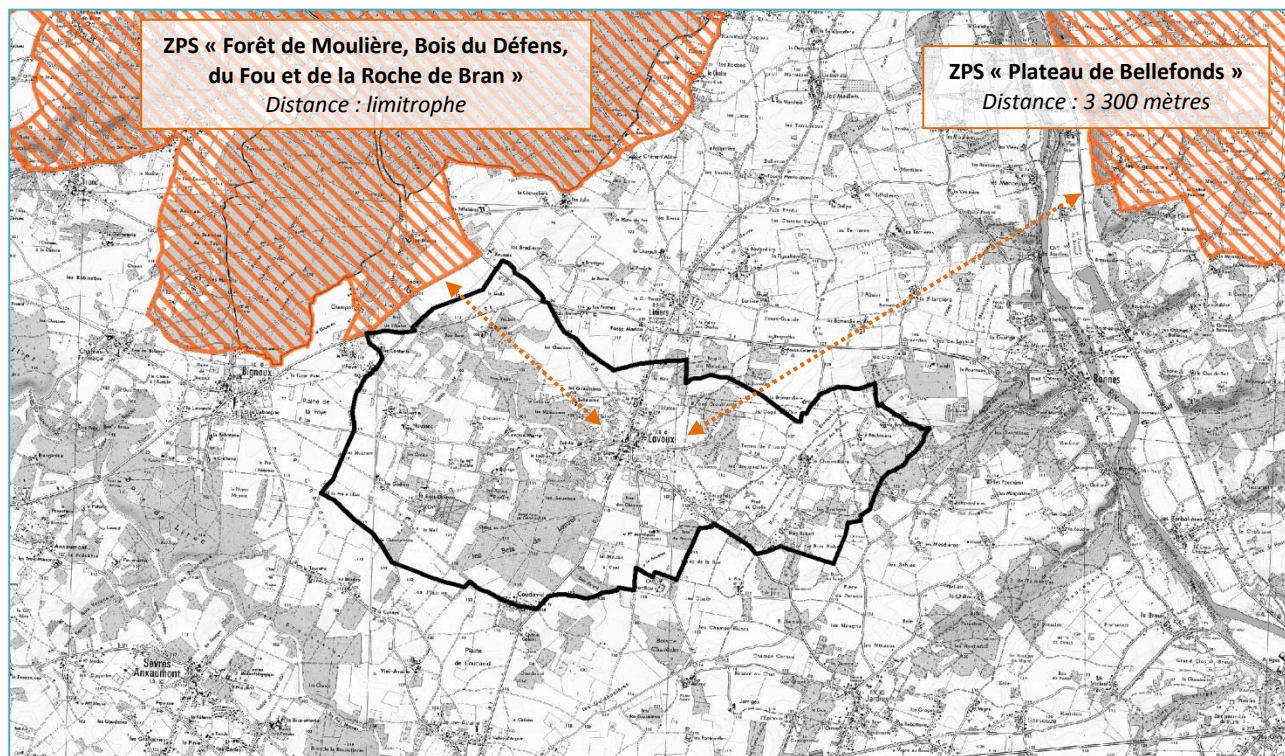


## RECENSEMENT DES ÉLÉMENTS DE LA TRAME VERTE ET BLEUE LOCALE

### Les espaces protégés pour la préservation de la biodiversité

La commune de Lavoux est limitrophe de la Zone de Protection Spéciale (ZPS) « Forêt de Moulière, Bois du Défens, du Fou et de la Roche de Bran », intégrée au réseau européen Natura 2000.

#### Sites Natura 2000 à proximité de Lavoux



Source : SIG PARCOURS, Cadastre DGFIP, données IGN SCAN 25 et INPN – Échelle : 1/75 000

- **La ZPS « Forêt de Moulière, Landes du Pinail, Bois du Défens, du Fou et de la Roche de Bran »**

La Zone de Protection Spéciale FR5410014 « Forêt de Moulière, Landes du Pinail, Bois du Défens, du Fou et de la Roche de Bran » a été désignée par Arrêté interministériel le 6 Juillet 2004. Son document d'objectifs (DOCOB) a été approuvé par Arrêté Préfectoral du 1<sup>er</sup> Septembre 2009.

D'une surface de 8 129 hectares, ce site est un plateau argileux à bancs de meulière, couvert pour l'essentiel de landes calcifuges issues de la surexploitation par l'homme de la chênaie atlantique (bois de chauffage, surpâturage, incendies) et parsemées d'innombrables mares résultant de l'ancienne extraction de pierre meulière. Son caractère remarquable est lié à son étendue, à sa diversité et à l'originalité de ses végétations de landes avec tous les gradients d'hydromorphie, de tourbières (différents types en fonction du pH) et d'eaux oligotrophes ou dystrophes, dont beaucoup structurent des habitats d'intérêt communautaire, certains considérés comme prioritaires (lande tourbeuse à Bruyère à quatre angles, lande mésophile à Bruyère à balais et Ajonc nain ou « brande », tourbière alcaline à Choin noirâtre, tourbière acide à Sphaignes, etc.) ou constituant le support d'habitats d'espèces également d'intérêt communautaire (Triton crêté, trois espèces de libellules, Spiranthe d'été)...

**L'intérêt du site est avant tout ornithologique.**





### Espèces de la Directive « Oiseaux » justifiant la désignation du site

A092 : Aigle botté <i>hieraaetus pennatus</i>	A302 : Fauvette pitchou <i>Sylvia undata</i>
A246 : Alouette lulu <i>Lullula arborea</i>	A127 : Grue cendrée <i>Grus grus</i>
A072 : Bondrée apivore <i>Pernis apivorus</i>	A029 : Héron pourpré <i>Ardea purpurea</i>
A084 : Busard cendré <i>Circus pygargus</i>	A229 : Martin-pêcheur d'Europe <i>Alcedo atthis</i>
A082 : Busard Saint-Martin <i>Circus cyaneus</i>	A073 : Milan noir <i>Milvus migrans</i>
A080 : Circaète Jean-le-Blanc <i>Circaetus gallicus</i>	A133 : Œdicnème criard <i>Burhinus oedicnemus</i>
A224 : Engoulevent d'Europe <i>Caprimulgus europaeus</i>	A238 : Pic mar <i>Dendrocopos medius</i>
A098 : Faucon émerillon <i>Falco columbarius</i>	A236 : Pic noir <i>Dryocopus martius</i>
	A338 : Pie-grièche écorcheur <i>Lanius collurio</i>

Source : INPN

Parmi les principaux enjeux du site figurent des espèces d'intérêt majeur et d'autre d'intérêt fort.

#### Espèces d'intérêt majeur

A084 : Busard cendré <i>Circus pygargus</i>	A224 : Engoulevent d'Europe <i>Caprimulgus europaeus</i>
A082 : Busard Saint-Martin <i>Circus cyaneus</i>	A302 : Fauvette pitchou <i>Sylvia undata</i>

#### Espèces d'intérêt fort

A080 : Circaète Jean-le-Blanc <i>Circaetus gallicus</i>	A238 : Pic mar <i>Dendrocopos medius</i>
---	--

Source : INPN

#### • La ZPS « Plateau de Bellefonds »

D'une surface de 2 584 hectares, ce site est situé sur un plateau interfluvial au relief uniforme et aux sols argilo-calcaires. Il est composé de boisements de feuillus sur les coteaux périphériques et dédié aux polycultures et à l'élevage sur le plateau central. Les éléments paysagers qui y sont présents sont diversifiés : bosquets, haies basses, mares, dépressions humides et landes relictuelles. Spécifiquement, les haies basses et les prairies situées dans la partie Nord du site permettent l'existence d'une importante population de Pies grièches écorcheurs (25 à 30 couples). Le site est également une zone d'hivernage significative pour le Pluvier doré (10 à 1 500 individus) et le Vanneau huppé (1 000 à 5 500 individus).

La vulnérabilité de la zone réside dans l'intensification agricole, le drainage et la mise en culture des prairies, la disparition de l'élevage extensif, la destruction des haies, l'épandage de pesticides les pratiques culturales néfastes pour l'avifaune. La disparition ou la pollution des mares rend également le site vulnérable.



Pie-grièche écorcheur (*Lanius collurio*)

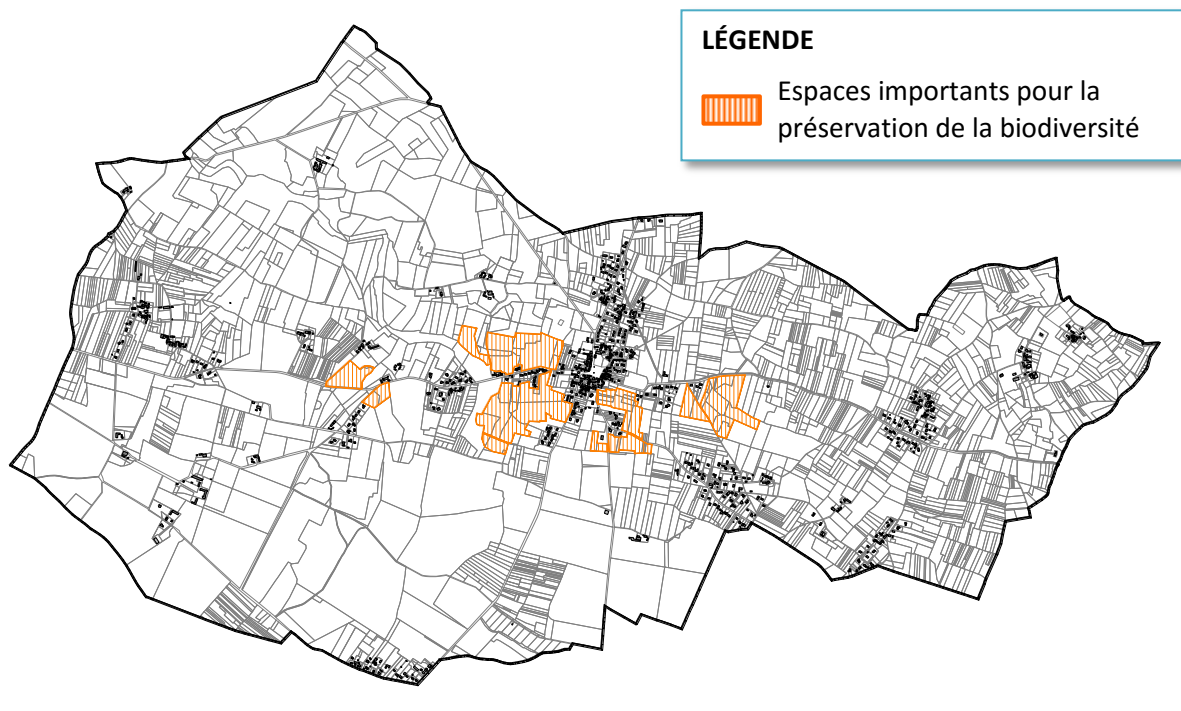


Vanneau huppé (*Vanellus vanellus*)

### Les espaces importants pour la préservation de la biodiversité

Le territoire de Lavoux ne comprend pas d'espaces officiellement identifiés comme importants pour la préservation de la biodiversité (ZNIEFF, espace naturel sensible...). Pourtant, les siècles passés d'exploitation de la pierre calcaire ont généré la formation de milieux particuliers avec la mise à nu de la roche mère (falaises, remblais...) et un bouleversement topologique important (excavations, cavaliers...). Ces espaces nus et influencés par le comportement réfractaire de la pierre calcaire, dans un contexte climatique relativement sec, ont favorisé la colonisation de ces milieux par des espèces thermophiles. Lorsque la forêt n'a pas pris le dessus, les anciennes carrières comportent des habitats patrimoniaux tels que les pelouses sèches calcicoles, les landes à genévrier ou les affleurements rocheux.

#### Espaces importants pour la préservation de la biodiversité sur la commune



Source : Cadastre DGFIP, synthèse documentaire et relevés de terrain - Échelle : 1/40 000

Les secteurs de carrières susceptibles d'être importants pour la préservation de la biodiversité couvrent une superficie estimée à **46 hectares**, soit 3,1 % du territoire communal.



Boisement à genévrier



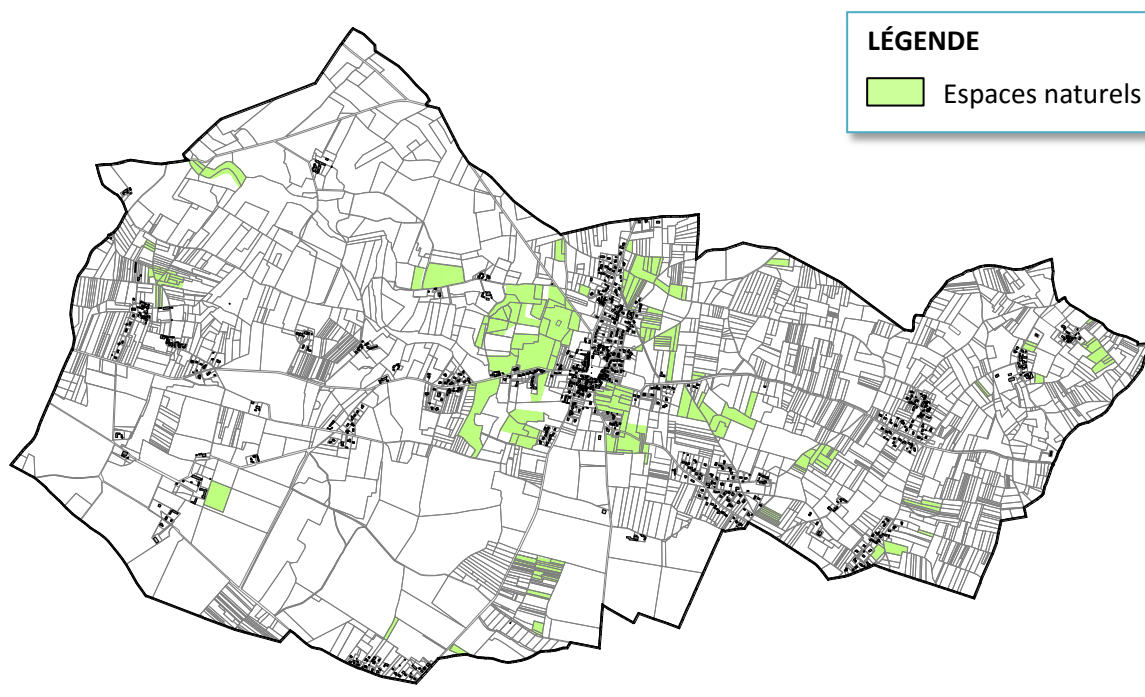
Affleurement rocheux

Ces milieux sont décrits dans la partie consacrée aux habitats naturels.

### Les espaces naturels ou semi-naturels

La présence de milieux naturels riches et diversifiés permet d'offrir des conditions favorables à l'accueil de nombreuses espèces pour l'accomplissement de leur cycle vital (reproduction, alimentation, déplacement, refuge). À Lavoux, ces milieux sont représentés par les espaces non investis par les activités agricoles ainsi que par les anciennes carrières.

#### Espaces naturels présents sur la commune



Source : Cadastre DGFIP, relevés de terrain - Échelle : 1/40 000

La commune comporte **78,8 hectares** d'espaces naturels, soit **5,2 % de son territoire**. Ils sont majoritairement centrés autour du Bourg (anciens espaces de carrières).

Les espaces naturels participent à la trame verte en améliorant la perméabilité des corridors écologiques pour la circulation des espèces animales et végétales.



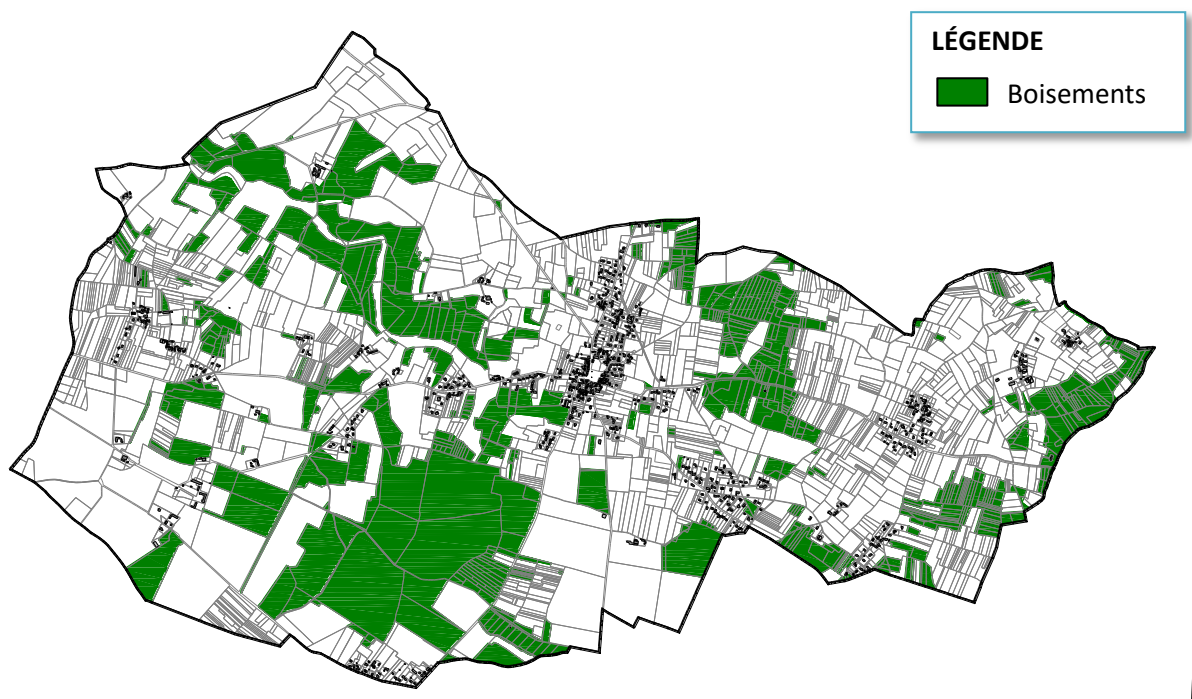
*La vallée sèche à l'Ouest du bourg :  
un espace semi-naturel structurant*



## Les boisements

Les forêts contribuent à assurer des fonctions de production (bois d'œuvre, bois d'énergie), de protection (espèces, qualité des eaux) et sociales (accueil du public). Les forêts les plus anciennes ou implantées dans des conditions écologiques particulières (pentes, bords des cours d'eau...) abritent en général la biodiversité la plus forte. La commune est située dans la sylvoécocorégion « Brenne et Brandes ».

### Boisements recensés sur la commune



Source : Cadastre DGFIP, photographies aériennes et inventaires de terrain - Échelle : 1/40 000

À Lavoux, un inventaire préliminaire révèle l'existence de **134 unités boisées**, qui couvrent une superficie totale de **403,9 hectares**. Rapporté à la superficie de la commune, le taux de boisement est ainsi de 27,2 %, alors qu'il est de 16 % à l'échelle du département de la Vienne. Il est à noter que les peupleraies et vergers, considérées comme des cultures, ne sont pas comprises dans ce calcul.



Boisement spontané de résineux (« Bel-Air »)



Boisement de feuillus (« La Loge »)

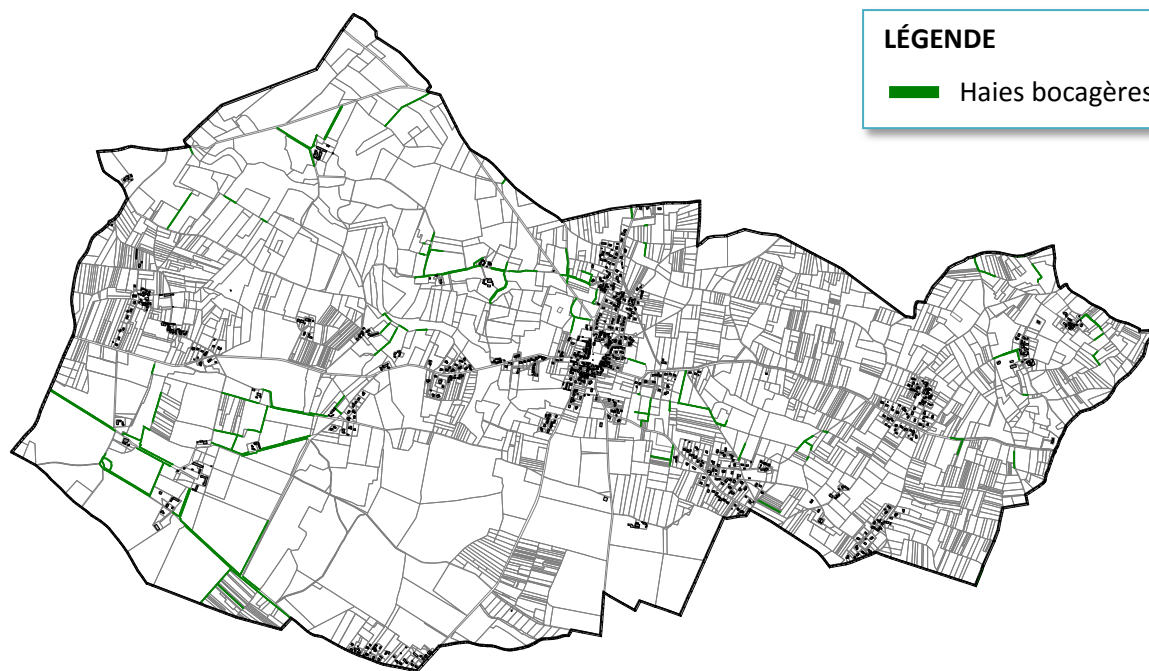


## Les formations végétales linéaires ou ponctuelles reliant les réservoirs

- Les haies bocagères

À la fois habitats et corridors biologiques, les haies bocagères jouent de nombreux rôles dans le fonctionnement écologique, l'aménagement et le développement des territoires. Elles participent à la création de paysages divers et variés, contribuent à une meilleure qualité des eaux, permettent son infiltration et protègent ainsi contre l'érosion des sols. Elles constituent des zones de refuge pour la biodiversité, sont sources de production (bois de chauffage, fruits...), ont un rôle de régulation climatique et de nombreux intérêts agronomiques (brise vent, protection du bétail...).

### Haies bocagères recensées sur la commune



Source : Cadastre DGFIP, photographies aériennes et inventaires de terrain - Échelle : 1/40 000

Les espaces de Lavoux comportent un nombre modéré de haies bocagères. Un inventaire réalisé à partir des photographies aériennes fait état d'environ **17,4 kilomètres de haies bocagères** présentes sur le territoire. Ces haies sont essentiellement présentes au Nord-Ouest et au Sud-Est du Bourg, ainsi que sur le secteur du château du « Bois Dousset », où elles jouent un rôle majeur dans le maintien des corridors écologiques de la trame verte entre Lavoux et Sèvres-Anxaumont.

Cet inventaire ne prend pas en compte les haies basses (buissonnantes) ainsi que les haies ornementales situées autour des lieux d'habitation.

*Chemin creux bordé de haies bocagères, à haute valeur biologique, au Nord du Bourg de Lavoux*

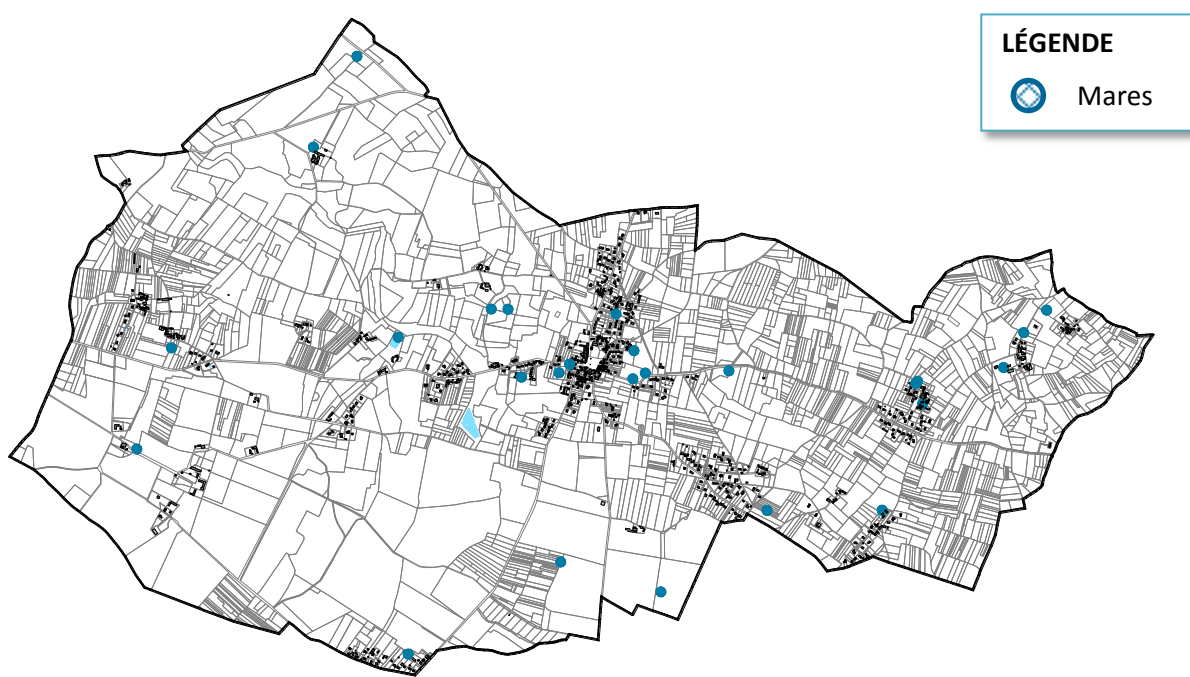


## Les mares

Les mares sont des étendues d'eau de faible surface, pérennes ou non, de profondeur limitée. L'alimentation en eau provient du ruissellement ou de la remontée du plafond de la nappe phréatique, avec parfois un ruisseau temporaire, ou un apport par débordement périodique d'un cours d'eau. La plupart des mares ont été créées par l'homme, notamment pour répondre aux besoins en eau des habitants (mares communautaires), du cheptel ou suite à des activités extractives (argile, marne, pierres meulières). Très riches au niveau botanique, elles jouent un rôle majeur pour les batraciens (tritons, grenouilles), les reptiles (couleuvres) et les libellules.

La disparition des petites mares par comblement est rapide dans les zones d'abandon de l'élevage. Elles constituent pourtant des espaces symboliques du patrimoine rural et sont essentielles pour le maintien de la biodiversité.

### Mares prélocalisées sur la commune



Source : Cadastre DGFIP, photographies aériennes et inventaires de terrain - Échelle : 1/40 000

Le territoire de Lavoux comporte peu de points d'eau. Un inventaire réalisé à partir du cadastre et complété par l'étude des photographies aériennes fait état de la **présence de 26 mares**. Cet inventaire ne prend pas en compte les étendues d'eau artificialisées (bâchées...) ou servant à l'irrigation agricole.

## Les zones humides

D'après la Loi sur l'eau du 3 Janvier 1992, les zones humides sont « *les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année* ». Les zones humides remplissent de nombreuses fonctions utiles aux équilibres naturels et aux activités humaines : écrêtement des crues et soutien d'étiage, épuration naturelle, réservoirs de biodiversité, support de loisirs et de tourisme, etc.

- **Étude de prélocalisation dans le cadre du SAGE de la Vienne**

En conformité avec les objectifs du SDAGE Loire-Bretagne, le SAGE de la Vienne a procédé à la réalisation d'une étude préliminaire sur les zones humides afin de définir, à l'échelle du bassin, la typologie des zones humides prélocalisées.

Cet inventaire ne relève aucune zone humide sur le territoire de la commune de Lavoux.

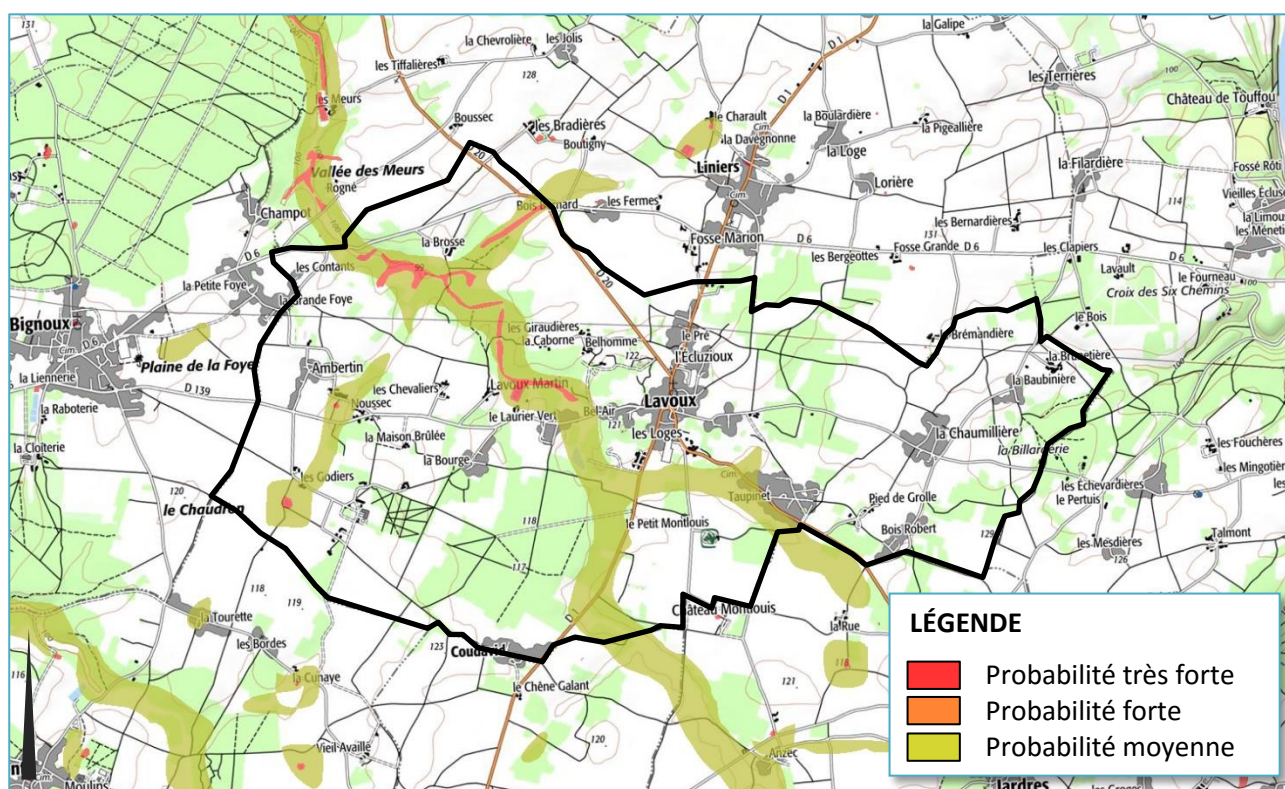
- **Étude de prélocalisation dans le cadre du SAGE du Clain**

En conformité avec les objectifs du SDAGE Loire-Bretagne, le SAGE du Clain a procédé à la réalisation d'une étude préliminaire sur les zones humides afin de définir, à l'échelle du bassin du Clain, des « enveloppes de probabilité de présence de zones humides ». Ce document a un caractère informatif et non prescriptif ; il vise à améliorer la connaissance sur les territoires.

Trois niveaux de probabilité ont été retenus :

- › Probabilité très forte : sur la base de photo-interprétations et d'inventaires de terrain existants.
- › Probabilité forte : sur la base de données pédologiques, historiques, ou de calculs théoriques.
- › Probabilité moyenne : sur la base de calculs théoriques.

#### Enveloppes de probabilité de zones humides sur la commune (SAGE Clain)



Source : Réseau partenarial zones humides, SAGE Clain - Échelle : 1/40 000

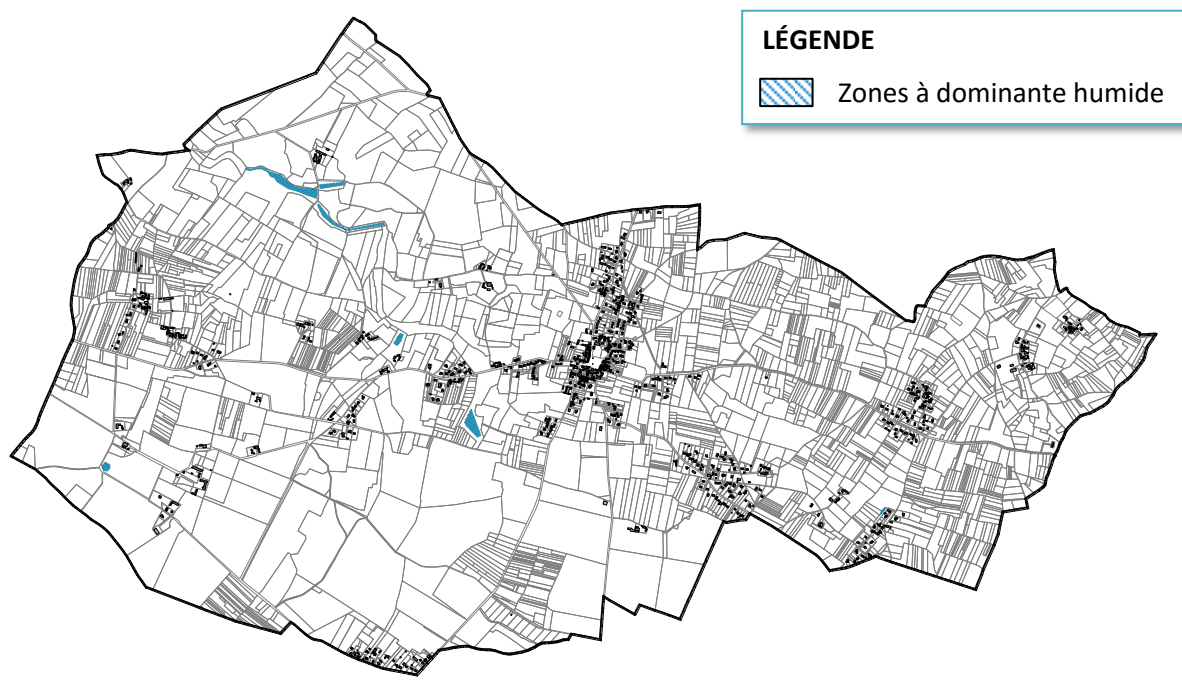
L'étude réalisée par le SAGE du Clain renforce les conclusions mises en évidence par la prélocalisation de la DREAL Poitou-Charentes. La Vallée de Bois Blanc, au Nord-Ouest du territoire communal, présente une très forte probabilité, par endroits, de présence de zones humides. De même, certains espaces de la vallée de Nousse, jusqu'au lieu-dit « Bois Dousset », présentent une certaine probabilité de présence de zone humide.



- **Étude de prélocalisation de la DREAL Poitou-Charentes**

Un inventaire de prélocalisation des zones à dominante humide a été réalisé par la DREAL Poitou-Charentes. Cet inventaire, résultant d'une analyse de diverses données (topographie, géologie, pédologie...) et de photo-interprétations, a permis de cartographier les zones humides présentes sur la commune.

#### **Espaces à dominante humide sur la commune (DREAL Poitou-Charentes)**



Source : Cadastre DGFIP, DREAL Poitou-Charentes - Échelle : 1/40 000

Les espaces à dominante humide prélocalisés par la DREAL Poitou-Charentes couvrent une superficie de **4,2 hectares**, soit **0,3 % du territoire communal**.

La présence d'une nappe sub-affleurante à l'Ouest de la commune, dans la vallée sèche, permet d'identifier les espaces présentant une dominante humide et donc susceptibles de comporter des zones humides au sens du Code de l'Environnement. Le SRCE n'identifie toutefois pas les zones humides de la vallée des Meurs ainsi que celles du plateau comme participant aux réservoirs de biodiversité des milieux humides.

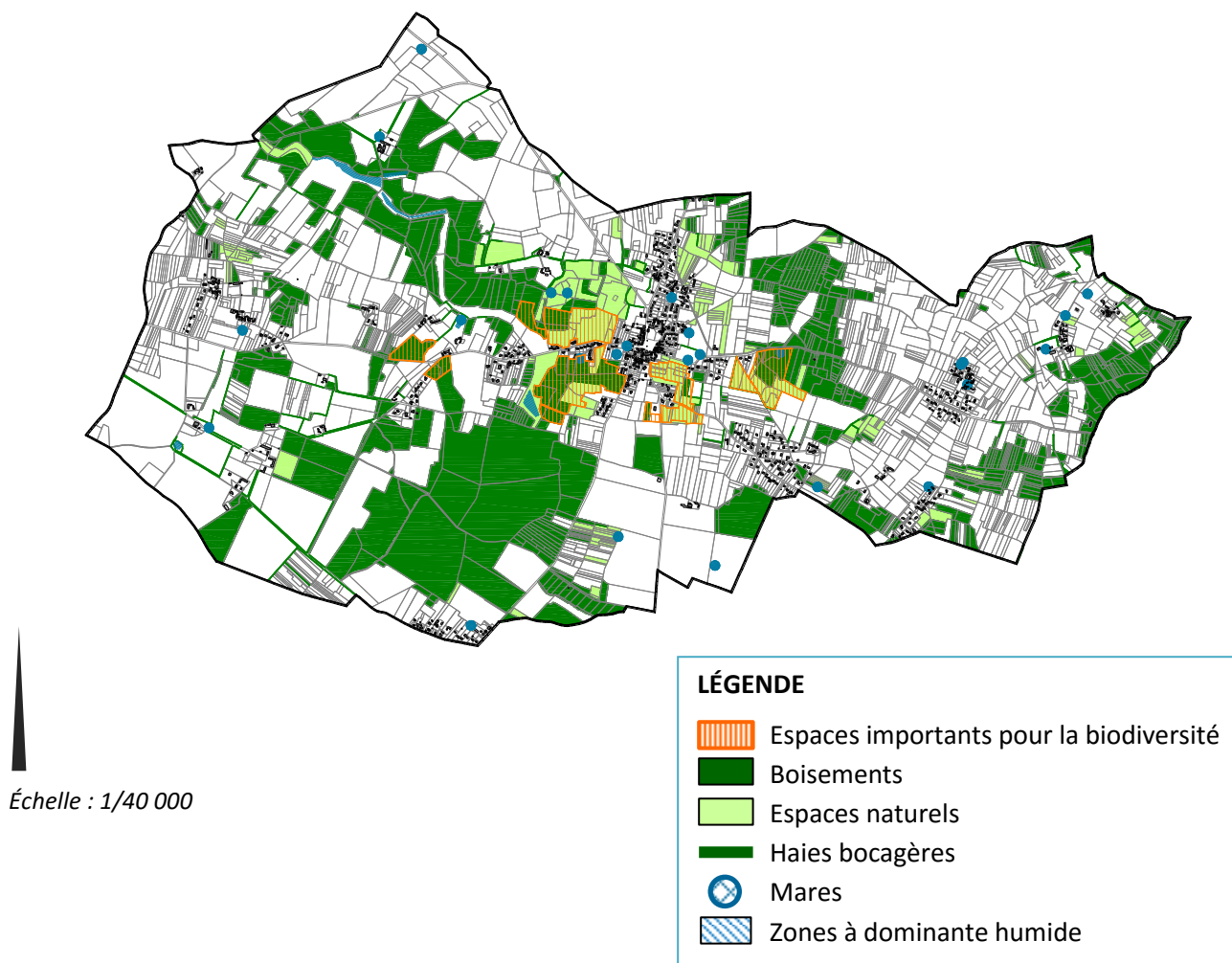


#### **Synthèse de la trame verte et bleue**

Les éléments constitutifs de la trame verte et bleue sont cartographiés ci-après. Leur superposition permet d'appréhender la richesse biologique potentiellement présente sur le territoire communal.

La trame verte et bleue à Lavoux est essentiellement représentée par sa composante verte. L'eau est en effet très peu présente sur ce plateau calcaire et karstique (existence de gouffres dans la Forêt de Moulière) et les variations importantes du niveau de la nappe phréatique ne favorisent pas le développement de zones humides supports d'une biodiversité spécifique. Cette rareté de l'eau renforce l'enjeu de protection et de restauration des mares, ainsi que des possibilités de connexion entre elles.

## Éléments supports de la richesse biologique



Les carrières constituent les éléments-support de biodiversité les plus importants, suivis des boisements. La richesse biologique est susceptible d'être élevée sur une large partie de la commune avec :

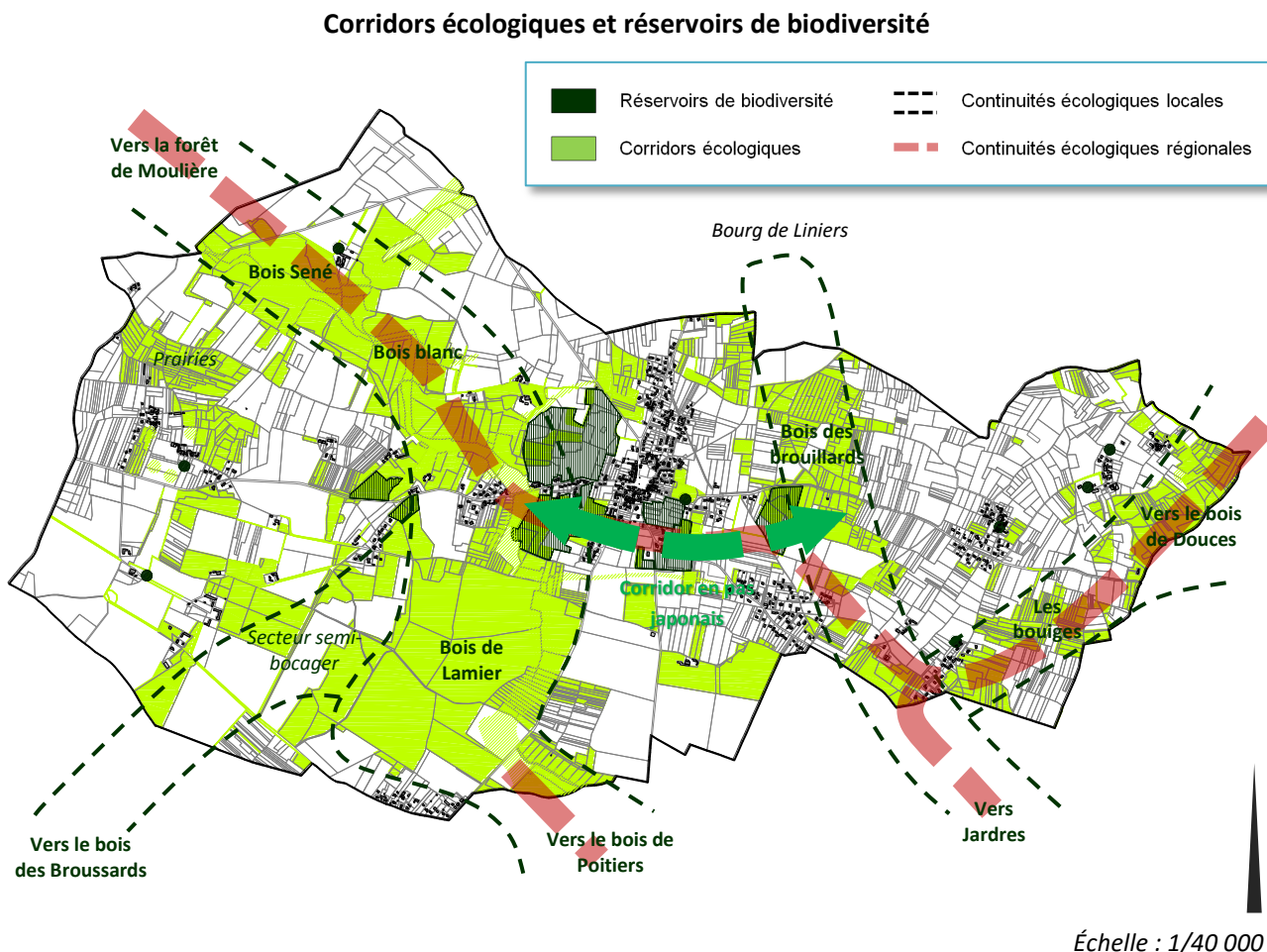
- › La multiplicité des boisements, favorable aux « effets de lisières ».
- › Les pelouses, landes thermophiles et affleurements rocheux des anciennes carrières.
- › Les espaces naturels autour du Bourg.
- › Les milieux semi-bocagers sur le Nord du Bourg et le secteur du château du « Bois Dousset ».
- › La présence de mares isolées.

■ Le recensement de la trame verte et bleue locale révèle la présence d'espaces à forte valeur biologique autour du Bourg et des principaux villages et hameaux, qui supportent un développement urbain continu. En raison des interfaces entre urbanisation et biodiversité, les enjeux environnementaux globaux sont en conséquence évalués comme forts sur la commune de Lavoux.

## FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU ÉCOLOGIQUE

### Analyse selon les critères définis par les articles L.371-1 et R.371-19 du Code de l'Environnement

L'objectif de cette analyse est d'identifier les corridors écologiques et les réservoirs de biodiversité constitutifs des continuités écologiques de la trame verte et bleue de Lavoux. L'application des dispositions du Code de l'Environnement permet de constituer le schéma de fonctionnement suivant :



L'analyse au regard du Code de l'Environnement fait apparaître une densité importante du réseau écologique ainsi que le rôle de pivot central joué par le bourg de Lavoux dans la circulation des espèces. Les corridors pouvant être identifiés sont les suivants :

- › Un corridor reliant la Forêt de Moulière au Bois de Poitiers (commune de Savigny-Lévescault) via la vallée sèche et les Bois de Lamier, en rupture sur les espaces ouverts et urbanisés de Saint-Julien-l'Ars.
- › Un corridor reliant la vallée sèche de Lavoux à celle de Sèvres-Anxaumont.
- › Un corridor reliant le Bourg de Liniers au Bourg de Jardres.
- › Un corridor reliant « Bois-Robert » à la vallée de la Vienne.

Le schéma Régional de Cohérence Écologique reconnaît la valeur importante d'une partie de ces corridors, et en particulier du fonctionnement en « pas japonais » des espaces semi-naturels et naturels au sud du bourg de Lavoux. Ces corridors devront être préservés dans le PLU, en particulier contre le développement diffus de l'urbanisation.

Dans ce schéma de fonctionnement, les mares représentent des réservoirs de biodiversité secondaires en étant le support de développement d'une biodiversité spécifique.



## RICHESSE BIOLOGIQUE POTENTIELLE ET CONNUE DU RÉSEAU ÉCOLOGIQUE

### Préambule

Les investigations de terrain ont été réalisées au cours de l'Automne 2014. De ce fait, compte-tenu de la période et dans un souci de rigueur scientifique, seules des potentialités seront évoquées. La présence ou l'absence d'espèces est corrélée à de nombreux facteurs qui sont propres à chaque site. Ces facteurs sont liés aux conditions édaphiques des sols, à la gestion anthropique, à l'histoire du site, aux variations du climat (réchauffement climatique), à la dynamique des populations animales ou végétales (populations isolées, système méta populationnel, etc.), à la biocénose (espèces liées les unes aux autres), et bien d'autres considérations. Autant de rouages qui, si un élément vient à être modifié, entraînent l'absence d'espèces alors que tout semble propice. *A contrario*, des espèces dont la biologie est méconnue sont observées sur des sites où on ne les attendait pas.

En d'autres termes, seule l'observation directe d'une espèce peut permettre d'affirmer sa présence. A l'inverse, l'absence de preuve n'étant pas la preuve de l'absence, des espèces peuvent passer inaperçues lors d'une saison, selon leur biologie (cycles), les facteurs extérieurs (météo, fluctuation des effectifs et des comportements), etc. Qui plus est, en écologie, les observations sont issues de données prises à un instant donné, dans un environnement spécifique qui est lui-même amené à évoluer, de façon naturelle ou anthropique.

Toutefois, avec l'expérience acquise par la connaissance des milieux et des espèces locales, il est possible pour un naturaliste de pointer les potentialités des milieux selon les secteurs et leur contexte. C'est le but de ce document.

De plus, un site où une espèce n'est pas observée depuis plusieurs années peut tout à fait la voir réapparaître à la faveur d'une gestion conservatoire. Ceci est fonction de l'écologie de l'espèce et de ses habitats, ce peut être le cas dans un système méta-populationnel avec des zones sources et des zones puits, connectées par des corridors écologiques. Ce concept est matérialisé par la trame verte et bleue.

**Il est apparu important de replacer le contexte dans lequel ce document s'inscrit, à savoir la prélocalisation des enjeux liés à la biodiversité pour l'élaboration d'un PLU (Plan Local d'Urbanisme). Tout comme il est important, en préambule, de redonner quelques notions d'écologie afin d'intégrer ces observations dans leur contexte.**

La commune de Lavoux est une commune rurale proche de l'agglomération de Poitiers.

Elle est en grande partie composée de parcelles de cultures diverses, de boisements, de haies, de prairies et de nombreuses carrières.

Il n'y a pas de cours d'eau, même temporaire.

Les principaux enjeux, d'un point de vue faune, flore et habitats, sont essentiellement liés à la nature du sol et à l'histoire de la commune. En effet, le sol, principalement composé de calcaire a fait, et fait toujours l'objet, d'exploitations. Ce patrimoine lié aux carrières est bien connu, des inventaires et des préconisations de gestion ont été réalisés par l'association locale : les Amis du Patrimoine Lavousien (APL).

Toutefois, les enjeux ne se limitent pas seulement aux carrières, ils sont liés à chaque milieu et conditionnés par leurs utilisations. Il est également important de tenir compte du contexte local, intra et intercommunal. Ainsi, une nature ordinaire peut avoir une grande importance dans un contexte de milieux dégradés. C'est pourquoi il sera passé en revue l'ensemble des milieux rencontrés sur la commune de Lavoux en tachant de mettre en exergue leurs intérêts pour la commune, et au-delà.

Sont listés ci-après ces enjeux pressentis lors de la visite de terrain, par milieux, accompagnés de quelques commentaires et photos :

### Carrières

Comme indiqué plus haut, la commune de Lavoux recèle de nombreuses carrières. Certaines ne sont plus exploitées depuis longtemps, laissant la nature reprendre ses droits. D'autres le sont encore, mettant des terrains et des falaises à nu. Il y a donc de nombreux habitats liés à l'histoire de ces carrières, et par conséquent une variété de milieux créés par l'homme.

Ces enjeux sont, au-delà de l'aspect culturel et paysager, la présence d'habitats à forte valeur patrimoniale. Plus que cette simple présence, la commune de Lavoux a un caractère particulier, car elle abrite de nombreux sites, représentant une surface importante de ces habitats patrimoniaux.

L'exploitation a créé des falaises et des cavités. La nature du sol, pauvre et poreux, engendre des habitats liés à cette roche mère calcaire, laissant la place à des milieux « arides ». La variété des milieux dépend aussi de la gestion qui y est appliquée (fauchage, pâturage, broyage, abandon, etc.). Ces milieux patrimoniaux variés sont alors : **pelouses sèches calcicoles, végétation des fissures, ourlets et boisements thermophiles...**

Outre l'intérêt en termes d'habitats patrimoniaux, ces milieux sont connus pour abriter des **espèces patrimoniales** elles aussi. Il s'agit d'**orchidées, d'oiseaux, de plantes méridionales** (souvent en limite Nord de répartition), **de papillons, de chauve-souris, orthoptères et insectes divers...**

L'exploitation, souvent en profondeur, a engendré la création de **mares** qui sont des milieux importants pour la reproduction de nombreux insectes tels que les **libellules**, et les **amphibiens**.



*Ancienne carrière, falaises et pelouses sèches*



*Ancienne carrière, falaises et boisement thermophile*



*Pelouse sèche calcicole*

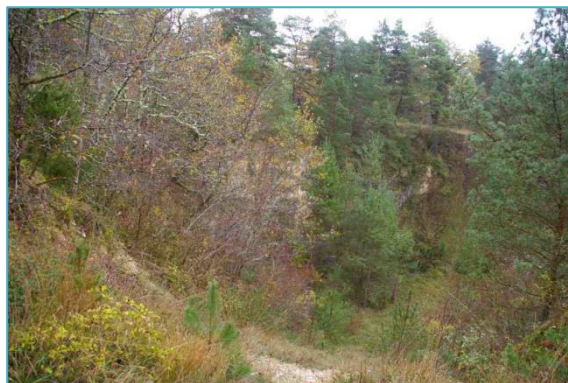


*Pelouse sèche calcicole*

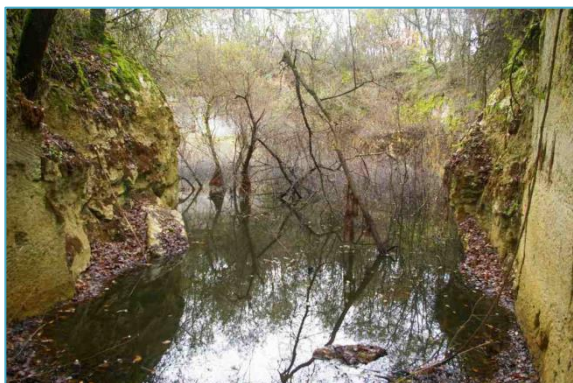




*« Plateau » sur sol calcaire mêlant pelouses et boisements calcicoles, pneus présents pour l'utilisation de loisirs*



*Ancienne carrière, pelouse et boisement sur pente*



*Grande mare en fond de carrière*



*Petite mare en fond de carrière*

Les dégradations que subissent ces milieux, et par conséquent les espèces qu'ils abritent, sont souvent liés aux sports mécaniques ou à leur abandon. Abandon qui entraîne la fermeture du milieu, et donc la disparition des espèces et des habitats, ce qui conduit à leur « banalisation ». Des actions de gestion conservatoire peuvent être envisagées.

Attention également aux risques de dépôts de déchets (les déchets verts y compris, ils modifient les propriétés écologiques des habitats, et risquent d'être le point de départ d'espèces exotiques invasives). De plus, les carrières et la zone urbanisée sont très proches voire entremêlées, ce qui confère un risque important de développement urbain au détriment de cette partie importante du patrimoine naturel.



*Carrière en voie de comblement par du calcaire*



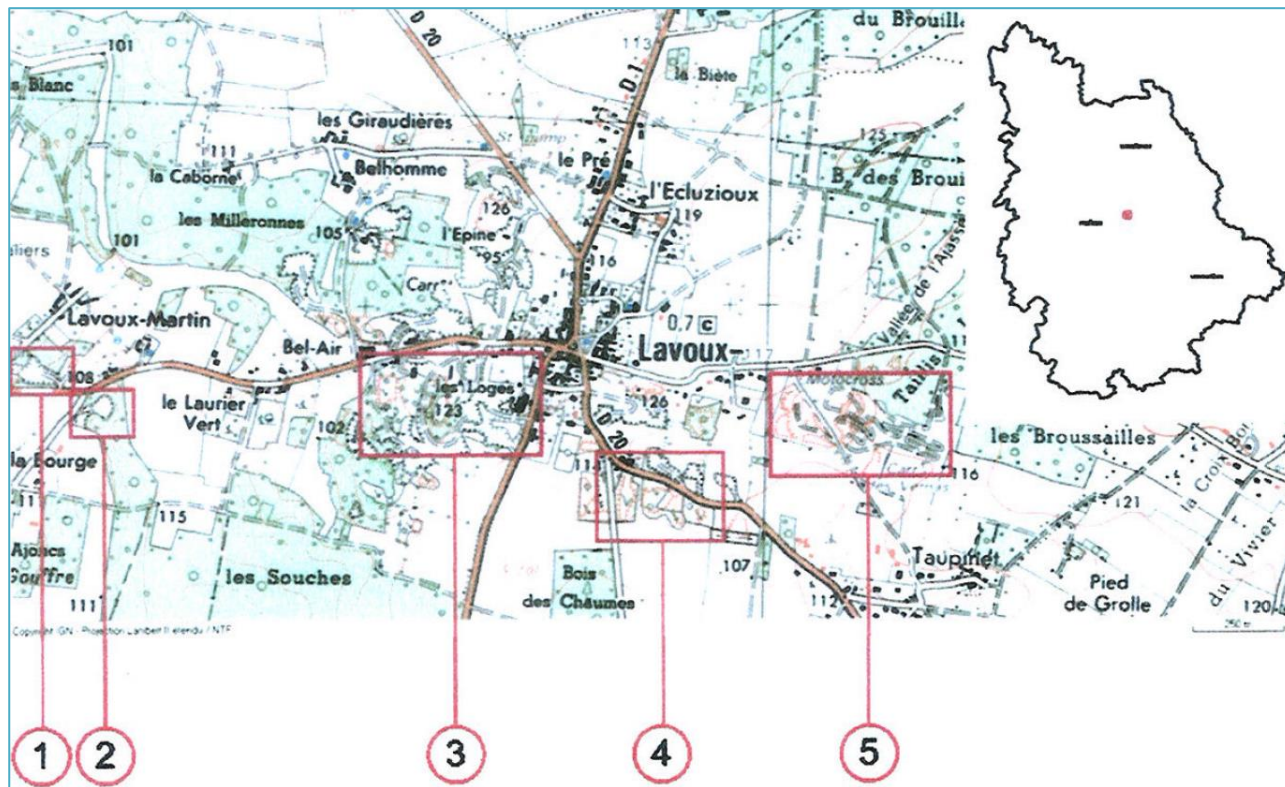
*Buddleia sur pelouse calcicole*



## Inventaire du patrimoine naturel des carrières mené en 2010 par Vienne Nature

Des inventaires de plantes de d'insectes ont été réalisés sur cinq carrières de la commune de Lavoux par l'Association Vienne Nature au cours d'une session de prospection le 22 Mai 2010.

### Localisation des carrières prospectées sur la commune



Source : Inventaire du patrimoine naturel sur les carrières de Lavoux – Association Vienne Nature

Aucun protocole particulier n'a été mis en place pour faire l'inventaire des plantes des carrières de Lavoux. Le but n'était d'ailleurs pas l'exhaustivité mais plutôt la recherche des espèces à caractère patrimonial, inscrites sur une liste rouge des plantes menacées ou sur une liste d'espèces protégées au niveau français ou européen.

Il en a été de même pour les invertébrés puisque la recherche s'est résumée à parcourir les sites et à noter les espèces rencontrées. L'identification a été réalisée sur place et les papillons capturés à l'aide d'un filet puis relâchés.

#### • Résultat des prospections sur le site 1 – Carrière du Moulin



##### Inventaire botanique

Bouleau pendant *Betula pendula*  
Saule roux *Salix acuminata*  
Ajonc d'Europe *Ulex europaeus*  
Saule blanc *Salix alba*

Saule marsault *Salix caprea*  
Châtaignier commun *Castanea sativa*  
Baldingère faux roseau *Phalaris arundinacea*  
Fraisier des bois *Fragaria vesca*



## Inventaire faunistique

### Lépidoptères

#### Papilionidae

Machaon *Papilio machaon*

#### Pieridae

Citron *Gonepteryx rhamni*

#### Lycaenidae

Thécla de la ronce *Callophrys rubi*

#### Nymphalidae

Tircis *Pararge aegeria*

Mélitée du plantain *Melitaea cinxia*

## • Résultat des prospections sur le site 2 – Carrière de la Nougeratte



## Inventaire botanique

Hélianthème nummulaire *Helianthemum nummularium*

Seselie des montagnes *Seseli montanum*

Laiche glauque *Carex flacca*

Hippocrélide fer à cheval *Hippocrepis comosa*

Brome dressé *Bromus erectus*

Lin purgatif *Linum catharticum*

Scabieuse *Scabiosa columbaria*

Serpolet *Thymus*

Piloselle *Hieracium pilosella*

Origan *Origanum vulgare*

Koelerie *Koeleria vallesiana*

Petite pimprenelle *Sanguisorba minor*

Carline vulgaire *Carlina vulgaris*

Picride fausse épervière *Picris hieracioides*

Léontodon *Leontodon*

Peuplier tremble *Populus tremula*

Polygale commun *Polygala vulgaris*

Marguerite *Leucanthemum vulgare*

Vulnéraire *Anthyllis vulneraria*

Renoncule bulbeuse *Ranunculus bulbosus*

Chêne pubescent *Quercus pubescens*

Orchis bouc *Himantoglossum hircinum*

Lotier corniculé *Lotus corniculatus*

Noisetier *Corylus avellana*

Alisier torminal *Sorbus torminalis*

Saule marsault *Salix caprea*

Cornouiller sanguin *Cornus sanguinea*

Ophrys mouche *Ophrys insectifera*

Merisier *Prunus avium*

Centauree noire *Centaurea nigra*

Globulaire *Globularia bisnagarica*



## Inventaire faunistique

### Lépidoptères

#### Hesperiidae

Hespérie de la mauve *Pyrgus malvae*

#### Lycaenidae

Argus frêle *Cupido minimus*

Argus bleu, Azuré de la Bugrane *Polyommatus icarus*

#### Pieridae

Piérade de la moutarde, Piérade du lotier *Leptidae sinapis*

#### Nymphalidae

**D\*** Mélitée du plantain *Melitaea cinxia*



## Inventaire faunistique

### Reptiles

#### Sauriens

Lézard des murailles *Podarcis muralis*

**N, A<sub>4</sub>, LC\***

\* N : protection nationale - A<sub>4</sub> : Annexe IV de la Directive européenne « Habitats, faune, flore » -  
LC : Liste rouge nationale (2009), protection mineure - D : Espèce déterminante en Poitou-Charentes

• **Résultat des prospections sur le site 3 – Carrière des Loges**



**Inventaire botanique**

Clématite <i>Clematis vitalba</i>	Germandrée petit-chêne <i>Teucrium chamaedrys</i>
Gaillet dressé <i>Galium mollugo</i>	Merisier <i>Prunus avium</i>
Fétuque <i>Festuca</i>	Cirse des champs <i>Cirsium arvense</i>
Centranthe rouge <i>Centranthus ruber</i>	Renoncule bulbeuse <i>Ranunculus bulbosus</i>
Globulaire <i>Globularia bisnagarica</i>	Silene commun <i>Silene vulgaris</i>
Petite pimprenelle <i>Sanguisorba minor</i>	Vulnéraire <i>Anthyllis vulneraria</i>
Laitue des murailles <i>Mycelis muralis</i>	Épiaire dressée <i>Stachys recta</i>
Scabieuse <i>Scabiosa columbaria</i>	Serpolet <i>Thymus</i>
Picride fausse épervière <i>Picris hieracioides</i>	Vesce sauvage <i>Vicia sepium</i>
Achillée millefeuille <i>Achillea millefolium</i>	Calament acinos <i>Acinos arvensis</i>
Origan <i>Origanum vulgare</i>	Chardon penché <i>Carduus nutans</i>
Bugrane gluante <i>Ononis asarifera</i>	Marguerite <i>Leucanthemum vulgare</i>
Epervière des murs <i>Hieracium murorum</i>	Vipérine commune <i>Echium vulgare</i>
Rosier des chiens <i>Rosa nitida</i>	Cirse commun <i>Cirsium vulgare</i>
Orme champêtre <i>Ulmus minor</i>	Crépide à vésicules <i>Crepis vesicaria</i>
Églantier des haies <i>Rosa agrestis</i>	Gesse des prés <i>Lathyrus pratensis</i>
Ronce <i>Rubus</i>	Cardère drave <i>Lepidium draba</i>
Ophrys araignée <i>Ophrys asarifera</i>	Géranium à feuilles découpées <i>Geranium dissectum</i>
Petit Rhinante <i>Rhinantus minor</i>	Myosotis <i>Myosotis</i>
Céphalantère à feuilles en épée <i>Cephalanthera longifolia</i>	Millepertuis commun <i>Hypericum perforatum</i>
Ophrys mouche <i>Ophrys insectifera</i>	Oseille crêpe <i>Rumex crispus</i>
Orchis bouc <i>Himantoglossum hircinum</i>	Fromental élevé <i>Arrhenatherum elatius</i>
Carline vulgaire <i>Carlina vulgaris</i>	Petit salsifis <i>Tragopogon pratensis</i>
Lin à feuilles étroites <i>Linum tenuifolium</i>	Céraiste <i>Cerastium</i>
Piloselle <i>Hieracium pilosella</i>	Géranium colombin <i>Geranium columbinum</i>
Dactyle aggloméré <i>Dactylis glomerata</i>	Charme commun <i>Carpinus betulus</i>
Viorne lantane <i>Viburnum lantana</i>	Trèfle des prés <i>Trifolium pratense</i>
Genévrier commun <i>Juniperus communis</i>	Carotte sauvage <i>Daucus carota</i>
Noisetier <i>Corylus avellana</i>	Brome mou <i>Bromus hordeaceus</i>
Alisier torminal <i>Sorbus torminalis</i>	Houlque laineuse <i>Holcus lanatus</i>
Cornouiller sanguin <i>Cornus sanguinea</i>	Saule roux <i>Salix acuminata</i>
Prunellier <i>Prunus spinosa</i>	Réséda jaune <i>Reseda lutea</i>
Orme champêtre <i>Ulmus minor</i>	Sauge des prés <i>Salvia pratensis</i>
Ronce à feuille d'orme <i>Rubus ulmifolius</i>	Germandrée des montagnes <i>Teucrium montanum</i>
Hippocrépide fer à cheval <i>Hippocrepis comosa</i>	Mâche potagère <i>Valerianella locusta</i>
Arabette hérissée <i>Arabis hirsuta</i>	Lin purgatif <i>Linum catharticum</i>
Eupatoire chanvrine <i>Aupatorium cannabinum</i>	Ronce bleue <i>Rubus caesius</i>
Pin sylvestre <i>Pinus sylvestris</i>	Pâquerette <i>Bellis perennis</i>
Linaire <i>Linaria</i>	Inule conyze <i>Inula conyza</i>
Coronille changeante <i>Securigera varia</i>	Géranium pourpre <i>Geranium robertianum</i>
Laiche glauque <i>Carex flacca</i>	Hêtre commun <i>Fagus sylvatica</i>
Minette <i>Medicago lupulina</i>	Noyer <i>Juglans regia</i>
Panais cultivé <i>Pastinaca sativa</i>	Listère à feuilles ovales <i>Listera ovata</i>
Laiteron maraîcher <i>Sonchus oleraceus</i>	Châtaignier commun <i>Castanea sativa</i>
Plantain lancéolé <i>Plantago lanceolata</i>	Daphné lauréole <i>Daphne laureola</i>
Brome dressé <i>Bromus erectus</i>	Epipactis <i>Epipactis</i>
Potentille rampante <i>Potentilla reptans</i>	Epervière tachée <i>Hieracium maculatum</i>

**D86\***

**LRR, D86\***

\* D86 : Espèce déterminante en Vienne -

LRR : Espèce figurant sur la liste rouge régionale de la flore en Poitou-Charentes





## Inventaire faunistique

### Lépidoptères

#### Hesperiidae

Point-de-Hongrie *Erynnis tages*  
Hespérie de l'alcée, Grisette *Carcharodus alceae*  
Hespérie des sanguisorbes *Spialia sertorius*  
Hespérie de la mauve *Pyrgus malvae*

#### Papilionidae

Flambé *Iphiclides podalirius*  
Machaon *Papilio machaon*

#### Pieridae

Piérade de la moutarde *Leptidea sinapis*  
Piérade du chou *Pieris brassicae*  
Piérade de la rave *Pieris rapae*  
L'Aurore *Anthocharis cardamines*  
Fluoré *Colias alfacariensis*

#### Lycaenidae

Azuré des nerpruns *Celastrina argiolus*  
Azuré de la faucille *Cupido alcetas*  
Argus frêle *Cupido minimus* **D\***  
Argus bleu, Azuré de la Bugrane *Polyommatus bellargus*  
Bel-Argus, Azuré bleu-céleste *Polyommatus bellargus*  
Azuré des coronilles *Plebejus argyrognomon*

#### Nymphalidae

Tircis *Pararge aegeria*  
Procris, Fadet commun *Coenonympha pamphilus*  
Sylvain azuré *Limenitis reducta*  
Robert-le-Diable, Gamma *Polygonia c-album*  
Mélitée du plantain *Melitaea cinxia*

\* D : Espèce déterminante en Poitou-Charentes

## • Résultat des prospections sur le site 4 – Carrière de La Frémigère



## Inventaire faunistique

### Lépidoptères

#### Hesperiidae

Point-de-Hongrie *Erynnis tages*  
Hespérie des sanguisorbes *Spialia sertorius*

#### Pieridae

Piérade de la moutarde *Leptidea sinapis*  
Piérade du chou *Pieris brassicae*  
Fluoré *Colias alfacariensis*

#### Noctuidae

Brèche *Sharagacucullia verbasci*

#### Lycaenidae

Thécla de la ronce *Callophrys rubi*  
Azuré des nerpruns *Celastrina argiolus*  
Azuré de la faucille *Cupido alcetas*  
Argus frêle *Cupido minimus* **D\***  
Argus bleu, Azuré de la Bugrane *Polyommatus bellargus*  
Bel-Argus, Azuré bleu-céleste *Polyommatus bellargus*  
Argus brun, Collier-de-Corail *Aricia agestis*

#### Nymphalidae

Tircis *Pararge aegeria*  
Procris, Fadet commun *Coenonympha pamphilus*  
Sylvain azuré *Limenitis reducta*  
Carte géographique *Araschnia levana*  
Mélitée du plantain *Melitaea cinxia*

\* D : Espèce déterminante en Poitou-Charentes



## Inventaire faunistique

### Odonates

Gomphus très commun *Gomphus vulgatissimus*



## Inventaire botanique

Érable champêtre <i>Acer campestre</i>	Véronique petit-chêne <i>Veronica chamaedrys</i>
Troène <i>Ligustrum vulgare</i>	Genêt des teinturiers <i>Genista tinctoria</i>
Fougère mâle <i>Dryopteris filix-mas</i>	Knautie des champs <i>Knautia arvensis</i>
Cornouiller sanguin <i>Cornus sanguinea</i>	Verveine sauvage <i>Verbena officinalis</i>
Ronce bleue <i>Rubus caesius</i>	Ophrys mouche <i>Ophrys insectifera</i>
Orme <i>Ulmus</i>	Sénecon jacobé <i>Senecio jacobaea</i>
Garance voyageuse <i>Rubia peregrina</i>	Violette hérissée <i>Viola hirta</i>
Iris fétide <i>Iris foetidissima</i>	Viorne lantane <i>Viburnum lantana</i>
Lierre <i>Hedera helix</i>	Centranthe rouge <i>Centranthus ruber</i>
Prunellier <i>Prunus spinosa</i>	Eupatoire chanvrine <i>Eupatorium cannabinum</i>
Gaillet mollugine <i>Galium mollugo</i>	Inule conyze <i>Inula conyza</i>
Clématite <i>Clematis vitalba</i>	Potentille printanière <i>Potentilla nummiana</i>
Genévrier <i>Juniperus communis</i>	Centauree noire <i>Centaurea nigra</i>
Églantier <i>Rosa</i>	Vipérine commune <i>Echium vulgare</i>
Chèvrefeuille des bois <i>Lonicera periclymenum</i>	Fraisier des bois <i>Fragaria vesca</i>
Brachypode des bois <i>Brachypodium sylvaticum</i>	Bryone dioïque <i>Dryonia dioica</i>
Renoncule bulbeuse <i>Ranunculus bulbosus</i>	Cirse commun <i>Cirsium vulgare</i>
Millepertuis commun <i>Hypericum perforatum</i>	Fusain d'Europe <i>Euonymus europaeus</i>
Avoine pubescente <i>Avenula pubescens</i>	Ortie dioïque <i>Urtica dioica</i>
Pâturin des prés <i>Poa pratensis</i>	Scolopendre officinale <i>Phyllitis scolopendrium</i>
Églantier des haies <i>Rosa agrestis</i>	Herbe à Robert <i>Geranium robertianum</i>
Origan <i>Origanum vulgare</i>	Panais cultivé <i>Pastinaca sativa</i>
Carline vulgaire <i>Carlina vulgaris</i>	Pâturin commun <i>poa trivialis</i>
Chêne pubescent <i>Quercus pubescens</i>	Benoîte commune <i>Geum urbanum</i>
Lotier corniculé <i>Lotus corniculatus</i>	Gaillet gratteron <i>Galium aparine</i>
Aigremoine eupatoire <i>Agrimonia eupatoria</i>	Laitue scariote <i>Lactuca serriola</i>
Piloselle <i>Hieracium pilosella</i>	Gouet d'Italie <i>Arum italicum</i>
Petit pimprenelle <i>Sanguisorba monor</i>	Figuier <i>Ficus carica</i>
Sainfoin <i>Onobrychis</i>	Robinier faux acacia <i>Robinia pseudoacacia</i>
Festuca bleue <i>Festuca</i>	Sureau noir <i>Sambucus nigra</i>
Serpolet <i>Thymus</i>	Érable plane <i>Acer platanoides</i>
Épervière <i>Hieracium</i>	Orchis homme-pendu <i>Orchis anthropophora</i>
Scabieuse <i>Scabiosa calumbaria</i>	Chlore perfoliée <i>Blackstonia perfoliata</i>
Arabette hérissée <i>Arabis hirsuta</i>	Chicorée sauvage <i>Cichorium intybus</i>
Géranium colombin <i>Geranium columbinum</i>	Porcelle enracinée <i>Hypochaeris radicata</i>
Hippocrépide fer à cheval <i>Hippocrepis comosa</i>	Véronique des champs <i>Veronica arvensis</i>
Panicaut champêtre <i>Eryngium campestre</i>	Ronce <i>Rubus</i>
Laiche glauque <i>Carex flacca</i>	Lin purgatif <i>Linum catharticum</i>

### • Résultat des prospections sur le site 5 – Carrière des Vernats



## Inventaire botanique

Ophrys araignée <i>Ophrys aranifera</i>	Poirier <i>Pirus</i>	
Céphalantère à feuilles en épée <i>Cephalanthera longifolia</i>	Calament acinos <i>Acinos arvensis</i>	
Polygale commun <i>Polygala vulgaris</i>	Laîche de Haller <i>Carex halleriana</i>	
Orchis homme-pendu <i>Orchis anthropophora</i>	Petit pigamon <i>Thalictrum minus</i>	LRR, D86*
Aubépine monogyne <i>Crataegus monogyna</i>	Mélampyre à crêtes <i>Melampyrium cristatum</i>	

\* D86 : Espèce déterminante en Vienne -

LRR : Espèce figurant sur la liste rouge régionale de la flore en Poitou-Charentes



## Inventaire faunistique Lépidoptères

### Hesperiidae

Point-de-Hongrie *Erynnis tages*  
Hespérie de la mauve *Pyrgus malvae*

### Papilionidae

Flambé *Iphiclidides podalirius*  
Machaon *Papilio machaon*

### Pieridae

Piérade de la moutarde *Leptidea sinapis*  
Fluoré *Colias alfacariensis*

### Lycaenidae

Thécla de la ronce *Callophrys rubi*  
Argus myope, Cuivré fuligineux *Lycaena tityrus*  
Argus bleu, Azuré de la Bugrane *Polyommatus bellargus*  
Bel-Argus, Azuré bleu-céleste *Polyommatus bellargus*

### Nymphalidae

Mégère, Satyre *Lasiommata megera*  
Procris, Fadet commun *Coenonympha pamphilus*  
Petite violette *Clossinia dia*

En conclusion, les inventaires menés sur cinq carrières de la commune de Lavoux ont permis de recenser 159 espèces végétales, dont seulement 3 bénéficient d'un statut de rareté à l'échelle régionale. *Daphne laureola* et *Thalictrum minus* sont déterminantes et figurent sur la liste rouge régionale des plantes menacées du Poitou-Charentes et *Fagus sylvatica* est déterminante en Poitou-Charentes.

La plupart des espèces inventoriées sont des espèces de friches calcaires, milieux ne figurant pas à la Directive européenne pour la conservation des habitats de la faune et de la flore mais pouvant présenter quelques espèces régionales appartenant aux pelouses calcicoles ou aux ourlets forestiers souvent riches en orchidées.

Ces milieux ouverts, sur sols calcaires squelettiques, sont très propices au groupe des reptiles. L'état de fermeture avancé, boisement naturel du au non-entretien et au comblement des carrières, amenuise peu à peu cet attrait, si bien qu'un seul reptile a été observé, le Lézard des murailles. Cette espèce est inscrite à l'Annexe IV de la Directive « Habitats » et bénéficie d'une protection nationale.

L'enfrichement naturel, le boisement ainsi que le comblement intentionnel de ces sites contribuent à la banalisation des espèces qui y sont présentes. C'est pourquoi il est essentiel de préserver au maximum l'originalité de ces milieux et des espèces qui leur sont liées.

### Milieux aquatiques

Il y a peu de milieux aquatiques sur la commune compte-tenu de la nature calcaire du sol, roche poreuse. Quelques **mares** sont présentes, liées aux carrières comme indiqué précédemment, ou encore vestiges d'utilisations passées, comme celle au bord de la route au lieu-dit « Les Godiers ».

Elles sont donc à conserver, entretenir et, surtout, à développer vu le contexte local. Il s'agit des derniers sites de reproduction pour les **amphibiens, libellules et autres insectes**. Leur environnement est également à préserver et à entretenir. Elles peuvent servir de supports pédagogiques pour les écoles (connaissance du vivant, entretien...), à l'image d'une mini-réserve naturelle.



Rare mare encore présente sur la commune



Les points d'eau artificiels comme les zones de stockage ou de traitement des eaux, plus particulièrement les bassins de rétention, sont à surveiller. Il arrive que l'utilisation de bâches lisses crée des pièges pour les amphibiens, les mammifères, qui descendent dans l'eau et ne peuvent remonter en raison du manque d'adhérence de cette bâche. Le cas échéant, des aménagements simples sont possibles.

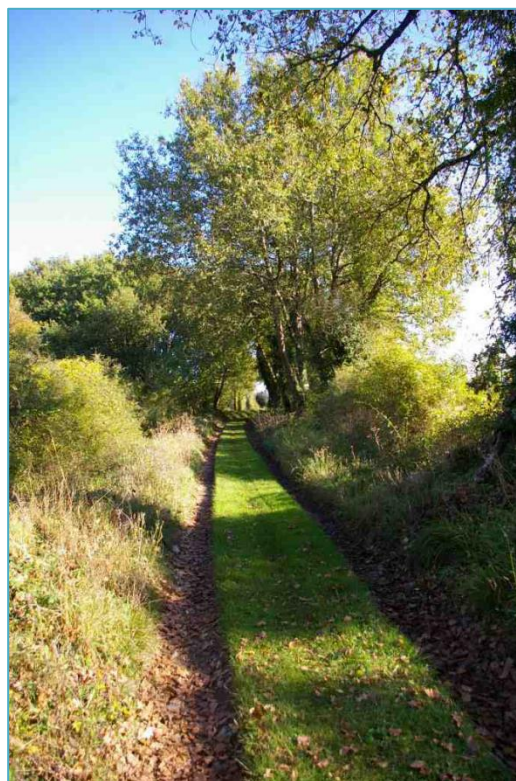


*Point d'eau artificiel avec bâche*

### **Milieux boisés**

Le milieu boisé est bien présent et couvre une partie importante de la commune. On trouve des **petits bosquets** et des **boisements** assez importants (feuillus et conifères), répartis sur l'ensemble de la commune. Il y a une variété de structures. En effet, certains sont de vieux boisements exploités pour le bois de chauffage ou autre, d'autres sont plus jeunes, issus de l'abandon d'entretien, notamment sur certaines parcelles liées aux carrières. Cette variété ajoute à leur intérêt.

De plus, le **réseau de haies** est assez bien conservé compte tenu du contexte agricole local. Ainsi, ce maillage de haies est intéressant, par la biodiversité qu'il accueille, mais également par les corridors qu'il crée, et donc la connexion entre les milieux boisés. Ceci assure un brassage génétique des populations animales dans le contexte généralisé de fragmentation des habitats.



*Haie avec différentes strates*

Comme nous l'avons indiqué dans la partie carrière, il y a des boisements sur sols calcaires, notamment sur pente, avec des expositions ajoutant à leur aridité. Tout ceci engendre la présence de **fourrés et de boisements thermophiles**.

De plus, au-delà de la forêt elle-même, il faut considérer l'**effet « lisière »**. En d'autres termes, la lisière forestière sert à des espèces remarquables (**chauves-souris, reptiles, papillons, abeilles, orchidées...**), que ce soit pour se nourrir, se reproduire ou se déplacer.

De plus, notons que les boisements de la commune sont en **connexion directe avec le massif forestier de Moulière**. En effet, au Nord-Est de Lavoux, le « Bois Séné » fait la jonction avec ce massif. Jonction étroite qu'il convient de conserver, voire de renforcer, pour permettre la bonne circulation des espèces et d'assurer ainsi un brassage génétique.



*Haies et boisements*



*Boisement avec différentes strates au second plan*



*Fourré et boisement thermophiles*



*Fourré et boisement thermophiles*

### **Milieux prairiaux**

L'intérêt patrimonial de ces milieux ouverts est, encore une fois, étroitement lié aux **carrières**, par le caractère spécifique et rare de ces habitats et des espèces qui les peuplent.

En-dehors de ces milieux remarquables, les prairies qui subsistent sont essentiellement des prairies de fauche, voire artificielles, ce qui ne leur confère pas un intérêt patrimonial au regard des enjeux portés par les milieux ouverts et partiellement enrichis des carrières. Toutefois cette « nature ordinaire » est à prendre en considération.



*Prairies et boisements, effet lisière intéressant*



*Prairies et boisements, effet lisière intéressant*

Les bords **des routes et des chemins** sont souvent oubliés mais ils constituent des milieux prairiaux importants en termes de surface et au regard de leur linéaire à l'échelle d'une commune. Ils sont souvent les derniers refuges pour de nombreuses espèces telles que **les plantes, les papillons et autres insectes pollinisateurs**. De plus, il est possible à une municipalité d'en choisir la gestion sur les zones dont lui incombent l'entretien.



## Cultures

La plupart des espèces liées aux cultures, végétales ou animales, sont patrimoniales en raison de leur raréfaction, due aux modifications des pratiques agricoles au cours des décennies passées.

C'est pourquoi les zones de cultures sont aujourd'hui, en général, peu favorables à la biodiversité et/ou aux espèces patrimoniales. En effet, les parcelles de production intensive utilisent de nombreux produits phytosanitaires (herbicides, fongicides...) peu propices au développement de la vie sauvage.

Toutefois, les zones de cultures sont les lieux de vie (chasse et reproduction) d'**oiseaux de plaines** (rapaces, oedicnèmes, etc.), de **messicoles**, plantes compagnes des moissons (Chrysanthème des moissons, Bleuet, Adonis, Nielle des blés, etc.) qui sont bien souvent oubliées.

C'est pourquoi il convient de ne pas négliger ces milieux car des parcelles sans utilisation de produits phytosanitaires, ou des parties abritées, peuvent servir de zones refuges à ce pan du patrimoine fortement menacé.

Notons également que sur certains secteurs de cultures, des haies intéressantes subsistent, alors qu'elles font défaut sur d'autres.



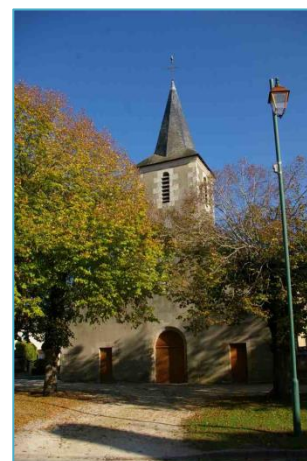
*Culture et boisement*



*Champs cultivés de part et d'autre de l'allée*

## Patrimoine bâti

Les églises sont souvent utilisées par des colonies de reproduction de **chauve-souris** et/ou par des **rapaces nocturnes**. Il conviendra de veiller à ce maintien d'accessibilité pour ces groupes d'espèces en cas de restauration. De simples recherches à de bonnes périodes permettent de mettre en évidence des colonies non connues de chauve-souris, surtout dans une région où de nombreuses carrières sont présentes.



*Église*



## **Conclusion**

- La commune de Lavoux ne fait l'objet d'aucun inventaire de type ZNIEFF ou de statut de protection. Toutefois, elle recèle un patrimoine naturel important avec une forte valeur patrimoniale. En effet, la présence de nombreuses carrières, représentant des surfaces importantes, lui confère des enjeux environnementaux non négligeables.

On retrouve dans ces carrières tous les types de milieux, des pelouses aux boisements thermophiles en passant par les fourrés, sans oublier les mares. Elles sont donc constituées d'habitats patrimoniaux mais sont également le lieu de vie de nombreuses espèces patrimoniales.

Au-delà de ces carrières, la commune possède un réseau de boisements, de forêts et de haies intéressant. Une partie de ce maillage est reliée à la Forêt de Moulière, ajoutant à son intérêt. Quelques zones peuvent faire l'objet de création de haie pour reconnecter des boisements isolés.








Une nature plus « ordinaire » doit également être considérée, bien que n'ayant pas la valeur patrimoniale précédemment citée.








Enfin, le patrimoine des carrières a fait l'objet d'inventaires par l'association les Amis du Patrimoine Lavousien (APL). Il serait intéressant de pousser ces inventaires afin de connaître de façon plus exhaustive les réels enjeux liés à ces milieux atypiques. L'association APL est alors un outil intéressant pour les poursuivre et impliquer les acteurs locaux à la valorisation de leur patrimoine.

### Richesse biologique connue – Inventaires récents

L'association locale de protection de l'environnement, accompagné d'orchidophiles (voir source en fin de document), a recensé 16 espèces d'orchidées présentes sur la commune au printemps 2014.

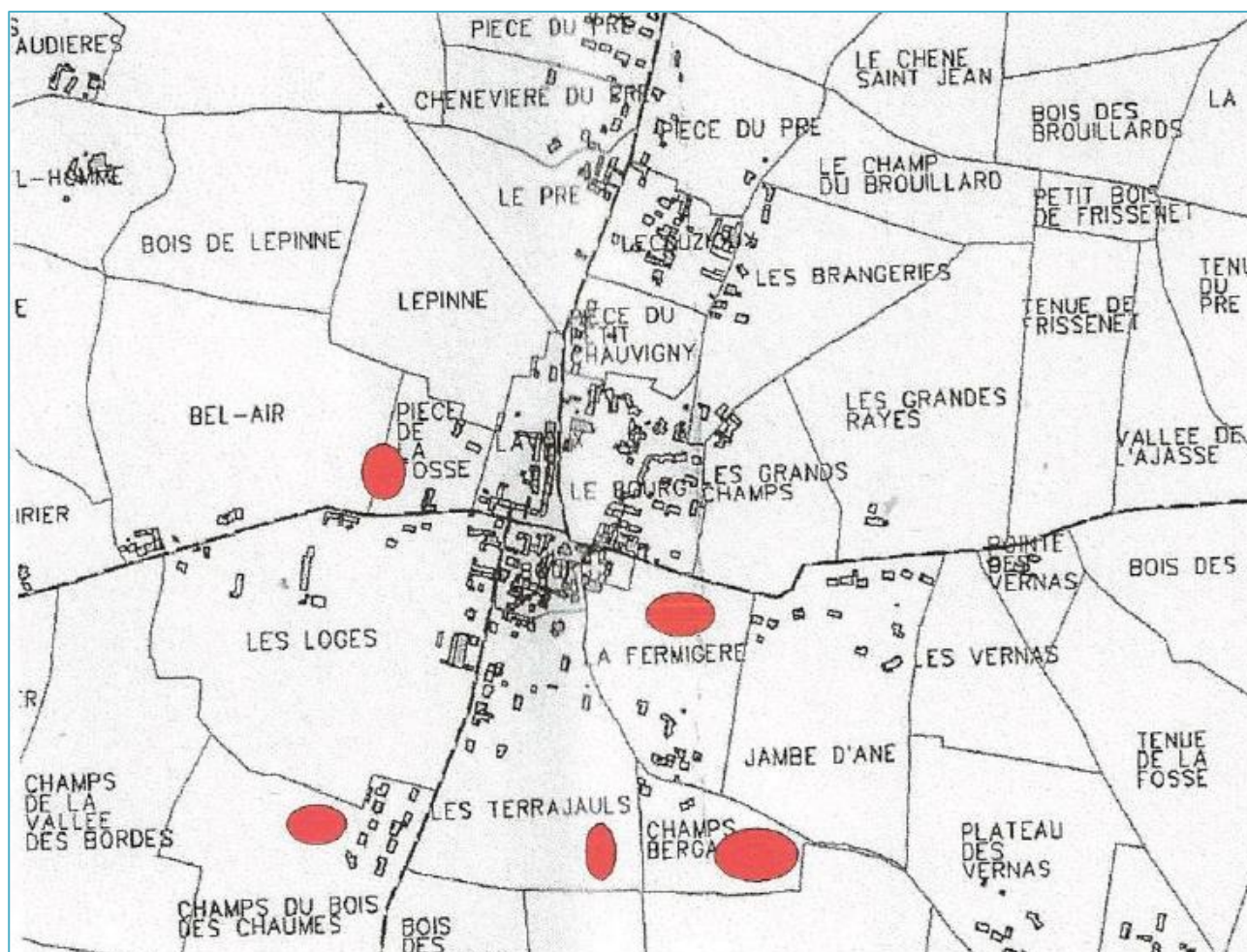
#### Résultats du recensement d'orchidées sur la commune

Photographie	Espèce	Nom vernaculaire	Nombre de stations
	<i>Anacamptis morio</i>	Orchis bouffon	2
	<i>Anacamptis pyramidalis</i>	Orchis pyramidal	1
	<i>Cephalanthera logifolia</i>	Céphalanthère à longues feuilles	1
	<i>Cephalanthera rubra</i>	Céphalanthère rouge	1
	<i>Epipactis helleborine</i>	Epipactis à larges feuilles	1
	<i>Limodorum abortivum</i>	Limodore avorté	1
	<i>Neottia nidus-avis</i>	Neottie nid d'oiseau	1

Photographie	Espèce	Nom vernaculaire	Nombre de stations
	<i>Ophrys apifera</i>	Ophrys abeille	1
	<i>Ophrys aranifera</i>	Ophrys araignée	4
	<i>Ophrys insectifera</i>	Ophrys mouche	1
	<i>Orchis anthropophora</i>	Orchis homme pendu	2
	<i>Platanthera chlorantha</i>	Orchis verdâtre	1
	<i>Anacamptis / Orchis anthropophora / Himantoglossum hircinum</i>	Orchis bouc	La plus répandue sur tout le territoire de Lavoux
	<i>Serapia lingua</i>	Sérapias en langue	1 La Frémigère, détruite depuis quelques années



## Stations d'orchidées présentes à Lavoux – Printemps 2014



Sources des textes et cartes : Association des Amis du Patrimoine Lavousien (rédaction Robert Granseigne, participation de la Société Française d'Orchidophilie de Poitou-Charentes et de Vendée).

Autres sources : Jean-Claude Guérin, Jean-Michel Mathé, André Merlet, *Les Orchidées de Poitou-Charentes et de Vendée* (collection Parthénopé), 2007, Rémy Souche, *Les Orchidées sauvages de France* (Les Créations du Pélican).

Autour du Bourg de Lavoux, des colonisations importantes se sont développées :

- › dans d'anciennes carrières (La Frémigères, Les Loges),
- › sur des prairies calcicoles (Champs Bergaud, Pièce de La Fosse),
- › dans des terrains non cultivés (autour du terrain de sports, du lotissement du Bois des Chaumes).



## L'atteinte potentielle liée à la pression anthropique

### **Les interventions fortes sur le milieu, sans inventaire écologique préalable Une atteinte potentielle majeure à l'environnement**



« Les Loges » – Stockage de déchets inertes  
(autorisé par Arrêté Préfectoral du 3 Mai 2011)



« La Frémigère » – Remblaiement et destruction  
d'habitats – Zone UD du POS, à vocation constructible



« Les Milleronnes » – Dépôt de matériaux



« Les Vernas » – Dépôt de matériaux

■ Le Plan Local d'Urbanisme devra éviter d'intégrer les terrains ainsi remblayés dans les secteurs constructibles, afin de ne pas favoriser ces pratiques et d'éviter des risques futurs (instabilité des terrains...). Les anciennes carrières pourront également bénéficier d'une protection au regard de leur intérêt écologique.



Destruction d'un « cavalier » et de la végétation  
thermophile sus-jacente, pour remblaiement



Ancienne décharge remblayée, avec déchets sous-jacents  
(« La Frémigère »)